# LE MONDE diplomatique

Le Grand Maghreb sur le chemin

(Pages 5 à 7.)

des retrouvailles

### UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE

Publication mensuelle -- 5. rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## **Ambition**

Par CLAUDE JULIEN

N signal fort clair fut donné l'an dernier par l'Union soviétique lorsqu'elle commença à rembourser ses dettes à l'égard des Nations unies. Près de trente ans plus tôt, elle avait refusé de participer au financement de la mission des « casques bleus » dans l'ancien Congo belge, car elle y vovait une manifestation de l'« impérialisme » occidental. En décidant de payer ses arriérés, Moscou amorçait le virace dielectric virage diplomatique qui devait nécessairement accompagner sa volonté de réformes à l'intérieur, et s'offrait du même coup la possibilité de faire appel aux « forces de paix » de l'ONU – en Afghanistan par

L'effort entrepris pour revigorer une économie selérosée ne peut porter ses fruits sans un allégement des charges militaires. Il requiert aussi une nouvelle approche des réalités mondiales dans le double but de limiter des engagements extérieurs excessifs et d'accèder aux capitaux et aux technologies dont dispose l'Occident. L'accord Reagan-Gorbatchev de décembre dernier sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire n'entraîne que de bien modestes économies (1). Des coupes budgétaires franches ne peuvent être obtenues que par une importante réduction des armements stratégiques et conventionnels. Or cette étape passe influctablement par la solution des conflits régionaux : évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan, règlements pacifiques amorcés entre l'Irak et l'Iran (voir, page 4, l'article d'Ahmad Salamatian), en Namibie, au Cambodge (voir, page 3, les articles de Philippe Devillers et Claire Brisset), an Sahara occidental...

Des accidents de parcours restent toujours possibles, mais il n'empêche que l'élimination progressive des obstacles ouvre aux relations internatio-

nales un cours nouveau. Depuis quarante ans, à travers « guerre froide », détente » ou regain de tension, l'Europe, beaucoup trop préoccupée d'elle-même, pouvait se féliciter de vivre en paix. C'était oublier que les Deux Grands préféraient s'affronter, dans le tiers-monde, par petits pays interposés. Ce qui ne les empêchait pas d'accumuler simultanément, audelà de toute raison, des engins de mort de plus en plus sophistiqués et onéreux, permettant de faire sauter plusieurs fois la planète. Les puissances ont tardé à comprendre que la guerre et la paix ne se jouaient pas selon deux axes plus ou moins autonomes - l'un Est-Ouest, l'autre Nord-Sud ~ mais au cœur d'une scule et même relation triangulaire Est-Ouest-Sud. Le règlement en vue de certains conflits régionaux offre une chance exceptionnelle de changer radicalement les rapports entre le monde capitaliste et le monde com-

'EUROPE saura-t-elle saisir cette opportunité? Par lui-même, le grand marché uni-que de 1993 ne suffira certes pas à lui en donner les moyens. Ou bien elle se crispe sur ses graves difficultés économiques, qu'elle espère atténuer en abolissant les frontières intérieures. Ou bien elle ose porter lain son regard et se donne des objectifs d'une plus grande ampleur, à la iois strategiques et p Jusqu'à présent, elle a eu la faiblesse d'abandonner aux deux superpuissances le soin de ramener à un sevil tolérable les arsenaux accumulés de part et d'autre, alors même qu'ils visent son propre territoire. Voudrait-elle ignorer qu'elle a tout intérêt à jouer un rôle déterminant pour favoriser un véritable désarmement? Renoncant au rôle d'acteur, se résignerait-elle à contempler passivement une histoire qui se ferait sans



elle? Croit-elle pouvoir laisser à d'autres le souci de résorber les foyers de violence qui depuis trop longtemps ensanglantent la planète?

En tant que Communauté, mais aussi par certains des pays qui la composent, l'Europe dispose de nombreux atouts pour intervenir utilement dans la crise du Golfe, entre l'Afrique du Sud et les anciennes colonies portugaises, au Cambodge où reste vive une empreinte française, au Maghreb où s'estompent d'anciens contentieux (voir, pages 5 à 7, l'article de Sophie Bessis), en Amérique centrale. Elle peut, non sans une morbide complaisance, s'user les nerfs en de laborieuses tractations sur les arides dossiers - budgétaires, fiscaux, techniques oui doivent être réglés à bref délai pour que le grand marché unique devienne réalité. Elle peut aussi trouver, dans une ambition qui la dépasse, une raison supplémentaire de surmonter ses contradictions internes pour contribuer à l'éclosion d'un nouvel équilibre mondial.

(Lire la suite page 10.)

(1) Voir «Le prix des armes», le nique, juillet 1988.

## Dans la jungle du grand marché

Par BERNARD CASSEN

E ton était à l'euphorie aux len-demains du Conseil européen de Hanovre en juin dernier, qui couronnait six mois de présidence alle-mande à la CEE : « Un miracle » (M™ Simone Veil). « On en avait plus fait en six mois qu'en dix ans » (M. Jacques Delors, président de la Commission). Et si, à cet état de grâce, allait succéder un état de choc, quand les opinions nationales prendraient conscience que « 1993 » pourrait se traduire pour elles par une véritable « purge darwinienne (1) ? »

Comment, par exemple, le corps électoral français, qui au printemps dernier avait cru choisir souverainement en faveur du « mieux disant social - incarné par M. Mitterrand, acceptera-t-il que la dynamique enclenchée par l'Acte unique mène tout droit chacun des Douze, sauf hypothétique et urgente correction de trajectoire, vers un type de société que ni M. Chirac ni M. Léotard, éclairés par leur bref passage au pouvoir, n'osc-raient même suggérer : la concrétisa-tion de l'idéologie ultralibérale du reaganisme et du thatchérisme du début

Procès d'intention, diront certains. Car on peut faire valoir les décisions du Conseil européen de février. Il avait stabilisé les dépenses agricoles de la CEE à un niveau (27,5 milliards d'ECU (2)) permettant de sauvegarder les intérêts vitaux des agriculteurs allemands et français; il avait pratiquement doublé (de 7 milliards d'ECU en 1987 à 13 milliards en 1992) l'enveloppe des fonds structurels destinés à corriger les disparités régionales au sein des Douze. Et, à Hanovre, les chefs d'Etat et de gouvernement ne viennent-ils pas de donner un coup d'envoi, certes timide, à la réflexion sur l'Europe sociale?

Mais que pèsent ces décisions face à l'acte réellement inaugural qu'a été, le 13 juin dernier, l'adoption, par les douze ministres des finances, de la directive sur la libération totale des mouvements de capitaux au sein de la CEE à compter du 1= juillet 1990 (l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande disposant d'un sursis jusqu'à la fin de 1992) ? Bientôt, tout ressortissant de la Communauté pourra donc ouvrir un compte en banque dans un pays membre autre que le sien, acquérir des titres étrangers, etc. Une grande victoire pour l'épargnant européen, et bruyamment présentée comme telle...

Ce qui est moins claironné, c'est qu'une telle mesure va entraîner - une course aux paradis fiscaux pour les produits d'épargne », comme l'écrivent Michel Albert et Jean Boissonnat dans un ouvrage qui tient du pavé dans la mare. En soumettant la fiscalité de chaque Etat à un référendum quotidien des détenteurs de (gros) revenus, la libération des mouvements de capitaux, poursuivent nos deux auteurs, va déboucher sur une aggravation des inégalités : « La logique de la concurrence des fiscalités souveraines entre Etats européens aboutira à favoriser l'évasion fiscale dans des proportions telles qu'elle équivaudra à exonérer d'impôt sur le revenu la grande majorité des produits du capital, à commencer par les gros portefeuilles. Les charges que les revenus du capital ne paieront pas, il faudra bien les transférer sur les revenus du travail. Ce n'est pas tout.

(1) Formule de Michel Albert et Jean Boissonnat, dans *Crize, Krach, Boom*, Le Soull, Paris, juin 1988, 251 pages, 89 F. (2) 1 ECU = 7 F caviros.

#### DANS CE NUMERO:

Un nouveau cours lité économique et financière non maîtrisée avec le Japon (voir pages 12 et 13 l'article de Jacques Decomoy).

PROCHES DÉNOUEMENTS

Les relations internationales sont en train de prendre un nouveau cours, les Nations unies retrouvent leur crédit : c'est le moment, pour l'Europe, de relancer le débat démocratique dans la concertation mondiale, écrit Claude Julien (pages 1 et 10). Mais de quelle Europe s'agit-il ? L'Acte unique engage la CEE dans les ornières du libéralisme, source de nouvelles inégalités, alors qu'une ambition plus élevée devrait l'inciter à conforter chez elle la démocratie.

#### TOWOURS L'ILLUSION

Faut-il rappeler où conduisit, il y a cinquante ans, la démission des démocraties européennes (« Munich ou l'illusion de la paix », page 28) ? Bernard Cassen dénonce une autre illusion aujourd'hui, qui risque d'emporter les Européens dans la « jungle du marché unique » (pages 1, 10 et 11). Tandis que persistent de criantes inégalités : « Pour payer moins d'impôts, enrichissez-vous ! » (pages 8 et 9).

L'enquête de Serge Halimi sur « les peuvres en Californie »



(pages 14 et 15) achèverait de discréditer, s'il en était besoin. l'idéologie néolibérale de l'administration Reagan. Triste bilan, que compliquent les effets d'une riva-

Sous l'effet de la crise économique, Moscou et Washington s'entendent désormais pour tenter de résoudre des conflits régionaux qu'ils n'avaient pas peu contribué à entretenir. La China entend. y participer, elle aussi, au Cambodge, où se dessine enfin un espoir de paix (page 3); tandis que l'imbroglio de la situation au Proche-Orient assombrit les perspectives de la négociation entre l'Iran et

l'Irak (page 4). Mais, déjà, l'amorce d'un règlement au Sahara occidental voit le Grand Maghreb, porté par son vieux rêve d'unité, s'acheminer vers les retrouvailles (lire pages 5 à 7 l'article de Sophie

#### JEUX MÉLÉS

Même si la Corée du Nord ne participe pas aux Jeux de Sécul, la grande compétition olympique s'ouvre cette année dans un climat d'euphone politique : c'est l'occasion d'autres enchères, où l'on voit ressurgir l'appétit des milieux d'affaires, et les traditionnelles inémlités entre le Nord et le Sud (« La grande mâlée des Jeux olympiques », pages 17 à 20). A cette occasion, Philippe Pons est allé chercher dans la petite ville d'Andong les restes du passé coréan (pages 22 et 23). L'écrivain philippin Francisco Sionil José parle, lui d'une autre Asie où se poursuit le combat contre l'injustice (pages

Vair le sommetre détaillé page 32.

#### LA CHUTE DU KHOMEINISME

Ouverture démocratique, réconciliation avec les Arabes, normalisation avec l'Occident : c'est un véritable virage à 180 degrés que négocie l'Iran, au lendemain des revers militaires et

#### Kadhafi L'Africain

Entre le colonel libyen et le président tchadien, la hache de guerre va-t-elle vraiment être enterrée ? Pour le savoir, il faut saisir les fondements de la stratégie de Kadhafi en Afrique Noire...

#### OLP-ISRAËL :

d'un processus de paix...

**DEUX LITS POUR DEUX RÉVES** Pourquoi le partage de la Palestine s'est imposé comme la seule solution de demain... Quelles sont les prochaines étapes

#### TUNISIE :

**LES 5 SOUCIS DE BEN ALI** Comment le chef de l'Etat a-t-il neutralisé les « dinosaures » qui bloquaient l'ouverture ? Qui sont les hommes du renouveau ? Quelles sont les tâches auxquelles ils vont s'atteler ?

#### NORD-SUD : L'ÉNERGIE À L'HORIZON 2001

Jacques Fournier , P-DG de Gaz de France, Philippe De Latour, délégué général du Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières, et Georges Vendryes, conseiller du président du CEA, définissent les enjeux énergétiques de de-

Dans le numéro de septembre d'Arabies le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement: 300 FF; 250 FF étudiant. 78, rue Jouffroy, 75017 Paris



par J. Regreper (1970)

tiesent beaucoup trop dans l'armenent trop peu en faveur de l'économie et Romune. Notice situation planetaire est suie de reuxamen à la lumière de conception de la sécurité nationale na différence de celle que prému

Dans les Eglises et les universus Cantre part. les esplimes des annes # BE en truit de reinterpreter de fan Scale l'histoire et la culture and Les viens themes des progresses partireurs de la solidarité se mée handog e et la responsabilité planéta placent cience et la rapacité des de monde des affaires ont rente to finites de mai ens d'Américains rice 🎎 🛦 l'édète d'un contrôle politique à Montanie. Et la lattre pastorale anite 1985 au sujet de l'economie par la bitimes entitioniques ut redigée par de lis pieces formés dans les années el.

En bref, les mouvements de cette qu que a cent. pas disparte, pas plus qu'ils s west pease's dant la clandestinité ils & pénétré et manière decinels courants majours de la vie politique as sicuine. Lis ont contribue i mettre fait pacerre die Vietnami, mais furent tempae Temen: rejetes. \ icu: retraite mod pourraient ministenant succeder de me velles victorial

11) Cl Laura Man an Armand - Le Nesse The description of the second of the second

La encharche telemifique, facteur de déchar 26 ot 27:

TANGER DESSINÉES ET ENGAGEMENT BERNEUE : Aventures individuelles dans lines des la company de la com Type . une nouvelle de Mempo Garage

All Carr, par François Dosse.

LIVERS DU MOIS: Le Lors Configuration par Fetal Errera. On frapri le Beaute Guerracatrice, par Alain Gresh CES 30 et 31 :

La Santa Acionalizas du mos de pale 158 e eta tare a 163 000 exemplares

#### La diplomatie de Jean-Paul II

Un lecteur polonais, M. Jozef Balcerek, de Varsovie, nous fait part de sa réaction à l'article de Peter Hebblethwaite paru dans le dossier sur la diplomatie de Jean-Paul II (le Monde diplomatique, mai 1988).

(\_) M. Peter Hebblethwaite nous ente la nation polonaise comme inculte et fanatique, imbue d'un romantisme démodé et prête à servir d'instrument à un pape ambitieux, visant la domination de la chrétienté sur une humanité qu'elle devrait servir. « Déjà, en 1849, le poète polonais Juliusz Słowacki avait prédit qu'au vingtième siècle, un pape, polonais lui aussi, étendrait au monde entier le pouvoir de l'Eglise par ses seules armes spirituelles. >

La nation polonaise poursuit une lutte désespérée pour sa survie. L'une des manifestations les plus dramatiques de notre déclin est la fuite des cerveaux et l'exode de la jeunesse vers l'étranger, qui n'en veut plus, même au plus vil prix. Les humiliations que subissent nos compatriotes sont, pour les Polonais décidés à lutter chez eux jusqu'au bout pour leur survie, une source de souffrance, de doute et de désespoir. Il est donc facile de s'acharner sur la victime et même d'en faire un bourreau aux desseins machiavéliques. Et il pouvait sembler que, dans de telles circonstances, la sollicitude d'un pape polonais à l'égard de son peuple d'origine ne susciterait que soli-

A l'encontre des affirmations de M. Peter Hebblethwaite, le peuple polonais qui, dans sa grande majorité. se solidarise avec « son » pape, n'a pas le sentiment que l'Ostpolitik de Jean-Paul II vise la confrontation avec M. Gorbatchev, dans l'intérêt des éléments conservateurs aux Etats-Unis. Tout au contraire, c'est avec espoir qu'il observe les changements entrepris par M. Gorbatchev. Cependant, à croire M. Peter Hebblethwaite, toute modification d'attitude chez le pape est à exclure... « tant est profond son anticommunisme, enraciné dans sa conscience de chrétien et de Polonais ».

La visite du primat de Pologne en URSS, à l'occasion du millénaire du baptême de la Russie, apporte un apai-

 LIVRES-SOLIDARITÉ . - A la suite de la publication du dossier « L'édisante de la publication du dossier « L'ention à l'encan » (le Monde diplomatique, avril 1988), l'association Livres-Solidarité nous informe qu'elle recherche des manuels scolaires récents, des dictionnaires, des ouvrages de référence, uti-lisables en collège et lycée, pour les envoyer à des centres de documentation en Afrique francophone. (Livres-Solidarité, Jeanne Bolon, Clos Saint-Vigor 1-118, F-78220 Viroflay.)

#### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Foodateur: Hubert BEUVE-MÉRY Directeur: Claude JULIEN Rédaction en chef : Issacio RAMONET Réduction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alaim GRESH Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION 7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Teles: MONDPAR 650572 F Tel.: 42-47-97-27

Publicité : le Monde Publicité S.A. Responsable : Antoine Ganvin Responsable : Antoine Gauvin 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. sement notable dans les relations mutuelles entre la Pologne et l'URSS, que les Polonais, dans leur grande majorité, ont pleinement apprécié. Le grand dessein de Jean-Paul II d'être invité en URSS n'est-il pas une preuve de ce souci d'apaisement et de compréhension mutuelle? Et n'est-il pas naturel qu'il ne puisse envisager un séjour en URSS sans penser aux catholiques de Lituanie, de Lettonie, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine, surtout à un moment où la liberté religieuse semble être petit à petit restaurée? Tous ces faits démontrent que l'Eglise de Jean-Paul II change et que son attitude n'est pas aussi obstinée que le suggère M. Hebblethwaite

A en croire M. Hebblethwaite. Jean-Paul II s'opposerait à la lutte des peuples pour leur libération et soutiendrait les dictatures dans le tiers-monde (Marcos aux Philippines et Pinochet au Chili), tandis qu'il precherait la lutte des peuples pour la liberté et contre les dictatures uniquement dans les pays communistes. Et cette attitude, pour le moins ambigue, serait due à ce qu'a il déteste le marxisme de façon viscérale ». De là viendrait son anticommunisme virulent et aveugle, plus aveugle même que celui de M. Reagan, dont M. Hebblethwaite fait l'éloge : « ... M. Reagan ne parle plus de l'URSS comme de l'empire du

Le pape polonais est en outre borné car - comme le soutient M. Hebblethwaite - à ses youx ... le marxisme est un bloc sans fissure ». Cependant, un lecteur tant soit peu attentif de l'encyclique Laborem exercens remarquera que le pape e su, dans son propre lan-gage, apprécier la libération du travail humain tellement chère à Marx, et ses critères scientifiques permettent de distinguer - dans l'analyse des rapports socio-économiques dans les pays communistes - l'étatisation (et la disposition bureaucratique qui en découle) des moyens de production et leur socialisation authentique.

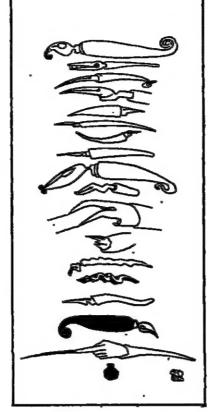
Quant à la libération des peuples, il est aujourd'hui officiellement admis que les abus de Staline et la théorie de la « souveraineté limitée » de Breinev ne contribuaient nullement à l'établissement de rapports d'égalité entre pays bureaucratique était un frein à l'émancipation des peuples. Il est donc naturel qu'un pape polonais appréhende mieux ces problèmes dans les pays communistes qu'ailleurs. Pourtant, ses encycliques Laborem exercens et Sollicitudo rei socialis démontrent qu'il tient à combler cette lacune. Pour M. Hebblethwaite, il reste toujours suspect, quelle que soit sa position (...).

• PROBLÈMES ACTUELS DU DROIT INTERNATIONAL HUMANI-TAIRE. Table roade du 6 au 10 septembre, à San-Remo, à l'initiative de l'Institut international de droit humanitaire. (IIDH., villa Ormond, Corso Cavallotti 115, 18038 San-Remo, Italie. – Tél.: (184) 690848.)

• L'AGRICULTURE EURO-PÉENNE EN TANT QUE FOURNIS-SEUR DE L'INDUSTRIE; UN MOYEN DE SORTIR DE LA CRISE? Conférence parlementaire à Munich, les 7 et 8 septembre, sous l'égide du Conseil de l'Europe. (Service d'information du Conseil de l'Europe, 67000 Strasbourg. — Tél.: 88-61-49-61.)

• LES PETITES « PUISSANCES »
ONT-ELLES UNE CHANCE PARTI-CULIÈRE DE CONTRIBUER A UNE EUROPE DÉMILITARISÉE ? Congrès corganisé à Bâle, du 9 au 11 septembre, par le Groupe pour une Suisse sans armée. (GSSA, case postale 261, CH-8026 Zurich, Suisse.)

## **COURRIER** DES **LECTEURS**



#### Stratégie nucléaire et défense européenne

mieux informés et les plus influents, ont pleine conscience de l'étroite interdépendance de la défense des Etats-Unis, de la défense globale de l'alliance atlantique, de celle de l'Europe occidentale et enfin de la défense nationale de la France. Gardons à l'esprit que, plus que la menace de dommages majeurs en elle-même, c'est la perspective de se retrouver en position d'extrême faiblesse face à l'Amérique intacte, à la suite d'une frappe nucléaire stratégique ou préstratégique, qui dissuaderait l'Union soviétique de s'en prendre à la France on à ses intérêts, dans le cas où elle y verrait un enjeu stratégique majeur ou envisage-rait de stopper son attaque à la limite de ce qui entraînerait une riposte stratégique de notre part. De plus, la capacité de l'alliance atlantique à contrer, voire à repousser, une attaque classique, en évitant à la France de recourir prématurément à ses armes nucléaires, renforce la valeur d'ultime avertissement - et donc de dissussion en cours d'agression - d'une éventuelle frappe préstratégique, car celle-ci intervier drait alors vraiment à la limite de l'agression majeure contre nos intérêts vitaux et ne pourrait être prise pour un « coup de bluff ».

En fait, la doctrine française de dis-

A la suite des articles des généraux Georges Buls et Georges Fricaud-Chagnaud (le Monde diplomatique, février 1988), M. Dominique Barthes, de Lignan-sur-Orb, dans l'Hérault, souhaite mettre en valeur l'interdépendance de la capacité de riposte classique de l'alliance atlantique et de la doctrine française de dissugsion.

Peu de Français, même parmi les

sussion ne diffère pas autant qu'on le

croit de la « riposte flexible » : elle met simplement l'accent sur l'adaptation de la riposte au degré de menace ou d'agression contre nos intérêts vitaux. alors que la doctrine américaine insiste sur la graduation continue des moyens engagés, notamment au niveau des armes nucléaires de théâtre, par l'utilisation progressive d'armes de puissance et de portée croissantes, dans un objectif de victoire militaire. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la défense classique de nos alliés reste un échelon capital dont l'efficacité conditionne la valeur de la dissuasion globale. Et c'est uniquement grâce aux efforts de nos alliés dans ce domaine que la France a pu faire l'impasse sur ses forces classiques et donner la priorité aux armements nucléaires.

#### Pour une « Arche d'Alliance »

M. Albert Jacquard, professeur de génétique à l'université de Genève, auteur de l'article sur · L'égalité comme source de richesse», paru dans le Monde diplomatique de mai 1988, propose une affectation originale du toit de l'arche de la Défense, qui abrite la Mission du bicentenaire de la Révolution française :

Sur la carte de notre Terre tous les territoires sont aujourd'hui affectés : plus, ou presque plus, de ces zones en pointillé, si nombreuses sur les anciens atlas. Pourtant, les diverses nations acceptent de renoncer à leurs droits sur une portion de territoire lorsqu'il s'agit de construire une ambassade ou un

Pourquoi la France ne donnerait-elle pas l'exemple en abandonnant symboliquement quelques lieux prestigieux, non plus au profit d'une autre nation, mais au profit de la communauté des Terriens, créant ainsi un « exterritoire » ? Ce concept mériterait d'être exploré, notamment par des juristes qui en préciseraient le contenu et imagineraient les solutions que ces «ex-territoires» pourraient apporter au sort de personnes persécutées ou encombrantes pour les Etats.

Pour retrouver l'esprit de 1789, pourquoi ne pas faire de l'arche de la Défense, qui abrite l'organisme chargé d'en célébrer le bicentenaire, le premier « ex-territoire » où pourraient être utées les solutions supranationales à apporter aux problèmes de survie de notre espèce ? A l'Arc de Triomphe, rappel de batailles et de victoires finalement dérisoires, répondrait, à la Défense, l'Arche d'Alliance, illustrant la nécessaire mise en commun, par-delà les frontières nationales, philosophiques ou idéologiques, des espoirs, des angoisses et des ressources de tous les

THE TANK THE PARTY OF THE PARTY

### « Le cri d'alarme des pays-poubelles »

M. Bassirou Bah, de Créteil. nous fait part de ses réflexions à propos du stockage des déchets toxiques en Afrique, dont il étalt question dans l'article d'Anne Maesschalk et Gérard de Selys sur « Le cri d'alarme des pays-poubelles » (le Monde diplomati-que, août 1988) :

Si de telles absurdités ne choquent pas, c'est que, quelque part, l'on s'est accommodé de l'idée de la dérive inexorable du continent. C'est que, aussi, l'exacerbation des égoismes s'est résolue nement du devenir de l'humanité. Les fermetures et les intolérances auxquelles on assiste manifesteraient ainsi une régression d'une idée du progrès et de la façon de résoudre la crise contemporaine. Parmi les ravages opérés par cette régression, il y a cette image sur l'Afrique que tout le monde assume. Les Africains en premier. Le refus de reconnaître que ce continent ne souffre pas d'une malédiction ni d'une incapacité

structurelle. Sa déchéance n'est que le signe le plus flagrant de la crise qui secoue le monde entier (...). Le libéralisme triomphant se joue dans la frénésie financière et la surenchère technique. Sa logique se déploie dans son mécanisme pur et procède par cannibalisation de ses propres valeurs fondatrices. L'entreprise mange l'entreprise, le capital mange le capital, la technique mange la technique. Les dysfonctionnements qui en résultent sont salués comme des nécessités. Les ravages commis par ce système de gaspillage sont soigneusement masqués. La sauvegarde de l'ordre bourgeois d'autrefois supposait d'exporter les bagnards dans les îles lointaines. Depuis que les classes moyennes ont conquis de haute lutte quelques garanties sociales et que les voix écologiques se sont fait entendre, le libéralisme a trouvé la même recette qu'autrefois. Exporter les contradictions qu'il suscite. Le rattrapage des profits se fait sur d'autres dos plus dociles (...).

#### COLLOQUES ET RENCONTRES-

 ÉCONOMIE DE LA MÉCANISA-TION EN RÉGION CHAUDE. Sémi-naire organisé par le Centre de coopération naire organise par le Centre de cooperation en recherche agronomique pour le dévelop-pement, du 12 au 16 septembre à Montpel-lier. (CIRAD, 42, rue Scheffer, 75116 Paris. – Tél.: 47-04-32-15.)

 LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE
DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE. Session du Tribunal permanent
des peuples à Berlin, du 26 au 29 septembre. (Via delle Dogana Vecchia, 5, 00186) Rome, Italie. - Tél.: 65-41-468.)

 LA COOPÉRATION EURO-PÉENNE ET L'ALLIANCE ATLANTI-QUE Colloque à Villeneuve-d'Asoq, les 29 et 30 septembre, à l'initiative de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille-IL (UER Droit, domaine littéraire et juridique « Pont de Bois », BP 169, 59653 Villeneuve-d'Ascq. - Tél.: 20-91-10-26.)

 FESTIVAL DES FRANCOPHO-NIES. Le cinquième Festival international des francophonies aura lieu du 4 au 15 octo-bre à Limoges et dans une douzaine de villes de Haute-Vienne et du Limousin, avec la participation de cent trente-cinq artistes des pays francophones. (Rensei-gnements: 8, place des Carmes, 87000 Limoges. – Tél.:55-32-32-66.)

● LA COMMUNAUTÉ EURO-PÉENNE ET LA MER. Colloque interna-tional à Brest les 6, 7 et 8 octobre, organisé par le Centre de droit et d'économie de la mer. (CEDEM, Faculté de droit, BP 331, 29273 Brest Cedex. - Tél.: 98-47-63-82.)

• LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE. SOCIETÉ DUALE? Colloque organisé les 7 et 8 octobre, à Chambéry, par le Ceatre de recherche sur les pays de langue anglaise de l'université de Savoie. (Robert Totham, CREPLA, Université de Savoie, BP 1104,73011 Chambéry Cedex.)

. LES DROITS CIVIQUES AUX ETATS-UNIS. Réunion organisée par le département de civilisation américaine de l'université Paris-III, les 8 et 9 octobre au Palais du Luxembourg à Paris. (Institut du monde anglophone, 5, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006 Paris.)

 LES FINALITÉS DE L'ENSEI-GNEMENT DES LANGUES DANS LE SECONDAIRE. Un symposium organisé les 8 et 9 octobre, à l'Institut d'études politiques de Paris, par l'Association des professeurs de langues vivantes de l'enseigne-ment public (APLV), avec la participation de responsables des administrations, des syndicats et des milieux économiques et de

notre collaborateur Bernard Cassen. (APLV, 19, rue de la Glacière, 75013 Pariz. – Tél.: 47-07-94-82.)

. L'EUROPE ET LES TERRI-TOIRES : RECONNAITRE, CREER, ENTREPRENDRE. Journées européennes de Rouen, organisées du 12 au 14 octobre par l'Association pour la création de l'Institut européen d'aménagement et d'architecture (INEAA). (27, rue Lucien-Fromage, 76160 Darnétal. — Tél.: 25.08.667 1 35-08-56-67.)

 L'EUROPE NOTRE MAISON COMMUNE - SECURITE SANS ARMÉS NUCLÉAIRES. Quatrième symposium d'International Physicians for the Prevention of Nuclear War, du 14 au 18 octobre, à Bâle, Strasbourg, Bonn et Rotterdam. (AMFPGN, 5, rue Las Cases, 75007 Paris. — Tél.: 43-06-54-89.)

• L'UTILISATION MILITAIRE DE L'ESPACE EN EUROPE ET EN

FRANCE. Colloque organisé par l'Association aéronautique et astronautique de France, du 25 au 27 octobre. (AAF. 80, rue Lauriston, 75116 Paris. - Tél. : 47-04-80-68.1

. VINGT ANS DE COOPÉRA-TION, POUR QUEL DÉVELOPPE-MENT: LES ÀNCIENS ONT LA PAROLE. Colloque de l'Institut de déve-loppement international et de coopération, à l'université d'Ottawa, los 8 et 9 décembre. (IDIC, 50, ruelle College, Ottawa, Onta-rio, EIN 6N5, Canada. – Tél.: (613) 526-

 RASSEMBLEMENT CONTRE LA TORTURE. Le 11 décembre, à l'appel d'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, une grande réunion de cinq mille personnes se tiendra au Bourget. (ACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. — Tél.: 43-29-88-52.)

### Recherches internationales

Nº 27 - PRINTEMPS 1988

#### LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Christian Klein, Jean-François Tournadre, Claude Cartigny, Maria Hansen Publié par l'Institut de recherches marxistes Le numéro: 65 F (France), 95 F (Etranger) Abonnement: 4 numéros par an, 200 F (France) 340 F (Etranger)

********	***************************************
	Bon de commande

□ Le numéro 27 de Recherche □ Un abonnement à partir du	
NOM	Prénom
Adresse	
Ville	Code postal
Profession	Année de naissance
Builletin à retourner à : SEPIRM, Chèque à l'ordre de : SEPIRM.	64, bd Augusta-Blanqui, 75013 Paris

#### « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires - afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

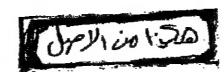
En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois d'août 1988, la somme de 50 440 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M= Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratultement notre journal. Ont déjà été établis : 70 abonnements en Afrique, 29 en Amérique, 10 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulle-

	M. on M.
	₽,rue
	à Code postal
_	lecteur du Monde diplometique dopais ans, verse par
۵	chèque hancaire 🖂 chèque postal

12 250 F pour su abonnement en Afrique ou su Proche-Orient. D 313 F pour en abonnement en Amérique latine. D 343 F pour un abounement en Asie.

ou de 🗆 50 F 🗅 100 F 🗈 200 F, destinés au fonds commus «LECTEURS SOLIDAIRES» pour un abounement attribué par le comité chargé de gérer le fonds. (Chèques libelles à l'ordre du Monde diplomatique et adressés en Monde diplomatique, -Locteurs Solidares-, 7, rue des Italiens, 75427 Peris Cedex 09).



# enire et désense européene

croit de la riposte flexible. croit de la riposte flexible. Le simplement l'accent sur l'adepuis la riposte au degré de la riposte au des riposte de la doctrine autificate la graduation continue de la riposte de la graduation continue de la riposte de la propietaires de théâtre par le tet de portée croissante, dans le la capital dont l'efficacité continue de la dissuasion globale le la dissuasion globale le la dissuasion globale le la dissuasion globale la capital dont l'efficacité continue valeur de la dissuasion globale le la dissuasion globale la capital dont l'efficacité continue valeur de la dissuasion globale la capital dont l'efficacité continue de la dissuasion globale la capital dont l'efficacité continue de la dissuasion globale la capital dont l'efficacité continue que faire l'impasse sur sea forte le pu faire l'impasse sur sea forte le ques et donner la priorité se ments nucléeires. alliés dans ce nomaine que la faire pu faire l'impasse sur ses force de ques et donner la priorit au be

#### Pour une « Arthe d'Alliance,

M. Albert Jacquard, professe de zinétique à l'universit Genève, suleur de l'article i soulité comme constitution Genève, auteur de l'anide ne l'étaille comme sount richesse - paru dans le vie dipiomatique de mai 1988, par une affectation originale de la Défense, mi des l'arche de la Défense, qui du Mission du bicentenque le Revolution française:

Sur la carte de notre Terre log : terratoires sont aujourd'hin affec pius, ou presque plus, de ces me pointillé, si nombreuses sur le se atlas. Pourtant les divers le acceptent de renoncer à leur des une portion de territoire kraelle de construire une ambanda a

Pourquoi la France ne domente pas l'exemple en abandonnam pas Quemen: quelques lieux prese BOD D'us 3r profit d'une sont me mais au profit de la communité Terriens, créant ainsi te in territoire - ) Ce concept mine d'etre exploré, notamment pre juristes qui en préciseraien kont et imaginorgient les solution que - ex-territories - pourtaien the Au som de personnes personnes emerembrantes pour les Eurs.

Pour retrouver l'esprit de lin passitions de pas faire de l'archés Defense, que gente l'organismede d'en centerer le bicentenaire, ba frier - et-lerriteire - où pourrisie discuter les selutions suprimies à apporter aux problèmes de serpatre espèce ! A l'Arc de Tries rappe, de butatiles et de victoires kestient derisoires, répondreit, Defend Arche d'Alliance, have in reconstant mad on communate les frantières nationales, plimi ques ou obsologiques, des epas à angonace et des ressources de mit

FRANCE. Colleges organise pulls Gratian apropaulique et astronome: France, de 25 au 27 octobre (MF 8-) sus Laurettes 75/16 Para - R 47 July (-41)

WINGT ANS DE COOPER TION POUR OLEL DEVELOR PAROLE C. linque de l'Insuitate. ing perment untermational et de comme At an remied Original mangement 101C. So. ratio College, Outante Put. R. N. S. N.S. Canada - Tel. (bl) E

· RASSEMBLEMENT COSTE LATONTA RE Le II décembrailes d'Action des caretiens pour l'abolitées Aperica Lae gande réunion de con e personners se tieners au Bourget (All - 762 45-29-45-521

#### UPS SOLIDAIRES »

Andrews numeror un aprel à des lecters un sprel à des lecters de former un Monde diplométre d'abonner un Monde diplométre des parties de la company de la co and des pays que interes deferorable de senties reçu, à la jir du mois d'aoit la les de gestion de ce fonds, constitué pa la la fin de mois d'anni la la fin de mois d'anni de la fonds, constitué par la la la fin de la fonds.

Charles de Charlestenay, Achille Market. de Charentenay. Achille mente andreaffs. organisations humania Ambarant notre journal. Ont dejà et les Ambrique, 10 en Asie et l'en Europe de l'ét to as mouvement de suitanté, remplisse les

M. African on an Proche-Orient

PF, desilets as looks come Mand par le Comité chargé de gérif le

#### EFFET DU RAPPROCHEMENT ENTRE MOSCOU ET PÉKIN

## Enfin, l'espoir d'une paix au Cambodge

Dans la foulée des accords Reagan-Gorbatchev, les efforts pour régler les conflits locaux s'intensifient : amorce de retrait soviétique d'Afghanistan, négociations sur le Nicaragua, l'Angola et le Cambodge, cessezle-feu entre l'irak et l'iran. D'autres tentatives se dessinent à propos du Sahara occidental, voire de l'Erythrée at de Chypre... De quoi nourrir bien des espoirs, tout en se gardant de sous-estimer les dimensions spécifiques de checun de ces affronterra

Pour le Cambodge, l'horizon s'éclaireit. Après les rencontres privées, en France, entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, leaders respectifs du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique (GCKD) et du gouvernement de la République populaire de Phnom-Penh, la perspective d'un accord s'était précisée et déjà apparaissaient les principaux éléments d'un règlement politique. Mais l'opposition ouverte des Khmers rouges, souterus per Pékin, avait entravé tout progrès depuis février demier. Aujourd'hui, les données internationales ont évolué et le comportement des acteurs khmers s'en

La Vietnam a confirmé son engagement de ratirer totalement ses troupes du Cambodge, et il a avancé

d'un an la date limite de ce retrait, prévu désormais pour la fin 1989. Déjà, il a dissous son commandement militaire et placé ses forces sous l'autorité de l'état-

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), appuyée par les Etats-Unis, le Japon et la CEE, a réaffirmé le 3 juillet son soutien entier au prince Sihanouk dans sa recherche d'une solution négociée. Les pays membres de l'Association se sont réunis avec le Vietnam et le Laos du 25 au 27 juillet, à Bogor en Indonésie, pour cautionner la « cocktail party » des quatre « factions » khmères et les assurer de leur coopération dans l'élaboration d'un accord équitable, sauvegardant les intérêts de tous. L'ombre de la menage d'un retour au pouvoir des Khmers rouges a néanmoins plané sur cette réunion.

Le fait nouveau est que le prince Sihanouk ne cache plus ses inquiétudes à cet égard, depuis sa démission « définitive et irrévocable », le 10 juillet, de la présidence du gouvernement de coalition. Alertés par lui, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie se sont prononcés sans ambiguité contre tout retour au pouvoir des polpotistes. Washington apporte désormais son plein soutien au prince Sihanouk, considéré comme l'artiser privilégié de la restauration d'un Cambodge indépen dant et neutre, libéré de l'influence vietname même attitude qu'observent le Japon et la CEE.

La Chine a assoupli sa position. Si elle raste farme sur le préalable du retrait vietnamien, elle semble ne plus souhaîter un retour au pouvoir des Khmers rouges, et, comme l'URSS, reste prudente et discrète dans son soutien à Hanoï. Les entretiens sino-soviétiques sur le Cambdoge, à la fin du mois d'apût, devaient aboutir à un rapprochement des vues de Moscou et de Pékin sur ce problème et faciliter ainsi la normalisation de leurs

Le décision du prince Sihanouk d'abandonner la présidence du GCKD lui donne désormais la possibilité de jouer un rôle de conciliateur ou de médiateur, voire d'arbitre, entre les deux entités politiques khimères opposées. Il peut ainsi contribuer à mettre sur pied une formula de transition qui assurerait enfin, avec le concours international, l'authentique autodétermination d'un peuple dont le martyre semble parvenir à son

PHILIPPE DEVILLERS.

## Reconstruire, avec de si faibles moyens...

CLAIRE BRISSET E Cambodge porte, presque dix ans après, les stigmates de la terrenr. Tous ceux que l'on y rencontre s'y présentent comme des survivants. Ainsi cette jeune fonctionnaire des affaires étrangères nous montrant à Tuol-Sleng, lycée transformé sous Pol Pot en centre de torture et devenu Musée du génocide, la photo de son père, placardée sur le mur parmi des milliers d'autres, puis, quelques pièces plus loin, celle de sa mère. Son frère fut lui aussi exécuté. Il avait six ans.

Les traumatismes individuels ne sont pas seuls en cause dans ce rappel obsédant de l'histoire récente. La destruction systématique des infrastructures économiques, éducatives, sanitaires, pèse escore d'un poids très lourd sur la vie du pays qui pourtant, lentement, se relève

On estime à près de deux millions le nombre des victimes de la « période Pol Pot» (1975-1979), soit environ

30 % de la population. Aux assassinats proprement dits, se sont ajoutées les morts dues au travail forcé, aux déplacements massifs dans les zones insalubres, à l'absence totale de soins, à la malnutrition. En outre, environ cinq cent mille Cambodgiens vivent à l'étranger, soit dans des camps, sur la frontière khméro-thallandaise, soit dans des pays d'accueil. De cette saignée, les traces demeurent visibles dans la structure de la population active. Etant donnée la proportion très élevée d'enfants âgés de moins de quinze ans, la population économiquement productive n'atteint guère que trois millions, sur près de huit au total. Autre déséquilibre : 65 % des adultes sont des femmes. Les cinq ans de service militaire obligatoire pour les hommes alourdissent encore la charge de travail agricole qui pèse sur elles, et leurs responsabilités dans l'économie

CAR l'agriculture reste le secteur-clé de l'économie. Mais le Cambodge n'a jamais été le pays de cocagne que l'on a souvent décrit. Certes, au cours de la période relativement calme qui, sous le prince Sihanouk, a précédé le régime Lon Nol (1970-1975), le pays était exportateur de riz (200 000 à 300 000 tonnes par an), et la famine v était inconnue. Toutefois, comme le souligne une récente étude de la FAO (1), cette aisance était due à la faiblesse du peuplement bien plus qu'à la forte productivité des terres. Pendant la période des Khmers

rouges, non seulement les quelques ouvrages hydrauliques existants ont été modifiés, et souvent mal, mais encore de très nombreux travaux d'irrigation furent construits, affectant considérablement l'équilibre écologique ancien. Au cours d'une année normale, environ 2 millions d'hectares sont inondés dans le pays par les crues du Mékong et du Grand Lac, rappelle l'étude de la FAO, et les paysans, de tout temps, ont su retenir et utiliser l'eau de ces crues et l'eau de pluie grâce à un système de diguettes et de petits barrages. Or les Khmers rouges décidèrent d'utiliser le travail forcé à la construction de barrages - digues sur les cours d'eau et au ment de canaux de grande envergure d'ailleurs dénommés « canaux Poi Pot ». L'ensemble de ces travaux, construits au mépris des contraintes techniques, ruinèrent le fonctionnement du système précédent. En outre, li entrave aujourd'hui encore la migration des poissons vers les zones marécageuses où ils se reproduisent : ce qui, joint à la destruction de la forêt inondés (2) et au manque de matériel de pêche, a fait chuter la production piscicole. Le Cambodge qui produisait bon an mal an quelque 180 000 tonnes de poisson n'en produit plus, depuis 1980, que 60 000 tonnes chaque année.

L'agriculture n'a donc pas retrouvé son rythme d'autrefois. Elle manque, en outre, cruellement d'engrais, de machines et même d'animaux de trait, car le cheptel n'est pas non plus entièrement reconstitué (de deux millions de têtes en 1969, l'effectif n'est remonté qu'à un million deux cent mille). Au total, le pays exploite 700 000 hectares de rizières de moins qu'avant 1970. Car l'agriculture n'a pas seulement souffert des aberrations de la « période Pol Pot », mais aussi de la guerre où le pays s'était progressive-ment enfoncé à partir de 1970, sous Lon Noi, et notamment des bombardements massifs des aunées 1973-1975.

Lente reprise de la production agricole Prudentes, les autorités au pouvoir depuis 1979 n'ont pas tenté une collectivisation totale de l'agriculture. Les paysans sont organisés en « groupes de solidarité», les krom samaki. Il en existe à travers le pays une multitude de formes, collectivisées à des degrés divers et qui reçoivent une aide modeste de l'Etat (en engrais, en semences, en outils). Chaque krom samaki, comprend de dix à quinze families, consomme sa production et vend une partie du surplus - à un prix encore trop faible - à l'Etat, pour bénéficier de l'accès aux magasins officiels. Le reste est écoulé sur le marché libre. En outre, chaque famille dispose d'un lopin de terre (de 800 à 2 000 mètres carrés, selon les régions) pour la production familiale, dont elle pent vendre les éventuels surplus sur le marché libre que les autorités taxent

> Signe encourageant, la production a lentement progressé entre 1980 et 1987. Les paysans, massivement

sans chercher à l'éliminer.

gré leur région d'origine et restauré nombre de systèmes anciens. Mais la saison des pluies a été très manvaise en 1987 et les résultats de la dernière campagne montrent l'extrême fragilité de ces progrès. Selon la FAO, il manque aujourd'hui au Cambodge 180 000 tonnes de riz.

déplacés pendant la « période

Pol Pot », ont, le plus souvent, réinté-

Certes, les marchés de Phnom-Penh regorgent de fruits et de légumes. Mais qui peut les acheter, dans un pays où les ministres gagnent l'équivalent de 5 dollars par mois, et les médecins hospitaliers 3? Tout démontre, dans la capitale comme dans les campagnes, l'existence d'un important « secteur informel » de l'économie, d'activités multiples permettant des revenus d'appoint sans lesquels, en ville surtout, il est impossible de nourrir une famille. En outre, les échanges commerciaux avec le reste du monde, notamment la Thatlande et Singapour, sont des plus actifs, ainsi que la contrebande, qui aujourd'hui passe par la mer.

Cependant cette semi-abondance est un leurre, compte tenu de l'extrême pauvreté dans laquelle vit non seulement l'immense majorité de la population, mais aussi l'Etat. Celui-ci ne tire encore, chaque année, guère plus de 10 millions de dollars de ses exportations officielles (caoutchouc, bois d'œuvre, maïs, tabac et soja), et reçoit de l'Union soviétique une aide estimée à 100 millions de dollars à laquelle s'ajoutent 60 millio par le Vietnam.

La dette extérieure serait de 500 millions de dollars environ, les deux prêteurs principaux étant l'URSS et le Vietnam, auxquels se sont joints quelques autres pays du COMECON. Le Cambodge doit acheter chaque année 100 000 tonnes de pétrole à l'Union soviétique. Enfin, le pays ne compte que 11 000 kilomètres de routes, qui sont dans leur quasi-totalité dans un état effroyable. Le chemin de fer Phnom-Penh-Battambang, le port de Kompong-Som, quoique restaurés, ne sont utilisables qu'au prix de risques considérables du fait de l'insécurité que continue de faire régner la guérilla.

#### Une sous-alimentation chronique

ÉTAT nutritionnel et sanitaire des Cambodgiens se ressent à l'évidence de cette situation. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), la sous-alimentation chronique touche près de 40 % des enfants âgés de moins de cinq ans, proportion comparable à celle des pays du Sahel. De ce fait, ajoute-t-on de même source, la mortalité infantile (deux cents enfants sur mille meurent avant leur cinquième anniversaire) demeure exagérément élevée et inacceptable ». Certes, ces chiffres représentent un progrès considérable par rapport à la « période Pol Pot », cette même mortalité des jeunes enfants ayant alors dépassé le pic de trois cents pour mille. Il n'en demeure pas moins que les maladies diarrhéiques, les infections multiples, le paludisme, la tuberculose, continuent de sévir massivement, en ville comme dans les cam-

L'espérance de vie n'atteint que quarante-quatre ans. De plus, les tra-vaux stratégiques organisés par les autorités sur les 700 kilomètres de la frontière khméro-thaflandaise pour prévenir les infiltrations de la guérilla ont entraîné une recrudescence du paludisme dans tout le pays, ainsi qu'une augmentation des explosions de mines, donc du nombre des ampatations.

D'autant que les Khmers rouges posent eux aussi des mines dans les zones qu'ils tentent de contrôler.

Le Cambodge est bien mai armé pour faire face à cette situation. Il comptait, en 1975, un peu plus de cinq cents médecins. En 1979, il en restait cinquante-quatre. Höpitaux, dispensaires et maternités avaient été soit détruits, soit privés de tout leur équipement intérieur et convertis, par exemple, en entrepôts.

Les besoins restent immenses et, mis à part les huit hôpitaux de Phnom-Penh qui fonctionneut dans un état proche du dénuement, les petites structures de soins ou de prévention dispersées dans le pays manquent tragiquement de moyens. Nous avons visité, près de Kompong-Spen, à environ 80 kilomètres de la capitale, un « hôpital » composé de quelques baraquements vides, et où « l'armoire à médicaments » ne contenuit que des comprimés d'aspirine. L'UNICEF et la quinzaine d'organisations non gouvernomentales présentes dans le pays monent un effort intense non seulement de soins mais surtout de prévention - notamment en vaccinant, en luttant contre le paludisme et la malnutrition. Mais les moyens financiers manquent, et l'isolement diplomatique du Cambodge n'est pas propice aux interventions massives qui scraient nécessaires.

Il en va de même dans le domaine de l'éducation. Pendant la période khmère rouge, non seulement quinze mille des vingt mille enseignants que comptait le pays ont été tués, mais les écoles, le matériel, les livres ont été détruits. Phnom-Penh a fourni un effort énorme dans ce domaine, et formé en catastrophe, entre 1979 et 1981, plusieurs dizaine de milliers de maîtres. Mais la qualité de l'enseignement se ressent de cette précipitation obligée. Une classe d'âge entière avait été totalement privée de formation, et vient maintenant s'ajouter, pour surcharger les écoles, aux enfants nés depuis 1979. Certes 95 % d'entre eux fréquentent un établissement pendant au moins quatre ans. Mais les taux de redoublement sont énormes et les résultats très médiocres. Là aussi, s'il faut investir, les moyens du pays ne le permettent

Devant cet effort gigantesque de reconstruction, le vertige saisit parfois les dirigeants, confrontés à des tâches multiformes et coupés du courant de l'assistance humanitaire internationale d'une manière que la population comprend mal. Outre certaines ONG. scules trois organisations internationales sont présentes : l'UNICEF. qui gère, avec les autorités, de vastes programmes sanitaires et éducatifa et creuse environ mille forages d'eau par giés, dont le personnel, des plus réduits. met en œuvre quatre petits projets; le Programme alimentaire mondial, qui se borne à fournir quelques dizaines de milliers de tonnes de riz par an. Pourtant, entre 1979 et 1981, dans la phase de « secours d'urgence », le pays a reçu

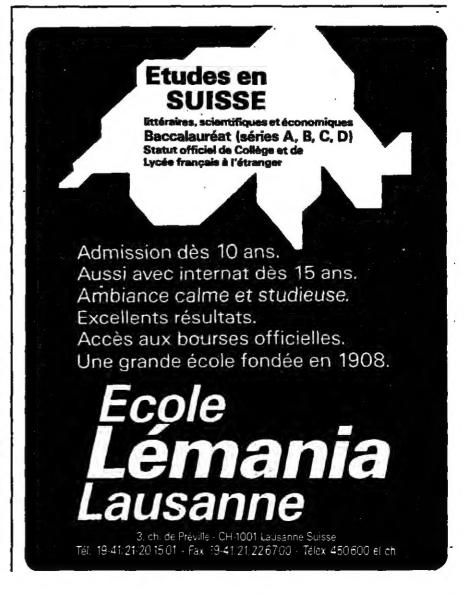
angeor, tête du bayon Jamais les peuples n'oublient leurs martyres

environ 700 millions de dollars, via l'UNICEF et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), scales agences autorisées alors à recueillir et distribuer une aide qui a été décisive pour l'amorce d'une reprise, dans un pays presque complètement détruit, privé de ses cadres et de ses intellectuels. Celle qui parvient actuellement est sans commune mesure avec de

Malgré la pauvreté, malgré l'isolement diplomatique, le travail de reconstruction est intense. « Les gens, dit M. Marcello Bevacqua, représentant de l'UNICEF, ne ressemblent plus à des fantômes. Ils revivent. Et le Cambodge, qui figurait il y a dix ans parmi les pays les plus pauvres du monde, est aujourd'hui au dixneuvième rang. » C'est aussi un pays qui retient son souffle dans l'attente d'une solution politique.

(1) Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Kampuchéa, évaluation de la situation alimentaire et agricole, mai 1988. Cetto mission a été m avec le Programme alimentaire mondial e Nations unies.

(2) La dépression du Grand Lac, au centre du pays, est complètement incodée pendant la saison des pluies. La forêt, recouverte par les eaux, devient alors la zone privilégiée de reproduction des poissons. Les tentatives, répétées depuis des décemies, de transformation de cette forêt en rizières, intensifiées sous pui pot cent été désentrement nous cet éconve. Pol Pot. ont été dénastrouses pour cet écosys tème fragile mais vital pour le pays.



#### DE LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE AUX FRONTIÈRES SOVIÉTIQUES

## Les gagnants de la guerre du Golfe

NFIN s'achève, dans le Golfe, le plus meurtrier des conflits régionaux. Jamais les hostilités n'auraient pris une telle ampleur si les puissances extérieures n'avaient jeté de l'huile sur le feu, entretenant soigneusement les arsenaux des deux adversaires. Sans doute n'a-t-on pas mesuré encore toute l'étendue des ravages pour les deux peuples amenés à s'entre-tuer. Eux sont les vrais perdants. Tandis que l'hégémonie américaine a eu tout loisir de se renforcer, une nouvelle instabilité s'annonce, des rives orientales de la Méditerranée aux frontières de l'URSS.

Par AHMAD SALAMATIAN .

Sauvage, échappant à toute règle, même à celles que les sociétés dites « civilisées » avaient imposées à leurs folies sanguinaires, la guerre entre l'Iran et l'Irak ne fut pas un simple affrontement territorial. Ce fut aussi une guerre à mort entre deux régimes emportés par un entêtement suicidaire, dont les effets ont bouleversé tout le Proche-Orient, des rives orientales de la Méditerranée aux frontières de l'Union soviétique. Rude a été la tâche pour la ramener dans le cadre des organisations internationales et du droit.

Dès les premiers mois du conslit, les médiateurs de l'Organisation de la conférence islamique, du mouvement des non-alignés et Olof Palme – ancien premier ministre suédois qui depuis lors a été assassiné, - mandatés par le secrétaire général de l'ONU, avaient proposé de mettre fin à la boucherie en des termes semblables à ceux de la résolution 598 adoptée le 20 juillet 1987 par le Conseil de sécurité. A l'époque, l'Irak avait rejeté cette offre, estant les frontières internationales qu'il avait pourtant reconnues par le traité de 1975 signé avec le chah d'Iran - ce même traité que M. Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien, dénonça et déchira symboliquement devant les caméras de télévision, quelques jours avant de déclencher les hostilités. A l'époque, l'Iran de l'imam Khomeyni refusa lui aussi d'entendre l'appel à la raison des médiateurs, exigeant la punition de l'agresseur et la mise à bas du régime de M. Saddam Hussein.

Contestation territoriale, d'une part, exigence d'une enquête sur la responsabilité de l'agression, d'autre part : ces deux problèmes sont au cœur des difficultés que connut pendant plus d'un an la résolution 598, sur laquelle aujourd'hui se fondent les négociations de paix. Cette résolution demande, outre le cessez-le-seu, un retrait des forces en présence « aux frontières internationalement reconnues », sans plus de précision (article premier). Bagdad pouvait-il si facilement se contenter de cet énoncé? Existerait-il d'autres e frontières internationalement recomnes » que celles du traité irako-iranien de 1975, qui, au demeurant, reprenait le tracé de l'ancienne frontière séparant l'empire perse de la province de l'empire ottoman devenu royaume d'Irak sous le mandat britannique, puis République arabe d'Irak?

· L'Iran n'était pas mieux servi, puisque, dans son article 6, la résolution renvoie la désignation de l'agresseur aux calendes grecques : le secrétaire général est prié « d'explorer, en consultation avec l'Iran et l'Irak, la possibilité de charger un organe impartial d'enquêter sur la responsabilité du conflit et de faire rapport au Conseil de sécurité dès que possible ».

Pourtant, les deux belligérants ont fini par accepter le cessez-ie-feu et ils ont entamé les négociations de paix dès le 25 août. On peut alors se demander s'ils ne se sont pas fait en vain huit années de guerre. Un conflit qui a fait plus d'un millions de morts et deux millions de blessés: qui a englouti l'équivalent de la totalité des revenus du pétrole encaissés par les deux pays

depuis la mise en exploitation de leurs gisements (1). Ni vainqueur ni vaincu? Il y a pourtant des gagnants.

Dans cette région qui recèle les trois quarts des réserves pétrolières, la ligne de partage du monde entre les deux Grands n'a pas changé depuis la fin de la première guerre mondiale. Elle suit les frontières septentrionales de la Turquie et de l'Iran, comme au temps de Lénine. Alors que, en Europe et en Extrême-Orient, l'Union soviétique était parvenue, grâce à sa participation à la seconde guerre mondiale aux côtés des alliés, à briser le « cordon sanitaire » installé autour d'elle dans les années 20 pour contenir la révolution d'Octobre.

sein qui lui aurait permis d'échapper aux contrecoups de la révolution islamique, d'offrir un dérivatif au nationalisme panarabe défait par les Israéliens, et de prendre ainsi le leadership resté vaquant depuis la mort de Nasser. Mais les Américains, eux, ont d'autres préoccupations.

Il leur faut d'abord empêcher l'Union soviétique d'étendre son influence dans le Golfe. En effet, profitant du démantèlement de cette base américaine qu'était l'Iran du chah, elle a fait entrer ses armées en Afghanistan; elle peut aussi exploiter à son compte les dangers que les incontrôla-bles soubresauts iraniens font courir à la région. Les États-Unis souhaitent également parachever l'application des accords de Camp David, mettre les Etats arabes « modérés » à l'abri des courants islamiques et nationalistes, reprendre le contrôle du prix du pétrole, qui s'était emballé depuis l'avenement de la révolution iranienne (34 dollars le baril au prix du marché, lors du déclenchement de la guerre) : enfin, établir un nouveau cordon sanitaire autour de l'Iran, en attendant de pouvoir restaurer leur influence directe sur ce pays qui demeure la pièce maîtresse de leur géostratégie régionale.

Au terme d'une longue guerre par forces interposées, les Américains sont en train d'atteindre leurs objectifs. Les vrais vaincus sont les peuples iranien et irakien, exsangues après huit ans de tueries. Les deux pouvoirs ennemis restent en place à Bagdad et à Téhéran. « Aujourd'hui, la profondeur stratégique du front contre l'ennemi sioniste va du Jourdain aux montagnes du Khorussan » Il prévoyait même que « l'explosion de Téhéran n'était que la première série d'éruptions volcariques qui allaient engloutir les forces d'occupation en Palestine ». En septembre 1980, au moment du déclenchement de la guerre contre l'Iran, la propagande irakienne lançait ce slogan : « Aujourd'hui, le Chatt-al-Arab, demain Jérusalem! » En 1983, pour lancer les vagues humaines à l'offensive, la propagande khomeyniste proclamait : « La route de Jérusalem passe par Kerbela [Irak]! »

Ces délires ont dû faire sourire les stratèges israéliens qui, en fournissant des armes à l'Iran, entendaient bien

ent à se détraire le plus longtemps possible, chacun sur sa propre route de Jérusalem! Ainsi s'épi l'une contre l'autre deux puissances qui, ensemble, auraient pent-être changé le rapport de forces en défaveur d'Israel. Ainsi se discréditaient deux idéologies, le panarabisme et le panislamisme, qui dès la création de l'État juif s'émient donné pour objectif de la détruire. L'extraordinaire apathie de l'opinion publique arabe et musulmane devant les images de la répression de la révolte des pierres dans les territoires occupés, et jusque sur les esplanades les plus sacrées de l'islam, est la preuve de cette lessitude et de cet émietrement qui sont, au fond, les meilleurs alliés des Etats-Linis et d'Israel.

Demain la paix?

QUANT à la Syrie, alliée de la République islamique, elle aussi a su tirer parti de la guerre. Elle a consolidé sa position au Liban, tout en bénéficiant des divers aides et dons provenant à la fois des monarchies du Golfe et de l'Iran, entre lesquels elle jouait le rôle d'intermédiaire. Seraitelle menacée par la fin du conflit ? Le danger potentiel que représente l'Irak, militarisé à l'extrême et débarrassé de sa guerre contre l'Iran, pourrait inciter les monarchies du Golfe à soutenir plus activement la Syrie en contrepoids. Au demeurant, le président Assad a déjà

exemple, les échanges de la Turquie avec l'Iran et l'Irak auraient atteint, depuis le début de la guerre, 4 milliards de dollars par an (2). Elle a obtenu un droit de suite en Irak contre les séparatistes kurdes, tout en organisant une politique de sécurité commune avec l'Iran dans ses zones frontalières. De telles initiatives ont renforceles liens économiques, et même politiques, qui faisaient défaut au défunt Cento.

Plus loin encore, l'Europe et le Japon, toujours dépendants du Golfe pour leur approvisionnement en pétroje et l'écoulement de jeurs march voient avec soulagement la guerre s'achever. Les prix du pétrole sont en baisse (18 dollars par baril au cours officiel en août dernier). La reconstruction des deux pays ravagés ouvre d'alléchantes perspectives à leurs hommes d'affaires. Encore que les Européens n'auraient pas tellement de raisons de se réjouir, puisque, à l'épreuve de la crise, ils se sont encore une fois montrés incapables de mener dans cette région du Proche-Orient une politique distincte de celle des États-

Unis.

Durant toutes ces années de conflir, les armes les plus destructives et les plus sophistiquées ont été introduites dans la région. Missiles, armes chingques (voir page 32 l'article de Paul-Marie de La Gorce), sont désormais aux mains d'Etats dépourvus de vériables structures de contrôle démocratique. Toute la région est une poudrière où la guerre n'a fait que renforcer les blocages sociaux et politiques. Dans les pays riverains du Golfe, plus de 45 % de la population ont entre dix et trentequatre ans, et cette proportion va en augmentant : c'est cette jeunesse, espoir et force des sociétés, que l'on continue à coiffer de régimes politiques archalques, qu'ils soient simplement conservateurs on bien despotiques

conservateurs on bien despotiques. A Téhéran comme à Bagdad, les régimes restent en place alors qu'ils avaient juré de se détruire; mais ils devront bientôt faire face aux transformations que leur guerre a engendrées. Le militarisme irakien en sort renforcé, tandis que la révolution iranienne a été détournée de son objectif principal, qui était l'instauration de la démocratie. Aucun des deux Etats n'a réglé ses problèmes internes, politiques ou économiques ; tout au contraire, les difficultés se sont aggravées et il leur faut maintenant payer le coût de la reconstruction. Il est à craindre que le despotisme en treillis ou en turban, avengle aux nécessités de la participation démocratique, ait encore plus de mai à gérer la paix que la guerre.

Chantant la victoire des Etats-Unis au lendemain de l'acceptation du cessez-le-feu par l'Iran, M. Robert McFarlane, ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité - et qui fut directement impliqué dans le scandale de l'« Irangate», --écrivait dans un article intitulé : « Comment l'Amérique a gagné la paix > (3) : « Avec la capitulation de l'ayatollah Khomeyni [...] la plus dangereuse et la plus intraitable menace qu'a connue l'Occident à la fin du vingtième siècle a été mise en échec. » Mais la nouvelle pax americana qui s'installerait dans la région serait une paix des puissances conservatrices, des possédants et des despotes, comme au temps du congrès de Vienne. Une paix fragile, car nous ne sommes plus en 1815 : la montée des pressions sociales et politiques, l'impatience d'une jeunes vée d'avenir par des pouvoirs archaiques, ne laissent que peu de temps.

 Sekm les estimations de l'Institut de Stockholm de recherches internationales sur la paix, cf. Financial Times, 18 sofit 1988.
 Estimations fondées sur les statistiques officielles iranionnes et diverses autres

(3) « How America won the Peace », Los Angeles Time et The Guardian (Londres). 29 juillet 1988.



PRESONNIERS IRAKUENS, QUAND LES COMBATS FAISAIENT RAGE
Missiles et armes chimiques se sont résendes dans la région

La démarcation entre les deux Allemagnes, en Europe, et le 38º parallèle. en Asie, étaient ainsi devenus les nouvelles frontières de la « guerre froide ». Mais, au Proche-Orient, la rupture entre les vainqueurs de la guerre de 1939-1945 allait se faire en Iran, au printemps 1946, lorsque les Occidentaux contraignirent Staline à retirer ses troupes de l'Azerbaldjan et du Kurdistan iraniens. L'Union soviétique abandonna ainsi au camp occidental les profits et risques de la domination régionale. Le cadeau n'était pas mince pour les Etats-Unis qui, contrôlant l'accès au pétrole, y détenaient en même temps la clé de la prospérité des économies de l'Europe occidentale et du Japon. Géographiquement éloignée de l'Amérique, la région n'en est pas moins l'épicentre de sa domination

#### Convergence d'intérêts sort divers

CEST cet ordre que menace la révolution islamique lorsqu'elle s'installe en Iran en février 1979. Ses ondes
de choc ébranlent tout le monde musulman, mais surtont, au Proche-Orient,
elle inquiète à la fois les monarchies tribales et les Etats-nations modernes
issus de la lutte anticoloniale, dévoyés
pour la plupart en régimes autoritaires.
Le pouvoir irakien se sait exposé en
première ligne, lui qui s'était accommodé de la puissance militaire de l'Iran
du chah.

Lorsque, le 22 septembre 1980, M. Saddam Hussein lance ses troupes à l'assaut du territoire d'un pays quatre

\* Ex-député d'Ispahan, en exil à Paris.

fois plus étendu et trois fois plus peuplé que le sien, il sait disposer d'une puissante armée équipée par l'URSS et la France, et de 35 milliards de dollars de réserves financières. Il bénéficie aussi de la conjonction des intérêts internationaux hostiles à la révolution islamique. Les Etats-Unis, en particulier, voient leur dispositif de domination régionale en danger d'éclatement, alors que la signature par l'Egypte des accords de Camp David avec Israël, en 1978, avait sonné le glas du nationalisme arabe unitaire.

L'Irak cherche une victoire militaire rapide pour abattre le pouvoir de Téhéran, modifier les frontières et annexer une partie du territoire iranien. Un desLes vrais vainqueurs sont les Etats-Unis, leur allié israélien, et les Etats arabes qui se sont prêtés à leurs calculs.

En Afghanistan, face à la résistance islamique soutenue financièrement et matériellement par les Etats-Unis, l'Union soviétique est contrainte de retirer ses troupes. En Irak, elle n'est plus la seule puissance présente. Elle n'a obtenu aucune position de force en Iran. En contrepartie de quelques gains diplomatiques avec les monarchies du Golfe, elle a di s'accommoder du déploiement sans précédent des forces navales américaines et des autres pays de l'OTAN dans le Golfe. L'URSS avait espérer pouvoir jouer un rôle de médiateur entre l'Iran et l'Irak : elle a dû finalement se contenter de coopérer avec les Etats-Unis au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre un terme an conflit.

Sur la scène arabe, d'une manière ou d'une autre, les Etats du front du refus ont « digéré » les accords de Camp David. L'Egypte, mise au ban de la communauté arabe après la signature de ces accords, a retrouvé sa place parmi elle. Sa puissance militaire se conjugue à la puissance financière de l'Arabie saoudite pour former un axe de protection et de défense des intérêts régionaux des Etats-Unis et de leurs alliés. Et cet axe sera, au lendemain de la guerre, un facteur déterminant du nouvel équilibre régional dont l'Etat d'Israël demeure, lui, le pilier.

En février 1979, quelques jours après la victoire de la révolution iranienne, M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, déclarait devant plus d'un million de personnes réunies dans la ville sainte de Machhad, au nord-est de l'Iran:

démontré dans le passé sa capacité à exploiter des conditions nouvelles et à s'v adanter.

Depuis le déclenchement de ce conflit, les pétromonarchies ont, dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe (CGC), renforcé leurs liens autour de l'Arabie saoudite, sous la protection des forces d'intervention américaines. La guerre à leur porte et les tensions qu'elle a engendrées dans la mosaïque de leurs sociétés ont eu pour effet d'aggraver leurs politiques répressives. Le fragile espace de vie parlementaire qui existait au Kowelt a été supprimé en 1986; les promesses de mettre en place des organes consul-tatifs en Arabie saoudite et dans les Emirats ont été remisées dans les oubliettes. Les tensions avec les communautés chiites ont été mises à profit pour faire barrage à toute évolution politique des pouvoirs archalques en

L'Arabie saoudite s'est ainsi assurée d'une influence considérable dans la politique intérieure de chaque Etat membre du CGC, comme dans la diplomatie régionale. Dans toute la péninsule arabique, les Etats-Unis peuvent être assurés de son concours. Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe ont contribué pour 13 à 14 milliards de dollars par an à l'effort de guerre de l'Irak et cet Etat a maintenant une dette extérieure de près de 60 milliards de dollars. Du reste, il n'est pas le seul Etat de la région à dépendre des largesses financières

Il n'est jusqu'à la Turquie et au Pakistan, ces deux alliés des Etats-Unis au sein du pacte de l'Organisation du traité central (Cento), dissous aux lendemains de la révolution iranienne, qui n'aient profité du conflit grâce à leur politique de neutralité positive. Par

Jeylin ID.

Le Gr sur le des retrou

le rapprochement
par la rencontre
dernier, laisse enfisaharien qui, depenenvenimait le clima.
Les va-et-vient d'un
se multiplient, des
Pour une grande pui
poussent à cui
de ce Grand Mine
l'espoir des pennies

Per SOPHIE BESSIE

ILS ne se rencontrat
jours, man prosummets, qui deviquents qu'ils étaient en
exonent leura minis
humes de confiance de
visines signer quelque
hinchir une pouvelle
testruction du « Gran
ire chacun, sans
irpaie désermais de sanfique quinre aus, les à
righrébans n'ont pars au
ler vite et lois demofintégration que l'on de
faut ans encore pour aussi

En moras d'un se le co figiorale a cié boujern PERSONAL SULVENIE AND COM THE BOUS DE COENTIÈRE CONTRACTOR tible surpruse, least one atir le Maghrob de tos lequel il était confidentes de M. Bourgoline tepuis longtemps com aic, eile est un fait depait dernier et une nouvelle pris la relève dans come on croyait fossilisée : le algero-marocaine était. le mai dernier et, le 8 Maroc arrivait co visite a capitale algérienne, et as le pied depuis quisse de Les peuples ne sont phi tors dingeants : la rept

decembre 1987 a permit luc des frontières entre la les Libyens Foot misse affire par dizaines de se l'ouest. Algéricant fanchissent à nouveau de l'autrère commune qui le la libyens sur la question de male sur la question d

schet sur la question semble avoir trouvé les remble avoir trouvé les remble sans lequel, de mem rapprochement suite. Tant d'hypothème avoir été levées en si per le prend ici et l'Atlantique, à croire remble.

Rien n'est pourtaite amées d'avante et de recuis out donné

Ea and (1967)
CERNE 20
AROC 21

Cources : Banque man

# Golfe Golfe

Line course l'ante des l'emps par l'une contre l'ante des l'emps l'ante des l'emps l'e Func contre l'autre den l'acquire des l'acquires ensemble, auraient le changé le rapport de force d'Israël. Ainsi se dischin d'israel de panarabisme de la création de la créati s'étaient donné pour objet le détruire. L'extraordinaire le l'opinion publique arabe a mande de la commanda de devant les images de la répres révolte des pierres dans les révoite des pierres une les lands occupés, et jusque sur les lands de l'islam, et le la la l'islam, et le l'islam, et l' de cette lassitude et de ce le ment qui sont, au fond, le ma alliés des Etals-Unis et d'Iran.

#### main la paix?

exemple, les échanges de la la avec l'Iran et l'irak annien de depuis le début de la Bent () biards de dollars par an (2). B.
obtena un droit de suite en Inste. obtenu un aron de sant en inte-les séparatistes kurdes, iou a ap-sant une politique de sécrit p mune avec l'Iran dans ses mante lières. De telles initiatives on me les liens économiques, et néme pe ques, que faisaient défant a lie

Plus loin encore, l'Europe a ; Japon, toujours dépendants à & pour iour approvisionnemen appe et l'éconiement de leurs marine voien: avec soulagement h se sacheser. Les prix du pérole m baisse (18 dollars par bari an officie: en acut dernier). La ma truction de deux pays remain d'alientantes perspective l'e hommes d'affaires. Eneme qu'à Europeere n'auraient pas telemi faisons de se réjouir, pasqui l'épreuve de la crise, ils se sea se une fais mentrés incapable de la dans cette région du Proche-Orient politique distincte de celle de le

Durant toutes ces annès de mit ica arme les plus destructions pius sophistiquees ont été innedans la region. Missiles, amese Ques vair page 32 l'article de la Mane de La Gorcel, som disse BES TIRE d'Elles depourves de the bles structures de contrôle deser que. Tunte la région est me min 00 la guerre n'a fait que renimera biocages sociaux et politique dus pays riversins du Golfe, plus de fi de la men alation ont entre discimgreater and, of cotto proportion at paper et force des sonété, pak continue à coiffer de régimes pois Archaiques, qu'ils soiem simples Epitalem ateurs ou bien despoique.

A Télifran comme à Bagiel regimes restant en place sien si AVALENT sure de se détruire; se deverant bientot faire face au feit marions que feur guerre a espaie Le montansme leakien en son misterneus que la révolution iranicati detaurnée de sen objectif promit éta: l'institution de la décorte Aucua des deux Eurs n'a réglisse blemes internes, politiques or one ques ; tout au contraire, la diffe ME NOTE BERTTI CES ET il leur fan me Bant payer le cout de la reconstitue Il est à craindre que le despotent tre: ... ou en turban, aveugle mi sites de a participation démonstra Aut entire mus de mai à gére le que la guerre.

Chantant la victoire des Emple an lendemain de l'acceptation Cosser-le-feu par l'Iran, M. la McFarlane, aprien ousseller dent Reseas pour les affairs es rice – et qui fet directemen internation le sanctale de l'Image. Comment l'Amérique 1 ppil
paix = (3) := Avec la capitale
l'apatoliah Knomeyni (-) lapate Service et la plus intrainble The connue i Occident à la fish in sième recie à été muse médicie le mouve le par american qui se le mouve le par american qui se lerait dans is region serait and me puissance: conservatrics, de se dente et des despotes, comme de congrès de vienne. Une pai le car nous ne sommes plus et le car nous ne sommes et le car nous et le ca montée des pressions sociales de quest, l'empatience d'unt jeuns de d'avenir par des pouris se quest, me laissent que peu de ma

Selection les estimation de l'adition de l'adition de l'adition de recharches internation de l'adition de l'a [21 Estimations fonders of lines.] Officialies machines of (3) - How America won its fat America Time at The Guardin (i America 1982.

# Le Grand Maghreb sur le chemin des retrouvailles

Le rapprochement entre l'Algérie et le Maroc, consacré par la rencontre des deux chefs d'Etat à Alger, le 8 juin dernier, laisse enfin entrevoir un règlement du conflit saharien qui, depuis plus de dix ans. envenimait le climat des relations intermaghrébines. Les va-et-vient d'un pays à l'autre se multiplient, des projets de coopération s'ébauchent. Pour une grande part, ce sont les contraintes de l'économie qui poussent à ces retrouvailles et l'on est loin encore de ce Grand Maghreb un peu mythique qui avait porté l'espoir des peuples en lutte pour leur libération.

Par SOPHIE BESSIS \*

LS ne se rencontrent pas tous les joura, mais presque. Entre deux sommets, qui deviennent aussi fréquents qu'ils étaient rares naguère, ils envoient leurs ministres ou leurs hommes de confiance dans les capitales voisines signer quelque nouvel accord, franchir une nouvelle étape dans la construction du « Grand Maghreb » que chacun, sans plus de réticences, appelle désormais de ses vœux. Jamais depuis quinze ans, les chefs d'Etat maghrébins n'ont paru aussi décidés à aller vite et loin dans un processus d'intégration que l'on donnait il y a deux ans encore pour enterré.

régionale a été bouleversée et, si aucun événement survenu au cours des derniers mois ne constitue en soi une véritable surprise, leur conjonction semble sortir le Maghreb de l'immobilisme dans lequel il était confiné: la fin du règne de M. Bourguiba apparaissait depuis longtemps comme une néces-sité, elle est un fait depuis le 7 novembre dernier et une nouvelle gén a pris la relève dans cette Tunisie que l'on croyait fossilisée ; la réconciliation algéro-marocaine était considérée comme inéluctable, elle a eu lieu le 16 mai dernier et, le 8 juin, le roi du Maroc arrivait en visite officielle dans la capitale algérienne, où il n'avait pas mis le pied depuis quinze ans.

Les peuples ne sont pas en reste sur leurs dirigeants : la reprise des relations diplomatiques tuniso-libyennes en décembre 1987 a permis une récuverture des frontières entre les deux pays, et les Libyens l'ont mise à profit pour arriver par dizaines de milliers en Tunisie. A l'onest, Algériens et Marocaine franchissent à nouveau avec délice une frontière commune qui a cessé d'être une barrière.

Si l'on demeure prudent à Alger et à Rabat sur la question saharienne, on semble avoir trouvé les voies d'un compromis sans lequel, de l'avis général, aucun rapprochement n'est été possible. Tant d'hypothèques paraissent avoir été levées en si peu de temps que l'on se prend ici et là, des Syrtes à l'Atlantique, à croire la réalisation du vieux rêve maghrébin désormais irré-

Rien n'est pourtant moins sûr : trente années d'avancées, d'hésitations et de reculs ont donné la mesure de la

(1) Estimation à partir des statistiq

ALGÉRIE ...
MAROC ...
TUNISIE ...

et de reculs ont donné la mesure de la fragilité d'une construction dont les bases sont loin d'être solidement assurées. Trente années de tentatives plus éphémères qu'ancrées dans la continuité, d'alliances aussi spectaculairement nouées que rompues n'ont pus permis de donner au Maghreb un début de réalité. En a-t-il d'ailleurs ?

Pour n'être pas nouvelle, la question n'a guère reçu jusqu'à présent de réponse convaincante. Le Maghreb est à coup sûr un fait géographique et culturel - proche de l'Europe à maints égards ai étrangère, jouxtant à l'Est un Machrek dont tant de choses l'éloilaquelle il a si souvent tourné le dos, - mais aussi, et surtout, un sentiment de parenté et une idée, un slogan parfois, un projet peut-être.

Ses limites elles-mêmes ne sont pas vraiment définies, incluant souvent, mais pas toujours, ses franges libyenne et manritanienne, tiraillées chacune par d'autres appartenances. Maghrob à trois, à cinq ? Le choix n'est pas encore définitif, les trois pays du Maghreb central, incontestable celui-là, se rapprochant des deux Etats extrêmes au gré des exigences de la géopolitique régionale ou de l'évolution des intérêts

#### La mémoire des luttes communes

E Maghreb, donc, existe-t-il? L'histoire n'en conserve à vrai dire que peu de traces et les périodes de fragmentation politique l'emportent largement sur les éphémères tentatives d'unification. La mémoire collective se résère souvent au souvenir de l'empire des Almohades, qui étendit, dans la première moitié du XIII<sup>a</sup> siècle, son autorité de l'Atlantique à la Tripoliraine pour fonder la légitimité de l'unité. C'est qu'elle ne l'a jamais retrouvée depuis, ni avec les autres dynasties arabo-berbères, ni avec l'occupation ottomane qui s'arrêta aux portes du Maroc et partagea le reste de l'Afrique du Nord en provinces bien distinctes, ni avec la colonisation qui consacra la division de l'« lle du Couchant » en trois entités administrées

Comme s'il fallait toujours que ca soit par rapport à autre chose, perçu comme différent, c'est contre la France que se forge le sentiment maghrébin moderne. De l'Etoile nord-africaine à l'AEMNA (1) on au Bureau du Maghreb arabe du Caire, l'histoire des luttes de libération nationale d'Afrique du Nord est aussi une constante tentative d'harmoniser et d'unifier le combat contre l'occupant, de faire-front pour sauvegarder une identité perçue comme gravement menacée, de jeter les bases d'un Magbreb unifié une fois conquise l'indépendance.

En même temps toutefois que se forge, à travers les solidarités anticolo-

45,5 (1) 43,9 54,8

Sources : Banque mondiale, documents des plans de développement tunisien et marocain.

et par jou

niales, la perspective d'un destin commun, la conscience d'intérêts nationaux divergents s'ancre chez les élites nationalistes: M. Habib Bourguiba refuse tout net au Caire d'engager son mouve-ment dans une lutte armée à l'échelon maghrébin, comme il refuse quelques années plus tard, ea 1954, de reprendre les armes contre la France aux côtés du FLN algérien qui entre dans sa première année de guerre. Le Maroc, pour sa part, n'entérine pas le nouveau découpage effectué par la France à l'ouest du Maghreb, créant la Mauritanie et rattachant la région de Tindouf à sa colonie algérienne. Comme M. Bourguiba en Tunisie, le roi et les partis nationalistes ont bien l'intention de demander aux «frères» algériens, une fois qu'ils seront libérés, leur part de Sahara indiment, selon eux, an

Dès 1962, d'ailleurs, celle-ci ne sera pas en reste pour défendre l'intégralité de l'immente territoire dest elle de l'immense territoire dont elle a hérité grâce à son statut de colonie. Quelle que soit la force de l'idée ou la

Le Maghreb, pense-t-on cependant à juste titre, c'est l'avenir et la seule voie

conscience de la solidarité, les Etats passent avant le Maghreb en cette aube des indépendances où tout peraît pourtant possible: la Tunisie et le Maroc parce qu'ils sont sûrs d'exister depuia toujours, l'Algérie parce qu'il lui faut à tout prix affirmer avec force

LA DÉMOGRAPHIE ET L'EFFORT EN FAVEUR DE LA JEUNESSE 88,1 56,4 86,4 54,6 43,9 ALGÉRIE ..... 53,4



DANS L'ATTENTE D'UN PROJET

QUI ENFIN DONNERAIT CORPS

AU VIEUX RÊVE D'UNITÉ

par laquelle puisse passer la consolida-tion d'indépendances durement acquises. Mais, pas plus que l'immé-diat politique, l'économie ne pousse à l'unification: au début des années 60, les complémentarités des Etats du Maghreb central sont alors loin d'être évidentes. Plus grave : les choix effectués depuis accentuent davantage les concurrences qu'ils n'ouvrent de pers-pectives d'intégration. S'il est normal qu'en 1960 les économies maghrébines scient un appendice de l'économie française, forgé en fonction des exigences métropolitaines, la permanence de liens quasi exclusifs avec les pays industriels

Qu'on en juge pourtant : si diversification il y a en, elle est toute relative et s'est essentiellement effectuée par une redistribution des échanges à l'intérieur du monde occidental. De 1958 à 1967, on auregistre une régression continue du commerce bilatéral entre Etats maghrébins; en 1980, les échanges intra-maghrébins ne repré-sentent que 3 % du commerce extérieur des trois pays du Maghreb. Si, en 1986. la France n'absorbe que 21,7 % des exportations maghrébines contre 45,6 % en 1970 et ne fournit au Maghreb que 28,8 % de ses importations contre 38,7 % seize ans auparavant, l'Europe des Dix est deven premier partenaire commercial des trois Etats, lear fournissant 65,3 % de leurs importations contre 63.8 % en 1970 et demeurant, maigré une légère diminution, leur principal client: 65.4 % des exportations maghrébines s'y dirigent contre un peu moins des trois quarts en 1970.

La dépendance est encore plus étroite à l'égard de l'ensemble des pays capitalistes industriels: 81 % des exportations tunisiennes leur sont destinés en 1985 contre 61 % vingt ans auperavant, et 92 % des exportations algériennes contre 90 % en 1965. Seules les exportations marocaines paraissent s'être davantage diversifiées. et ne se dirigent plus qu'à 65 % vers le Nord capitaliste, contre 80 % en 1965 - encore que la moitié d'entre elles (dont 40 % d'agrumes) scient destisées à l'Europe.

Depuis deux décennies en fait, après une période de mise en place d'indusla très réelle diversification des économics marocaine et tunisienne s'est faite en fonction de la demande europé en biens agricoles et manufacturés, textiles essentiellement, les secteurs lourds de l'exportation demeurant les produits énergétiques ou les matières premières - pétrole et phosphates pour la Tuni-sie, hydrocarbures pour l'Algérie, phos-phates pour le Maroc. Cette orientation de la production vers une demande autre que celle des marchés intérieurs et du marché régional a renforcé l'axe Nord-Sud au détriment de l'axe Est-Quest, même si certaines complémentarités de fait out pu s'instaurer entre les pays producteurs d'hydrocarbures (Libye et Algérie) et les Etats ayant privilégié le secteur des industries de production de biens courants (Tunisie et Maroc).

(Lire la suite page 6.)

(1) Association des étudiants musulm

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

#### FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

(Publicité) -

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE **BTS COMMERCE INTERNATIONAL ACTION COMMERCIALE** BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupert des grandes villes de France, et à l'étranger.

Etudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur

Languez & Affaires seeure per correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examen-Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.

Documentation gratulte sur ces diplômes et sur les cours à : Langues & Affaires, service 4761, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois (France). Tél.: (1)42-70-81-88. Erablissement privé fondé en 1947, Sous contrôle Education nationale.

#### DANS L'ATTENTE D'UN PROJET QUI ENFIN DONNERAIT

## Le Grand Maghreb sur le chemin

(Suite de la page 5.)

Aujourd'hui, à peu de chose près, le commerce de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie a une structure analogue: les deux principaux postes d'importation sont les produits alimentaires, auquel chacun consacre près de 20 % de la valeur totale des importations, et les biens manufacturés, qui représentent entre le quart et près de la moitié (pour l'Algérie) des importations totales, le Maroc y ajoutant les combustibles dont il est totalement dépourvu. Quant aux produits primaires, ils constituent 98 % des exportations algériennes, 60 % des exportations marocaines et 58 % de celles de la Tunisie. La volonté de chacun des trois pays de se doter, dès l'indépendance, des attributs internationalement reconnus de la souveraineté économique, c'est-à-dire d'une industrie lourde à n'importe quel prix, n'a guère contribué à faciliter les possibilités d'intégration. C'était pourtant l'époque où l'on en célébrait régulièrement les vertus... mais les comités intermaghrébins qui fleurirent pendant les années 60 n'eurent jamais le moindre impact sur les choix stratégiques en matière économique.

Ceux-ci ont d'ailleurs fortement accéléré les divergences entre les trois pays : si, jusqu'à la fin des années 60, la Tunisie et l'Algérie ont paru suivre une voie similaire, la chute en 1969 du puissant ministre tunisien de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, l'abandon de la politique de collectivisation et l'option libérale résolument extravertie prise par l'économie tunisienne sous la houlette du premier ministre d'alors, M. Hedi Nouira, laissent l'Algérie de Boumediène poursuivre seule l'expérience « socialiste ».

Encadrée à l'est et à l'ouest par deux régimes résolument pro-occidentaux qui, malgré la mise en place d'une économie fortement étatisée où le secteur public est omniprésent, ont choisi de privilégier une stratégie d'intégration à la division internationale du travail, l'Algérie n'en met que plus de conviction à poursuivre la voie où elle s'est engagée en 1965 : étatisation de l'agriculture, création de pôles industriels lourds censés avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'économie, utilisation de la rente pétrolière pour jeter les bases d'un développement autocentré par une toute-puissante bureaucratie d'Etat. L'envolée des prix du pétrole en 1973 permet non seulement an régime de Boumediène de poursuivre cette politique quel qu'en soit le coût, mais hisse le pays au rang de première puissance régionale : alors que, jusqu'en 1972, l'Algérie et le Maroc, avec la même population, le même revenu

national, la même importance militaire, ont un poids équivalent, le produit intérieur brut (PIB) algérien s'élève dix ans plus tard à 45 milliards de dollars contre 15 milliards seulement pour le royaume voisin, devenu ennemi. Mais l'industrialisation socialiste ne tenant pas les promesses que la classe dirigeante algérienne plaçait en elle, cette puissance exclusivement dépendante des exportations d'hydrocarbures se révélera, dès le début des années 80, singulièrement fragile. Quoi qu'il en soit, le Maghreb, « petit » ou « grand » (à 3 ou à 5), se présente davantage, après vingt ans d'indépendance, comme un agrégat de pays aux formes et aux niveaux de croissance différents que comme un ensemble ayant concrètement avancé sur la voic de l'intégration.

Mais, et le paradoxe n'est qu'appa rent dans la mesure où les discours officiels n'empêchent pas qu'ils présentent les caractéristiques constitutives d'économies sous-développées, les trois pays du Maghreb central se retrouvent peu ou prou au milieu des années 80 en proie à des problèmes analogues. Bien sûr, le Maroc est le plus rural et le plus pauvre des trois, et l'extrême concentration de la richesse y maintient plus de 40 % de la population en deçà du seuil de pauvreté absolue ; bien sûr, la Tunisie est celui où la diversification de l'appareil économique a été poussée le plus loin; bien sûr, le dogmatisme des années Boumediène a engendré en Algérie une tragique destruction de l'agriculture et une omnipotence bureaucratique plus ravageuse que chez ses voisins.

Mais, à ces différences près, les pouvoirs en place sont confrontés aujourd'hui à la même nécessité d'asseoir leur légitimité sur des bases nouvelles face à une population de plus en plus jeune, de plus en plus citadine, de plus en plus éduquée, de plus en plus frustrée par leur incapacité à répondre à des demandes sociales, économiques, politiques et culturelles qu'elle juge légitimes.

Outre leur commune impossibilité à réagir à l'évolution de la conjoncture économique internationale, les trois régimes se retrouvent face aux mêmes mouvements sociaux venus des profondeurs, à la même aspiration écrasante et ambiguë au changement. Est-ce pour cela que le Maghreb, qui n'est jemais autant lui-même que dans la confuse conscience d'une menace, paraît aujourd'hui sortir une nouvelle fois des limbes, ou assiste-t-on à la énième phase d'un cycle faisant alterner les périodes de coopération et calles de repli sur soi ?



LE PAIN, SYMBOLE DE LA COLÈRE Les frustations out gagné les classes moyenne

tion accrue des options socioéconomiques. L'aspect de plus en plus formel de la concertation annonce le retour de chacun des pays à des politiques plus étroitement nationalistes, et la septième et dernière conférence des

ministres de l'économie, réunie à Alger

en 1975, renvoie sine die le projet

d'accord maghrébin de coopération

Entre-temps, il est vrai, le conflit du Sahara occidental a éclaté, fruit du réveil de la rivalité algéro-marocaine, tandis que la Tunisie essaye de son côté de contenir la tentation hégémonique de son puissant voisin de l'ouest et d'asseoir son développement sur la manne pétrolière en signant, en janvier 1974, l'éphémère traité d'union avec un colonel Kadhafi qui, déçu par les dérobades des pays du Machrek à ses propositions réitérées de fusion, commence à regarder vers le Maghreb.

La scène maghrébine est dès lors dominée par le conflit algéro-marocain sur le Sabara et par la constitution d'alliances bilatérales à vocation défensive ou destinées à affaiblir le rival on l'ennemi du moment : le bilatéralisme devient la règle des rapports régionaux, l'Algérie s'employant avec constance à empêcher la constitution de tout bloc maroco-mauritanien ou tuniso-libyen pouvant apparaître comme dirigé contre elle. Tout en tentant de neutraliser le colonel Kadhafi ou de l'utiliser quand c'est possible, elle tâche d'empêcher toute velléité tunisienne de mener une politique par trop contraire à ses intérêts. La mort de Boumediène (décembre 1978) ouvre de ce côté des perspectives nouvelles : à la solide antipathie que lui portait M. Bourguiba succède de la part du rais tunisien une bienveillante affection envers son successeur, M. Chadli Benjedid, qui, bien que militaire, tranche par son allure débonnaire avec la hautaine austérité du colonel. L'affaiblissement du régime tunisien, miné par une interminable lutte de succession, et la nécessité géopolitique pour ce petit pays de ne pas entretenir en même temps de mauvais rapports avec les deux voisins de l'ouest et du sud poussent également au rapprochement.

Lors de la première visite officielle qu'il effectue à Tunis, le président algérien Chadli Benjedid signe avec le président Bourguiba un « traité de fraternité et de concorde » valable vingt ans. Un mois auparavant, il avait rencontré le roi Hassan II à la frontière algéromarocaine, relançant l'espoir d'un règlement du conflit saharien. La tentative avant échoué, les « boumediénistes » étant encore puissants à Alger et aucun compromis acceptable pour l'ensemble des protagonistes n'ayant été trouvé, la priorité est alors donnée à la consolidation de l'axe Tunis-Alger, renforcé en décembre 1983 par l'adhésion de Novakchott au traité. Conséquences tangibles de ce rapprochement : de franchement promarocaines, les positions tunisiennes sur le Sahara occidental évoluent vers une neutralité nettement plus favorable à l'Algérie.

Sur le plan économique, une série de projets communs sont décidés entre Tunis et Alger : usine de ciment et briqueterie dans deux villes frontalières. interconnexion des réseaux électriques, institution de la carte de frontalier facilitant la circulation des personnes. Les populations marquent sans restriction leur approbation: un million de touristes algériens affluent en Tunisie en 1983, trop heureux d'y venir s'approvisonner en produits de consommation qu'il affecte de n'en rien montrer, le Maroc s'inquiète d'une alliance qui ne peut qu'accentuer son isolement d'autant que, si sa position militaire an Sahara ne cesse de se renforcer, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) effectue une percée diplomatique remarquée sur les plans africain et international. Empêtré de son côté, dans la guerre du Tchad et en proie à l'hostilité de plus en plus bruyante de l'administration américaine, le colonel Kadhafi aspire, quant à lui, à se forger une respectabilité. Fruit de la convergence temporaire d'intérêts strictement nationaux, l'accord d'Oujda, signé le 13 août 1984 entre Rabat et Tripoli, apparaît aussi comme une riposte à la constitution de l'axe Tunis-Alger-Nouakchott étroitement contrôlé par l'Algérie.

Jamais le Maghreb n'a paru aussi loin, le principe de ce genre d'alliance n'étant pas vraiment remis en cause par les conflits bilatéraux apparaissant ici ou là : rupture tuniso-libyenne d'août 1985 ou dénonciation de Paccord d'Oujda en août 1986 à la suite de la rencontre entre le roi Hassan II et M. Shimon Pérès à Ifrane. L'on ne cesse pourtant d'en parier dans toutes les capitales et, même au plus fort des crises algéro-marocaines, les tentatives de réconciliation ne se comptent pas, de sommets maghrébins avortés en rencontres politiques au plus haut niveau entre «frères conemis»: Si les bruits de bottes aux frontières masquent souvent ces discrètes entrevues, on semble des deux côtés s'employer à éviter l'irréparable et à préserver l'avenir.

En avril 1986, une conférence, qui 🕺 ient à Alger entre les dirig principaux partis politiques des trois pays - Parti socialiste destourier (PSD) de Tunisie, Front de libération nationale (FLN) algéries, Istiqual et Union socialiste des forces populaires (USFP) du Maroc - pour commémorer la conférence tripartite de Tanger de 1958, décide de créer une comme sion consultative permanente devant siéger deux fois par an. Officiellement, les Etats ne sont pas concernés. Il n'empêche. Deux mois plus tard, Hassan II propose la création d'une Assemblée communautaire maghrébine consultative ». Quels qu'aient été. les hésitations et les reculs, la réconciliation algéro-marocaine de mai 1988 est en fait l'aboutissement d'une évolution entamée en 1983, après que M. Benjedid eut consolidé son pouvoir sur la vieille garde boumediéniste. Tout se passe depuis quelques années comme si chacun consolidait ses positions en vue de défendre ses intérêts au moment d'un rapprochement perçu à terme comme inévitable.

#### Les alliances qui se sont et se désont

I INITÉ, identité? L'histoire des trente dernières années peut se résumer à cette valse hésitation. Contrairement à ce que laissait supposer la lutte solidaire contre l'ennemi commun, l'ère des indépendances est celle des conflits ouverts, de la revendication tunisienne sur la borne 233. considérée par l'Algérie comme faisant partie de son territoire, à la « guerre des sables » algéro-marocaine d'octobre 1963 qui, malgré sa brièveté, marque le début d'une durable inimitié entre les deux géants de la région. Il faut d'ailleurs voir dans le refus de l'armée algérienne de rétrocéder Tindonf au Maroc une des raisons de la chute, en juin 1965, d'un Ben Bella davantage disposé à des compromis territoriaux pour sanvegarder les chances de la construction maghrébine.

Si la construction de l'Etat national apparaît donc prioritaire, la conscience maghrébine est si ancrée dans les esprits que personne n'ose prendre le risque politique et moral d'une guerre prolongée pour conquérir ou garder quelques arpents de sable et, comme pour conjurer tout danger d'emballement, à l'ère des conflits succède une longue période où la coopération est à l'ordre du jour.

Plusieurs dizaines de conventions bilatérales et multilatérales sont signées à partir de 1963, et le processus d'intégration est institutionnalisé par la création d'un Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM), doté en 1966 d'un siège à Tunis, et par la multiplication des comités sectoriels de coopération. Parallèlement, les ministres de l'économie des trois pays, auxquels se joint la Libye jusqu'en 1970, se réunissent régulièrement afin de se concerter sur les choix économiques à privilégier pour faciliter l'intégration. L'économie n'est pas seule concernée : les ministres de l'éducation envisageant d'harmoniser les programmes d'enseignement tandis qu'on parle, entre autres, de créer une compagnie aérienne commune. Les conflits frontaliers sont réglés à l'avantage d'Alger par la signature du traité d'Ifrane en 1969 et de l'accord de Tlemcen en 1970 avec le Maroc, et l'arrangement avec Tunis sur la borne 233.

Les initiatives ne se comptent plus. L'impression qu'elles pourraient don-ner d'une réelle avancée est toutefois fallacieuse, car il faut surtout retenir de cette période le contraste entre l'abondance des réalisations institutionnelles et la faiblesse des réalisations concrètes, la fragilité juridique sur laquelle repose cette construction : le fait que nul traité intermaghrébin n'ait été envisagé pour donner à l'effort d'unification valeur contraignante et l'inscrire dans la continuité reflète l'absence de volonté politique au niveau de chaque Etat, accentuée à partir des années 70 par la différencia-

U-DELA des querelles, en effet, la A construction du Maghreb, toujours aussi populaire auprès des opinions publiques, apparaît de plus en plus, à partir du début des années 80, comme la seule réponse réaliste aux incertitudes du présent et de l'avenir. Les mutations des dernières années, davantage que les considérations purement politiques, expliquent la relance actuelle de la dynamique. Vingt-cinq années d'expériences isolées ont abouti à des biocages manifestes. L'absence d'intégration régionale a accéléré le processus d'intégration des pays magirrébins à l'économie mondiale. Ils en subissent aujourd'hui les effets.

Pour la plupart des économies du tiers-monde, la décennie en cours voit naître et s'amplifier une crise sans précédent : chute des prix des produits énergétiques et des matières premières, crise des liquidités internationales et hausse des taux d'intérêt, concurrence accrue entre pays du tiers-monde pour la sauvegarde de leur part des marchés occidentaux dont l'expansion est ellemême ralentie par la crise ; la conjonction de ces facteurs provoque un accroissement vertigineux de l'endettement du monde dit en développement. Non seniement l'ère de la croissance relativement facile et de l'expansion du commerce mondial est terminée, mais la pression accrue des contraintes externes accélère la récession des Etats

Le recul des taux de croissance est alors général : pour la première fois

Quand viennent les années de vache maigre... depuis l'indépendance, la Tunisie connaît, après plusieurs années de récession, une croissance négative en 1986; celles de l'Algérie et du Maroc se situent en deçà de 3 % par an depuis 1985, ce dernier pays connaissant en 1986 seulement une légère reprise. La chute des recettes d'exportation est également spectaculaire : la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures chute de 12,5 milliards de dollars en 1985 à moins de 8 milliards l'année suivante pour se redresser légèrement à 9 milliards en 1987; or les importations considérées comme incompressibles atteignent 7,5 milliards de dollars. Le solde de la balance marocaine des paiements est négatif de près de 900 millions de dollars en 1985. Es 1986, la diminution de la rente pétrolière tunisienne correspond pour l'Etat à un manque à gagner de 76 millions de dinars (2).

Les dépenses de l'Etat ne diminuant pas dans les même proportions et la plupart des importations étant incompressibles, la dette extérienre atteint des sommets, dépassant pour les trois pays pris ensemble 50 milliards de dollars fin 1987. En deux ans, la dette extérieure de la Tunisie s'est accrued'un tiers pour dépasser aujourd'hui les 7 milliards de dollars. Celle de l'Algérie se situe aux environs de 25 milliards de dollars contre 19 milliards pour le

Camissent une augma landis que ies salaires que en termes reels enter 1987 (31. Le raleutie acissance a enfra pro the acceleration de happe on premier line and constitution Pasutuani désormais l'a nie de la population. Pour n'aveir pas sollicité. Ion du FMI, l'Algérie a'est nons une évolution simile non une évolution se insement public n's centiment public n's centiment public n's centiment privé Office laux de chômage a attention population population active em comme chez les voisins, le lous toutes ses formes y est On comprend des loss

eres frustrations, non security couches populaires les dent affectées mais économics. onstants soutiens des place, et qui en subina diet. L'attrait exerce Rys par l'intégrisme island Partie de plus en plus carif sectaculaires de la sectaculaire de la sectacula de l'insatisfaction et de la dibilité de régimes au pand-chose à

ression généralisée ait

Marce cu. à partir de 1985 beliant depasse he Pres

par de plus en plus &

nalis d'exportation.

eners, le Marce est le p

all as rees belowned

E de mercaux prim, à g sa conditions de Person de 2000al (FMI). L'ang

ren structure! com

Maghanh er 1983. Le 6

garat de la tatustion, le

ment of the second

a grantiant city such

perior l'application de la

Signington, et la priorité s the sign rembers received do in

period plus que jemais l'an man vers 'a tatisfaction

stineurs, tandis qu'es alle

mut par un blocego de me

eresultan en termon ringe.

er Etat, elles concernant

agmente de 199 % am 1

cienter ; que de 30 16

galles solation no proj

Cutat aux coupes come tige

ren de la propression de manisers, du fan de fluid

franci denné à la com

geffre, chère ses

Wall s'esant trop long

ALCERIE ecce prix de pétrole.

(2) 1 dinar transien = 11 france français jusqu'en 1986. Depuis lors, une dévaluation officielle, pais un glissement continu de 58 valeur, lui out fait perdre près de 40 % par rapport au franc. Valeur actuelle : 6,80 F.

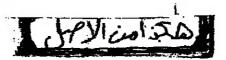
TROIS ÉCONOMIES D'UN POIDS INÉGAL

	Produit national heat		Produit intisjeur brut			Dette	Inflation	
	Par tête (1985, en dollars)	Taux de croissance	1985 (en millions) de dollars)	Rép Agriculture	artition (en % du t Industrie	etal)   Services	(1986) (en milliards de dollars)	Tanx annuti moyen (%) (1980-1985)
ALGÉRIE MAROC TUNISIE	2 550 560 1 190	2,9 % (1) 3 % (1) 5,5 % (2)	55 200 13 400 8 900 (3)	3 18 17	48 32 34	43 50 49	21,8 18,3 6,7	6,9 7,8 10

(2) 1987. Les prévisions pour 1988 annoncent une croissance réduite à 2,5 %. En 1986, la croissance du PNB avait été négative.

(3) 1986.

Sources: Banque mondiale, budgets économiques nationaux.



# IN DONNERAD



d'août 1985 ou dénoacistique Paccord d'Oujda en août 1984 ! suite de la rencontre emple nil san fi et M. Shimon Phia i in L'on ne cesse poursant d'en parie toutes les capitales et, même a g fort des crises algero-maronne le tentative de réconciliation man tent pas, de semmets mest apericio en rencences politique mà haut civatu entre - frète men Si les bruits de bottes aux frants masquent souvent ces discrite m vues, on semble des deu de S'emplayer a detter l'irrépantie; preserver l'avenur.

En avril 1986, une conference trent à Aiger entre les dirigents principaux partis politique des paris - Parti socialiste deste (FSD) de Tunisie, Front de libée matinitatio (FLN) algéries, Isiali: Union socialiste des forces popula (USFF) du Maroc - pour comés rem la conference tripartite de l'es de 1915, decide de créer aus auss short consultative permanent in sugger dates fees our an Officeless iers fram no sont pas concent. n'empéche. Deux mos plus uni, le ann II propose la création fe - Assemblée communantaire mp bine carrellative . Quels qu'inte les bestiations et les reculs, la risse latitude allegro-marocame de milit est en fan l'aboutssemen d'un be tiun entamés en 1983, spring M. Bengeute eut consolidé sur par sur ca vicilie garde beumedinine k se passe Jepuis quelque 🗯 COMPETE SE CELICUM COnsolidat SE tecon en vue de défendre seintiel mornest d'un rapprochemen papi terme comme méviable

#### nées de vache maigre...

depuis l'indépendance, la Torcomnatt. après piusieurs and TECHNICAL LINE CROSSANCE MENTS 1986 ; cello de l'Algèrie et de les se situent en deçà de 3 @ parate 1985, ce dermer pays comment 1986 seulement une legère reprechure des recettes d'esparant teatement speciaculaire is the exportations algeriennes de la borres chures de la suitable de la en 1955 à resins de 8 millions les and ante pour se redresser legeress 9 miliaris en 1987; or la tions considérées comme montes bles attaignent 7,5 milliarts te its Le seide de la balance mancen palements est négatif de piè s 900 millions de dellars en less 1986, ia domination de la maria lière runisienne correspond par la un manque d gagner de 76 miles

Les dépenses de l'Etal et de dieses (2) pas dans les même proporties de plupare des importations des pressibles. la cette exterest si des sommers, dépussus par le pays pres creemble 50 milis lary for 1987. En deux am ac extérieure de la Tunise Ses est d'en tiers pour dépasser sejont le d'en tiers pour dépasser sejont le d'entre de de de la collars. Celle d'entre de de de de la collars de 15 milliards de dollars. The se situe Bux environs de de dollars contre 19 millisti pe

(2) i dinar commission a li free fetti production 1980. Desputa lora en est production de fetti production repport 35 frame Valent active

#### CORPS AU VIEUX RÊVE D'UNITÉ

## des retrouvailles

Maroc où, à partir de 1985, la dette par habitant dépasse le PNB par tête. Parallèlement, son service absorbe une part de plus en plus importante des recettes d'exportation, entraînant un ralentissement général de l'investisse-

Inaugurant une longue série de négociations, le Maroc est le premier à solliciter un rééchelonnement et, pour obtenir de nouveaux prêts, à se soumettre aux conditions du Fonds monétaire international (FMI). L'ère de l'aiustement structurel commence au Maghreb en 1983. Le gouvernement Mzali s'étant trop longtemps caché la gravité de la situation, la Tunisie s'y engage, timidement d'abord, à partir de 1984, pais résolument, en 1986, en se sommettant elle aussi aux exigences du Fonds. On en connaît les conséquences: l'application de la politique de l'offre, chère aux experts de Washington, et la priorité absolue donnée au remboursement de la dette réorientent plus que jamais l'appareil productif vers la satisfaction des marchés extérieurs, tandis qu'un sévère coup de frein est donné à la consommation intérieure par un blocage ou un ralentisse-ment de la progression des salaires qui connaissent, du fait de l'inflation, une diminution en termes récls.

Quant aux coupes dans les dépenses de l'Etat, elles concernent au premier chef les secteurs sociaux et les subventions aux produits de consommation courante : de 1979 à 1986, les prix du sucre, de la farine, du lait et du gaz ont augmenté de 133 % au Maroc tandis que les salaires ne progressaient dans le même temps que de 53 %. En Tunisie. les prix des produits alimentaires

Dans un tel contexte, la relance du Maghreb uni présente aux yeux des dirigeants la vertu d'être, grâce à son pouvoir mobilisateur et au mieux-être immédiat qu'elle peut apporter dans certains domaines, un exutoire commode au mécontentement sans compter que, pour l'Algérie et le Maroc tout au moins, le règlement prévisible de la question saharienne permettra de dimi-nuer des dépenses militaires fatales à leurs économies rudement éprouvées. Car, si le Maroc a bénéficié pour financer sa guerre d'une aide massive des monarchies pétrolières, et en particulier de l'Arabie saoudite, celle-ci, à son tour affectée par la chute des prix pétroliers, a considérablement réduit depuis trois ans sa contribution au budget militaire marocain. On sait d'ailleurs les efforts déployés par le roi Fahd en faveur d'un rapprochem algéro-marocain, la rencontre Hassan Il-Benjedid du 4 mai 1987 s'étant effectuée sous ses auspices

Si le souci de conjurer la crise apparaît comme un facteur déterminant de la relance maghrébine, il n'est pas le scul et celle-ci n'aurait pu s'effectuer sans une remarquable évolution interne de l'Algérie. Non sans peine, puisqu'il s'attelle à la tâche depuis mainter près de dix ans, M. Chadli Benjedid semble en effet être parvenu à enterrer son prédécesseur une seconde fois, et l'abandon – gradué en fonction des rapports de force à l'intérieur de l'appareil dirigeant – du «boumedié-nisme» a aujourd'hui les allures d'un phénomène irréversible.

Si l'Algérie demeure officiellement un pays « socialiste », l'évolution n'en est pas moins manifeste, touchant aussi



ENTRE LA TRADITION ET LA MODERNITÉ La mime aspiration écracente et auxèigné au changement

connaissent une augmentation continue tandis que les salaires ont diminué de 15% en termes réels entre 1983 et 1987 (3). Le ralentissement de la croissance a enfin provoqué partout une accélération du chômage qui frappe en premier lieu une jeunesse rituent désormais l'immense majorité de la population.

Pour n'avoir pas sollicité l'intervention du FMI, l'Algérie n'en connaît pas moins une évolution similaire : l'inve tissement public n'a cessé de chuter depuis 1979 et n'est guère relayé par l'investissement privé. Officielle le taux de chômage a atteint 17,5 % de la population active en 1986 mais, comme chez les voisins, le sous-emploi sous toutes ses formes y est massif.

On comprend des lors que cette récession généralisée ait provoqué de graves frustrations, non sculement dans les couches populaires les plus grave-ment affectées mais également chez les classes moyennes, jusque-là les plus constants soutiens des régimes en place, et qui en subissent aussi les effets. L'attrait exercé dans les trois pays par l'intégrisme islamique sur une partie de plus en plus importante de la eunesse est un des symptômes les plus spectaculaires de la montée générale de l'insatisfaction et de la perte de crédibilité de régimes qui n'ont plus grand-chose à promettre à leurs peubien la politique extérieure, marquée par un spectaculaire rapprochen avec les États-Unis et les pays arabes modérés, que l'économie, restructurée selon les critères naguère iconoclastes du « moins d'Etat » et de la rentabilité. La priorité nouvelle donnée à l'agriculture et à ce qui reste du monde rural, où l'âge moyen de la population active est de cinquante ans, s'est traduite par un abandon de la révolution agraire et un début de démantèlement des fermes d'Etat, rétrocédées sous certaines conditions à la paysannerie dans l'espoir de freiner un exode rural devenu incontrôlable. Dans l'industrie. les entreprises du secteur public, après avoir été restructurées en fonction d'impératifs de rentabilié financière et d'efficacité économique, sont fermement priées d'obéir à des critères de ction et de productivité jadis considérés comme secondaires. Dans maints domaines d'activité, comme le commerce, le tourisme et les industries de biens de consommation courante, le teur privé, auquel on accorde désormais de substantielles facilités, est instamment sollicité d'intervenir tandis que l'appel à l'investissement privé étranger se fait de plus en plus pressant. L'Algérie, dans bien des domaines, change incontestablement de visage et, ce faisant, se rapproche de

ses deux partenzires maghrébins. Hommes d'affaires tunisiens et marocains l'ont d'ailleurs bien compris qui multiplient les initiatives en direc-

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	Expertations (en millions de	Importations dollars, 1985)	Taux de couver(ure (1985)
ALCÉRIE	13 034	9 061	143 % (1)
MAPOC	2 156	3 885	64%
TUNISIE	1 738	2 757	63%

tion d'un marché aux potentialités non négligeables. S'il est une réaction à l'impasse politique et économique dans laquelle le pays s'était retrouvé enfermé, la fin du splendide isolement d'Alger était également l'une des conditions du renouveau de l'idée maghrébine.

L'aggravation des contraintes économiques externes, la montée des périls internes, la pression d'opinions publiques hostiles à de suicidaires rivalités, ont ainsi préparé le terrain à une reprise de la coopération. L'accélération de la construction européenne paraît devoir jouer ce rôle et persuader, s'il en était encore besoin, les Etats maghrébins qu'il devient de plus en plus dangereux d'affronter en ordre dispersé un partenaire en train de renforcer singulièrement sa puissance.

En pleine renégociation - en position de faiblesse - des accords conclus par chacune d'elles avec la CEE, les trois capitales ont l'occasion de mesurer depuis le 1" janvier 1986 les consé-quences concrètes de l'entrée dans l'Europe de l'Espagne et du Portugal : industrie manufacturière portugaise directement concurrente de celles de la Tunisie et du Maroc, autosuffisance communautaire en produits agricoles méditerranéens comme les agrumes et l'huile d'olive et, sur le plan géopolitique, affirmation d'une entité curoéenne à la dimension méditerranéem de plus en plus revendiquée. La demande d'adhésion à la CEE formulée en 1987 par le souverain marocain, pour symbolique qu'elle sût, était à la sois une reconnaissance de la dépendance quasi organique de son pays à l'égard de l'Europe et un constat d'échec de l'idée maghrébine. Le refus prévisible et sans appel de Bruxelles de prendre en considération la candidature marocaine oblige les Etats du Maghreb à repenser leur développement et leurs rapports avec l'extérieur dans un contexte régional, le seul en fait sur lequel ils peuvent avoir quelque

Que pèse en effet chaque Etat,

#### Le mouvement de l'histoire

1954 1" novembre : Déclenchement de la lutte algérienne de libération nationale. 1956 2 mars: Indépendance du Maroc.

20 mars : Indépendance de la Tunisie.

1958 Avril : Conférence de Tanger réunissant les trois partis nationalistes maghrébins pour jeter les bases d'un Maghreb unifié. Juillet : Le Maroc revendique officiellement la Mauritanie.

1962 1" juillet : Indépendance de l'Algérie.

1963 Mai : Le Maroc renonce à revendiquer la Mauritanie. Octobre : « Guerre des sables » algéro-marocaine.

1969 Jamier: Traité de bon voisinage algéro-marocain d'Ifrane. I" septembre : Le colonel Kadhafi renverse la monarchie en Libye.

1974 12 janvier : Accord de Djerba proclamant l'union tuniso-libyenne. 1975 6-9 novembre: Marche verte marocaine sur le Sahara occidental. 14 novembre : Accords tripartites de Madrid (Maroc-Mauritanie-Espagne) sur le Sahara occidental.

29 décembre : La charte de Hassi-Messaoud conclue entre Boumediène et le colonel Kadhafi prône l'union entre les deux pays.

1976 27 février : Proclamation de la République arabe sahraouie démocratique. 6 mars: Alger reconnaît la RASD. 1977 27 janvier : Défaite algérienne devant l'armée marocaine à Amgala.

1979 5 noût : La Mauritanie renonce à sa partie de Sahara occidental, aussitôt occupée par le Maroc.

1980 27 janvier : Un commando d'opposants soutenus par la Libye et l'Algérie envahit la ville tunisienne de Gafsa. 1983 26 février : Première rencontre Hassan II-Chadli Bendiedid. 19 mars : Traité tuniso-algérien de fraternité et de concorde.

1984 13 août : Traité d'Oujda marocco-libyen.
12 novembre : Le Maroc quitte l'OUA pour protester contre l'admission de

la RASD en son sein: 1985 septembre: Rupture des relations tuniso-libyennes.

1986 août : Rupture de l'union marocco-libyenne. 1987 24 mai : Seconde rencontre Hassan II-Chadli Bendiedid.

7 novembre : Déposition de M. Bourguiba.
28 décembre : Reprise des relations diplomatiques tuniso-libyennes.

face à la constitution, non seulement sur la rive nord de la Méditerranée mais sur l'ensemble de la planète, d'espaces socio-économiques intégrés qui sont les partenaires-concurrents de demain? Or le Maghreb représente un ensemble territorial de plus de 3 millions de kilomètres carrés (et de plus de 6 millions de kilomètres carrés si l'on y ajoute le Libye et la Maurita-nie). A supposer qu'il se résume à ses sculs pays centraux, sa population, qui est aujourd'hui légèrement supérieure à 50 millions d'habitants, atteindra 75 millions d'habitants à l'orée du prochain millénaire. Son PIB actuel frise les 80 milliards de dollars, soit, il est vrai, l'équivalent du PIB belge. Avec la Libye et la Mauritanie, il atteint 110 milliards de dollars, Son PNB par

quelle que soit sa puissance relative,

## Maroc, en passant par 1 200 dollars pour la Tunisie.

BREF, le Maghreb, s'îl existait, sans être et de loin un miraculé, aurait du poids face à un contexte économique mondial en voie de recomposition. où la balkanisation devient synonyme de marginalisation. A condition de réorienter son appareil productif en fonction de la nouvelle donne de l'intégration, il pourrait bénéficier de subs-tantielles économies d'échelle grâce à une population égale, dans douze ans, à une fois et demi celle de la France. A moins d'aggraver une dépendance extérieure dont il a pu ces dernières années mesurer les dangers, le Maghreb constitue, pour chacun des Etats qui le composent, le seul ballon d'oxygène susceptible d'éviter l'asphyxie à leurs économies et à leurs sociétés.

On peut en mesurer les potentialités à la timide mais certaine relance provoquée par l'ouverture des derniers mois, qui n'était d'ailleurs pas, de la part des dirigeants, dépourvue d'arrièrepensées. La liberté de circulation restaurée entre la Tunisie et la Libye a permis en effet, du côté tunisien, d'atténuer les effets d'une sécheresse et d'une manvaise récolte ayant frappé cette année tout le Sud du pays, grâce à la frénésie d'achats dont font montre les Libyens dès qu'ils franchissent leur frontière du nord.

La possibilité pour ces derniers de s'approvisionner en produits divers des pièces de rechange automobiles aux fruits secs – qui font depuis des amées cruellement défaut chez eux donne en outre un répit apprécié à un régime libyen en proje à de multiples difficultés. L'Etat tunisien voit quant à hi sans déplaisir grossir un matelas de devises réduit depuis quelques années à sa plus simple expression.

Le phénomène est analogue à la frontière algéro-marocaine, même si les choses ne vont pas aussi vite que d'aucuns pouvaient l'espérer : les Algériens de l'Ouest commencent à s'approvisionner chez un Maroc redevenu voisin et qui voit là s'ouvrir un nouveau marché, tandis qu'on satisfait ainsi partiellement à Alger une demande à

#### LES ÉCHANGES AVEC LA CEE

(1987, e	Selde FECUS)	
2 253	1929	- 324 + 1 499
1782	1542	- 246 + 2961
	3884	2 253 1 929 3 884 5.383 1 782 1 562

bures, l'Algérie et la Libye ent un solde excédentaire qui toutefois s'est réduit considéra-blement depuis la baisse des prix pétroliers.

tête, qui s'est accru d'environ 3% par

an de 1965 à 1985, va de 2 550 dollars pour l'Algérie à 560 dollars pour le

L'intégration ou l'asphyxie?

laquelle l'économie nationale est pour l'heure incapable de répondre.

Dans une couche d'entrepreneurs autrement plus importante et dynamique, dans les trois pays, qu'elle ne l'était il y a vingt ans, on élabore des stratégies industrielles et commerciales en fonction du marché maghrébin naissant. Pour des raisons différentes, les laires et le capital privé national trouvent chacun son compte dans l'édification d'un ensemble intégré. Pour les uns comme pour les autres, il constitue à la fois un palliatif et une perspective d'issue à la crise, une réponse possible à l'Europe, un moyen de consolider des complémentarités longtemps masquées mais qui se font jour désormais.

Il y a cela dit, fort à faire pour rendre l'évolution irréversible. Car. si elle se contente de répondre à des préoccupations purement conjoncturelles et à desserrer momentanément l'étreinte

qui pèse sur les nouvoirs en niace. la relance en cours ressemblera davantage à une fuite en avant devant l'accumulation des problèmes qu'à la véritable recherche d'un moyen de les

Le Maghreb est loin d'en être arrivé à un point où tout retour en arrière se révélerait impossible. Pour la première fois en tout cas depuis qu'il est libre de toute occupation coloniale, il est le théâtre d'un phénomène inédit : alors que les intérêts à long terme et les sentiments des peuples qui le constituent ont toujours milité pour sa construc-tion, le contexte immédiat, les divergences d'approche et les ambitions antagoniques des classes dirigeantes respectives ont en revanche représenté d'insurmontables obstacles à la poursuite d'un but pourtant reconnu par tous les protagonistes comme porteur de progrès.

Les deux registres ont cessé, semblet-il, d'être contradictoires. Le Maghrebpeut tirer profit de cette concordance, dont il est malaisé de prévoir la durée, pour passer de l'état de souhait à celui de projet structuré. De Tunis à Rabat, on commence à comprendre que, pour aborder l'avenir, il n'est pas beaucoup d'autres possibilités.

#### SOPHE BESSIS.

(3) Les chiffres qui précèdent sont essen-tiellement tirés de : Banque mondiale : Rop-port sur le développement dons le monde, 1987 ; Annuaires statistiques de la Tunisie et marco, T.; Badges economiques, Algerie, Marco, Tunisia, 1986, 1987; N. El Atrani El Idrissi: «Les conséquences nociales de la politique d'ajustement au Marco», communi-cation au colloque du GREIDT: «Politiques d'ajustement économique et recomposition sociales dans le tiers-monde », 24-26 février 1988 ; B. Hamel : «Secteur industriel public, législative du travail et emploi en Algérie 1967-1987 », communication su colloque du GREIDT; Y. Gazzo; «Crise de l'Etat ou crise de confiance dans les économies du crise de conqueix dans les economies des monde arabe », communication au colloque du CRESM : « Etat, secteur public et développe-ment dans le monde arabe, crise ou muta-tion », Aix-ca-Provence, 9-11 juin 1988 ; « le Marce et le devenir méditerranées », in Signes du moissem victorme 1982 »; Maroc et le devenir méditerranéen Signes du présent, printemps 1988, nº 2.



DES MÉTIERS CHANGENT SIX FILIÈRES DE FORMATION SUPÉRIEURE

CONDUISANT A UN DIPLOME DE SPÉCIALITÉ Gestion/Administration/Marketing dea

ion et meint

Arts et techniques du son. Arts et techniques de la vidéa.

> Documentation distalling sur simple demande ácriti à NOVOCOM, L rue Klåber, 93100 MONTREUE. DOMAINES D'INTÉRÊT : ☐ Gestion/Marketing ☐ Exploitation/Maintens Arts et techniques du son
>  Arts et techniques de la v

#### 44 MODULES SPÉCIALISÉS EN FORMATION CONTINUE

(inscription toute l'année)

PARMI LES 44 MODULES...

Modules de base

Modules de spécialisation

Principes et pratiques de la vidéo légère - techion et de maint sation sonore - Créations visuelles et techniques on - Techniques et pratiques de l'écleirage - Economie et gestion des entreprise suelles - Le marketing de l'audiquis spectacle - Le droit de l'audiovisuel - Droits d'auteurs et droits voisins - Le direction de production - Le montage son - Le montage im Les écritures - La réalisation - Technique base du journalisme - La traitement de l'infor-mation - Techniques de reportage - Techniques

NOVOCOM

26 bis, rue Kláber, 93100 MONTREUL Association tol 1901

## Pour payer moins d'impôts,

Dans la tradition démocratique, l'impôt devrait être l'instrument d'une redistribution des revenus et des fortunes, un rouage de cette machine égalitaire dénoncée sans relâche par les néolibéraux. Mais aux mains d'une élite politique et économique, l'Etat est surtout la providence des plus riches. Loin de corriger les disparités sociales, la fiscalité privilégie une petite minorité de nantis, pesant toujours plus lourdement sur les autres citoyens.

CHRISTIAN **DE BRIE** UI cerait imaginer que les plus démunis, les « nouveaux pauvres - sans ressources, vont être lourdement taxés sur le modeste revenu minimum d'insertion - 2 000 francs par mois environ (1) qui doit leur être prochainement attribué? C'est pourtant ce qui va se passer. A un taux de 50 % environ, cinque supporteront les plus riches au titre du nouvel impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Et tandis que ceux-ci et leurs porte-parole emplissent l'arène politique et la presse de clameurs avant même d'avoir été touchés, ceux-là paieront dans l'indifférence générale, sans bruit et sans même en avoir conscience.

Telle est la réalité d'une fiscalité profondément, structurellement, inégalitaire. A un degré tel qu'une compli-cité tacite, intéressée ou résignée, de presque tous les responsables s'est depuis longtemps établie pour taire une situation sinon explosive du moins en complète contradiction avec le discours

Certes, la France n'est pas soule concernée. Pour des raisons similaires, l'inéquité fiscale se retrouve dans les autres pays de niveau comparable, membres de la Communauté européenne ou de l'OCDE. Mais nulle part elle n'y est poussée à ce point.

Deux siècles après la Révolution, où lèges fiscaux avait joué un rôle si important dans la mobilisation populaire, tout reste à faire ou presque. L'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : « Une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés » figure toujours an panthéon des grands principes.

#### L'anesthésiste anesthésié

CETTE « contribution indispensa-ble », communément appelée aujourd'hui « prélèvement obligatoire global » (POG) (2), représente en France, chaque amée, environ 45 % ,— près de la moitié — du produit intérieur brat (PIB), soit pour 1986 2 225 milliards de francs sur 5 000 milliards; approximativement 100 000 francs par ménage. Nettement plus que la moyenne des pays de la CEE (39,8 %) ou de l'OCDE (37,2 %); beancoup plus qu'an Japon (28 %), ou an Etats-Unis (29,2 %); à un niveau comparable à celui de la Belgique (46,9 %) ou des Pays-Bas (45 %), inférieur à celui de la Suède (50,5 %) ou du Danemark (49,2 %)

Une part massive de cette contribution (voir l'encadré page 9) - entre les deux tiers et les trois quarts, selon les méthodes d'évaluation - est prélevée indirectement, pratiquement à l'insu du citoyen qui l'acquitte. Elle est intégrée, diluée dans le prix des milliers de produits, de biens et de services vendus aux consommateurs. Ainsi, le contri-buable paie l'essentiel de l'impôt au fur et à mesure de ses achats et dépenses, sans s'en rendre vraiment compte. Cette ponction représente pourtant environ la moitié de la consommation des ménages. Autrement dit, chaque fois que l'on dépense 100 francs pour l'achat d'un quelconque bien, 50 francs en moyenne, qui n'ont rien à voir avec la valeur d'usage de ce bien, serviront en fait à financer les budgets de l'Etat et des collectivités locales ainsi que le budget social de la nation.

An-delà de cette moyenne, c'est le mystère. Impossible de calculer le montant exact des impôts, taxes et cotisations contenus dans le prix d'un bien de consummation déterminé (4). Aussi incroyable que cela puisse paraître, personne ne sait précisément comment se répartit entre les contribuables cette énorme masse immergée qui représente l'essentiel du prélèvement fiscal. Ni ceux qui le perçoivent ni ceux qui le

-- (Publicité) --

PEUPLES NORS - PEUPLES AFRICAINS

GRAND NUMÉRO SPÉCIAL

LE CAMEROUN

DE PAUL BIYA

AUTOPSIE D'UN CHAOS ANNONCÉ

· L'a ethnofescieme s, offensive sous ezimuts contre les Bamilékés. L'Eglise catholique en proie au tribel confessionnalisme.

· La faillite retentissante des techno-

Un rapport accabiant de la banque

532 pages - 200 F

82, avenue de la Porte-des-Champs

76000 ROUEN (France) T&L (16) 35-89-31-97

EXTRAIT DU SOMMAIRE

quante à cent fois plus élevé que celul

la haine de l'impôt injuste et des privi-

supportent. Aucun Français n'est donc on mesure de dire combien il paie d'impôts. Même s'îl croit le savoir, il n'en sait rien (5). Le ministre des finances non plus. Malgré l'énorme appareil statistique et les nombreux organismes d'évaluation et d'études qui l'assistent (6). Faire payer le contribuable sans qu'il s'en aperçoive, opérer la ponction fiscale sans douleur, a toujours été considéré comme une sage de de gonvernement. Mais ici l'a thésiste lui-même est anesthésié.

Si l'on ignore tout de la répartition des deux tiers aux trois quarts des impôts, il n'y a aucune chance qu'elle s'effectue équitablement, à moins de croire à une bien improbable justice fiscale immanente. La seule chose dont on est à peu près sûr, c'est que les prélèvements indirects sur la consommation sont avengles. Ils frappent les personnes et les ménages sans tenir compte de leurs facultés contributives, de leurs revenus, de leur fortune, de leurs situations professionnelles, sociales ou familiales. A la différence des antres impôts, ils sont donc, par nature, inévitablement injustes. D'autant plus injustes qu'ils représentent une part plus importante de l'ensemble des prélèvements obliga-toires. Or dans aucun pays de la CEE ou de l'OCDE ils n'atteignent une proportion aussi élevée qu'en France (7).

Ainsi le revenu disponible affecté à la consommation, qu'il soit faible ou élevé, supporte indistinctement une charge fiscale d'en moyenne 50 %. Riches et pauvres confondus. Traitetionale où allocation de revenu minimum d'insertion des « nouveaux pauvres », même tarif. Aussi choquante qu'elle soit, cette inéquité ne suffit pas. Deux phénomènes l'aggra-

D'une part, les revenus les plus modestes sont intégralement affectés à la consommation, dépensés pour satis-faire les besoins les plus vitaux. Au fur et à mesure qu'ils s'élèvent, une part de plus en plus importante est épargnée et échappe au prélèvement massif sur la consommation, lequel est donc inversement proportionnel au revenu disponible et aux facultés contributives (8),

D'autre part, à un certain niveau de la hiérarchie sociale, on acquiert le moyen d'échapper partiellement, et parfois presque totalement, à l'impôt sur la consommation. Pour les cadres supérieurs, les dirigeants d'affaires, grandes, petites et moyennes, les hauts fonctionnaires et dignitaires de l'appements noyée et obscurcie par un épais brouillard statistique que la grande majorité des citoyens ont renoncé à pénétrer. De cette Amazonie, ils ne connaissent souvent que les contes et légendes édifiants racontés par les gardes forestiers chargés de la gérer et par les aventuriers qui l'exploitent et en tirent profit. Ni les uns ni les autres n'ont intérêt à ce que la situation change et ils ne se privent pas de culti-ver l'obscurantisme jusqu'à la falsifica-

Ainsi, présentant à la presse le 16 septembre 1987 le projet de loi de finances pour 1988, les ministres de l'économie et du budget du précédent gouvernement, MM. Edouard Balladur et Alain Juppé, avec un rien de suffi-sance satisfaite, vantent le magnifique redressement de la France depuis leur arrivée aux affaires en mars 1986. C'est la loi du genre. Depuis trente ans, et sans doute beaucoup plus, chaque nouveau gouvernement s'empresse de

entreprises pour 33,5 milliards de francs (...), à l'ensemble de l'économie à travers l'abaissement des taux de TVA qui porte sur un montant total de 8,5 milliards de francs. » Or quelques pages plus loin, le même document révèle que les recettes fiscales de l'Etat ssent de 1 091 milliards de francs en 1986 à 1 120 milliards de francs en 1987 et 1 180 milliards de francs prévus pour 1988, soit une augmentation de ... 89 milliards de francs, plus de 8 % en deux ans. Et les impôts « allégés » rapportent un peu plus chaque année. De 1987 à 1988, l'impôt sur le revenu des ménages passe de 212 milliards de francs à 220 milliards de francs, celui sur les sociétés de 115 milliards à 121 milliards, et la TVA de 498 milliards de francs à 523 milliards de francs. Bref, plus ça baisse, plus ça augmente.

Les deux ministres se seraient-ils trompés dans leurs calcuis? Certes pes. Leurs services savent compter.



«CHEZ LE PERCEPTEUR» AU XVI SIÈCLE, TABLEAU DE BRUEGHEL

relever le pays jeté à terre par son pré-

décesseur. Avec ce simplisme éculé

avant nous le chaos, avec nous la

reil d'Etat, une bonne part de ce qu'ils nsomment, souvent le meilleur et le plus coliteux : nourriture, logement, déplacements et jusqu'aux loisirs, est prise en charge et payée par l'entre-prise ou le service public. Et, bien évidemment, le tout sera répercuté sur les antres contribuables (9).

Clergé et noblesse de jadis n'auraient pas osé rêver à des privilèges si subtilement établis qu'aucune mit du 4 août ne menace de les abolir. Massif, dissimulé, injuste, le prélèvement indirect sur la consommation est d'abord, et surtout, l'impôt des pauvres, des petites gens, des ménages et familles aux revenus modestes sur lesquels il pèse le plus lourdement.

sérénité – que n'osent même plus utili-ser les publicités pour lotions capil-laires ou médailles miraculeuses. Ce dont les deux ministres sont le plus fiers, c'est d'avoir, au-delà des engagements électoraux, réussi à abaisser les impôts de 70 milliards de francs en deux ans. Le document qu'ils diffusent fournit le décompte (12) : « Ces allégements bénéficient : aux ménages pour 27,1 milliards de francs ; aux

(1) 2 000 F pour une personne seule, 3 000 F pour un ménage, selon le projet en cours d'élaboration (Conseil des ministres du 13 inillet 1988).

(2) Le POG est le total des recettes fiscales - impôts, taxes et cotisations sociales - perceses à titre obligatoire pour le compte de l'Etat, des collectivités locales et des organismes de Sécurité sociale.

(3) Chiffres de 1985, Statistiques des receites publiques des pays membres de l'OCDE, OCDE, Paris, 1987.

(4) A l'exception de la TVA et de certaines taxes spécifiques. Pour le reste, il fandrait être en mesure de calculer le montant des impôts et cotisations transférés dans les prix tout au long du procès de production et de commercia-lisation, et cela pour chacun des produits et services offerts sur le marché.

(5) Il ne conneît généralement que le mon-tant de son impôt sur le revenu, voire de ses cotisations sociales et de ses taxes locales.

(6) Institut national de la statistique et des études économiques, Conseil national des impôts, Conseil économique et social, Centre d'études des revenus et des coûts, en particu-

(7) An minimum 63 % en France, contre 44,6 % en RFA, 37,1 % au Danemark, 35 % aux Etats-Unis, selon les méthodes d'évalua-tion de l'OCDE in Statistiques des recettes publiques des pays membres, op. cit. (8) Si 30 % du reveau disposible est épargné, l'impôt sur la consommation au tente moyen de 50 % porte sur 100-30. Le taux réel est alors ramené à 35 % du revenu disposible (50 % de 70).

(9) Sous forme de frais généranz, en prin-ipe déductibles du bénéfics imposable.

(10) Allocations familiales, pensions et retraites, assurances et allocations chômage, malaris et hospitalisation, principalement; pour un total de 1185 miliards de francs en 1986; voir: Constar de l'évolution récente des revenus en France, Centre d'études des myeues et des codes la Decemperation fourrevenus et des coûts, La Docum caise, Paris, 1987.

(11) Y compris des impositions qui, payées par l'entreprise, sont en fait supportées par le consommateur (une fraction des contributions locales et des droits d'enregistrement).

Simplement, ce ne sont pas les mêmes qui bénéficient des allégements et qui supportent l'augmentation générale. En l'occurrence, les hauts revenus, les détenteurs de capitaux et les grandes entreprises ont été les premiers et les mieux servis. Une avalanche de bienfaits s'est déversée sur eux (13). Certes, deux millions de « petits contribuables » ont été exonérés d'impôt sur le revenu, ce qui permet aux ministres d'affirmer très abusivement que leur pression fiscale a été ramenée à zéro, comme s'ils ne payaient pas d'autres

The state of the s

į.

(12) « Projet de loi de finances pour 1988 », Notes bleves du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, n° 351, octobre 1987.

(13) Cf. Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », le Monde diplomatique, lévrier 1987.



Edité par la SARL le Monde Gérent : André FONTAINE, directeur de la publication. istrateur général : Bernard WOUTS Imprimerie 0D



Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438 ISSN : 0026 - 9395. A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre manéro de

téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

Ignorance et injustice

ERTES, plus de la moitié du prélè- vement global est redistribué sous forme de prestations sociales diverses (10) et l'on peut raisonnablement penser que cette redistribution s'effectue au profit des catégories sociales les plus faibles. Encore que la preuve n'en soit pas solidement établie, il ne faudrait y voir que la manifesta-tion d'une solidarité surtout interne, s'exerçant entre les membres de ces mêmes catégories qui en ont payé

Ignorance et injustice, on s'étonne moins que le prélèvement indirect sur la consommation des ménages soit pratiquement passé sous silence. Pour les détenteurs du pouvoir et de l'argent, mieux vaut n'en pas parler. La question de savoir comment se répartit entre les

Français une ponction représentant à elle seule, rappelons-le, des deux tiers aux trois quarts des impôts, est escamo-tée du débat sur la justice fiscale. Dans l'arène politique, celui-ci se limite à ce que l'on connaît un peu mieux et à quoi les classes privilégiées détentrices de la parole sont le plus sensibles : l'imposition du revenu et celle du capital. Peu importe que la première ne représente que 10 % de l'ensemble des prélèvements et la seconde, tout confondu, moins de 5 % (11). Seraient-elles équitablement réparties, ce qui est loin d'être le cas, cela ne changerait pas grand-chose quand les 85 % restants no le sont pas. En attendant, elles envahissent la scène et font tout le spectacle.

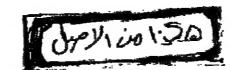
Le terrain s'y prête. La fiscalité est une immense jungle de textes et règle-

Politis **CHAQUE JEUDI** chez votre marchand de journaux

Directeur : Bernard Langiois

(1) 46 36 24 24

عكذامن الأحول



francs (...). à l'ensemble de l'and de l'ancers l'abaissement de l'ancers l'abaissement de l'ancers l'abaissement de l'ancers l'abaissement de l'ancers pages plus loin, le même de l'ancers pages plus loin, le même de l'ancers fiscales de l'ancers de l'ancers fiscales de l'ancers de l'ancers fiscales de l'ancers de l' prévus pour 1988, soit use de la tion de ... 89 milliards de interest de 18 % en deux ans. Et la la constant de de 8 % en ucua ana ti in inallégés = rapportent in par let
que année. De 1987 à 1988 let
des ménages ie revenu des ménages pue 212 milliards de francs à 200 celui sur les controls 212 militards de france à 20 de de francs, celui sur les sont 115 militards à 121 miliards (127 Miliards de france) 123 militards de france, bret par lus ca augmente.

baisse, plus ça augmente Les deux ministre e saie trompés dans leux calous? (s pas. Leurs services saven and



Samplement, or no sont per last gua béneficient des allégement: supportes: l'augmentation En l'occurrence, les hauts mess) décontrors de capitam et la per entreprises unt été les premients ment sen i Une avalanche de faits s'est déversée sur ent fi Centa, deux millions de « peines bena bies - eat été exonérés d'est. le revenu, ce qui permei aus me d'allitmer tes abusivemen et pression facule à été ramente à 3 comme s'ill de payaient pu fat

Projet de loi de fina Factoria de la financia et de la prosen ₩ 351, octobre 1987. (13) Cf. Chemetian de Brie, Anima

base 12.13 pour les privileges de la se le Monde depoissant que, férrier (41).

Calendries des fètes missi PLINT 1 REP. SOCIAL DE VIETNEM SAINT-MARIN CATAL SWAZILAND mfSIL. \* MILGARIE II ETHOPIE II COSTA-RICA II SIL-SALVADOR IS HONDLEAS METGOLE 23 ARABIE SAOUTI M REP. VELEE DI YEVEN N BOTSWANA

Edit par la SARL le Ma Geran : Ande FONTAIN

## LA DÉMOCRATIE (III)

## enrichissez-vous!

taxes. En réalité ils paieront davantage, la scule augmentation des cotisations sociales retenues sur les salaires étant supérieure aux réductions d'impôts sur le revenu. Seuls les gros revenus voient leur charge fiscale baisser de facon notable (14).

Il est vrai que les tranches les plus élevées du barème avaient augmenté au cours de la période précédente pour atteindre 65 %, et même 70 % (en 1983). Le taux maximum a été ramené à 56,8 %. Encore qu'il ne doive pas faire illusion. Pour payer un tel pourcentage sur l'ensemble de son revenu imposable, il faut que celui-ci dépasse... 20 millions de francs par an pour un ménage (15), beaucoup plus s'il a des enfants à charge. Et le revenu imposable est toujours inférieur au revenu déclaré (16), lequel à ce niveau peut être très éloigné du revenu effectivement perçu, les possibilités de fraude et d'évasion augmentant généralement avec les moyens financiers. Les 1 milliard ou 2 milliards de francs disparus. pes pour tout le monde, dans la bijouterie des frères Chaumet sont une récente illustration des pratiques financières des gens d'argent, qui se déroulent, quand faire se peut, à l'abri du fisc. S'il se trouve des fraudeurs dans toutes les catégories de contribuables, l'avantage procuré croît avec les capacités de dissimulation. En pratique, audelà d'un certain montant, l'on a des chances raisonnables de bénéficier d'une discrète transaction amiable tandis que la juste sévérité de la loi n'épargne pas les petits débutants

Non contentes de conforter les inégalités par l'impôt, les démocraties bourgeoises et ploutocrates ont inventé une nouvelle version des fermiers généraux : l'entreprise (privée ou publique) a hérité de la fonction. Avec un pouvoir, des privilèges et des abus très comparables. Si elle n'est pas le seul pays à avoir restauré cette pratique, la France se trouve parmi ceux où elle est le plus développée. Contrairement à une idée commune, c'est en effet l'entreprise, et non le percepteur, qui collecte l'essentiel des impôts auprès des contribuables et les reverse ensuite aux différents destinataires publics. Près de 85 % du prélèvement obligatoire transitent par elle. Il n'y a guère que l'impôt sur le revenu, ceux sur le capital et la taxe d'habitation qui lui échappent (17).

Elie en tire quelques avantages. Tout d'abord, un délai plus ou moins long s'écoule entre la collecte et le revers ment, pendant lequel l'entreprise garde les sommes à sa disposition. A titre gratuit, si l'on peut dire. C'est en quelque sorte le prix de l'affermage et du service rendu. L'affaire n'est pas mince qui porte bon an mal an sur quelque 2 000 milliards de francs en trésorerie. Le délai peut même être utilisé pour des opérations de spéculation boursières, cela se voit ; avec le produit des cotisation sociales retenues sur les salaires!

auprès des contribuables, l'Etat se retrouve en situation de dépendance à lorsque l'entreprise retarde le verse ment des cotisations sociales ou de la TVA, menacant de mettre la clé sous la porte et d'augmenter le nombre de chô-

Enfin, elle profite de sa position pour obtenir un statut de saveur en invoquant inlassablement « les charges fiscales et sociales écrasantes qui pèsent sur les entreprises » - en réalité sur les prix des biens et services payés par les consommateurs - menacant leur compétitivité face à la concurrence étrangère. L'argument fait toujours mouche, quels que soient les enseignements beaucoup plus nuancés que l'on puisse tirer des comparaisons internationales (18). Au fil des ans, la siscalité des entreprises est devenue un extraordinaire catalogue de mesures incita-tives spécifiques, de dérogations et d'exceptions qui profitent surtout aux sociétés les plus importantes et les plus performantes, tandis que les autres se voient appliquer la règle commune. Là aussi, loin de corriger les inégalités produites par la loi du marché, la fiscalité vient au secours des plus forts. Pour eux, la majeure partie des profits - qui composent le cash-flow (19) - est dégagée en franchise d'impôt, lequel tend à ne toucher que la fraction des bénéfices distribués aux actionnaires ou placés en réserve. La baisse progressive de l'impôt sur les sociétés complète avantageusement le dispositif (20).

Ensuite, ayant abandonné la maîtrise du recouvrement direct de l'impôt l'égard de son unique fournisseur. soumis à toutes sortes de pressions qui prennent parfois la forme de chantages. Ainsi en période de difficultés, sion. Le prix de la régate est dans son assiette. Verra-t-on un jour l'enseign ment sponsorisé dans les écoles et l'instituteur, couvert de badges, annoncer que la leçon d'arithmétique est - offerte » par une marque de jeux électroniques et la récréation par une oisson gazeuse au goût d'aventure? L'expérience du prélèvement fiscal aurait bien préparé le terrain.

La perspective du grand marché uni-que de 1993 va être pour l'entreprise et ceux qui contrôlent le pouvoir économique l'occasion d'un nouveau bond en avant. Depuis longtemps, ils s'y préparent. Leur objectif : l'harmonisation fiscale par le has pour les sociétés, les détenteurs de capitaux et les titulaires de hauts revenus. Que les autres se

#### Les nouveaux émigrés de Coblence

L'E projet de rétablir en France un impôt sur la fortune est l'occasion de grandes manœuvres. Le CNPF ne rate pas une occasion de manifester son hostilité totale. M. Périgot lâche l'argument : « C'est la pénalisation de la réussite! (26) » relayé par M. Alain Juppé et la droite politique : « Un risque de voir l'épargne s'enfuir vers les autres pays (27). » Lesquels ? L'Allemagne toute proche, où, paraît-il - cela reste à prouver, - l'imposition serait moins lourde. Mais ni les Etats-Unis, ni le Royaume-Uni, où la fortune est nettement plus imposée (28). Ainsi, pour garder leurs privilèges, gagner quelques milliers de francs, nos riches familles de notables si bien intégrées au paysage et à l'histoire nationale seraient prêtes à faire franchir le Rhin à leurs capitaux, abandonner les plus beaux coins de la douce France où ils possèdent châteaux, résidences et hôtels particuliers. Pour une petite poignée d'or! Les nouveaux émigrés de Coblence vont sur les traces de leurs

Il faut revenir à l'essentiel, contenu dans la Déclaration des droits de l'homme. Que les cent mille à deux cent mille Français les plus fortunés, qui sont aussi ceux qui disposent en général des plus gros revenus (29) paient 6 ou 7 milliards d'impôts supplé mentaires, sur un prélèvement global de 2 500 milliards de francs - pour venir en aide aux cinq cent mille à six cent mille personnes les plus démunies ne devrait même pas prêter à discussion. L'écurt des fortunes est tel qu'il en sera à peine modifié. Dix pour cent des ménages les plus riches possèdent 51 % du patrimoine total, tandis que les 10 % les plus pauvres en possèdent 0,2 %, soit, pour ces deux millions de ménages, l'équivalent de ce que déclaraient les cent trento-sept plus gros contribuables de l'IGF (30).

Le consensus reste majoritaire, en France comme ailleurs, pour voir dans l'impôt l'un des moyens de corriger les formidables inégalités que produit la machine capitaliste libérale. D'autres tâches attendent les réformateurs. Rendre la fiscalité française moins inégali-

(14) Ceux qui dépassent 30 000 F par mois our un ménage avec deux enfants en 1987. (15) - Projet de loi de finances pour 1988 -,

(16) Compte tenu des nombreuses déductions que la loi ouvre aux contribuables. (17) Dans certains pays, Etats-Unis, cyaumo-Uni, l'impôt sur le revenu est retenu à

la source par l'entreprise.

(18) Voir «Statistiques de base de la communauté., Office statistique des Communantés européennes, 1987.

(19) Il comprend essentiellement les dotations aux comptes d'amortimement et de provisions passées en franchise d'impôt et qui, avec le bénéfice disponible après impôt sur les sociétés mesurent l'ensemble des profits effectifs. (20) Réduit de 50 % en 1985 à 42 % en 1988

pour les bénéfices non distribués; de 25 % à 13 % pour les bénéfices distribués, par le jeu de (21) Voir Christian de Brie et Pierre Char-pentier, F comme fraude fiscale, éditions Alain Moreau, Paris, 1975.

(22) Voir, entre autres, André Beauchamp, juide mondial des paradis fiscaux, Grasset, Paris, 1983.

(23) Cf. Rapport de la Cour des comptes sur l'affaire dite des avions restifieurs, Le Documentation française, Paris, 1983.

taire, c'est prioritairement abaisser progressivement et sensiblement la part du prélèvement indirect sur la consommation, le plus injuste, le moins démocratique aussi, puisqu'il prive le citoyen de la conscience de le payer. C'est augmenter, parallèlement, l'impôt progressif sur le revenu, plus faible dans ce pays que partout ail-leurs (31). C'est étendre la progressivité aux cotisations de Sécurité sociale retenues sur les salaires et rémunérations, autre prélèvement sur le revenu,

plus important que le premier. C'est aussi taxer les profits effectifs de l'entreprise en imposant non plus le bénéfice fiscal, cette fiction comptable, mais le cash-flow. Un taux très faible suffirait pour un rendement majoré. L'échéance de 1993 pourrait être l'occasion de mettre à plat les situations, en France et chez ses partenaires - les instruments d'analyse le permet-tent, - et d'engager une harmonisation conforme aux idéaux de l'Europe et non aux seuls intérêts d'une petite minorité. Si la voix des peuples parvient à se faire entendre.

#### CHRISTIAN DE BRIE

(24) Cf. le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la même affaire (J.O. du 15 novembre 1984).

(25) Voir Bernard Cassen, « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », in Manière de voir !, « Des sociétés malades de leur culture » . (26) Colloque de Nantes, 25 mai 1988,

(27) M. Juppé à Dijon, le 13 juillet 1988; cité dans le Monde du 15 juillet 1988. (28) 4,6 % du PIB au Royaume-Uni, 2,9 %

aux Etats-Unis, contre 2,1 % en France. (29) Voir Denis Clerc, « Première des injus-tices, les disparités de revenus », le Monde diplomatique, juillet 1988.

(30) Jules Lepidi, la Fortune des Français, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1988. (31) 5.8% en France; environ deux foia moins que dans la moyenne des antres pays de l'OCDE:11,7%. Cf. OCDE, op. cit.

Le mois prochain :

IV. - LOGEMENT ET POLITIQUE URBAINE

Déjà publiés : les revenus (juillet 1988) ; la justice (soût 1988).

#### A l'ombre des paradis fiscaux

TOUT cela s'effectue en parfaite I légalité. Mais l'entreprise a aussi le moyen, plus que tout autre, de tourner ou violer la loi, de pratiquer l'évasion de capitaux et la fraude fiscale. Des secteurs entiers ne s'en privent pas qui pratiquent allégrement fausses factures et abus de biens sociaux, alimentant ces réseaux parallèles d'argent secret et de caisses noires qui ont tant contribué au développement de la corruption et de l'enrichissement sans cause (21). A un niveau plus élevé, celui des grands groupes et des multinationales, on utilise ouvertement l'immense réseau mondial des paradis fiscaux et des sociétés fictives pour la circulation de l'argent et le transfert des profits (22). Procédé plus élégant, par ailleurs compatible avec le précédent. Dans la gigantesque escroquerie révélée par la diffusion du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire dite des « avions renifleurs » (23), on a pu vérifier qu'une société comme Elf-Erap premier groupe français à l'époque avait en permanence à sa disposition une panoplie complète de sociétés fictives, domiciliées dans des paradis fiscaux, lui permettant de transférer des

profits n'importe où dans le monde à l'insu de son conseil d'administration et du fisc (24).

Insatiable, l'appétit de l'entrepri n'entend pes s'arrêter en si bon chemin. Déjà candidat repreneur du projet culturel de nos sociétés (25) et collecteur et fermier général de l'impôt, elle aspire en outre à dépouiller l'Etat et la collectivité qu'il est censé représenter de leurs fonctions traditionnelles et à être, à elle seule, toute la société civile. L'explosion du prétendu mécénat et du « sponsoring » sportif, culturel ou éducatif en est le signe le plus visible. « Prétendu », car si l'entreprise entend bien s'attribuer la direction et le bénéfice des opérations, sans aucun contrôle démocratique, elle fera intégralement payer la facture aux citoyens, jusqu'au dernier centime, en l'intégrant au prix des produits et services qu'elle vend au consommateur client, selon une pratique qu'elle maîtrise parfaitement. Le téléspectateur qui, grignotant son jambon-purée, suit la course-poursuite entre deux magnifiques voiliers aux armes d'un fabricant de charcuterie et d'un spécialiste de la pomme de terre conditionnée, ne doit avoir aucune illu-

#### L'iceberg

Sur un total de 2 089 milliards de francs perçus en France en 1985 (1), les recettes fiscales peuvent être ventilées en quatre grandes catégories : 1. - POUR 63 % : IMPOTS INDIRECTS SUR LA CONSOMMATION, soit

1 317 milliards de francs qui comprennent essentielle - Les impôts sur les biens et services : 684 millierds de francs (dont TVA : 410 milliards de francs); Les cotisations sociales et taxes sur les salaires des entreprises :

633 milliards de francs. 2. - POUR 28 % : IMPOTS SUR LES REVENUS DES MENAGES. soit 587 milliards de francs qui comprennent essentiellement :

Les impôts sur le revenu des personnes physiques : 266 milliards de francs (dont impôt sur le revenu : 211 milliards). Les cotisations sociales des saleriés : 255 milliards de francs et celles des travailleurs indépendants : 66 milliards. 3. - POUR 4,7 %: IMPOTS SUR LE PATRIMOINE, soit 95 milliards de

francs qui comprennent assentiellement : les droits de succession : 12 milliards de france ; l'impôt sur les opérations de Bourse : 14 milliards et l'IGF (encore en vigueur en 1985) 5 milliards. 4. - POUR 4,3 % : IMPOT SUR LES SOCIÉTES, soit 89 milliards de

 Année de référence (chiffres de l'OCDE). N.R. — Certains impôts sur le capital, sur le revenu et sur les sociétés pourraient être classés dans les impôts sur la consommation dans la mesure où ils sont répercutés dans le prix des produits et services, ce qui porterait la part de ceux-ci à près de 75 % du total.





présente ses lettres de créance Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé

quand on est en poste, le choix à un venicule requiert renexion. One marque reputée, un reseau competent et dense, un passe historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux: tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES magasin d'exposition PEUGEOT

Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Elysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98 Siègè social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

(Suite de la première page.)

UELLE Europe veulent donc les Européens? Force est de constater qu'ils ne sont guère consultés sur ce point. Le renouvellement du Parlement européen leur fournira-t-il, l'an prochain, une occasion de s'exprimer avec clarté? Ou bien les candidats effaceront-ils les diverses options ouvertes aux électeurs en se réfugiant dans le flou d'un trompeur consensus? S'il faisait encore recette, le lyrisme européen n'en serait pas moins caduc en raison des intérêts essentiels remis en cause par le marché unique.

La libre circulation des capitaux et des personnes peut donner son essor à une Europe marchande qui jamais ne suffira à définir une identité européenne. Comment peut s'esquisser une nouvelle forme de patriotisme européen largement ouvert sur le reste du monde? Ce surgissement embrasse par nécessité tous les aspects de la vie en société. Le premier jalon d'une réflexion est ici posé (voir ci-contre l'article de Bernard Cassen), et l'exploration sera poursuivie dans chacun des prochains numéros. Pas de saut aveugle dans l'avenir.

Dès le départ, une certitude : l'Europe porte en elle-même une aspiration sans laquelle elle n'aurait pas envisagé de s'unir. Voilà quelques décennies, certains crurent trouver dans leur crainte de l'URSS le moteur de la cohésion. Maigre bilan : ni défense ni véritable diplomatie communes, une politique agricole dont chacun connaît les graves inconvénients, un marché si peu « commun » qu'il faut maintenant instaurer le marché « unique ».

'EUROPE ne s'édifiera pas sur la base d'une hostilité à quelque puissance que ce soit. Son avenir réside tout entier dans l'affirmation de ce qui lui est primordial : une pratique démocratique axée sur la volonté de renforcer les libertés dont elle iouit, de les faire rayonner au profit des peuples qui n'en disposent pas, de lutter chez elle et dans le reste du monde contre les iniustices et les inégalités qui constituent autant d'insultes à la dignité de l'être humain (2). L'absurde fascination exercée par le « modèle » libéral repose sur une imposture (3). Une analyse serrée du rapport économique présenté au Congrès par le président Reagan met en lumière les illusions et les écueils dont doit se garder toute politique économique et sociale en Europe (4). La Commission de Bruxelles et chacun des pays membres de la Communauté peuvent bien savoir, à deux mois de l'élection présidentielle américaine, que l'ère du libéralisme reaganien est déjà terminée,

Cette Europe qui n'en finit pas de chercher sa voie dispose d'un moyen de faire connaître ses pro-

**CENT SOIXANTE RÉGIONS** 

mais un rôle-cié.

positions et de peser sur l'évolution d'un monde auquel son propre sort est intimement lié. Longtemps frappée d'un certain discrédit, l'Organisation des Nations unies est en train de reconquérir sa crédibilité grâce à l'efficacité dont elle fait preuve dans le règlement des conflits régionaux. En Afghanistan comme dans la guerre Irak-Iran, en Namibie comme au Sahara occidental, l'intervention du secrétaire général de l'ONU ou de son représentant a été déterminante. En dépit de tels succès, et bien que l'URSS règie ses dettes à leur égard, les Nations unies se trouveraient en cessation de paiement si les Etats-Unis ne leur versaient avant novembre au moins une part des quelque 600 millions de dollars qu'ils leur doivent (5).

En dépit de toutes les critiques qui ont pu lui être adressées, l'Organisation internationale reste l'indispensable lieu de recherche de solutions acceptables par les parties en conflit. Elle a entrepris en son sein un effort de réforme qui laisse bien augurer de l'avenir. L'URSS a cessé de transformer l'Assemblée générale en arène d'affrontements idéologiques. L'Europe peut éviter à l'ONU d'être financièrement paralysée à un moment où elle s'affirme plus utile que jamais.

AIS cette vieille Europe doit encore aller plus loin. Si M. Reagan accepte une intervention des Nations unies dans le Golfe ou en Namibie, il ne souhaite pas voir l'Organisation se mêler du conflit israélo-arabe, de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, ou de l'Amérique centrale. A l'égard de ces trois conflits, les Européens ont manifesté des intentions qui ne rejoignent pas celles plus de poids à leurs appréciations en s'exprimant d'une seule voix? L'Europe voit s'offrir à elle une occasion de se faire écouter aux Nations unies en agissant avec une tranquille fermeté sur ces points chauds du globe. Non pas par vaine gloriole, non pas pour se donner l'impression de peser sur le destin du monde. Mais parce que là se jouent les valeurs démocratiques qui sont sa raison d'être et qui légitiment son ambitieux effort d'unification.

CLAUDE JULIEN.

(2) « Sociétés écartelées, planète disloquée », le Monde diplomatique, mai 1988, et la série d'articles intitulée « Ces inégalités qui sapent la démocratie», à partir du numéro de juin 1988.

(3) Voir Manière de voir 2, «Le libé-llisme contre les libertés», le Monde iplomatique, Paris 1988.

diplomatique, Paris 1988.

(4) Cf. Emma Rothschild, «The Real Reagan Economy», The New York Review of Books, 30 jain 1988.

(5) Voir «Getting Some Respect — A Revived UN is Finding its Role in the World», Newsweek, 8 août 1988, et Steering a surer course at last », Financial Times, 5 sout 1988.

(Suite de la première page.)

Pour inciter, malgré tout, les salariés à « épargner au pays », la législation siscale aura tout naturellement tendance à exonérer d'impôt les sommes investies, donc à introduire un impôt négatif sur l'épargne, et à défavoriser, parmi les salariés, ceux qui, n'ayant pas de revenus suffisants pour épargner, ne pourront bénéficier de ces exonerations. >

Certes, la directive comporte quelques dispositions annexes ou de sauvegarde - d'ailleurs adoptées non sans mal, en raison de l'intransigeance britannique. Entre autres, des mesures

risques de distorsion, d'évasion et de fraude fiscale liés à la diversité des régimes nationaux concernant la fiscalité de l'épargne et le contrôle de son application (3) ». Mais son entrée en vigueur n'est pas subordonnée à l'adoption de telles mesures. Et, si le Conseil européen doit trancher (à l'unanimité, comme il se doit), on peut prévoir qu'il fera la part belle au Luxembourg, où les capitaux réfractaires à l'impôt trouvent depuis longtemps refuge, et an gouvernement de Londres, vigoureusement hostile à toute fiscalité commune de l'épargne.

#### Déréglementation et refus d'identité

Pourquoi faudrait-il, d'ailleurs, aller à contre-courant d'un grand mouvement, devenu le credo de la majorité des élites au pouvoir, socialdémocratie comprise, et qui a pour lui « toutes les forces du progrès technique, de la réduction des coûts et de l'internationalisation du marché financier (4) -? En France, M. Michel Rocard, dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, s'est d'ailleurs employé à dédramatiser le danger : « Je suis inquiet des dissicultés de l'harmonisation fiscale mais moins que je ne suis heureux d'être titulaire d'un passeport européen (5). - Il convient, par la même occasion, de dédramatiser également les enjeux du débat parlementaire sur l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), destiné à financer une partie du revenu minimal d'insertion en France (voir pages 8 et 9 l'article de Christian de Brie).

En fait, la libération des mouvements de capitaux est bien le symbole - et le « noyau dur » - d'une idéologie triomphante dans la CEE, et qui prend forme dans cette trilogie : déréglementation, refus d'identité et déficit démo-

Déréglementation, c'est le mot-clé et pas seulement en matière financière. Il vaut également pour la normalisation : les produits conformes aux normes industrielles en vigueur dans l'un quelconque des Douze auront accès de plein droit - sauf veto de Bruxelles et sous réserve de respect des exigences essentielles de sécurité - aux autres marchés communautaires (6). Et aussi pour les marchés publics: les appels d'offres portant sur l'énergie, les eaux, les transports et les télécommunications seront désormais ouverts à la concurrence internationale.

On ne saurait contester les effets positifs de la suppression de ces barrières dites « non tarifaires », de l'abolition des rentes de situation et des chasses gardées, si elles ont pour effet de diminuer les coûts pour le consommateur. La Commission ne s'est d'ailleurs pas fait faute de rappeler ces bienfaits, dans deux documents qui ont eu un très large écho (7) : des économies susceptibles d'atteindre 200 milliards d'ECU (8), la création de deux millions à cinq millions d'emplois, avec des baisses de prix particulièrement spectaculaires pour les produits pharmaceutiques (de 52 % en RFA et de 40 % an Royaume-Uni), ou pour les téléphones (20 % d'économie en Belgique, 39 % en RFA, 43 % en France) ...

Avant de crier victoire, il serait cependant prudent de songer à la face cachée des choses. On met aujourd'hui l'accent sur le « coût de la non-Europe ». Mais qui parle des centaines de milliers, voire des millions, de postes de travail qui disparaîtront avec les canards boiteux = industriels? Car les entreprises non compétitives sur le plan européen devront fermer - et, à cet égard, la situation des PME françaises (9) devrait alarmer les pouvoirs publics - condamnant ainsi au déclin de vastes régions. Le quasi-doublement des fonds structurels, largement destinés à assurer le service « après casse » du grand marché, risque de se révéler très insuffisant : les 7 milliards d'ECU actuellement disponibles à cette fin ne représentent guère que 10 % des sommes que les gouvernements natio-naux consacrent à la dynamisation de l'activité économique de leurs régions (10), et l'ensemble des sommes redistribuées au sein de la Communauté par les services de la Commission atteint tout juste un quarantième des dépenses publiques des Douze.

M. Claude Cheysson, commissaire européen particulièrement au fait des ressorts qui régissent la mise en œuvre de l'Acte unique, estime pour sa part que « l'ouverture, en 1993, de la chasse libre dans les terrains communautaires donnera aux bons fusils l'occasion de beaux tableaux, sans avoir à se préoccuper exagérément des problèmes sociaux (11) ». Telle est la loi du marché. Mais il y aurait une singulière imposture intellectuelle à faire de la règle du « chacun pour soi » le passage obligé vers une « communauté » qui, si les mots ont un sens, repose avant tout sur la solidarité. Or, dans les décisions des conseils euro-péens, l'esprit du marché l'emporte de très loin sur l'esprit de communauté, même si la Commission, pourtant à majorité conservatrice, pousse en générai dans l'autre sens.

Cette communauté, qui existe seulement à l'état embryonnaire chez les Douze, est-elle au moins une réalité au regard des pays tiers? Sur cette question fondamentale quant à l'existence d'une identité européenne spécifique, la directive sur la libération des mouvements de capitaux - pour ne citer qu'elle - n'est pas entièrement rassurante. Elle prévoit en effet la possibilité d'étendre cette libération aux pays tiers. « à des conditions éventuelles de réciprocité dans les domaines de l'établissement, de la prestation de services financiers et d'admission des titres sur le marché national ». Le thème de la réciprocité est ainsi devenu, depuis quelques semaines, un terrain de bataille entre partisans et adversaires d'une Europe diluée dans une zone mondiale de libre-échange.

D'un côté, M. Willy de Clercq, comissaire européen aux relations extérieures, soutenu principalement per la France, considère que les banques non enropéennes de la CEE, même déjà installées, ne devraient bénéficier du marché unique des services financiers

que si le gouvernement de leur pays accorde un traitement identique aux banques de la Communauté. De l'autre, les gouvernements et la presse financière des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de Japon crient déjà haro sur une « forteresse Europe » qui n'existe pas.

M= Thatcher, adversaire résolue de la réciprocité sur le plan europe n'hésite pourtant pas à s'en prévaloir à l'égard de Tokyo, pour le compte des établissements financiers britanni-ques (12). L'hebdomadaire américain Business Week, voyant déjà se dresser la - grande muraille d'Europe (13) »; incrimine la clause de réciprocité pour les services financiers, ainsi que pour les travaux publics. Dans le même temps, M. Reagan, passant, lui, aux actes, vient de promuiguer une loi sur le commerce d'inspiration directement protectionniste, mettant ainsi les Européens au pied du mur. On attend avec curiosité la réaction des Douze...

L'inquiétude des Japonais, dont les investissements en Europe (6,78 milliards de dollars en 1987, 90 % de plus que l'année précédente) sont principalement concentrés dans les services, tient au fait que c'est la un domaine qui ne peut, pour l'instant, faire l'objet d'ancun recours auprès de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la question étant actuellement débattue dans le cadre des négociations dites de l'Uruguay round (14).

Il est de bonne tactique, les enfants le savent bien, de commencer à hurler de douleur avant de s'installer dans le fauteuil du dentiste. Aussi, à la lumière de l'expérience passée de la CEE, notamment en matière agricole où, comme le dit M. Claude Cheysson, - les extra-Européens [formule diplo-matique pour désigner les Etats-Unis] bénéficient de conditions aberrantes de pénétration sur le Marché commun (15) », on ne prendra guère au tragique les cris d'orfraie préventifs de Washington on de Tokyo. Verra-t-on la Communauté, par la libre prestation de services, - avantage généralement accordé par la CEE aux établissements financiers de pays tiers », foutnir à ces derniers « l'équivalent d'une subvention indirecte et sans réciprocité... : un marché unique au double sens du mot. (16) »

#### Délicit démocratique

REDISTRIBUTION fiscale à rebours, grand chambardement industriel avant d'éventuels jours meilleurs, désarmement économique et financier unilatéral, telles sont les principales lignes de force d'une Europe d'un grand marché qui semble pourtant bénéficier des faveurs de l'opinion.

Mais pour combien de temps? Et surtout, s'agit-il bien de la même Europe?

Selon le dernier sondage eurobaromètre (17), 69 % des Italiens, 61 % des Français, 58 % des Belges et 51 % des Espagnols se prononcent pour une unification fédérale de l'Europe ... Sans doute y voient-ils un corollaire de l'Acte unique et non pas un projet distinct, voire, comme c'est le cas pour M= Thatcher, totalement inutile puisque à ses yeux la régulation par les lois de l'offre et de la demande ne nécessitent aucune intervention gouvernementale, nationale ou supranatio-

Le malentendu est complet, signe de l'absence d'un véritable débat sur les voies, moyens et finalités de l'unification européenne. Dans le cas particulier de la France, on ne saurait, en effet, qualifier de « débat » l'incantation à 1993 qui a tenu lieu d'argumentation aux principaux candidats à

(3) Deux rapports officiels, présentés respectivement par M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, en février 1988, et par M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, en juin 1988, insistent sur les graves risques de délocalisation de l'épargne française (voir Brik Izraelewicz « Epargne sans frontières », le Monde, 24 juin 1988). M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, voit pour-tant dans l'accord sur la directive « une bonne chose pour notre économie, et notamment tant dans l'accuru sur la directive « une conne chose pour notre économie, et notammen pour la place financière de Paris ». Vuir éga-lement Philippe Lemaître, « La libération des monvements de capitaux », le Monde, 7 juin

(4) Michel Albert et Jean Roissonnat, op.

(5) Voir le Monde, 1ª juillet 1988, (6) Voir le dossier « La guerre des normes », le Monde diplomatique, septembre 1987, et l'entretien avec M. Bernard Vaucelle, directeur géofral de l'AFNOR, le Monde effaires, 23 janvier 1988.

affaires, 23 janvier 1988.

(7) Commission des Communautés européemes, Economic européeme, n° 35, mars 1988, Luxembourg, «1992: la nouvelle économic européeme», étude réalisée sous la responsabilité de la direction générale des affaires économiques et financières; 1992, le Défi, préfacé par Jacques Delors et édité sous la responsabilité de Paolo Cocchini qui a dirigé le projet des recherches sur le «coût de la non-Europe» (Flammarion, Paria, 1988, 247 pages, 59 F.)

l'élection présidentielle. Ignorance ou tactique à courte vue des responsables de la politique et des médias? Cette carence pourrait bien se transformer en bombe à retardement.

Il faut dire que, dans une démarche parfois qualifiée de pragmatique, la Commission n'a pas agi très différemment en proposant non pas un débat d'idées mais une simple liste d'environ trois cents directives pour parachever le marché intérieur, assortie d'un calendrier. « L'intelligence de cette approche, commente The Economist, résidait dans l'absence de priorités - qui favorisera toujours les intérêts d'un Etat membre au détriment d'un autre - et dans la préférence donnée aux objectifs concrets [...] plutôt qu'aux conséquences (18) ».

Si une telle tactique s'est jusqu'ici montrée payante, rien ne garantit qu'elle le restera lorsque les effets d'un tel pragmatisme apparaîtront au grand jour. Et The Economist se demande, à ce propos, si la perspective de législations nationales en concurrence permanente, ce « marché libre » des législations, ne conduira pas à ce que - le vainqueur non désiré soit la liberté sans la responsabilité ». Et de relever également que - 1992 a réussi à produire une dérive vers une Europe tota-

(8) Dans un rapport fait au nom de la commission institutionnelle du Parlement européen sur « Les conséquences institutionnelles du coût de la non-Europe », Sir Fred Catherwood, qui survivait originellement à un total de 170 milliards d'ECU, fait monter ce chiffre à 250 milliards en incorporant des postes mentionnés dans le rapport Cecchini et non pris en compte dans le sien (Parlement européen, Documents de séance, 7 avril 1988, série A, document A 2.39/88, et 27 avril, série A, document A 2.39/88 amene 4).

(9) Voir Eric Le Boucher, « Une PME sur cinq en bonne position », le Monde, 10 mai 1988.

(10) Voir Hazel Duffre, « Brussela plays.

(10) Voir Hazel Duffy, «Brussels plays for high stakes in battles over regional aid reform», Financial Times, 9 juin 1988.

(11) Claude Cheysson, «L'Europe des uns, l'Europe des autres», le Monde, 5 mai 1982.

(12) Financial Times, 22 juillet 1968.
(13) «Laying the foundation for a Great wall of Europa», Business Week, 1" soft 1988

(14) Voir Patrick L. Smith. - But Tokyo Foresees New Barriers , Internation Herald Tribune, 1" sout 1988. (15) Claude Cheysson, op. cit. (16) Michel Albert et Jean Boissonast,

op.et.
(17) Voir le Monde du 21 juin 1988. (18) Dossier «Europe's internal market ». he Economist, 9 juillet 1988.

iement etrangère i in allemands e. 4 inditions reputée magne est attache wimes seigneuser Cette remise es

lée – de valeurs e os liberies prises dues démocrati B'ont soulevé auci gouvernements piètement informa ies micus places dars la mesure où none . es: d'abort

Dans son raps Parlement suropt

OR !'Europe argent best Mai-ce que pou thes communes, ble débat, par exe Cune monnaie co de centrale en Movens sout sam avises et nourre ambitions que ne folivement, mais moudre que le gr ions en tout gen s'étonner de les v main et au gré Parlaitement 16 h. scendés per a Me, se retourner la loi de la jungle simple : ou bien pouvant, au prix ques et sociale Etats à une - gue somique (22) : 1 accéleration des lour assurer le bi Les thèmes me plus urgent cette initiative Ance - que des lendances jugem ble (23), et qui une Europe I demplois, par la

(1) Jean-François Drevet, 1992-2000. Les régions françaises entre l'Europe et le déclin, Souffles, Paris, 1988, 253 pages, 125 F.

Terrains de jeu sans équipes entraînées

soixante concurrentes et voisines européennes, en majorité infiniment mieux

armées institutionnellement et financièrement pour affronter le marché unique.

Tel est le constat dressé par Jean-François Drevet, chargé de mission à la DATAR, dans un ouvrage (1) qui, au-delà du bilan des politiques régionales européannes, constitue un précieux inventaire des forces et faiblesses de l'Hexagone.

miques régionales, tant comme pourvoyeuse des aides du Fonds européen de

développement régional (FEDER) que comme gendarme sanctionnant les « dopages » incitatifs trop voyants à l'installation d'entreprises. A cet égard, il

n'est pas sans intérêt de rappeler que les gouvernements néolibéraux, comme

ceux de M™ Thatcher ou de M. Kohl, accordaient, en 1985, un volume d'aides

régionales quatre à cinq fois supérieur à celui de la France. Nul ne conteste

aujourd'hui que la revitalisation économique est avant tout une affaire locale, comme en témoignent notamment les réussites américaines (2) en matière de

partenariat où le dispositif de recherche, grâce aux technopoles (3), joue désor-

certes voulue par la Commission, mais qui, jusqu'ici, a achoppé sur l'absence de consensus au sein du Conseil. Comme le dit fort bien Jean-François Drevet, filant

une métaphore sportive, on a aplani et équipé le terrain de jeu de l'économie

européenne sans se soucier de former et d'entraîner des équipes...

D'où la nécessité d'une véritable politique concertée sur le plan européen

E Centre géographique de l'Europe des Douze se situerait quelque part dans

la France profonde, entre Riom et Vichy dans le Puy-de-Dôme. Les régions

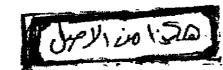
françaises sont pourtant loin d'être le point de mire de leurs quelque cent

La Commission de Bruxelles pèse de plus en plus dans les initiatives écono-

(2) Voir à ce sujet Pierre Dommergues (sous la direction de), la Société de partena-riat. Économie-territoire et revitalisation régionale aux Etats-Unis et en France, AFNOR-Anthropos, Paris, 1988, 439 pages, 180 F.

(3) On lira à ce sujet le très stimulant ouvrage de Michel Bernardy de Sigoyer et Fierre Boisgontier sur la technologie grenobloise, « point de rencontre d'un territoire déjà très intellectualisé et de la révolution micro ». Grains de Technopole. Micro-entreprises obloises et nouveaux espaces productifs, Presses universitaires de Grenoble, 1988, 258 pages, 95 F.





# RTAINE DE

accorde un traitement te le banques de la Comman Caure, les gouvernement à l'inancière des Etats-Unit Royaume-Uni et du Japon Cité. Royaume of the same of the same than the same of the s

Mas Thatcher, adversage has Man I natcher, adversare inter-la réciprocté sur le plan embe n'hésite pourrant pas à s'en tente de Tokyo nour le metal. l'égard de Tokyo pour le pieur établissements financien in etablissements itnancien inte-ques (12). L'hebdomadair inte-Business Week, voyant déji a de Business ween, voyant tops a to in a grande muraille d'Europe () incrimine la clause de récip Les services financiers, sinsi que les travaux publics. Dans le temps, M Reagan, passam, h actes, vient de promulger ne la te commerce d'inspiration de protectionniste, meltan and to péens au pied du mur. On alter curiosité la réaction des Doux

L'inquiétude des Japonas, du la investissements en Europe (67) à liards de dollars en 1987, 90 % de la lards de dollars en 1987, 90 % de la lards en crécédente) son la lards de la lards en crécédente le son la lards en la qui ne peut, pour l'insum, lassite d'anens recours apprès de l'Ag général sur les tarifs douaien si commerce (GATT), la querion le actuellement débatue dans le des régociations dites de l'Une round (14),

li est de bonne tactique la min le savent bien, de commence à le de dauleur avant de s'installer (a) fauter il du dentiste. Aussi, i h de l'expérience passée de la Di notamment en matière spies ; comme le dit M. Claude Cha e les exten-Europiens formit matique pour désigner les Englis bene ficient de conditions abenne pénéira: on sur le March m men (151 -, on ne prendra ging tragique les ens d'orfraie présage Washington ou de Tokyo, Verniet Communauté, par la libre prende services, - avantage gindren accorde par la CEE aux ha ments financiers de pays tien à nir à ces derniers - l'équivaleur suduencion indirecte et san les cité.... un marché unique es la sens du mot 1167 -

#### **mocra**tique

Pélection présidentielle. Ignorate tactique à courte vue des resp de la politique et des médias? Ce darence pourrant bien se trans burnbe a retardement.

Il faut dire que, dans use deux parfeus qualifice de pragmatique! Commune en n'a pas agrats tilles enemi en proposant non pas m 🕸 d iddes mus une simple liste dest trees cease directives pour pande le marche inteneur, assorte d'unit drier. . L'intelligence de cette opche. comments The Economic & dais dans l'absence de promisfuncionisco sumpiners les indetti le Elai memore qu deinment fum - et dans la préférence domit ! object fo contrets [...] pluts que ट्यांप्रहेच्यात्राहरू (18) -

Si une telle tuctique s'et jest montrée payante, nen ne pais qu'elle le rentera lorsque les elles is sei berratieme abbatanon mite The Economist se demand se propos, si la perspective de les tions nationales en concurrent par mente, ce « marché libre » de libre tions, ne conduirs pas i or que POLITICAL TION destre soil is the sams la responsabilité . El de la Eggiermen: que . 1992 a reus if dure une derive vers une Europe

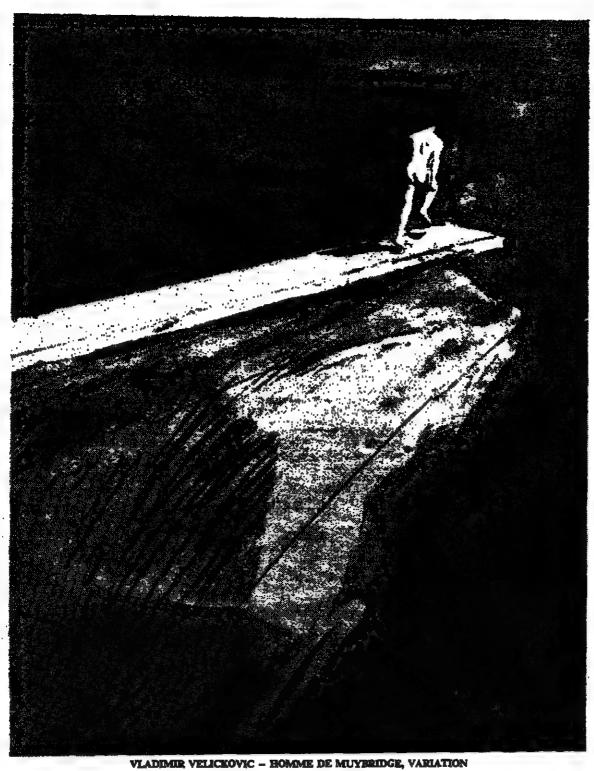
(i) Dans un rapport fait as non è le parametre interitationnelle du Parlenti et parlenti e (9) Your Erro Le Boucher, a list fig. 1983.

1968.
(10) Von Harri Duffy, Brown of the hogh stains in battles over 188 professor. Financial Times, 9 join 188 (11) Claude Cheymon, 15 Mark 18 (11) Claude autres, 16 Mark 18 (12) 188. Financial autres, 16 Mark 18 (12) 188.

(12) Financial Times, It pulled 186. (13) = Laying the foundation for 186. (13) = Laying the foundation field 186. (14) = Laying the foundation field 186. (14) = Laying the foundation field 186. (14) Voir Patrick L Smith Market Foresteen New Barriers ... Market Foresteen Tribuse 1- and 1958 (15) Cauche Change on the (15) Caude Cheyson of di (15) Michel Albert et less high tell. (17) Voir le Monde de 21 juis 1986 (13) Doming a Europe) mirroll

DE L'EUROPE

## du grand marché



lement étrangère à des esprits français ou allemands ». Car l'Hexagone a ses traditions réputées dirigistes et l'Allemagne est attachée, par exemple, à des normes soigneusement élaborées.

Cette remise en cause - non formulée - de valeurs culturelles nationales, ces libertés prises à l'égard des procédures démocratiques traditionnelles n'ont soulevé aucune objection chez les gouvernements - les seuls a être complètement informés. Sont-ils d'ailleurs les mieux placés pour en formuler, dans la mesure où le « déficit démocratique » est d'abord le leur ?

Dans son rapport approuvé par le Parlement européen - ce parent pauvre du dispositif institutionnel communautaire, - Sir Fred Catherwood rappelle que le conseil européen cumule les pouvoirs législatif et exécutif, que son activité législative entraîne en permanence de nouvelles limitations des compétences des Parlements nationaux (19), sans qu'en contrepartie aucune compétence soit transférée au Parlement européen, et il conclut : « On voit mal comment le conseil, compte tenu de ses actuelles méthodes de travail, réussira jamais à prendre les grandes décisions politiques dont la Communauté a besoin si l'on veut qu'elle sois davantage qu'une zone de

#### L'avenir des hommes

OR l'Europe a aujourd'hui un urgent besoin de politique. Ne serait-ce que pour élaborer des politiques communes, fondées sur un véritable débat, par exemple pour la création d'une monnaie commune ou d'une banque centrale européenne (21). Les citoyens sont sans doute beaucoup plus avisés et nourrissent de plus hautes ambitions que ne le croient ceux qui les gouvernent, mais si l'on ne leur donne à moudre que le grain des déréglementations en tout genre, il ne faudra pas s'étouner de les voir, du jour au lendemain, et au gré d'intérêts catégoriels parfaitement légitimes s'ils ne sont transcendés par aucune vision d'ensemble, se retourner contre une Europe de la loi de la jungle. D'où une alternative simple : ou bien un désenchantement pouvant, au prix de convulsions politi-ques et sociales, conduire certains États à une « guerre de sécession » économique (22); ou bien une puissante accélération des politiques communes pour assurer le bien de tous.

Les thèmes ne manquent pas, mais le plus urgent est indiscutablement cette « initiative européenne de crois-sance » que des économistes de toutes tendances jugent anjourd'hui non seulement possible mais indispensable (23), et qui assoirait la crédibilité d'une Europe plus unie. Crédibilité interne, par la création de millions d'emplois, par la réalisation de grands

travaux (TGV, tunnels, télécommunications); crédibilité externe, par la coopération industrielle avec le Maghreb, les pays de l'Est, l'Amérique latine on encore en entreprenant de lutter contre la polintion en Méditerranée.

libre-échange (20). »

Viendrait en complément la création d'un véritable « espace social » européen, d'une Europe des salariés et pas seulement des hommes d'affaires même si, comme le rapporte The Economist, « M= Thatcher ne voit pas la différence (24) ». Les propositions de la Commission, exposées par M. Delors (25) devant le congrès de la Confédération européenne des syndicats représentent un strict minimum : socle de droits sociaux garantis, droit à la formation permanente, création d'un modèle juridique de société européenne incorporant, sous une forme ou sous une autre, un droit de regard des salarics. Mais un minimum qui suscite l'hostilité du gouvernement britannique, entre autres, et qui n'enthou-siasme guère le patronat français. Ainsi M. François Périgot, président du Conseil national du patronat français (CNPF), évoquant les risques de l'espace européen unifié, écrivait sans détours : « L'un de ses risques se situe sur le plan social. Si, en effet, on devait céder à la tentation d'harmoniser les conditions de travail dans un espace social uniforme, tout ce que nous aurions réussi à moderniser serait remis en cause (26). »

On sait l'idée d'un « modèle estropéen de développement social » chère à M. Mitterrand, mais on ne voit pas pourquoi il faudrait attendre que la France assume la présidence du conseil européen (au deuxième semestre de 1989) pour la faire avancer. Une proposition, en particulier, mériterait d'être rapidement explorée, tant ses effets seraient multiples : l'instauration d'une « clause sociale » qui lierait les échanges commerciaux au respect des normes internationales de travail (salaire minimum, horaires, liberté syndicale, conditions d'hygiène et de sécurité).

Cette proposition a été présentée par M. Johnny Vanderveken, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), lors de la conférence annuelle réunie par le Bureau international du travail (BIT) en juin dermier. Elle a été reprise par M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, qui s'est déclaré prêt à en discuter avec le GATT (27). Voilà une initiative qui, permettant de réconcilier les intérêts des travailleurs des pays développés et ceux des pays en voie de développement, donnerait au monde une certaine idée de l'Europe. On imagine la levée de boucliers qu'elle soulèverait. On voit aussi son extraordinalize capacité de mobilisation.

Parmi les autres priorités, figurent les grands programmes scientifiques et technologiques proposés par la Com-mission et dont, au sein du conseil, les gouvernements néolibéraux se sont souvent acharnés à réduire les enveloppes budgétaires. La liste - et c'est heureux - en est longue, mais on doit particulièrement signaler ESPRIT (technologies de l'information). qui entre dans sa deuxième phase, BRITE (lasers, matériaux, génie industriel), RACE (télécommunications), SCIENCE échanges de chercheurs entre laboratoires de pays différents), FAST (talentueux effort de prospective et d'évaluation des grands enjeux scientifiques et technologiques). Sans parler, débordant du cadre communautaire, d'Eurêka (dix-neuf Etats) qui comprend, à ce jour, deux cent quatorze projets ni du développement des réseaux de laboratoires impulsé par le Conseil de l'Europe. C'est par la prati-

que quotidienne de la coopération entre ses chercheurs et ses industriels que l'Europe peut se constituer en un pôle financières le lui permettent amplement - capable d'entretenir des relations égalitaires avec les Etats-Unis et le Japon (28).

Les programmes d'échanges d'étu-diants ERASMUS et COMETT connaissent déjà un succès qui dépasse leurs capacités de financement. Avec la directive du 22 juin dernier sur la reconnaissance mutuelle des diplômes sanctionnant trois années au moins d'études supérieures, ils sont le ferment d'une réelle européanisation des mentalités et de la prise de conscience d'un destin commun.

L'environnement et le cadre de vie devraient aussi faire l'objet de programmes de grande envergure, à la sois très populaires et créateurs d'emplois. Une fois n'est pas coutume, ce genre de projets pourrait compter sur le soutien du gouvernement de Bonn, très sensible à la vigueur du mouvement écologiste en RFA. Ce serait du même coup l'occasion de prendre à bras-le-corps le problème du déclin du monde rural, de la mise en friche forcée de 5 millions à 6 millions d'hectares (la surface de la Belgique), voire de 15 millions à 16 millions d'hectares, sì la CEE ne se

donne pas les moyens de stopper ses importations - exemptes de droits de donane - de produits de substitution aux céréales et de soja en provenance des Etats-Unis (29).

- Mais qui se soucie de l'avenir des hommes et des espaces ainsi margina-lisés? », demande M. Cheysson. Et il ajoute: «Il y a pourtant possibilité, parfois nécessité, d'y promouvoir des industries et des services nouveaux. Il faudrait former les jeunes générations, multiplier les incitations à ces nouvelles octivités, financer les infrastructures correspondantes, j'oserai écrire planisier la reconversion d'une partie du monde rural en dehors de la pro-duction alimentaire (30).»

D'autre part, la négociation de la prochaine convention de Lomé (Lomé IV), conjointement avec la proposition française du 8 juin dernier d'alléger le poids de la dette des pays les plus pauvres, devrait aussi être l'occasion de formuler une politique ambitieuse et généreuse de la Communauté à l'égard du tiers-monde qui lui est associé (et pourquoi pas au-delà?). En vue, comme le disait le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, de se doter d'une véritable capacité de dialogue avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international » et « de prendre même des décisions auto-

#### Sans commandes ni pilote

RESTE enfin le domaine culturel, absent des dispositions du traité de Rome et de l'Acte unique. L'avis de décès du projet de Fondation euro-péenne, destinée en particulier à créer une conscience européenne commune et à promouvoir une meilleure connaissance du patrimoine culturel du vieux continent, vient d'être notifié par le gouvernement néerlandais (31). Le projet MEDIA d'aide à la création audiovisuelle européenne, présenté comme industriel et non pas culturel, devrait être mis en route au plus vite. Mais dans l'article de Business Week déjà cité (voir la note 13), il figure comme un des outils du futur « protectionnisme » européen. Gageons qu'il se trouvers bien un gouvernement parmi les Douze pour reprendre cet argu-

Les chantiers d'une Europe réellement communautaire et démocratique sont légion. Dans leur diversité, ils peuvent mobiliser l'imaginaire et les énergies de la quasi-totalité des Européens, créer un enthousiasme hors de portée d'un quelconque «grand marché». Ce serait ainsi jeter les bases d'une avanpousser sa logique d'autonomie

(19) Voir Bernard Cassen, «Les socialistes français et la contrainte européanne », le Monde diplomatique, juin 1988.

(20) Sir Fred Catherwood, op.cit.

(20) Sir Fred Catherwood, op.ett.
(21) C'est là, en filigrane, le mandat confié par le Conseil européen de Hanovre à une commission comprenant les douze gouverneurs on présidents des Banques centrales, et à trois experts, sons la présidence de M. Jacques Delors. Cette commission devra, en temps utile pour le conseil européen de Madrid, en join 1989, «étudier les moyens et les tapes pour parvenir à la réalisation prograssive de l'union économique et monétaire».
(22) Selon l'excellente formule de Michel Albert et Jean Boissonnat, op.ets.

Albert et Jean Roissonnat, op.cil.

(23) Une telle imitiative est préconisée, sons des formes diverses, par les experts américains de la Brookings Institution (Robert Z. Lawrence, Charles L. Schultze, eds, Barriers to European Growth, The Brookings Institution, Washington, 1987); par Michel Albert et Jean Boissonnat, op.cil.; par Alain Lipietz, «L'Europe, dernier recours pour une relance mendiale», le Monde diplomatique, mai 1988

jusqu'au bout, devra bien un jour prendre en charge sa défense.

Encore faudrait-il que ces dossiers soient réellement mis sur la place publique, amplement débattus à l'échelon européen, sans crainte de contourner les gouvernements trop frileux. Si la notion de service public avait un sens pour les chaînes de télévision, on imagine à quels programmes ils pourraient donner naissance. Des programmes dont tout porte à croire qu'à l'Audimat ils réaliseraient d'aussi bons scores que toutes les séries américaines et tous les

< Jeux sans frontières »...

« Il m'est arrivé de dire qu'on était en train de construire et d'embarauer tous dans l'avion européen... Iuni 14 préoccuper, qu'il ait des commandes et un pilote », déclarait M. Michel Rocard, peu de temps avant d'être nommé premier ministre (32). Quoi d'étonnant, puisque, pour les forces néolibérales qui font aujourd'hui la loi en Europe, la main invisible du marché tient lieu de pilots automatique. Aux trois cent vingt millions de passagers embarqués, il convient aujourd'hui de donner de toute urgence, et pour prévenir le catastro-phe, la possibilité de fixer sux-mêmes

BETINANO CASSEN.

(voir à ce sujet la prise de position de M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, « Le social, faille de l'Europe », le Monde du 23 août 1988).

(24) The Economist, 23 juillet 1988, (25) Voir le Monde, 14 mai 1988. (26) François Périgot, « L'Europe, ardente obligation », Politique industrielle, nº 10,

(27) Voir l'article d'Isabelle Vichniac dans le Monde du 25 juin 1988.

(28) Voir le dossier « L'Europe de la acience et de la technologie » dans la Lestre de la République moderne, février 1988, et « La tecience en Europe», numéro spécial de la Recherche, juin 1988.

(29) Voir l'article de Philippe Lemaître dans le Monde du 22 juillet 1988. (30) Claude Cheysson, op.cil. (31) Bino Olivi, «Le gles de la Fondation européenne», le Monde, 17 août 1988. (32) Déclarations eux Echos, reproduites dans le Monde du 12 mai 1981.

**ENTEUX INTERNATIONAUX** TRAVAUX ET RECHERCHES DE L'IFRI



#### POUR UNE NOUVELLE ENTENTE CORDIALE



A un moment où la coopération franco-britannique en motière de sécurité connaît un remarquable essor, il âtait temps d'en expliquer le renouveau et d'en présenter les composantes. C'est ce à quoi diplomates, militaires, analystes stratégiques et journalistes fran-çais et britanniques, réunis sous l'égide de l'IFRI et du Royal Institute of International Affairs se sont attachés. Ils ont procédé à une analyse détaillée de l'historique, des modalités et de l'avenir de la coopération militaire franco-britannique. Ca livre est le fruit de leur

Il apporte également des points de repère pour l'avenir en soulignant les axes principaux du renouveau de

1988, 224 pages, 175 F TTC au7.09.1988.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

MASSON I



## L'irréductible opposition des intérêts

ES Japonais ont relancé, fin juillet, leurs investissements dans des institutions financières aux Etats-Unis, après une pause de quelques mois, en partie explicable par les réticences américaines. Un signe, parmi d'autres, de l'immense enjeu que représentent les relations entre les deux grands riverains du Pacifique, minées par les rivalités plus que bâties sur la coopération. Cette opposition d'intérêts concerne l'Europe : d'une part, elle contribue à désorganiser un peu plus le système mondial; d'autre part, les Etats-Unis sont en passe de devenir, après 1992, dans le domaine de l'automobile notamment, une rampe de lancement efficace pour les produits japonais fabriqués sur leur sol.

■Par JACQUES DECORNOY

M. Takeshita a fait le gros dos, attendant que s'épuise l'orage, que M. Reagan morde la poussière. Estimant que les intérêts financiers et économiques de son pays passaient avant l'alliance avec les États-Unis, le premier ministre nippon n'a pas aidé Washington dans sa tentative de renverser l'homme fort de Panama, le général Noriega.

Cette affaire, loin d'avoir été un fait divers diplomatique, peut être lue comme un concentré des jeux de forces qui se dressent de chaque côté de l'océan Pacifique - forces dont les tourbillons montrent chaque jour que, dans un monde capitaliste en pleine restructuration, la concurrence entre firmes, mais aussi entre nations, demeure la loi fondamentale. A Panama comme ailleurs.

De ce petit pays, inventé en 1903 par les Etats-Unis pour mieux contrôler le canal, les Japonais ont fait depuis quelques années le centre nerveux de leur stratégie sud-américaine: investissements directs de 2,4 milliards de dollars à la fin 1986, dans la zone franche notamment, implantations bancaires, et, bien sûr, usage incessant du canal un usage supérieur à celui des Améri-

Mais s'agit-il seulement de cela ? El *Periodista,* hebdomadaire de Buenos-Aires, a écrit que les liens entre le général Noriega et le Japon ont une tout autre ampleur (2). Le général s'est rendu à Tokyo à six reprises en trois ans pour négocier le projet de construction d'un second canal, idée acceptée depuis longtemps par les Etats-Unis qui, pour des raisons financières, ont des le début associé le Japon aux études de faisabilité. La nouvelle voie d'eau, au niveau de la mer, coûterait 20 milliards de dollars; elle permettrait aux gros bateaux de joindre sans écluse un océan à l'autre et réduirait d'un tiers la distance entre l'Atlantique et un Japon dont la puissance commerciale serait, de ce fait renforcée. Or, aujourd'hui, les Etats-Unis n'ont aucune envie de la voir croître encore, et les liens unissant le général Noriega aux dirigeants nippons contrecarrent leur propre stratégie politique. Commentaire d'El Periodista : « Les Panaméens ne sont pas communistes, mais ce qui est plus grave encore dans l'actuelle échelle de valeurs aux Etats-Unis: ils sont japonais. =

L'essor et la mondialisation du capitalisme japonais obsèdent les Américains, qui se sentent depuis quelque temps dépendants, envahis, colonisés. Les «une» et de gros dossiers de magazines qui ne sont guères friands de sensationnalisme affichent des titres révélateurs : « Comment battre les Japonais ?» (US News and World Report. 24 août 1987); «La vente de l'Amérique. > (Time, 14 septembre 1987); « Le siècle du Pacifique. L'Amérique décline-t-elle ? » (Newsweek, 22 février 1988); «Le Japon

arrive. » (US News and World Report, 9 mai 1988); «L'achat de l'Amérique. » (News-week, 30 mai 1988); « De la super-richesse à la super-puissance.» (Time, 4 juillet 1988); « L'Amérique décline-t-elle ? » (Newsweek, encore, 25 juillet 1988). Des formules semblables abondent aussi dans les colonnes de Business Week et de Fortune. Bref, l'obsession a atteint un tel degré que Tokyo se sent contraint de s'expliquer, allant jusqu'à publier, sous forme publicitaire, d'interminables exposés de sa bonne foi... et des bienfaits de sa puissance (3).

Or, dans le même magazine qui diffuse cette publicité, le lecture d'un épais dossier sur l'état de la capitalisation boursière (arrêté au 31 mai 1988) vient encore souligner le poids des sociétés japonaises dans l'économie mondiale (4). Sur les I 000 plus grosses compagnies recensées, 345 sont américaines, et 310 japonaises, mais si les premières représentent 30 % de la capitalisation totale (1 708 milliards de dollars), 48 % reviennent aux secondes (2712 milliards de dol-lars) (5). Sur les dix premières firmes, sept sont japonaises (Nippon Telegraph and Telephone: 295,6 milliards, et Sumitomo bank: 68,7 milliards, en tête, suivies par IBM: 67,4 milliards).

Un député conservateur japonais, M. Yoshiro Yayashi, notait récemment que les Etats-Unis - avec 4 000 mil-liards de produit national brut - et le Japon - avec 2 000 milliards - représentent à eux deux environ 50 % de la richesse de l'ensemble du « monde libre», ajoutant que le revenu annuel moyen par tête est de 17 000 dollars aux Etats-Unis, et déjà de 16 000 doilars au Japon (6). Il rappelait aussi, en quelques phrases sèches, des évidences qui sont au cœur des débats actueis :

« Le Japon a continué à produire des excédents commerciaux : 106 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 1986 et 92 milliards en 1987, et le gouvernement japonais prévoit un excédent de 81 milliards pour l'année fiscale 1988. Les comptes commer-ciaux s'équilibrant globalement, qui dit excédent japonais dit déficit pour d'autres pays. Les Etats-Unis ont le plus gros déficit, même si ce n'est pas niquement avec le Japon, Les Etats-Unis financent leur déficit commercial par un afflux de capitaux japonais et ouest-européens. Le Japon fournit environ 70 milliards de dollars. Les

Etats-Unis ont aussi un déficit budgé-taire : 221,1 milliards pour l'arnée fiscale 1986, et un déficit attendu de 148 milliards pour l'année fiscale 1987. Les dettes américaines sont dues à une consommation excessive par rapport à l'épargne. Les Etats-Unis devraient augmenter leurs impôts pour faire baisser la consommation. >

Les deux camps se renvoient la balle, et les échanges de propos sans aménité sont devenus quotidiens. Le mot « guerre » est usé ieson'à la trame dans le discours économique et il est certes plus judicieux de parler de volonté de puissance et de course aux profits. Or l'enjeu des malentendus transpacifiques est à la fois formidable, car il est une des clés du vingt et unième siècle, et bourré de paradoxes. Car, d'une part, les Etats-Unis demandent an Japon de faire des efforts considérables pour permettre à l'Amé-rique de freiner son déclin, mais, d'antre part, ils dépendent en grande partie de la puissance financière japonaise pour leur survie. Un expert américain affirme: «Si se produisait le moindre signe que la Banque du Japon et la Bundesbank n'avaient plus intérêt à soutenir le dollar, le dollar piquerait du nez, les taux d'intérêt américains monteraient en flèche, Wall Street inévitable (7).»

#### Un conflit commercial sans merci

SANS les énormes profits de la société Japan Inc., les Etats-Unis ne sauraient consommer et dépenser comme ils n'ont cessé de le faire. La dette nationale est passée en huit ans de 1 000 à 2 500 milliards de doilars (8). Or le Japon continue d'acheter le « papier » émis par Washington : plus de 40 % encore des bons à trente ans émis en mai 1988 (9). Mais, chaque jour, des tensions se manifestent, qui reflètent un conflit commercial sans merci. L'affaire Toshiba n'aurait sans doute pas fait autant de bruit en 1987 - la firme avait vendu à l'URSS un produit « sensible » — si cette entreprise n'était en concurrence avec des compagnies américaines pour la domination du marché des « puces ».

(1) Newsweek, 25 avril 1988, «Japan's dilemma in its mini-empire in Panama ».

(2) Benjamin Venegas, «El Japones Noriega», El Periodista, Buenos-Aires, 22 avril 1988.

22 avril 1988.

(3) Ainsi ces quinze pages bourrées de statistiques et d'entretiens publiés dans Business Week du 18 juillet 1988, une étoumante présentation d'une super-puissance par ellemême. Sur la dynamique japonaise, lire Japon, stratégies industrielles et enjeux sociques, sous la direction de Christian Mercher, Presses universitaires de Lyon, 1988, 1988.

(4) "The Global 1000. The world's most valuable compagnies", Business Week, 18 juillet 1988.

(5) A comparer avec ses sus musous ou dollars de capitalisation des principales firmes de la CEE (Grande-Bretagne: 466; RFA: 147; France: 74; Italie: 62; Psys-Best: 59). (6) Liberal Star, mensuel da Parti libéral émocrate, Tokyo, 10 juin 1988. D'autres

Fujitsu s'est va refuser le droit d'acheter Fairchild Semiconductors. Le problème de l'entrée au Japon des agrumes et de la viande de bæuf américains est l'objet de dures tractations. Une compagnie de fret sérien de Los Angeles dénonce les pratiques de concurrents japonais sur la ligne Tokyo-Prancfort. Un officiel américain se plaint que, en dépit d'un accordi conclu en soit 1987, le gouvernement japonais n'ait pas acheté un seul superordinateur aux Etats-Unix, préférant les machines locales (10).

Les récriminations sont d'autant plus nombreuses que les Japonais ne demeurent pas inactifs à Washington : ils y

sources donnent des chiffres quelque peu dif-férents mais qui ne modificat en rien le dis-

(7) Déclaration de M. Stephen Marris de l'Institute of International Économics, cité par sonard Silk, International Herald Tribuse, 16-17 juillet 1968. Pour la première fois, une institution financière japonaise, l'Industrial Bank of Japan, vient de publier une très vive critique de la stratégie des firmes industrieiles américaines coupables de rechercher le profit l coert terme et de négliger les expor (Financial Times, 18 juilles 1988).

(8) international Heraid Tribune, 16-17

(9) Business Wook, 18 juillet 1988. li roste tions du nivean des achars per les Japonais. Cf. Claude Julien, « Le prix des armes », le ,, Monde diplomatique, juillet 1988. (10) International Herald Tribune, 2-3 juillet 1988.

#### INVESTISSEMENTS ACCRUS A L'ÉTRANGER, DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR

## La hausse du yen favorise l'industrie nippone

**MARIE-CLAUDE** CÉLESTE Tokyo, une petite histoire fait la joie des austères milieux officiels. Dans la jungle, un Japonais et un Américain sont suivis par un lion. L'Américain s'apprête à s'enfuir. Le Japonais prend le temps de mettre ses chaussures de sport. «A quoi bon ? lui demande son compagnon. Comment peux-tu espérer courir plus vite qu'un lion ? » « L'essentiel, répond le Japonais, c'est de courir plus vite que toi. > Cette anecdote illustre parfaitement la surprenante facilité avec laquelle le Japon surmonte les problèmes causés par la hausse du yen, l'endaka, qui n'a pes mis fin à l'ascension économique du

L'appréciation du yen - 90 % en trois ans et demi – a certes eu des effets négatifs, en particulier sur les industries produisant pour l'exportation. Parmi les secteurs le plus durement touchés : le textile, la sidérurgie, la construction navale. Dans un premier temps, les profits de l'industrie manufacturière ont été énormement réduits.

Les répercussions de la hausse du yen sur l'emploi ont été encore plus frappantes dans un pays qui connaît i'un des plus faibles taux de chômage du monde (2,7 % au début de l'année, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (1). Entre septembre et décembre 1986, des licenciements ont frappé 40 % du personnel du Hitachi Zosen, dans le secteur de la construction navale, et, entre avril et septembre de la même année, près de 25 % des effectifs de Mitsui Engineering and Shipbuilding.

Tandis que le rythme des exportations se ralentissait quelque peu, les importations ont sensiblement progressé dans de nombreux secteurs. Une évolution que l'on se plaît évidemment à évoquer à Tokyo comme preuve de l'effort entrepris pour réduire l'excédent commercial. Ainsi, entre 1980 et 1987, la proportion de postes de télévision en noir et blanc importés est passée de 1,5 % à 54,4 % ; pour les radiocassettes, ce pourcentage a été multiplié par

La progression des importations en provenance des nouveaux pays industriels d'Asie a été spectaculaire. Les achats de produits manufacturés sudcoréens ont augmenté de 60 % en 1987 par rapport à 1986; ceux de tee-shirts et de chandails, respectivernent de 134 % et 70 %. Ce qui fait dire à M. Tsutomu Tanaka, directeur général adjoint du bureau de coordination de l'Agence de planification économique, que le Japon accepte « une nouvelle distribution horizontale du travail ».

Tel n'est pas l'avis de responsables de certains secteurs, dont les textiles, qui exercent de formida-

bles pressions sur le gouvernement de Tokyo pour l'amener à prendre des mesures protectionnistes. Mais la plupart des sociétés ont préféré s'adapter

à la hausse du yen. D'abord en délocalisant leur production. Le Mexique a été l'un des premiers pays choisis - ce choix s'expliquant aussi par la volonté de contrer le protectionnisme américain. Cinq millions de téléviseurs japonais destinés au marché américain sont assemblés chaque année par les maquiladoras, sociétés japonaises profitant des bas coûts de main-d'œuvre, Pour les mêmes raisons, les investissements japonais dans les nouveaux paya Industriels asiatiques ont crû de façon spectaculaire. lis sont passés de 54 millions de dollars en 1985 à 56 millions en 1986 et à 295 millions en 1987.

Mais il a suffi que les salaires augmentent de 20 % en Corée du Sud et que la monnaie de Taïwan s'apprécie de 40 % pour que l'intérêt des industriels japoneis se porte plutôt vers les Etats de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), en particulier la Thailande et l'Indonésie aux coûts de production plus avantageux, auxquels il convient désormais d'ajouter la Chine. Les investissements japonais dans ce pays ont « bondi » de 230 millions de dollars en 1986, à plus de 1 milliard de dollars pendant le premier semestre de 1987. La Far Eastern Economic Review de Hongkong estime que le Japon pourrait supplanter les Etats-Unis comme deuxième investisseur étranger en Chine, après les Chinois d'outre-mer (3).

#### Les « nouveaux riches »

DLUS significative encore que la délocalisation, dans l'effort d'ajustement des compagnies naises, aura été la réorientation d'une partie de la production vers le marché intérieur. Ainsi, explique M. Kazutoshi Watanabe, l'un des responsables de Nissan, « les ventes d'automobiles Nissan au Japon ont augmenté entre janvier et mai 1988 de 20 % par rapport à la même période 1987 ». L'année dernière, Nissan avait exporté 300 000 voitures de moins qu'en 1986. Honda, pour sa part, prévoit cette année d'augmenter de plus de 13 % ses ventes d'automobiles dans le pays, et Mitsubishi de

Evoque-t-on le risque d'une saturation du marché? Les industriels estiment disposer d'une grande marge de manœuvre. Les jeunes constituent à cet égard une cible privilégiée. « Compte tenu de la fui-gurante ascension du prix de la terre, explique M. Watanabe (dans les quartiers résidentiels de Tokyo, il a augmenté de près de 70% en 1987), l'automobile constitue pour cette catégorie de la population l'investissement le plus attrayant. » D'autre part, les mentalités évoluent. La hausse du yen a créé une classe de «nouveaux riches», conscients de l'être et soucieux de le montrer. Tout

comme les achats d'œuvres d'art (en hausse de près de 250 % l'année demière), la pratique, coûteuse, du golf, les voyages et les investissements à l'étranger connaissent une vogue sans précédent. Au point, rapporte le Mainichi Daily News, que le maire de Honolulu s'est rendu à Tokyo pour demander « un arrêt des investissements japonais dans l'immobilier, qui font grimper les loyers (4) ».

Ce même attrait pour les marques extérieures de richesse explique le succès des modèles haut de gamme de constructeurs automobiles allemands. mais aussi des voitures de luxe japonaises, vendues entre 5 millions et 15 millions de yens (entre 230000 et 700000 F).

Pour les compagnies japonaises, la stratégie de l'adaptation aura donc été payante. Selon un rapport gouvernemental, depuis la fin de l'année dernière, deux tiers des usines de sous-traitance n'ont pas été affectées par l'endaka. L'évolution des résultats des sociétés est encore plus probante. En 1987, les bénéfices ont enregistré une hausse de 27 %. Dans le secteur de l'électronique, la firme NEC annonce une hausse, l'année dernière, de plus de 40% des bénéfices avant impôt. Fujitsu, avec une augmentation prévue de 14,5 % des ventes cette année, affiche le plus grand optimisme.

Il n'y a aucune raison pour que ces sentiments soient tempérés à moyen terme. La poussée de la consommation n'a pas empêché le taux d'épargne des ménages d'augmenter de près de 12% en 1987. Le gouvernement prévoit une croissance annuelle de 3,75% de plus en plus « tirée » par la demande interne. Selon le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), cette demande devrait rester forte ou soutenue dans de nombreux riel de bureau, du matériel électrique et de l'automo-

Ces prévisions se basent sur une panoplie de mesures prises ou envisagées par le gouvernement pour stimuler la demande interne. Six trillions de yens (48 milliards de dollars) ont été prévus à cet effet. Les résultats sont déjà sensibles dans le bâtiment : le nombre de logements neufs a augmenté de 4% en 1985, de 10,4% en 1986 et de 23% en

La réforme fiscale, examinée par la Diète à la mijuillet, devrait accentuer cette tendance. L'un des objectifs visés est de réduire le poids de l'impôt direct, qui procure actuellement 75 % des res-sources de l'Etat; l'impôt sur le revenu devreit dimi-

Pour inciter les Japonais à consommer plus, le plan prévoit aussi une réduction substantielle du temps de travail. De 2 100 heures par an en 1986, il devrait être ramené à 1 800 heures d'ici à 1992. Un objectif qui paraît assez irréaliste. Le poids des habitudes constitue, en effet, un véritable obstacle. « Je quitte le bureau à minuit parce que j'ai du tra-

vail », explique un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. « En principe, dit un de ses collègues, nous travaillons un samedi sur deux jusqu'à 13 heures, mais il est difficile de ne pas venir quend votre chef de service est au bureau. »

C'est dans l'industrie que s'exercent les plus fortes résistances au changement. L'intérêt du consommateur est l'argument le plus souvent invoqué. Ainsi, explique le représentant à Tokyo d'une société européenne, « officiellement, je travaille cinq jours, mais, pour respecter les délais de livraison, ja suis obligé de travailler le samedi et le dimenche ». Et les employés? ∢ Je ne leur demande pas ; ils sont libres de me rejoindre ou non. Je vous précise que leur carrière dans l'entreprise n'est pes fonction de leur attitude à cet égard. »

#### Les ouvriers devront choisir

DANS les secteurs très affectés par la hausse du yen, la tentation est encore plus grande de ne pas appliquer une législation sur le temps de travail qui se traduirait par de nouvelles augmentations des coûts de production. M. Haruo Maekawa, ancien gouverneur de la Banque du Japon et auteur des deux rapports dont s'est inspiré le gouvernement pour amorcer l'instauration de la société des loisirs dans ce pays, est catégorique : « Il ne saurait y avoir de réduction du temps de travail sans augmentation de la productivité. » Les ouvriers devront choisit entre réduction du temps de travail et augments de salaires. Or, explique M. Toshifumi Tatayama, le président du syndicat JPTUC-Rengo, « notre organisation réclame une augmentation des salaires de 40 % pour compenser les effets de le hausse du coût de la vie ». De toute façon, affirme le dirigeant syndical, la réduction du temps de travail ne peut être qu'une œuvre de longue haleine. Et, sur ce point aussi, les autorités fondent les plus grands espoirs sur les jeunes, bien décidés à établir un équilibre. entre vie professionnelle et loisirs; il n'est plus question pour eux, nous dit un observateur européen, de travailler seize heures par jour comme leurs

Fort de toutes ces certitudes, le Japon envisage l'avenir avec une assurance et une confiance qui ressemblent fort à de l'arrogance. Si nous avont pu surmonter les effets du boom pétrolier et de l'endaka, dit-on volomiers à Tokyo, c'est que les Japonais disposent de « qualités exceptionne

(1) Perspectives économiques de l'OCDE, nº 43, 10 juin 1988.

(2) Ministère du commerce international et de l'indus-trie (MITI), « Les progrès de l'ajustement structurels au Japon et les perspectives pour l'industrie », mai 1988. (3) Far Eastern Économic Review, Honglong, 10 mars

(4) Mainichi Daily News, Tokyo, 29 mai 1988.

of the Permanence mank artials doits d'un be ende dollers (11). theme metall le Fin granies americalne a I'm Severnes cross the persone La A Suprement du defla

THE PROPERTY AND ADDRESS OF the ses devises grace gunter d'acheter de gi jur de produits jam Cent - perversité » Pa Name 7 sep betach Marin ) cette primari V Jane Bude Tricket the temperature . Assist if Maritanie d'epargue na an ar 140 mulliande it minutes de dollars. are quer wings and he days idioenent racheter he paceto her a Wall Sa

patent remarkate to that he is production des man and make view do to antar de la ma**cces democrá** dures se superprompti le cetato de gratio-cial d efficial, de casanas con ficial maison de Camportando athamers et du côté ap

Capacité 🏗

chesemene Cartes, urce runide des im trecta cala etanent da 1941, mark die repetie de de total des financias aux Etata-Ontos un cos platements, el mine la relegité fet istionnistes de Walliers de cours élevé de Covert souboités par l'acreux de voir créer de l'acreux de pice à de coûteus une Fattere, les Nappose à id a peril jaune » répresent de blanche. ). Reres tels Federation qui s'ont libro une mission ches impent junymais (17).

Et. 5'll est beaucour Can l'archipel, pour faint ans 6,4 milliards de dil 11.3 miliards en 1986. Miles americaines reads illa des armements

PRENEZ LA DE L'ÉCONG TOUTE l'éconot 18 domaines 84 mois clés MG3 Lostitud

euillez m'adresser

C:-joint on régles

chèque postel

# COEUR DE LA CRISE

# es intérêt

monteraient en flèche. Wall s'effondreron et une recenia

#### commercial sans merci

Fujitsu s'est vu refuser le droi fa Fujitsu a esi ya reinser a ana fat ter Fairchild Semiconductor le bième de l'entrée au Japa le agrumes et de la viande de boul de Cains est l'objet de dures tracte Une compagnie de fret abres de la Angeles dénonce les pratique concurrents japonais sar la lip Tokyo-Franciort. Un officiel min se plaint que, en dépit d'un se conclu en sout 1987, le gouvern japonais n'ait pas acheté in mi ordinateur aux Etats-Unit, Miles les machines locales (10).

Les récriminations sont d'autage mombreuses que les Japonis reine rent pas inacufs à Washington; à

sources donners des chiffres qualque par férents mais qui ne modifient es sin à l

(7) Déclaration de M. Stephen Many Plastitute of international Economic on Leconard S. a. International Heeds Dis 16-1? James (Wall. Pour la premitre la Mark of Japan, vient de public me min errent se ce a similage des firmes mand American despusies de recharde les COURT interior of the negliger in man.
(Financial Forces, 15 puller 1988). (4) International Herald Tribus &

(9) Butteres Wieck, 18 millet 198 le det im American sent i la meri den Monte du cortar des actars par les les C! Claude Jalien. - Le prix des ans. Marie a. p. amainger, juillet 1988. 1101 International Herald Tries.

## TERIEUR

## nippone

gella, modicion un fonctionnaire du mnisia à **Maga, éstrang**eres, « En pancipe, dit un de seix 13 mares, mare si est article de ne pas ver pe and their de service est du bureau s

C'est dens l'ordustre que s'exercent la # former resextances at changement Listed ! MINERAL EST : A Jument le plus sonet le And accurate recresentant a Topola intiles surpturne a chicellement, je melitik Burn, man, pour respectar les délas de haisel de seigne de travailler le sameci et le driese to ten enveryes ? I .e ne leur demende pis ; il F. Brown de me rescursire ou non, le vous printé Saur carrière carra - entreprise n'est per brant the standard of car ocurs. I

#### Les ouvriers devront choisi

The tental of the section of affection of a feature yer, to tertain est encore plus grade at THE SPORTER LANG INCLUSION SUI IN TEMPS OF THE the tracker at per do nouvelles sugmentant as some tracker at per do nouvelles sugmentant at some trackers. M. riskup Madami, at Marrieur de la Banque du Japon et ami à des repostre de la Banque du Japon le gourne BOOK BENOTOR I STEELE JUST ESSATE le JAMES LE SOCIÉ de le le co pays, est du le continue : e il ne seusifié de le le continue : e il ne seusifié de le continue : e il ne seusifié : e il ne seu The restriction of terrors do USVad sans again A DOOD TONES & Los Ourners denot de Sente reductions a Les ouvriers cerron

de statement du terrors de travail et augment

de statement du terrors de travail et augment

de statement du terrors de travail et augment

de statement de terrors de statement

de statement de sugmentation de statement

de statement de sugmentation de la laces

de statement de statement de statement de la laces

de statement de statement de statement de la laces

de statement de statement de statement de la laces

de statement de statement de statement de la laces

de statement de statemen 40 % pour compenser les effets de la lieure Compenser ies effets de la legal de la leg technol, as reduction ou temps do to break The day use courte de longue halane. El sitere the extentes fundant iss plus grads for The last parties, then decides à étable il les the was professionnelle et loss's i n'el p MINOR POLICE BUT TOUS OR UN OBSTRUMENT The de traveller seure heures per jour commit

Fort the squares can controller, le japan serie tablent fort à de l'arrogance, sarrola de Shorter les affers du boom pérole Market de effets du boom pérme et Mana deposer de « Quatres exceptores

(1) Amparings Aconomiques de l'OCDE e di Pé 

Manage Daily Siener, Tokyo, 29 and 1988.

### ÉCONOMIQUE MONDIALE

## américains et japonais

ont en permanence cent trente-trois lobbyists dotés d'un budget de 60 millions de dollars (11).

- Nombre d'économistes l'ont observé, notait le Financial Times, les économies américaine et japonaise sont devenues complémentaires de façon perverse. Le Japon, par son sinancement du désicit budgétaire américain, fournit aussi aux Etats-Unis des devises grâce auxquelles ils continuent d'acheter de grosses quan-tités de produits japonais (12).» Cette « perversité » peut, si elle est à son paroxyame théorique, boutir à cette situation que décrit M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français: « Aux Etats-Unis, l'insuffisance d'épargne est, bon an mal an, de 140 milliards de dollars, alors que l'excédent japonais est de 100 milliards de dollars. Cela veut dire qu'en vingt ans le Japon peut virtuellement racheter la totalité des sociétés cotées à Wall Street (13). »

De fait, les Japonais achètent : « Ils ont commencé par des bons du Trésor américain. Puis ils ont investi dans les gratte-clel new-yorkais. La troisième étape de la politique des investissements japonais vient de commencer: l'achat de sociétés américaines (14). » L'analyse est juste et les trois étapes » se superposent désormais. Les achats de gratte-ciel prestigieux d'hôtels, de casinos out fait grand bruit en raison de l'importance des sommes déboursées et du côté spectaculaire et symbolique de l'opération, mais il s'agit d'une part infinitésimale da patrimoine

Autrement significatifs sont les achats de firmes ou les prises de parti-cipation dans l'industrie et les banques d'investissement : Sumitomo Bank à hauteur de 12,5 % de Goldman Sachs ; Nippon Life Insurance, à hauteur de 13 % de Shearson Lehman Brothers. Fin juillet, Nomura Securities a acquis 20 % de Wasserstein Perella; Yamaishi Socurities a conclu un accord avec Lodestar. Et les Japonais out su mettre à profit le cours élevé du yen et la chute des cours boursiers d'octobre 1987 : Sony a conquis CBS, Danippon a avalé Reichhol Chemical, comme Ajinomoto l'a fait de Knorr Foods, Bridgestone de Firestone, Aoki de Westin Hôtels, etc. Après l'automobile des secteurs à la fois multiples et bien « ciblés » : santé, pharmacie, biotech-nologie, chimie, institutions financières. La direction des investiss de l'Industrial Bank of Japan est submergée de demandes : en avril, sur sept mille clients, cinq cents voulaient placer leurs capitaux à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis (15).

Les Japonais multiplient leurs investissements directs. Alors que leur porteseuille américain s'élevait en 1987 à 110 milliards de dollars (soit une augnentation de presque 50 % par rapport à 1986) leurs investissements di atteignaient 30,9 milliards de dollars (en augmentation d'un tiers). S'agit-il pour autant d'une « invasion » ?

Capacité financière et dépendance technologique

TL convient en effet de relativiser ce l phénomène. Certes, il y a croissance rapide des investissements directs (ils étaient de 16 milliards en 1984), mais ils représentent seulement 11,6 % du total des investissements étrangers aux Etats-Unis (16). D'autre part, ces piacements, s'ils reflètent en partie la volonté des Nippons de contourner d'éventuelles mesures protectionnistes de Washington et les effets du cours élevé du yen, sont aussi souvent sollicités par les Américains désireux de voir créer des emplois ; ils incitent, par des mosures fiscales et grâce à de coûteux travaux d'infrastructure, les Nippons à venir chez eux (le « péril jaune » répond ici à une invite blanche...). Rares sont les Etats de la Fédération qui n'ont pas envoyé à Tokyo une mission chargée d'attirer l'argent japonais (17).

investissements japonais aux Etats-Unis, les investissements américains dans l'archipel, pour faire couler moins d'encre, n'en sont pas moins impor-tants: 6,4 milliards de dollars en 1984, 11.3 milliards en 1986. En 1985, 185 sociétés américaines vendant ou fabriquant des armements étaient implantées au Japon, contre 70 en 1980 (18).

Un autre phénomène inquiète certains secteurs de l'opinion américaine : la dépendance technologique, au-delà même de la lutte pour la conservation ou la conquête de marchés. Si les Etats-Unis continuent de dominer dans le domaine des microprocesseurs, le Japon occupe depuis trois ana la première place dans celui des semiconducteurs (19). 80 % des semiconducteurs atilisés par l'industrie de l'armement proviennent d'outre-Pacifique, et le Japon fournit certains matériaux vitaux pour la mise au point - il est vrai ralentie pour det raisons budgétaires – du programme de guerre des étoiles ». Le Pentagone a tiré la sonnette d'alarme, d'autant que les Etats-Unis s'attendent à voir poindre d'autres défis, notamment dans les secteurs de la biotechnologie, des nouveaux matériaux et de l'intelligence

D'où la multiplicité en Amérique des débats sur les moyens mis en œuvre au Japon dans la recherche fondamentale (en retard), et la recherche appliquée (très poussée). D'où, aussi, les comparaisons fouillées entre les systèmes de formation en vigueur des deux côtés du

Pacifique: 70 000 ingénieurs formés chaque année au Japon (deux fois plus par habitant qu'aux Etats-Unis) 473 000 chercheurs japonais au travail (50 % du total des Américains, mais 30 % de ceux-ci sont employés par l'armée) (20). D'où, encore, les polémignes très vives concernant l'ouverture des universités et des centres de recherche aux étrangers, et les dissi-cultés pour les Américains de pénétrer les laboratoires nippons. Les négociations bilatérales ouvertes pour régler ce problème trainent en longueur. A vrai dire, certains se demandent si l'association massive de chercheurs extérieurs ne donnerait pas un coup de fouet supplémentaire à l'industrie japonaise, si prompte à mettre à profit les découvertes et à les commercialiser. En attendant, les Américains n'hésitent

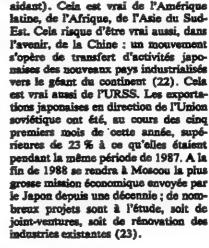
pas à isoler certains symposiums du regard asiati-Robert Reich, de Harvard, a pu parier de - technonationalisme ».

Ce débat est assurément capital : le Japon va-til ajouter une rématie scientifique à une très grande ruissance industrielle et financière? Ce pays qui était. voils vingt ans, un pays emprusteur (le second auprès de la Banque mondiale après l'Inde), a

vu, en quatre ans, ses avoirs bruts à moyen terme et à long terme à l'étranger passer de 227,27 milliards de dollars à 727,3 milliards (21). Ses avoirs nets out bondi de 10,9 milliards de dollars en 1981 à 180,4 milliards à la fin de 1987. L'autorisation donnée aux institutions financières de porter jusqu'à 30 % pour les unes, 50 % pour d'autres leur part d'avoirs extérieurs a accéléré le mouvement. Le Nomura Research Institute estime que les avoirs nets extérieurs seront en 1995 de 550 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'aujourd'hui.

Cet extraordinaire pouvoir financier, basé sur une industrie dynamique et une épargne considérable, permet au Japon d'augmenter sa part du marché giobal et de mordre de plus en plus sur des marchés régionaux (l'aide...

latine, de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est. Cela risque d'être vrai aussi, dans est vrai aussi de l'URSS. Les exportations japonaises en direction de l'Union soviétique ont été, su cours des cinq premiers mois de oette année, supérieures de 23 % à ce qu'elles étaient pendant la même période de 1987. A la fin de 1988 se rendra à Moscou la plus grosse mission économique envoyée par le Japon depuis une décennie : de nomjoint-ventures, soit de rénovation des industries existentes (23).



#### Une grande puissance d'adaptation

L A question fondamentale qui se pose n'est pas de savoir si le Japon va croître encore ; elle porte sur la viabilité du très instable équilibre global actuel, qui, d'ailleurs, fragilise aussi le Japon. Et force est, à ce propos, de se demander si les Etats-Unis continueront de faire financer leurs déficits divers... tout en exigeant de leurs bailleurs de fonds (japonais, notamment) des efforts en direction de leur marché intérieur, de leur monnaie et de leur politique d'armement (le budget militaire de Tokyo est le troisième da monde). Or la preuve est faite que le Japon a réussi à s'adapter très vite à un cours élevé du yen, que les investisse-ments qu'il peut réaliser sur l'archipel n'épongeront pas ses surplus, qu'il est capable de supporter une part croissante d'importations sans être autremont gêné dans sa stratégie de « constituer progressivement [avec les pays de la région] un bloc économique asiqtique (24). » Son pouvoir financier peut s'affirmer également si, comme le suggère M. Yoshiro Yayashi, déjà caté, le yen devient monnaie de réserve, les pays créditeurs du Japon étant, de ce fait, protégés contre une possible

dépréciation du dollar (25). Le palier atteint au cours des derniers mois par le déficit extérieur américain paraît rassurant, mais le déficit cumulé continue de croître de toute façon. Commentant les « bons » résultats de mai, M. William T. Archey, vice-président international de la chambre de commerce américaine, disait : « L'appétit des Américains pour les importations (\_) est demeuré intact, même si les importations de produits manufacturés ont baissé de presque 7 % par rapport au mois pré-cédent (26).» On a calculé que, si la dette nationale américaine croft au rythme actuel au cours des années à venir, ses intérêts seront en l'an 2000 supérieurs au budget sédéral de 1988 (27). D'autre part, même si le délicit commercial disparaît en 1990, la dette extérieure sera encore de 700 milliards de dollars alors que le Japon aura des avoirs extériours nets de 400 milliards, estime de son côté le Nomura Research Institute (28).

Quant aux variations en hausse du dollar, elles inquiètent nombre de partenaires des Etats-Unis mais ne semblent guère émouvoir les responsables japonais : ils estimeraient en effet que candidat républicain à la Maison Blanche se trouve de la sorte conforté, une victoire démocrate étant redoutée à Tokvo dans la mesure où elle pourrait remforcer les courants protections aux Etats-Unis (29). En fait. - les sociétés japonaises sont maintenant

(11) For Eastern Economic Review, ongines, 5 novembre 1987.

(12) - Economies Perverse Relation chip -. Financial Times, 14 mars 1988.

(13) Cité par la Tribune de l'Expansion, Paris, 6 juillet 1988. (14) International Berald Tribuna,

(15) Ibid. Sur le renouveau des investissoments japonais dans les institutions financières américaines, lire «The eastern promise of Wall Street.», Financial Times, 29 juil-

(16) Far Eastern Economic Review, 5 novembre 1987. La Tribune de l'Expansion du 26 juillet 1988 écrit que, en 1987, les Japonais ont investi 7,4 milliards de dollars, mais les Britanniques, 19,1 milliards.

(17) US News and World Report, 9 mai 1988 (reportage sur le Tem Après quoi, les élus se lamentent. « Le possède l'Alaska », déclare un sénate

(Newsweek, 30 mai 1988). (18) Far Eastern Economic Review, are 1987, et US News and World Report, 24 noût 1987.

(19) Wall Street Journal repris par La Tribene de l'Expansion (7 juillet 1988), et le dossier «US Technology in Asia», Far Eustern Economic Review du 7 juillet 1988, aiusi que le même magazine du 5 novembre 1987.

(20) Portune, 30 mars 1987. Voir aussi Fortune, 13 octobre 1986, «The high-tech race», et 21 décembre 1987, «How Japan picks America's brains ».

(21) Far Eastern Economic Review, 3 décembre 1987 et 10 mars 1982.

(22) Far Eastern Economic Review, 10 mars 1988. Sur les relations entre le Japon et l'Asic, le Monde diplomatique, mars 1988.

capables de gagner tous les paris. Elles peuvent opérer à l'étranger si le cours du dollar est bas, dans le pays s'il est élevé », dit M. Yutaka Kosai, président du Centre de recherche économique du Japon (30). Cependant, Tokyo s'attend à une forte baisse du dollar après les élections de novembre sauf si le nouveau président décide de toute urgence une très substantielle réduction du déficit budgétaire (31).

DE L'HUMILIA-

TION DE LA DÉFAITE (1945,

dans un camp de

A LA REVAN-

CHE PACIFIQUE

Question-clé évidemment. Le déficit du budget fédérai – un aspect parmi d'autres de l'endettement américain est passé de 1 000 à 2 500 milliards de dollars en huit ans. Or ni M. Bush ni M. Dukakis ne semblent avoir de plans sérieux pour redresser la situation - en tont cas pas par le biais de la fiscalité directe (32). Quant à M. Lloyd Bentsen, engage aux côtés du candidat Blanche, il a demandé le 15 juin, en tant que président de la commission des finances du Sénat, qu'une étude soit menée sur la possibilité de créer... nne zone de libre-échange américanojaponaise – projet étrange, note un commentateur, et qui ne pourrait qu'inquiéter les autres pays d'Asie. Une idée qui, de toute façon, n'a guère de chances d'être prise au sérieux aussi longtemps que les relations bilatérales seront aussi malsaines (33). Scule une foi à toute épreuve peut

laisser espérer que les échanges entre les Etata-Unis et le Japon sont en voie d'amélioration et, étant donné l'enjeu, que l'économie mondiale a pris le bon

JACQUES DECORNOY,

(23) The Economist, Londros, 25 juin 1988; Far Bassera Boomonde Review, 23 juin 1988.

(24) Déclaration du ministre japonais des affaires étrangères, M. Sosuke Uno (Financial Times, 11 juillet 1988). Voir aussi l'article de François Godement, « Vars un bloc économique asiatique ? » dans IFRI-Informations, Paris, n° 45, juin 1988.

(25) Liberal Star, 10 jain 1988. Le prési-, d'une « zone yen » (IPRI-Informations, n° 45). Lire aussi Christian Santter, « Le yen, ain de l'ombre », le Monde diplo

(26) International Herald Tribune, 16-17 juillet 1988.

(27) Newsweak, 22 février 1988.

(28) Far Eastern Economic Review,

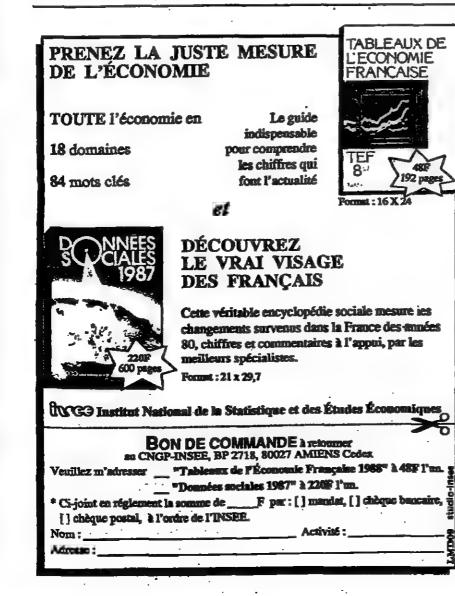
(29) Analyse de Reuter, Tokyo, reprise par l'International Herald Tribune, 14 juil-let 1988, qui cite notamment des responsables de la Bank of Tokyo et de Merill Lynch Japan

(30) Neewsweek, 18 initlet 1982.

(31) Le déficit budgétaire actuellement prévu officiellement pour l'année fiscale 1989 est de 140 milliards de dollars (*Financial* Times, 29 juillet 1988).

(32) Leonard Silk, Bash, Dakakis have yet to grapple with deficit », Internal Herald Tribune, 16-17 juillet 1988.

(33) «Free Trade : no needs for fortress., Hobart Rowen, International Herald Tribune, 16-17 juillet 1988. Le déficit du com-merce américano-japonais était de 60 mil-liards de dollars en 1987 en faveur du Japon; Washington espère le réduire à 10 milliards en



## **Pauvreté** à l'américaine dans l'autre Californie

La Californie : l'Etat d'où viennent les présidents (Nixon, Reagan), celui où ils prennent leur retraite (Eisenhower, Ford). Le plus peuplé et le plus riche des Etats-Unis, calui qui, plus que tous les autres, attire les immigrants d'Amérique centrale et d'Extrême-Orient. Hollywood et la Silicon Valley, bien sûr, mais aussi, autour et partout, des pauvres par milliers. Ils n'ont pas de travail ou sont sous-payés ; ils vivent dans des ghettos ou dorment dans des voitures ; ils sont mai nourris, mai soignés, mai défandus ; ils se retrouvent premières victimes du crime et de la drogue, premiers candidats aux gangs et à la prison. Ils sont près de quatre millions (1), sur un total de vingt-sept millions d'habitants. A supposer qu'ils se mobilisent pour aller aux urnes lors des élections générales de novembre prochain, le poids de leurs suffrages pourrait faire pencher la balance en faveur des démocrates.

HALIMI \* HACUN connaît Watts, le ghetto noir de en 1968. Watts, image tragique du « Dark Ghetto ». avec son cycle de foyers brisés, de délinquance et de violence ; image confortable pour la droite d'une

« pathologie » d'échec, d'une « cuiture de pauvreté a dans lesquelles se seraient engluée toute une communauté dénuée du sens de l'économie, de l'effort, de la morale. La pauvreté expliquée par la « culture » ou les cerectéristiques individuelles, explication si américaine, explication si commode. Trop commode. Car à Watts, où sont les bons emplois, où sont les bonnes écoles, où sont les vrais salaires ? Mais enfin, des pauvres noirs dans des ghettos noirs, l'image d'un résidu de misère humaine, celle de minorités raciales pleines de ressentiment à l'encontre de la société blanche, tout cels est connu. S'il n'y avait que Watts, il suffirait de faire quelques kilomètres pour oublier la pauvreté foreshoods l'evuoren re

Mais là est la difficulté. Comme l'a martelé M. Jesse Jackson tout au long de sa campagne, « la pauvreté est un problème américain, pas un problème noir ». A l'échelon du pays, deux pauvres sur trois sont des Blancs, et si l'on additionnait tous les résidents pauvres des quartiers les plus déséhérités des cent villes les plus peuplées (les fameux ghettos), on amiversit à 7 % seulement du total national des pauvres (2). La Californie n'est pas différente : à la sortie de Watts, la misère est encore

Un Californien sur sept (13,8 %) vit en dessous du seuil officiel de pauvreté. C'est à peu près la moyenne nationale, alors que l'Etat est à la fois plus riche et beaucoup mieux instruit. Vingt ans après le rapport Kerner, les « deux sociétés séparées mais inégales > se retrouvent de San-Francisco à San-Diego: Watts est dans le même comté que Beverly Hills, la Silicon Valley n'est pas loin des quartiers les plus misérables d'Oakland ou de Fremont. Aller plus loin alors 7 Alpine, le comté de Californie qui compte la plus forte proportion de pauvres, se situe à l'est de Sacramento, presque à la frontière du Nevada. Ni noir ni urbain, et pourtant, de l'aveu même des statistiques officielles, presque un quart des résidents

#### Les travailleurs ne sont plus épargnés

NUL refuge en vérité : sur les cinquante-huit comtés de Californie, cinquante-trois comptent de 10 % à 20 % de pauvres. La plupart d'entre eux vivent dans les villes, mais leur proportion est encore plus forte dans les zones rurales; les Blancs sont sous-représentés, mais ils demeurent — de jus-tesse, il est vrai — les plus nombreux ; les Noirs sont particulièrement frappés, mais les Hispano-Américains le sont encore davantage. Et, quelle que soit la race ou l'origine, quel que soit le lieu, les femmes et les enfants se retrouvent au premier rang des victimes. Le ghetto noir, urbain, «exceptionnel» en somme, c'était évidemment plus simple à évacuer que cette pauvreté-là, polymorphe et partout présente, qui, près de six ans après la fin de la demière

on, prospère encore. D'ici à 2030, les Hispano-Américains pourraient devenir majoritaires en Californie. En ce qui concerne les peuvres, pas besoin d'attendre jusque-là : depuis l'axinée demière, les «Hispaniques» ont rattrapé les Blancs. Cette situation s'explique à la fois par leur nombre particulièrement élevé (23 % de la popula-

\* Chargé de cours au département de science politique de l'amiversité de Berkeley, auteur de *A l'américaine, faire un* président (Aubier, Paris, 1986).

tion de l'Etat contre 7 % à l'échelon national) et surtout - par le fait que la proportion des Hispanires (27 %) est le triple de celle des Blancs (8,4 %). Elle est même, contrairement à la tendance nationale, légèrement supérieure à cette des Noirs (23,8 %), un peu moins nombreux et un peu moins pauvres en Californie qu'ailleurs. Au total, selon une átude réalisée en 1986 (3), si, en même temps que s'accroît ieur nombre dans la population, le taux de peuvreté des Hispaniques se maintient, la Californie pourrait connaître une situation telle que dans trente are un habitant sur cinq serait pauvre (4).

e La plupart des gens pauvres ne vivent pes de charité. Ils travaillent tous les jours. Ils prennent le bus du matin. Ils travaillent, ils changent les draps dans les hôpitaux et dans les hôtels. Ils travaillent. lls font des ménages et conduisant des taxis. Ils travaillent. Ils élèvent les enfants des autres. Ils travaillent, » Ce pessage presque rituel dans les discours de M. Jessa Jackson évoque l'une des réalités les plus troublantes de ces demières années : des mil-Bons d'Américains se retrouvent avec à peine de quoi vivre alors qu'ils travaillent, parfois même à plein temps. De 1978 à 1984, le nombre de ces pauvres-là a augmenté de 66 % (5). En Californie, les minorités constituent les gros bataillons des e working poor » : 23 % seulement des Hispaniques peuvres sont au chômage; les autres, la plupart, travaillent dans des emplois sous-payés.

Premier responsable : le salaire minimum. Etabli à 3, 35 dollars de l'heure en janvier 1981, il n'a pas bougé depuis (plus de sept ans I) (6). La coût de la vie, lui, a progressé de 30 %. Résultat : une personne travaillant à clein temps d'un bout à l'autre de l'année pour le salaire minimum n'atteindre aujourd'hui que 60 % du seuil officiel de pauvreté d'une famille de quetre membres (11 500 dollars). Cartes, seuls 5% des Américains sont payés au salaire minimum (surtout les jeunes, surtout les fernmes), mais les autres ont été également victimes de ce rétrécissement des classes moyennes qui commence à préoccuper les responsables politiques (7) : de 1973 à 1986, le salaire moyen horaire a baissé de 10%; depuis 1979, 70% des emplois créés ont correspondu à des rémunérations inférieures à 7 000 dollars par an; en Californie du Nord, le nombre des titulaires de revenus annuels situés entre zéro et 14000 dollars a augmenté de 30 % en dix ans. En d'autres termes, il n'y a rien de paradoxel à constater que la pauvreté résiste alors même que la chômage à tendance à reculer.

Ce recul n'est ni régulier, ni uniforme : la Californie comptait encore 800000 chômeurs en juillet 1988. Les minorités racisles et ethniques sont au premier rang des victimes. Dans la région de San-Francisco, la perte d'emplois industriels relativement bien payés a été durement ressentie per les Noirs pour qui ils constitusient souvent le voie royale permettant de déboucher sur l'American way of life. A Oakland, de nombreuses usines ont fermé leurs portes; à San-Francisco, le nombre des dockers a été considérablement réduit. D'autres emplois, peu lifiés, ont été créés dans le secteur des services, mais, outre le fait que leurs rémunérations sont médiocres, ces emplois se situent de plus en plus en dehors des villes, dans des faubourgs blancs à peu sibles aux Noirs ; ni transport public, ni logement à bon marché.

On en arrive alors à la situation suivente : les villes à prédominance blanche comme Concord, Livermore ou Walmut-Creek sont victimes d'une pénurie de main-d'œuvre; les villes à majorité noire comme Cakland continuent à connaître le chômage Et, faute de transport en commun, il est difficile de se rendre des unes aux autres si l'on ne possède pas



SUR LES MURS DE L'UNIVERSITÉ DE MERKELLY :

Comme l'explique M. Lennie Siegel, directeur de Pacific Studies Center situé dens la Silicon Valley, la Californie s'est développée de telle manière qu'elle punit les gens sans mobilité. San-Francisco est à peu près la seule agglomération où l'on peut vivre sens voiture, Les autres villes, comme Los Angeles ou San-Diego, sont beaucoup trop étandues (où commence I'une et où finit l'autre ?), pour permettre un bon réseau de transport en commun. Inutile de préciser que les pauvres ont rarement les moyens d'entretenir une voiture et d'acquiter le prix (quasi extravagant en Californie) de l'assurance obligatoire (8). Dès lors, en se déplaçant de quelques kilomètres, les entreprises peuvent éviter le type de soit par crainte de son taux trop élevé de syndicalidans la Silicon Valley, n'a pes attiré des foules de nouvelles sociétés informatiques ; sa population comprend une forte proportion de Noirs.

#### Le logement, toujours plus cher... et plus loin

ON comprend mieux alors l'extraordinaire légèreté de ceux qui expliquent per la perset par l'existence de secours publics jugés trop généreux le persistance du chômage à qualques kilomètres des zones de sur-emploi. Un éducateur n'ont aucune idée du lieu où Concord se trouve. nt voulez-vous qu'ils sachent qu'il y a du travall là bas ? Et, à supposar qu'ils le sachant, vous croyez qu'on va envoyer un cer pour venir les chercher ? ». Quant à acheter un appertement près du bles en ont à peine les moyens. Alors les peuvres l

Et là, le problème ne risque pas de disparaître. Dans le Bey Ares (Sen-Francisco, Silicon Valley) le prix d'achat moyen d'une maison individuelle (240 000 dollars) a augmenté de 29,8 %, rien que l'année dernière (9). A San-Francisco, seuls 15 % des ménages ont aujourd'hui les moyens d'accéder à la propriété ; à Los Angeles, le taux « monte » à 20 %. Les autres devront louer. Et payer des loyers qui, sauf dans les rares villes où ceux-ci sont strictement réglementés, augmentent en moyenne deux fois plus vite que le coût de la vie. Les moins fortunés d'entre eux sont progressivement contraints à l'éloignement : San-Francisco et Palo-Alto sont trop chers, Berkeley et San-José le deviennent, Oakland et Fremont le seront bientôt. Longtemps, les riches ont vécu en haut dans les collines et les pauvres en bes près des autoroutes. D'ici peu, même la proxi-

mité des autroutes leur sera arrachée. « L'accroissement considérable des coûts du logement a transformé de nombreux Américains en sans-abri. » Devenue banale, la remarque du maire de Boston s'appliquerait tout aussi bien à la plupert des villes de Californie. A Los Angeles, 40 000 personnes environ dorment sur les trottoirs, dans des cinémas pomographiques (les seuls qui opèrent sans interruption) ou dans des voitures (10). Et, contrairement à ce qu'a déclaré le vice-président Bush, ils ne sont pas tous, loin de là, malades mentaux. Près de 20 % d'entre eux sont même salariés, mais ils ne gagnent pas assez pour se payer un logement et pour acquitter les deux mois de loyer d'avance que réclament la plupart des propriétaires (11), Cauent aux autres, sans référence d'employeur et sans bon

Dens son commentaire plein de délice les sans-ebri, M. George Bush a oublié d'attribuer à chacun ses mérites. Au premier rang, l'administration Reagan qui a déployé des efforts considérables

pour éliminer tout programme fédéral de construçtions à bon merché. Du temps de M. James Carter, 20 000 de ces logements — un nombre déjà très que année. Aujourd'hui, le total est tombé à 5.000 - et encore uniquement parce que le Congrès a petusé l'élimination pure et simple du prog que réclamait le Maison Blanche. Pour M. Ronald Reagan, l'objectif affirmé était de transférer aux Etats la responsabilité de la plupart des politiques sociales. Mais, faute d'accompagner ce ∢ nouve is vite à un lâchage fédéral et à rien d'au

En California, la problème a été d'autant plus évère que, depuis 1978 et le beisse des impôts lonciers votés par un référendum d'initiative populaire (la fameuse « Proposition 13 »), l'État et mble des communautés locales connaissent de sérieuses difficultés fiscales. En ce qui concerne le logement, si la Californie subventionne bien un certain nombre de constructions à prix modéré, les chiffres sont cruels : 91 millions de dollars pour 1 900 000 bénéficiaires (12). Dans deux tiers des villes américaines, les listes d'attente sont cicees pour les candidets à des logements à finances

A Los Angeles, les touristes visitent plus souve Hollywood que le « Skid Row » qui s'étand de Broadway à Central Avenue. Là est le refuge des sane-abri. Par milliers, plutôt jounes, séparés de leurs families, en mejorité Noirs ou Hispanie dorment dens des lits de fortune, acuvent d'un ceil sfin de prévenir toute attaque, perfois le jour afin de se protéger la nuit. Le quert d'entre eux est armé de revolver ou de couteau, le tiers est constitué de malades mentaux (schizophrènes, maniaco-1 000 dollars par an, plus des deux tiers ont au des problèmes de senté dans l'année écoulée (13): Beeucoup sont alcooliques ou drogués, mais 40 💥 ne sont ni l'un ni l'autre. Le «Skid Row» de Los Angeles, ce n'est pas Watts, ce n'est pes le ghetto. Ça pourrait être pire : il fait rarement froid en Califorrée. On ne verra donc pas, comme dans le South Side de Chicago, ces hommes et ces femme enoués les uns aux autres autour de faux construits à partir de poubelles (14) ».

serrat le sout même.

tes que des acativate

275 des coulant.

Attimes of attinguing

THIS HAS BURGATARIAN

Bute do it 151 bill 1

ka no gento apir **kon** i

fact les non-endiquelle strés Mais pour M. M.

Then des services de mi

er un vories transit etc.

Les viet mes ? Youlouit

בים בבסותה קט'ולפ אינישות מ

Per municipalities record

Aug plus exposed à la con

Aux problemes média

2. maintenant apputer to

Tigue avec des servigues d

de fragge de plus es

Powerard, material, Page

les cates ant toujours les

Morphes propres a Male

thige très vite correion de

Relative pour feire fece ser

Firmois qui parfore reserte

Si la lai requiera Tégal

Pudrait-il que les trans

Tire ( indigents ) et 4

Mr (20). Or, comme sout les

le paie Subventionnée à f

Muciaire aux pauvras a

Coupes budgetaires. Incorp

la Congrès l'éluminazion de F

et de perde

Le président

Clandestine

ribune, 26 section

nistration ()+

Etats-Unit sen

années 90 et # 1988) d'une di

Mare se cheuffage at a

#### Six millions de personnes privées de couverture médicale

POUT se tient. La problème des petits boulots et des salaires médiocres, ce n'est pas seulement qu'ils ne permettent pas de se loger où l'on travaille, c'est aussi qu'ils s'accompagnent le plus souvent d'une protection sociale presque nulle. Problème numéro un : la santé. D'après le Washington Post, 433 700 000 Américains sont démunis de la couverture médicale qui leur permettrait de payer les freis d'un bres cessé, ceux d'une appendicite ou ceux d'une naissance (15) ». Permi eux, 6 millions de Californiens. Là encore, il faut parier des actifs ; la moitié des adultes non assurés travaillent. Et c'est presque là leur problème : ils ne gagnent pes asset pour ne plus être dans le besoin, ile gegnent trop pour être couverts par le Medicaid, programme public d'assistance médicale aux indigents (16). Le répit viendra avec l'âge : après sobiante-cinq ens, l'assurance fédérale automatique (Medicare) intervient. En attendant, les jeunes de moins de trante-

(1) 3 740 000, selon les toutes demières statistiques d≤ Department of Economic Opportunity de l'Etat de Califor-me (juillet 1988), Sacramento,

Américains qui vivent en dessous du souil de passve raillent à plein temps.

(6) Le Congrès vient de voter un relèv qui, dans quatre ann, porterait ce aslaire minimum à 5,05 dollars de l'heure. La Maison Blanche est hostile à ce relèvement. En Californie, le salaire minimum passe à 4,25 dollars cet été.

des compagnies d'assurances, la prime sera d'ailleurs d'autant plus élevée que l'assurances failleurs d'autant plus élevée que l'assuré résidera dans un quartier pauvre (« à risques»). Dans le comté d'Alumede, le différence de tarif entre un habitant d'Anckiand East et un autre de Piedmont est de 50 %. A l'avectue de 14 de 150 % à l'avectue de imom est de 50 %. A l'avantage du dernier, qui réside dans un quartier plus bourgeo

(10) Même si une ordonnence m (11) L'Etat de Californie fait face à un déficit préve de 2,3 milliards de dollars en 1989. (12) Report on Poverty in California: 1985.

(13) Enquête du Los Angeler Times, 2 mai 1986. (14) «The Origins of the Underclast», The Atlantic lonality, juin 1986. (15) Washington Post, 12 janvier 1987.

ES Etato-Unit d (2) Harvard Center for Health and Human Resourcest Policy, cité par US News and World Reports, 11 justier 1988. Sicue sa donne rement sensibilit (3) «Population change and California's Pature », cité dans Report on Poverty in California, Department of Hoozanic Opportunity, Sacramento.

(4) Ces dernières armées, le taux de passenté des Hispaniques a en plutôt tendance à progresser.

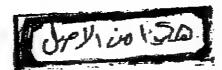
(5) National League of Cities, mars 1987, 15 % des VICTORIO THOMPS les propositions ració Améncaine sur q Important que de la New York Tarnes C enicire d'un mel v IBITES TETTOTORE (7) Voir Pierre Dommergues, «La fin de rêve améti-cain », le Monde diplomatique, mai 1988. (8) Compte temu du système de tarification tarritoriale Parvienners pas chiffres revalent in Sur 400 000 hedia Culture, faicant d Premiers produ (9) San Francisco Chronicle, 20 juin 1988. cinq fois plus a at donc e com

(16) M. Michael Dukakis a pris position on favour d'une loi fédérale qui imposerant à tous les employeu d'assurer médicalement leurs seleriés. Il n'est pas évades es telle loi scrait votée par le Congrès.



DANS UN BIDONVILLE DE SAN-FRANCISCO et sur les trottairs, dans les cinémes on dant les v







er direiner tout programme fédéral te con pour dispuser and parties. Du temps de M. Janes. 20 000 de ces logements — un nombre de M. lang la languarde de ces logements — un nombre de la languarde de languarde de la languarde de la languarde de la languarde de la la the encore uniquement parce que la Cape. affine l'airmation pure et simple di propie sections to Masson Blanche, Pour II for gan, l'objectif sifumé était de tradi agen, l'objectif distribute de la plupart de plus ans le responsabilité de la plupart de plus d'accommande de plus Seems to response d'accompagne de les Sédécelleme » des ressources néceses acemble vite à un lâchage fédéral et à rent le

En Californie, le problème a été d'anni, Process votés par un référendum d'ains la libra de farmeuse « Proposition 13 al. Per niche des Communautés locales un Transporte des Controlles fiscales. En ce qui controlle de California subventiona line me, ai la Celifornie subventionne lies es in sombre de constructions à prix motifi les Mi Bont crueis : 91 millions de della le \$ 800 000 beneficiaries (12). Dans dans ten Miles américanes, les listes d'attente tel de sport les candidats à des logaments à lesse

A Los Angeles, les touristes visitem plans Supplement que le « Siud Rows qui s'aux Supplement à Central: Avenue. Là est le nige makes. Par millers, partit jeunes, state pe families, en majorité Noirs ou Hiparine segme dans des its de fortune, sowerfag in die prisente toute staque, parlois is jorda Miger to TELT Le quart d'entre eux et au ever ou de coutseu, le tiers est contes segundas mentaux (schizophrènes, mas segundas mentaux (schizophrènes, mas segundas), emirant la moitié gagne mus segundas, emirant la moitié gagne mus Man deliers per an, plus des deux ters otto contrata de sante dans l'année écolé; Butter ou Furt me Factors. Le « Skid Rows as Angelou, ce n ext pes Watts, ce n'est paleir. On the warts don't pas, comme dans like the Chicago, cas hommes at on the de las ura que autres autour de les sus Sportir de poubelles (14) ».

#### Six millions de personne privées de couverture médic

TOUT de frant. Le problème des pells lois des moteures modicares, ce n'est paraiet The ne permettent pas de se loger ou l'or mu Frame Stores (qu'xis s'accompagnent le plis me Chaire grutection sociale presque rule hite o un: ne santi D'après le Washegen k 4.38 700 000 Americans sont démune à 18 there strackers of four permetural de part in efun bres casso, cour d'une appedia count of some measureme (15) a. Parmi ex. 6 de Cultiforname La encore, il faut parler de pi The substitute class actualism from assures travelled fits BERTHE & ME PICONOTTO : US no ground parts pour ne plus être cans le beson, le gard? Sent See converts par le Medicad pro Public of assectance medicale aux indigential Mant Handra avec 13ca: apres soxumonis Faterance faceraie automatique (Medical & Whent, Set ettendant, les jeunes de mont à po

(1) 3 740 000, scient ies toutes demère se une of Economic Opportunity de l'Est de la 1 de la 1 the (puller 1958), Salesand Harmeri Center for Health and Humah top, and per LS hear and World Report I pe

(3) . Physaleties change and Caldonia's forth Anna Report on Property of California, Department, Samerana. (4) Con dermetes services, le mus de particul (3) Pinterent League of Circa, mari 197. 15 is indicated que we want on description a plant temper of Circa, mari 197. 15 is indicated que we want on description a plant tempe.

(4) Le Congrès vent de votet un relèvent piè le delleur de l'heure La Masson Blanch et ball delleur de l'heure La Masson Blanch et ball delleur que l'heure La Masson Blanch et ball delleur que été Californie, le salaire minima più delleur que été.

(7) Voice Pierre Dommerguet, La fa à pro-lie s, de Monde diplomatique, mai 1988. The Complete them do système de serficien side de la complete them du système de serficien side de la complete whole dass an quarter plus bourgots.

Son Promiseo Chronide, 20 juin 198.

(16) Minos a une ordonnesce ministralista (11) L'East de Californe (ai fact à mission)
(12) Report de Californe (ai fact à mission)
(12) Report de Roverry is Californe (ai)
(13) Employ de les Aspeles Times (ai)
(14) a The Original of the University, Tales 174) a The Origins of the Underclass, 14 th Indian 1966.

(15) Westberton Port, 12 janvier 1957.

(16) M. Michael Dukakus a res point of the fiderate qui important il 100 in principal property parties has secured votice par le Contra

LES ANGES DE LA VENGEANCE, TOUTES RACES CONFONDUES, TRIOMPHENT DE LA VILLE CLASSE DES AFFAIRESTES cinq ans constituent les trois quarts de ces Amérition Reacan a néanmoine réussi à je maintenir à un férieur à celui de 1980. Aujourd'hui, moins ceins dui vivent sans protection médicale Les politiques sociales de l'administration Reagan de 20 % des besoins légaux des peuvres sont satisfaits ; dans leurs conflits avec les propriétaires, les locataires se retrouvent souvent sans défense,

n'ont fait qu'aggraver le problème. Le transfert des décenses de santé du niveau fédéral à celui des Etats s'est accompagné d'un resserrement des cri-tères d'éligibilité. En Californie, les comtés ont vu les ressources qu'ils recevaient de l'État pour assurer la couverture médicale des « working poor » ramanées à 70%, puis à 50% de leur niveau antérieur au Proposition 13. M. David Kears, directour médical du comté d'Alameda, n'hésite pas à reconnaître que « le service des soins aux indigents est dans une situation chaotique. Il est impossible d'exagérer l'ampleur de la crise ». Le comté d'Alameda n'est pas perdu dans le désert : c'est lè que se trouve l'université de Berkeley.

On ne compte plus les hôpitaux publics qui ferment ou licencient faute de crédits. Pourtant, dans le comté de Contra-Costa (tout juste à l'est de Sen-Francisco), les malades attendent dans des salles la possibilité d'accéder à d'autres salles d'attents. Des dizaines de milliers de femmes enceintes ne sont pas admises dans les centres de soins prénataux: elles n'ont pas d'assurance individuelle, et les obstétriciens ont calculé que les remboursements publics ne couvriraient pas leurs frais (17). Même chose à Los Angeles; de l'aveu d'une infirmière, « des patients annent inopérables en attendant nos services chirurgicaux. Ici, des personnes qu'un médecin privé opérarait le jour même, peuvent attendre de trois à quetre semaines. Nous sommes tellement surpeu plés que des accouchements doivent parfola se faire dans des couloirs. Nous avons régulièrement des victimes d'attaques cardiaques qui attendent de trente-eix à quarante-huit heures en salle d'urgence, faute de lit (18). » La loi californienne prescrit pour tant que « la qualité des soins publics administrés aux indigents doit être la même que celle dont bénéficient les non-indigents traités dans un service privé». Meis pour M. Kenneth Kizer, directeur californien des services de senté, « le gâteau est ce qu'il est : il n'y a pas trente-six manières de le couper ».

Les victimes ? Toujours les mêmes, ces pauvres qui « parce qu'ils vivent dans des logements médiocree, munis d'un réseau sanitaire vétuste et d'un système de chauffage en mauvais état, sont beaucoup plus exposés à la maladie ».

Aux problèmes médicaux qui existaient déjà, il faut maintenant ajouter le SIDA. Par l'injection de drogue avec des seringues contaminées, cette maisgoguenard, mi-amer, l'un d'entre eux explique : « Les riches ont toujours les moyens de se payer des seringues propres. » Mais le SIDA crée aussi ses peuvres : l'impossibilité de continuer à travailler oblige très vite certains à dépendre de l'assistance publique pour faire face aux frais énormes d'un traiternent par AZT (800 dollars de pilules par patient et par mois) qui parfois retarde l'issue fatale.

Si le loi requiert l'égalité de traitement médical entre « indigents » et « non-indigents », encore faudrait-il que les tribunaux la fassent respecter (20). Or, comme tout le reste, l'accès à la justice se paie. Subventionnée à l'échelon fédéral, l'aide judiciaire aux pauvres a été elle aussi victime des coupes budgétaires. Incapable de faire accepter per le Congrès l'élimination du programme, l'administraA priori, la stustion des pauvres devrait être plus favorable en Californie qu'ailleurs, L'Exit est prospère, il dispose d'un budget annuel de 46 milliards de dollars, l'aide publique a été indexée sur la coût de la vie, ce qui est loin d'être le cas partout (21). Mais les besoins sont tels que les recettes fiscal sont insuffisantes. L'accroissement très rapide de la population laix millions de nouveeux habitants depuis 1978) ne facilite d'ailleurs pas les choses : les pressions à la hausse s'accentuent sur le marché immobilier, la circulation devient encore plus difficile, les écoles publiques déjà bondées font face à l'afflux d'enfants venus d'Amérique centrale, qui souvent sont analphabètes et ne perlent presque jamais l'anglais. Or les problèmes sont déià énormes dans un Etat où 17 % des habitants sont illettrés au point d'être incapables de remplir une demande d'emploi. de fire une petite annonce ou de déchiffrer les instructions d'un médicament. Et cela, alors que la moitié des postes de travail oxigent un niveau d'études supérieur au lycée. L'autre moitié s'accompagne de salaires tirés yers le bes par la présence d'une maind'œuvre d'origine mexicaine qui, faute de statut légal, recule rarement devant les rémunérations les plus misérables (22).

#### Comment on fabrique des délinguants

L y a pire. La région agricole la plus productive du monde, celle où les surplus sont tels que près du quart des récoites sont détruites, n'arrive même peu i résoudre le problème de la faim. Mª Rawins, qui, dans le centre de Los Angeles, coordonne un pro-gramme religieux d'assistance alimentaire, s'exprime en des termes qu'on croirait tirés tout droit d'un roman de Dickens : « # y a, en Californie, des enfants qui n'ont jamais mangé une pomme at qui ne savent pas ce qu'est une orange. Parfois, on doit leur expliquer comment consommer les légumes et les fruits qu'on leur donne (23). » A Sen-Francisco même, 41 000 résidents bénéficient d'une

Tout se tient. Lorsqu'on perle des peuvres, on et complètement dépendantes de l'aide publique (les fameuses « w*elfare mothers »*). Et c'est vrai que près de 40 % des foyers californiens où la femme Siève seule ses enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Meis plutôt que d'épiloguer sur l'irrespon-sabilité de ces « bébés qui élèvent des bébés », on ferait mieux de comprendre les mécanismes reproduction de ce que Michael Harrington a appelé une e sous-classe héréditaire ». Car, pour beaucoup de ces très ieunes femmes. L'avenir à trop souvent les couleurs de l'échec acolaire et profes celles d'une famille et d'une communauté dévorée per la drogue. Alors, « elles se tournent vers la meternité pour y trouver une identité, du pouvoir et un peu d'amour (24) ». D'après une étude de la Rand Corporation, une adolescente noire qui a des

difficultés scolaires et qui vit dans une famille pauvn désertée par le père, & une « chance » sur quatre de denemir mère calibetaire. Pour une adolescente blanche élevée par ses deux parents dans un environn ment qui ignore les problèmes financiers et scolaires, la « chance » n'est plus que d'une sur mille. A San-Francisco, 8 % des adolescentes sont d'âge est de quinze ans. Un tiers d'entre elles se droquent.

Tout se tient. Les communautés les plus pauve sont rongées par is drogue ; le crack est en train de devenir un cancer social. La Californie a le quatrième taux de crime du pays et elle ne sait plus comment financer la construction de ses prisons. A Dakland cent quatre-vingts des incendies criminels de l'année demière ont été le résultat des représsibles entre gangs. A Los Angeles, ce sont six cents gangs qui, les armes à la main, se partagent le trafic de drogue. ils comptent soixante-dix mille membres. Un tour de ces villes éciaire assaz vite sur le phénomène. A Oakland, à quelques centaines de mêtres des quatiers prospères, de leurs multiples boutiques où l'on peut acheter des pâtes fraîches, du fromage français et consommer des caffe latte à l'Italianne, se dessine une sorte de no man's land ; absence de commerce autre que celui du crack, maisons délabrées, vitres brisées sur lesquelles on a collé du papier journai ou du carton pour sa protéger du vent. A Los Angeles, certains quartiers presque exclusivement noirs ou hispaniques sont parmi les plus pauvres du pays avec leurs revenus per habitant qui ne dépassent pas le tiers de la moyenne de l'Etat. Le répéter tient à présent du lieu commun ; « Le contraste entre cette pauvreté désespérante et un trafic hautement lucratif de la drogue s'est vite révélé explos offrant aux gangs un pouvoir extraordinaire. Les parents dépensent souvent des milliers de dollars que leurs enfants peuvent gagner en une semaine pour payer les loyers de toute la famille (25). »

S'expriment à Los Angeles, M. Jesse Jackson a eu beeu adjurer son public de ne pas se laisses entraîner dans ce cycle pauvreté-délinquance-prison. il lui a bien fallu constater : « Ici, les drogues et les armes sont plus faciles à obtenir que les emplois, » Morage est la ville la plus sure de Californie du Nord ; le revenu moyen de ses résidents est le double de celui de la région. Le directeur d'analyse statistique du département de la justice explique : ∢ Cele side d'avoir une population qui n'a pas besoin pour survivre de s'emperer du bien des autres (26), »

américaine, ce sont les pauvres, qui ont le plus besoin d'être défendus, qui sont le moins bien représentés. La politique américaine ignorerait les idéolodies et les classes ? Si c'est vraiment le ces. les lecteurs no semblent pas au courant. En 1984, ML Reagan a obtenu 75 % des voix chez les 10 % les plus riches, 32 % seulement chez les 10 % les plus pauvres. Maiheureusement pour ces derniers ils ont été très peu nombreux à voter. La différence de taux de participation en fonction des revenus est considérable et on ne la retrouve dans aucun autre pays démocratique. Selon une étude réalisée au Minta, dont les résultats s'appliqueraient tout aussi bien à la California. 76 % des riches votant. Les pauvres, eux, ne sont que 38 % à le faire. Sentiment d'impuissance, défaut d'éducation ou d'information,

système d'inscription sur les listes électorales qui impose à l'individu la charge de savoir où, quand et comment s'inscrire ; tout conspire à éloigner les plus démunis des bureaux de vote. Un axiome de la politique américaine veut que les relèvements d'impôts scient moins bien acceptés que les réductions de prestation sociale, à condition toutefois que ces dernières n'affectent pas les pensions de retraite. Lorsqu'on sait que la perticipation au scrutin augmente avec le revenu et l'âge, l'axiome prend tout son sens. Et l'on comprend mieux la facilité avec laquelle les programmes fédéraux d'assistance aux pauvres ont été amputés par la Congrès au début de

#### « L'Etat a abandonné le peuple »

N juin dernier, à l'intérieur même de l'électorat démocrate, les élections primaires ont confirmé un phénomène bien connu : M. Jesse Jackson a fait jeu egal avec M. Michael Dukakis chez les détenteurs de revenus inférieurs à 12 500 dollars par mois et chez les personnes âgées de moins de quarante-cinq ans. Mais, chez les plus riches et chez les plus âgés, il a été écrasé. Résultat : M. Dukakis l'a emporté par deux contre un dans un scrutin où la moitié des votents avait plus de cinquante ans et où deux tiers des électeurs potentiels sont restés chez aux. En novembre prochain, comme lors de chaque élection pénérala, les chances de victoire des démocrates tiendront beaucoup à leur capacité de secouer l'apathie des exclus de la société d'abondance. Les républicains le savent. Ils savent aussi que, s'ils parviennent à nouveau à priver leurs adversaires d'une victoire en Californie, ils auront — une fois de plus gagné l'élection (27),

Ainsi que le note M. Lennie Siegel, la faible participation électorale des pauvres est encore plus manifeste lorsque le consultation est de caractère local : législature, mairie, référendum. Ballottés d'une résidence et d'un amploi à l'autre, les pauvres oublient souvent de s'inscrire sur les listes de leurs comtés. Ils se sentent de toute façon peu intégrés dans leur communauté locale. Dans un pays où beaucoup de décisions, de recettes et de pres sont décentralisées, une telle abstention n'est pas sans conséquences. Les rejets de référendums municipaux visant à la réglementation des lovers seraient moins numbreux si les locataines votainne aussi mastivement que les propriétaires,

« L'Etat a abandonné le peuple l Quetre à cinq millions de sans-abri, certains vivant dans des wagons, d'autres dans des parcs. L'Etat a abandonné le pauple ! Comme beaucoup ne peuvent pas ee payer les services d'un avocat, ile sont abandonnés par la loi. L'Etat a abandonné la pauple I M. Reagan ne peut pas continuer à parier de droits de l'homme uniquement lorsqu'il est en Russie. L'Etat a abandonné le peuple l » A sa manière, M. Jesse Jackson a tenté de dissiper ca que Mervin Held, le George Gallup de Californie, a qualifié de e mur du cynisme ». Il a, pour résoudre le problème des déficits, exigé que « les riches, pas les pauvres, paient les frais de la fête qu'a constitué pour eux le reaganisme ». M. Jackson a été entendu. Il est peu embiable qu'il sera tout à fait suivi. La mur est encore solide. Interrogé par le New York Times (28), un métallurgiste de Pennsylvanie explique : « Dans le système de la libre entreprise, il n'y a guère de place pour les petits. Mais il vaut tout de même mieux voter pour les démocrates. Eux au moins nous donneront deventage de miettes. »

#### RETURE HALL THE

(17) San Francisco Examiner, 5 juin 1988.

(18) Los Angeles Times, 26 juin 1987. (19) Report on Poverty in California: 1985, op cit. (20) Dans certains cas, les juges ont interdit à des hôpies publics de procéder à des réductions de personnel.

(22) La loi d'amnistie votée en 1986 a légalisé 1600 000 clandestins, le tiers environ du total estimé. Riem que dans les deux premiers mois de 1988, 210 000 immigrants clandestins out été appréhendés à la frontière mexicaire.

(23) Los Angeles Times, 19 sout 1987.(24) San Francisco Examiner, 19 juin 1988.

(25) New York Times, 22 mai 1988. (26) San Francisco Chronicle, 6 juin 1988.

(27) La plupart des experts politiques estiment que, impte tenn de l'importance de la Californie dans le collège électoral et du fait que M. George Bush dispose d'une base jugés solide dans le sud et dans l'ouest du pays, les démocrates ne peavent pas l'emporter sans une vistoire en Californie.

(28) New York Times, 26 avril 1988.

#### Dans la presse étrangère

ES Etats-Unis n'en finissent pes de gagner toutes les betailles et de perdre la guerre contre la drogue. Comme à la veille de chaque grande échéance électorale, la surenchère démagogique se donne libre cours auprès d'une opinion publique particuliè rement sensibilisés. Depuis le début de l'année, les builetins de toire triomphalistes de l'administration en place alternent avec les propositions radicales des politiciens et des candidats à la présidence pour régler définitivement ce qu'une majorité d'élec ent comme le problème numéro un de leur pays. « Trois Américains sur quatre persent que lutter contre la drogue est plus important que de combattre le communisme » (selon un sondage New York Times / CBS News cité dans Time du 25 avril 1988).

Le président Reagan n'avait pas lésiné sur les moyens pour tirer le meilleur parti politique d'un combat douteux contre cet autre empire d'un mel venu d'afficurs : groupes d'intervention peramili-taires renforcés, cellules de crise, système national de protection des frontières (NNBIS), programmes interaméricains d'éradication, etc. Malgré quelques saisies, arrestations et opérations d'envar-gure, apectaculairement médiatieées, les auccès remportés ne perviennent pas à masquer la profondeur de l'échec que trois chiffres révèlent implacablement.

Clandestinement, « les planteurs de marguana ont mis la main sur 400 000 hectares de forêts nationales » défrichées et mises en culture, faisant des Etats-Unis, sous la présidence Reagan, l'un des premiers producteurs du monde de canabis. « Une marque cinq fois plus efficiente qu'elle ne l'était au début des années 70 » et donc « considérablement plus dangareuse » (international Herald Tribune, 26 septembre 1986). « Selon la Drug Enforcement Admi-nistration (le service de répression du trafic de stupéfiants), les Etats-Unis seront les premiers producteurs du monde au début des années 90 et peu après des exportateurs nets » (Fortune, 25 juin 1988) d'une drogue qui représente déjà la troisième récolte nationale en valeur, après le mais et le soja.

Heralde Eribune

## Les enfants du crack

De 1981 à 1987, les importations de cocaine ont triplé, passant de 50 à 150 tonnes par au. Dans le même temps, les prix sur le marché ont chuté de 65 000 à 12 000 dollars le kilo (US News and World Report, 11 juillet 1988), entraîtent un prodigieux développement de la consommation et l'explosion d'un dérivé perticulièrement dangeraux et très bon merché (3 dollars la dose environ); le crack. Journaux et revues en sont arrivée à publier régulièrement le cours des différentes drogues dans les principales villes du pays, comme s'il s'agissait de denrées cotées à la Bourse

La diffusion des stupétients a cessé d'être le monopole du crime organisé à l'usage de catégories marginalisées ou bien typés comme le petit monde de Hollywood ou de la finance de Wall Street. Sie irradie désormais toute la société américaine. Aucune classe d'âge, aucune couche sociale, aucune région n'est épargnée. Les enquêtes de la presse (US News and World Report, du 27 juin 1988, Fortune, 20 juin, Time, 9 mai, Newsweek, 25 avril et 28 mars) révèlent la benellisation du trafic et de la consommation, y compris dans les petites villes tranquilles de l'Amérique profonde et les bardeues coquettes des grandes citées « où l'on peut trouver de le drogue à presque tous les coins de rue ». Il n'est pes excep-tionnel de découvrir parmi les dealers drogués un médecin de famille, un chef de petite entreprise ou une star locale de football entraînés dans la apirale par des problèmes financiers ou affectifs la pression exciste et professionne

Mais le phénomène le plus inquiétant est l'extension de le on at du trafic chez les plus jeunes, « On voit des

gamine de huit, neuf, dix ans avec, déjà, une bonne expérience de la drogue et de l'alcool », explique la responsable d'un centre de trai-tement d'une petite ville du Middle West. « Ce sont de vieux professionnels. Alors que cela peut prendre des années à un adulte pour devenir un drogué, quelques mois suffisent à un enfant » (US.

e il y a plus d'un million d'adolescents livrés à sun-mêmes qui vivent dans les rues des grandes cités américaines » (News Rien qu'à Los Angeles, ils sont 100 000, membres de gangs responsables de 387 meurtres en 1987, principalement pour le partage du marché de détail de la drogue. Des anfants de neuf à quinze ans se font de 100 à 2 000 dollars per semaine dans le trafic de creck, commençant par faire la guet, puis le transport avant d'atteindre le stade envié de dealer, « le roi de la rue ». « Sur un marché chaud comme New-York (ou Los Angeles), un adolescent agressif peut se faire 3 000 dollars par jour > (Time). « Comme la plupart des jeunes Américains, ce sont des garçons et des filles matérialistes à la recherche « des belles choses que seul l'argent permet d'acquérir ». « Avec un taux de chômage de 37 % chez les ieunes Noirs (...), ils se tournent vers les options les plus lucrativ En nombre grandissent, ils deviennent les nouvelles recrues de la criminalité des centre-ville. » « Le plus terrifient, commente dans Time le directeur d'un programme de réinsertion, « c'est au'ils comprennent comment fonctionne le système. (...) ils sevent gérer une entreprise. C'est presque une mentelité d'hommes d'affai

Il y a bien longtemps que la drogue - un marché de 100 milliards de dollars - corrompt tous les secteurs de la société américaine : banques, affaires, administration, culture, sports... Restait la jeunesse, l'avenir du pays. « Le problème de la drogue n'a rien de dramatique. Il est simplement devenu insoluble » (US

CHISTIAN DE BRIE.

**U.S.News** 

Newsweek

ORTUNE

#### NOUVEAU RECUL DU NÉOLIBÉRALISME EN AMÉRIQUE DU SUD

## La social-démocratie prend la relève en Equateur

'Amérique du Sud vient de connaître une nouvelle alternance démocratique avec l'accession, le 10 août, de M. Rodrigo Borja à la présidence de l'Equateur. Une transition qui renforce le camp des gouvernements latino-américains prenant leurs distances avec les Etats-Unis, puisque le nouveau président n'a pas hésité à inviter M. Fidel Castro et à renouer spectaculairement les relations avec le Nicaragua. Après l'effondrement des solutions économiques néolibérales, le programme réformiste de M. Borja apparaît comme la fragile ligne de défense d'une démocratie qui ne saurait désormais décevoir sans risques une population avide de participer aux affaires du pays.

Per JAIME GALARZA ZAVALA \*

Huit changements de gouvernement, dont trois dictatures issues de coups d'Etat, au cours des vingt dernières années: dans cette vie politique agitée, l'Equateur ouvre un nouveau chapitre. M. Rodrigo Borja, avocat de cinquante-deux ans, qui a pris ses sono-tions de président le 10 août, est en effet le dirigeant de la Gauche démocratique, version équatorienne de la social-démocratie affiliée à l'Internationale socialiste. Son prédécesseur, M. Leon Febres Cordero, gouvernait le pays en étroite collaboration avec ses deux frères, Agustin et Nicolas, dans une sorte de triumvirat de fait. Les trois frères, liés aux milieux patronaux les plus puissants, ont des intérêts dans de nombreux secteurs de l'économie nationale: agriculture, banque, industrie, pétrole, et ils sont associés à des entreprises multinationales telles que Quaker Oates et Shell. Adepte du néolibéralisme musclé (1), M. Febres Cor-dero avait privatisé les entreprises publiques, octroyé des crédits préférentiels au secteur privé, consenti des privilèges aux multinationales. Se soumettant aux injonctions du Fonds monétaire international (FMI), il avait dévalué plusieurs fois la monnaie nationale et libéré les prix. Avec des résultats catastrophiques pour l'économie.

quatre ans, la dette extérieure atteignait 8 milliards de dollars ; elle s'élève aujourd'hui à 10 milliards, soit 1 000 dollars pour chacun des dix millions d'Equatoriens, l'équivalent de vingt-cinq mois de salaire minimum (40 dollars par mois). Le service de la dette extérieure absorbe plus de la moitié des revenus annuels du pétrole, qui représentent à eux seuls 40 % du budget national.

Outre la dette, le nouveau président doit affronter d'épineux problèmes de politique internationale : en premier lieu, l'hostilité de Washington à la reprise des relations diplomatiques avec le Nicaragua, rompues par M. Febres Cordero; mais aussi le sort des accords conclus en toute hâte entre le gouvernement sortant et les compagnies pétrolières Esso, Shell, Texaco, British Petroleum, Occidental, entre autres, qui se sont vu octroyer 6 millions d'hectares, soit plus de 20 % du territoire national. Ces concessions, qui atteignaient 11 millions d'hectares en 1970, avaient été réduites à moins de I million par le gouvernement militaire

Un autre secteur suscite les convoitises : les zones aurifères du pays, dont celle de Nambija dans la région amazonienne, qui, à elle seule, contiendrait des réserves d'une valeur égale au montant de la dette extérieure actuelle, selon les estimations de l'Université

qu'aux cadres du secteur privé.

Ecrivain équatorien

centrale. De nombreuses entreprises étrangères souhaitent pouvoir exploiter l'or équatorien, et des accords ont déjà été signés avec quelques-unes d'entre elles. Il en va de même pour d'autres réserves minérales, telles que l'uranium dans les Andes, le titanium sur la côte Pacifique, le cobalt et le manganèse dans les fonds marins des îles Galapagos. Cet archipel, en raison de sa situation géographique stratégique, fait d'ailleurs l'objet d'une attention particulière de la part des Etats-Unis qui avaient conçu le projet de l'utiliser comme décharge de déchets nucléaires, grâce à l'existence d'énormes cavernes naturelles (ce projet fut dénoncé publiquement par des journalistes et des diplomates en

Autre source de conflit : les droits de l'Equateur à l'orbite géostationnaire sur laquelle sont piacés les satellites de communication. En 1987, le Congrès de Quito avait protesté contre l'utilisation arbitraire par les Etats-Unis du segment national de l'orbite, sans obtenir la moindre réponse. La question de

l'Institut linguistique d'été (2), elle aussi, refait surface. Son expulsion avait été décidée le 21 mai 1981 par le président Jaime Roldos, trois jours avant sa mort, dans un accident d'avion selon la version officielle (les circonsappuient ouvertement l'Institut.

Les problèmes internes ne sont pes produits agricoles.

rural, et plus particulièrement celle de la population indienne des Andes (plus de deux millions), provoque un exode massif qui entraîne l'apparition d'énormes bidonvilles (barriosmiseria) autour des grandes cités. Le chômage est aussi la cause de l'accroissement de l'émigration. A Quito, on dit de New-York qu'elle est la troisième ville équatorienne : près de quatre cent mille Equatoriens y résident. De fait, scules la capitale et Guayaquil ont une population supérieure. Au total, près d'un million d'Equatoriens vivent aux Etats-Unis, soit 10% de la population

#### La corruption et la faim

U tion, celui de la corruption administrative, mai endémique mais qui a pris, ces derniers temps, d'énormes proportions. Une illustration spectaculaire en a été donnée lors de l'achat par le gouvernement d'un avion Fokker an Pays-Bas. Une grosse surfacturation permit de distribuer de nombreux potsde-vin. De surcroft, pour payer l'une des échéances, le gouvernement puisa dans la caisse de l'Institut de sécurité sociale, dépositaire des cotisations de ses buit cent mille membres, ouvriers et employés. L'Institut est aujourd'hui virtuellement en faillite et ne peut plus fournir de prestations en matière de crédits et de soins hospitaliers. M. Boria devra donc renflouer ses caisses pour tenir ses engagements envers les dirigeants syndicaux qui ont soutenu sa candidature à 95 % lors du second tour de l'élection présidentielle.

La faim était très peu connue dans ce pays traditionnellement autosuffisant, et même exportateur de produits alimentaires : bananes, café, cacao, crevettes, etc. Or, depuis quelque temps, elle est devenue une réalité pour de nombreuses populations marginales, surtout dans les bidonville autour de Guayaquil, qui abritent cinq cent mille personnes. Les statistiques montrent que le déficit en calories atteint 25 %, celui de protéines 29 %.

La situation n'est guère plus réjouis-sante en ce qui concerne l'analphabétisme : affectant officiellement 17 % de la population de plus de dix ans en

L'Université Libre de Bruxelles ouvre en octobre 1988 une

MAITRISE EN RELATIONS INTERNATIONALES

(une année d'études)

Le programme comporte onze modules couvrant les princi-

paux aspects de la politique internationale contemporaine :

rapports Est-Ouest, Nord-Sud, questions régionales, sécurité

et désarmement, problèmes économiques et financiers, etc.

Il s'adresse aux fonctionnaires internationaux, aux sta-

giaires et fonctionnaires des affaires étrangères ainsi

Les cours sont dispensés par des chercheurs et des prati-

ciens; ils impliquent la participation active des auditeurs et

sont organisés le vendredi en fin d'après-midi et le samedi

Renseignements: M. Guy GERARDY, Section des sciences politiques Université Libre de Bruxelles - CP 135

Tél, 02/642,39-07

50, avenue F.-D.-Roosevelt, B-1050 BRUXELLES

tances de l'accident n'ont toujours pas été éclaircies, et une instruction judiciaire est encore en cours). Piusieurs fois accusé d'espionnage, l'Institut a rouvert ses portes sous la dénomination de Vision mondiale. Les organisations indiennes, ainsi que tous les milieux de gauche, alliés ou non à M. Borja, exigent l'application du décret d'expul-sion, tandis que l'ambassade des Etats-Unis à Quito et la droîte locale

moins ardus. Le principal est celui du chômage et du sous-emploi - touchant plus de 50% de la population active (3) – qui concerne aussi bien les conches urbaines, à la suite des fermetures d'usines et du ralentissement de l'industrie de la construction, que les masses paysannes victimes du manque de terre - la réforme agraire est totalement arrêtée, - de la pénurie de crédits et d'assistance technique, et de l'interminable chaîne d'intermédiaires qui contrôlent la commercialisation des

La situation dramatique du monde

TN nouveau fléau a fait son appari- 1984, il est beaucoup plus élevé aujourd'hui, en raison de la paupérisation croissante et de l'incorporation de plus en plus précoce au monde du travail des enfants de moins de quinze

ans, qui souvent accomplissent les

tâches les plus ingrates.

Le nouveau gouvernement devra aussi statuer sur la demande générale de libération des mutins qui, dans plusieurs garnisons, s'étaient soulevés contre le régime en janvier 1987, et qui avaient été condamnés à des peines ailant jusqu'à dix ans de prison ferme. Ces mutins bénéficient d'une grande sympathic populaire, car ils avaient voulu dénoncer l'autoritarisme du régime de M. Febres Cordero. Ils exigeaient notamment le respect des décisions prises par le Congrès national, qui avait décrété l'amnistie en faveur du chef de l'état-major conjoint des forces armées, le général Frank Vargas Pazzos, devenu depuis lors un important dirigeant politique lié à la gauche équatorienne. Le général Vargas avait été emprisonné pour s'être rebellé contre l'achat franduleux de l'avion Fokker. Il ne sera pas facile à M. Borja de décréter une amnistie, car d'impor-tants secteurs du bant commandement militaire sont résolument opposés à la libération des mutins.

Autre demande de libération ; celle d'une trentaine de jeunes accusés de terrorisme et de subversion. Cette demande est appuyée par divers mouvements socianx et politiques, mais elle se henrie également à l'opposition de dirigeants de l'armée et de la police. Amnesty International a d'ailleurs dénoncé (4) le recours à la torture, les exécutions sommaires, les « disparitions » et la violation de toutes les procédures légales, qui rappellent dans une certaine mesure les méthodes employées par la dictature militaire

A cette accumulation de problèmes s'ajonte désormais celui du trafic de drogue, l'Equateur étant devenu un grand producteur et un acteur de promier plan dans le domaine des stupéfiants. Un personnage influent du précédent régime, l'avocat Joffre Torbay, accusé de corruption administrative et,

selon certains journalistes, impliqu dans le trafic de la drogue, vient de se réfugier à Miami. Son extradition à été demandée par les autorités judicities

Tout en se démarquest compléte-ment du néolibéralisme antérieur, M. Borja a axé son programme sur la modération, en envisagement des « chan-gements modérés », des « changements réalisables », et en se présentant comme le « président de la paix », ilogan assez mobilisateur dans un pays où la classe moyenne, principal soutien du parti victorieux, rejette les extrémismes et où la population, dans son ensemble, réprouve la violence systématique employée par l'ancien gouver-

Aucune nationalisation n'est inscritean programme du nouveau président. mais, en contrepartie, beaucoup de milieux réclament le renforcement d'un secteur public sérieusement ébranlé per l'administration Februa Cordero. En particulier, la Corporation petrolière de l'Etat, l'Institut national d'électrification, la Sécurité sociale. l'Institut des produits de première

#### Le développement dans la liberté

M. BORJA dispose des appuis nécessaires à l'application de sa politique de développement dans la liberté : le soutien du Congrès, la sym-pathie populaire et des amitiés internationales, principalement avec les gouvernements européens. Pour constituer sa majorité parlementaire, le président z dû conclure une alliance avec la démocratie chrétienne de l'ancien président Oswaldo Hurtado, en échange d'une forte participation au gouvernement et dans les organismes de l'Etat. Les autres partis qui soutiennent M. Borja, tel le Parti communiste de l'Equateur (PCE), n'out que peu ou pas de représentation parlementaire (le PCE a deux sièges sur soixante et

La principale force d'opposition est le Parti roldosiste équatorien (du nom de l'ancien président Jaime Roldos). dont le dirigeant, M. Abdala Bucaram, âgé de trente-six ans, fut l'adversaire de M. Borja lors du second tour de l'élection présidentielle, qu'il perdit seulement par un écart de deux cent cinquante mille suffrages sur un total de trois millions. M. Bucaram est un leader populiste qui contrôle un puissant groupe parlementaire et de nombreuses municipalités, dont la plus importante du pays, celle de Guaya-quil, ville de deux milions d'habitants.

Soutenu par quelques éléments de droite, taxé de néofascisme, M. Bucaram jouit cependant d'une audience considérable parmi les plus pauvres de la côte Pacifique (notamment à Guayaquil), et il a eu des mots très durs contre la politique de Washington. Peu après son échec électoral, il se rendit à Cube et au Nicaragua, à l'invitation des deux gouvernements. Il réside aujourd'hui à Panama, dans un exil volontaire, pour se mettre à l'abri d'une éventuelle détention. Acousé de corsuption administrative, il souppointe la Gauche démocratique de vouloir le détruire politiquement

Pendant ce temps, les forces qui n'out pas renoncé à un coup d'Etat, encouragées par M. Febres Cordero, restent dans l'expectative. Leurs tentatives pour empêcher les élections se brisèrent sur la volonté populaire de trouver une issue politique à la crise et sur l'opposition des officiers et de la troupe. Les soulèvements du général Vargas et des autres officiers mutins out, en effet, contribué à créer une sorte de démocratie de facto, limitée mais fonctionnelle, au sein des forces armées où l'on débat presque ouvertement des destinées du pays.

M. Borja compte aussi sur l'appui de la majorité des intellectuels et des stes qui attendent de lui mesures favorisant le développement de la culture nationale. Les Equatoriens, et tout particulièrement les Indiens, revendiquent leur droit à la culture, et il sera difficile aujourd'hui d'ignorer les aspirations longtemps réprimées de tout un peuple.

Le nouveau départ donné à la démocratie suscite beaucoup d'espoirs. Mais, si elle ne se traduisait pas par des réalisations concrètes pour sortir le pays de la crise, la victoire Mectorale de M. Borja ne ferait que précipiter, une fois de plus, l'houre des généraux.

(1) Voir Sylvain Hercherg, « Echec d'un folibéralisme musclé en Équateur », le Monde diplomatique, EVII 1987.

(2) Voir à ce propos l'article de Sabine Hargous, «L'action de Vision mondiale en Equateur», le Monde diplomatique,

(3) Chiffres cités dans le Financial Thues, 10 mont 1988.

(4) Domier Al-AMR do 28 janvier 1987.

De 1" september na 🗭 portifs de cerat main mains will patricines of mornion. Las ralise si l'absence de la Co olidarise ne vennit en ntion victime, **depuis** 🖷 Noes. Politiques, ion A satique, ils furesat legation cités qui, sans comes, se i logement de la guerre pui Après leur restaurantes

prizcipe de la - Erios - Company the par tross fois ils fremut a lou cause de guerre, posidon

les leur permanient. nhières, tandis **que chaque (** tire comme de positaire des ampetition sportive page 1 e le pire chauvinisme.

Hitler, lors des Jane de trie stade pour ne pas este Overs. Après la guerre, le is less olympiques of his ules favoriesa le développe Des organisations published

es labuleuses chamb



## Opinion, que de chiffres on commet...

A crue n'a pas cessé avec la fin de la saison électorale. Chaque jour, les Français sont sollicités par ces son-dages : « M. X... remonte, M. X... en beisse, M. X... se maintient. » Révélation ni plus ni moins importante : au cours d'un journal télévisé de juillet, un sondage-flash a permis de prendre connaissance de l'opinion des citoyens sur une question vitale : oui ou non, la vélocipédista espagno! Delgado a-t-il ingurgité un produit interdit ? La champ de la démocratie ne cesse décidément de s'élergir (1).

La presse - tous médias confondus - est trop respectueuse de cette incontestable école de citoyenneté pour s'interroger sur son essence. Au pays des chiffres et des statistiques, un hebdomadaire n'a cependent pas craint de dinoncur l'imposture.

US News and World Report titre : « Le racket des chiffres : voici comment les sondages et les statistiques men-tent. » Sous-titre : « Jamais les statistiques n'ont autent Influencé nos vias. La seul problème est qu'alles sont sou-vent fausese — parfois délibérément (2). »

« L'abus des chiffres va presque de soi dans le sectaur en pleine expansion des sondages, écrit l'hebdomadaire. Nom-breuses sont même les firmes spécialisées qui pavaillem pour des groupes d'intérêt qui n'ont qu'un intérêt : obtenir un sondage aliant dans leur sens. » Pour parvenir à de tals résultats, un seul moyen : poser les questions qui provoquent les réponses « justes ».

D'où les manipulations en tout genre, qui prennent sou-vent l'allure d'escroqueries. Lors d'un sondage, il a été demandé à des Américains sélectionnés, et... naturellement représentatifs, s'ils veulent ou non que le « gouvernement fédéral » fasse en sorte que la population puisse obtanir des soins médicaux bon marché. Réponse : oui à 81 %. Commsondege : au lieu de « gouvernement tédéral », le question-naire parle d'« entreprise privée » I Réponse : oui aussi, à 71 % !... Autre absurdité : lors d'une enquête sur le Nicaragua, 58 % des personnes interrogées sont favorables à une

aide aux « contras » « afin d'empâcher l'extension de l'influence communiste ». Mais 62 % des sondés, tout aussi représentatifs, refusent toute aide « aux gens qui tentant de renverser le gouvernement » de Managua.

91 % des Américains sondés par Gallup sont favorables à un contrôle des ventes d'armes à feu, mais un autre sondage, financé per le lobby des armes, la National Rifle Asso-ciation, « prouve » que 61 % des Américains sont contre... Contre tout contrôle ? Non, car la question est bien sûr posée différemment : êtes-vous pour ou contre « un programme national d'enregistrement des armes qui serait financé par 20 % environ du budget actuellement consacré à la lutte contre la criminalité ? »...

Tout est à l'avenant, qu'il s'agisse des campagnes électorales, de la qualité du système scolaire, des estimations de fréquence des cancers selon les régions... Car ce qui est vrei, si l'on ose dire, des sondages, l'est des statistiques.
Apparenment, une seule donnée chiffide à valeur anantifique : « L'industrie de l'enquête gegne maintenant plus de 2 millierts de dollars par an [aux Etats-Unis] et croît de 15 % per an. 3

Lors d'un sondage effectué aux Etats-Unis, un tiere des personnes interrogées ont émis une opinion... sur une loi inexistante. Ne soyons pas jaloux des Américains : la télévision française (chaînes de service public incluses) sait magnifiquement créer de tals espaces de liberté. Est-il né, l'homme politique qui, en direct, lors d'une émis audience, dénoncera la supercherie au vu, bien sûr, de résul-tats qui lui seraient en tous points favorables ?

JACQUES DECORNOY.

Sur la vague de sondages pendant la période précédente, cf. Jacques Decornoy, « Les sondages, reflets de l'opinion ou des médias ? », le Monde diplomatique, mai 1987.
 US News and World Report, 11 juillet 1988.

ARAPHRASANT ities de observateur atteil fittent développements intérés à sons spontre internation and the que le sport en une sincus que le sport en une sincus pour être confide à sis La pointique n'a pas fait den irruption dans le sport en en en en cans l'arène obtaines de circonstances de les les les de circonstances de les les les de circonstances de les les de circonstances de les les les de circonstances de les les de le

Des 1896, elle lui était au a passari à Athenes, à Poet remers Jeus olympiquei. Comme iorsque le pro-compagner compagner ecompagner. ecompagner son competent Lous dans les dernières in caracteristes des dans les dernières in caracteristes de caracte

Moins d'un siècle plus ter der les clons feutres des les conseller deplomatique de l'Estaing, fournit de l'Estaing, breoting de se solidar lar le President Carros en les des sparifs qui daria le des Jeux de Miner ralheureux de ne pas al

# Equaten

selon certains journaliste dans le trafic de la droge réfugier à Miami Son eur demandée par les autorité juie

Tout en se démarques ment du néolibéralisme M. Borja a axé son program modération, en envisages gements moderes . des . réalisables ., et en se comme le « président de la Par. gan assez mobilisateur dans to la classe moveme, principal parti victorieux, rejette la mannes et où la population ensemble, réprouve la violent à matique employée par l'ancie pa

Aucune nationalisation s'es an blodismine on nonest bee mais, en contrepartie, bear milieux réclament le imigr d'un secreus public sérielle Chranie par l'administration le Cordero. En particulier, la Capa Cerdero. En paraconer a tapas pétrolière de l'Etat, l'Issim se d'électrafication, la Sécurit su l'Institut des produits de pro-

#### ment dans la liberté

ruption administrative, il somme Gauche démocratique de man détruire politiquement Pendant ce temps, les fores pont pas renonce à un con de encouragées par M. Febres Con restent dans l'expectative Long tives pour empecher les étant briserent sur la volonté popular trouve: une usue politique i honsur l'opposition des officies a s troupe. Les soulèvements de pe Vargas et des autres offices a cet, en effet, contribué à ciere sorte de democratie de jam le arcais fonctionnelle, au seis de la azonées où l'on debat presque un ment des destinées du pays.

М. Вола сотры ани ви Гара in majorité des intellectues es Artistes qui attendent de le: mesures favorisant le dévelope de la culture nationale. La E. mons, et tout particulièrese: Impleas, revendiquent leur dreit Guitare, et il sera difficile appai d'againer les aspirations loger réprimees de tout un peuple.

Le pauveau départ donné i his eratic tustific beaucoup d'apis Mana, en elle de se tradusan papet réalisations contrôles pour sub: pays de la chise, la victoire desse de M. Berga me ferait que price wine fues de plus. l'heure des génins

att. Var Selvan Hercher, eldet att. bera, ame muself en Egunne

. 1987 منطق عليون مستدرية عليان الم (2), Vous à de propos l'arade de la Hargery . L'action de Vision nome: Equateur », le Monde diplomen 3848 1932

(3) Coulines are due le Please le 10 200: 1933

(4) Domer Al-AMR de 25 jume 15



Du 17 septembre au 9 octobre, la Corée du Sud accueille les sportifs de cent soixante et un pays venus participer anx vingtquatrièmes olympiades. Le rêve universaliste semblerait presque réalisé si l'absence de la Corée du Nord (avec laquelle Cuba s'est solidarisé) ne venalt rappeler brutalement la division d'une sation victime, depuis quarante ans, de l'antagonisme des deux blocs. Politiques, les Jeux l'out toujours été. Dans la Grèce antique, lis furent institués pour permettre une trêve entre les cités qui, sans cesse, se combattaient. Ils étaient, déjà, un prolongement de la guerre par d'autres moyens.

Après leur restauration par Pierre de Coubertin en 1896, le principe de la « trêve olympique » a'a pas toujours prévalu puisque par trois fois ils furent aumniés — en 1916, 1940 et 1944 pour cause de guerre, précisément.

Les Jeux permettant d'exalter les grandes vertus des athlètes, tandis que chaque champion, chaque équipe, est considéré comme dépositaire des « vertes nationales » de son pays, la compétition sportive peut favoriser les régressions nationalistes et le pire chauvinisme.

6 1230° 0 ter le stade pour ne pas applaudir l'athlète noir américain Jesse Owens. Après la guerre, la très grande popularité acquise par les Jesox olympiques et les compétitions sportives internationales favorisa le développement d'une sorte de « diplomatie par le sport » (voir ci-dessous l'article de Xavier Delacroix).

Des organisations politiques out cherché à mettre à profit ces fabuleuses chambres d'écho afin d'attirer l'attention du

**AUTRES ENCHÈRES...** le sur leur canse. A Mexico, en 1968, des athlètes noirs

POLITIQUE

américains, proches des « Black Panthers », levèrent le poing, ganté de noir, sur le podium pour protester contre la discrimination raciale dans leur pays; plus tragique fut l'intervention de Palestiniens à Munich, en 1972, dans une opération de prise d'otages qui causa la mort de dix-sept Israéliens. Le sport a aussi permis, parfois, de faire pression sur des régimes iniques naguère contre la Rhodésie, et plus récomment l'Afrique du Sud, expaisée des Jeux en raison de l'apartheid dès 1970.

La formidable médiatisation des olympiades, garantie par leur retransmission télévinée planétaire, a entraîné des boulevernts considérables. Apportant la manne publicitaire, elle noie le sport sous un flot d'argent. Pierre de Coubertin avait déjà averti : « Un germe de décadence s'est glissé dans le sport antique, le même qui, si nous n'y prenons garde, ruinera nos espérances naissantes : l'argent (1). » Le mouvement est en marche. Mercantilisme et affairisme envahissent les stades (voir page 18 l'article de Jean-François Nys).

Et les intérêts sont tellement importants que de nombreux dérapages se produisent : dopage fréquent des sportifs, parfois encouragés par leurs propres fédérations ; changement des règies de jeu pour respecter les impératifs de la télévision ; et toutes sortes de tricheries (2).

Dans de telles conditions, les pays du tiers-monde, une fois de plus, restent sur la touche, ou sont conviés, au mieux, à faire de la figuration. Et ai quelques « nouvemex pays sportifs » émergent, ils restent exposés à la fuite des champions vers les pays du Nord. De nombreux Etats fournissent absi, à bon prix, de modernes gladiateurs qui, dans les stades sophistiqués des pays riches, vont jusqu'an bout d'enx-mêmes pour le plus grand plai-sir des téléspectateurs (voir page 18 l'article de Windimir Andreil).

IMNACIO RAMONET.

(1) Cité par Maurice Vidal, l'Epopée des Jeux olympiques, Messidor, (2) Cf. Jean-François Bourg, le Sport en otage, La Table Roade,

## chiffres on commet.

min a constraint a e after d'empêches l'anterest FORMAL PARTY P. Mars 62 % des sondés, tout es in the second of the second se ф долингатия з се Магадия.

The Second services of the Ser to dee various of arries of fee, mass in aim as Toward per in Miles of armos a feu, mas in alle ke toward per in Miles des armos, la Naconal Rife ke a promote a dien 5 1 % des Americans sont con-Server contention 2 Non, car is question as being THE YOUR DOUR OU CONTR. I SE Terrange Pour ou comes que Tennogeranen: des aussignen dus Andre de Christiski ? )...

de la qualità dia système scolare, de sense to the second select les regions... Car de particular des regions... Car de particular de la caractería de la c From the dire, due sondayes, l'est des select des des condages, l'est des states par les des stat

ichaires de service public indicati service public indicati indi pulled on the de tais especies de liberte. Moore to superchare by VII, ben SII, del STATE AND THE POINTS AND THE PROPERTY OF THE POINTS AND THE POINTS JACQUES DECORBOY.

Security a Lan sendagen perdam is période per les de l'opinion de l'accommandagent de l'opinion de l'accommandagent de l'accom mand World Report, 11 juillet 1988.

#### XAVIER DELACROIX \*

ARAPHRASANT Clemenceau, un observateur attentif aux récents développements intervenus sur la scène sportive internationale pourrait dire que le sport est une chose trop sérieuse pour être confiée à des sportifs. La politique n'a pas fait soudainement irruption dans le sport - et en particulier dans l'arène olympique au gré de circonstances fortuites ou

Dès 1896, elle lui était associée. Cela se passait à Athènes, à l'occasion des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne, lorsque le prince héritier Constantin descendit sur la piste pour accompagner son compatriote Spiridon Louis dans les dernières foulées de son marathon victorieux. Cette même année, le jeune journaliste Charles Maurras, parlant de ces Jeux, écrivait, visionnaire : - Cet internationalisme-là ne tuera pas les patries, mais les forti-

Moins d'un siècle plus tard, en 1980. dans les salons feutrés du palais de l'Elysée à Paris, M. Gabriel Robin, conseiller diplomatique du président Giscard d'Estaing, fournit au chef de l'Etat des arguments politiques > pour refuser de se solidariser avec le boycottage des Jeux de Moscou décidé par le président Carter : « Car en France, lui dit-il, non seulement il y avait des sportifs qui auraient été très malheureux de ne pas aller aux Jeux

olympiques, mais aussi tous ceux qui attendalent, pendant les vacances, la joie de voir les athlètes à la télévision (2). -

La décision du président Carter était totalement politique, tout comme l'était celle de la France de se rendre à Moscou en trouvant à peu de frais une occasion de marquer son indépendance à l'égard de Washington.

Aux premières heures de l'ère olympique moderne, l'intervention politique présentait la double particularité d'être inévitable et, d'une certaine manière,

Inévitable, parce que l'irruption d'un phénomène transnational ne pouvait s'affranchir des contraintes diplomatiques des Etats. Légitime, parce que les systèmes politiques - qu'ils fussent, selon les pays, démocratiques ou monarchiques - pouvaient se prévaloir d'une adhésion publique qui faisait défant à l'olympisme naissant, dépourvu de racines historiques et de nature particulièrement élitiste.

Les Jeax de 1908 furent marqués par les problèmes relatifs au statut de la Finlande et de l'Irlande qui réclamaient l'autonomie sportive à l'égard, respectivement, de la Russie et de l'Empire britannique. Le même pro-blème se posa entre la Bohême et l'Empire austro-hongrois puis, à pertir de 1922, lorsque le Japon tenta vainement d'obtenir la légitimation du Mandchoukouo en le faisant reconnaitre par le Comité international olympique (CIO).

Quoi de plus politiquement significatif que l'exclusion du CIO, en 1920, des vaincus de la première guerre mondiale : Allemagne, Autriche, Hongrie, Buigarie et Turquie ?

Quand la raison d'Etat ne connaît point de trêve

L'originalité du phénomène olympique, ce transnationalisme avant eure, n'a jamais pris en défaut les Btats. Il les a simplement contraints à ne pas négliger un phénomène qui menaçait leurs prérogatives.

Le renforcement de l'influence de l'Etat sur la société tout au long du vinguème siècle s'effectue selon un schéma qui présente des analogies avec la « diffusion » du sport dans le corps social. Le sport découvrira qu'il ne peut se passer de l'Etat (ne serait-ce que sur un plan financier et logistique) et que celui-ci ne pourra faire autrement qu'intégrer les contingences politiques inhérentes à une pratique dont il ne peut ni ne veut s'abstraire.

Dès lors qu'un régime intervient dans tous les domaines de la vie d'une nation, il utilise délibérément le sport à des fins politiques, à l'instar de l'Allozie avec les Jeux de Berlin en 1936. Funk, un assistant de Goebbels, déclarait : « Les Jeux sont une occasion de propagande qui n'a jamais connu d'équivalent dans l'histoire du monde (3). »

C'est une véritable révolution copernicienne que subissent les Jeux : de manifestation périphérique aux joutes politiques, ils en deviennent un enjeu spécifique. Ce volontarisme se voit de surcroft servi par un nouvel instrument qui assumera plus tard un rôle fondantal dans la popularisation des JO: la télévision. A Berlin, on l'ignore souvent, les Jeux furent la première grande manifestation de l'Histoire à bénéficier d'une couverture télévisée seize journées d'émission en direct, deux cent mille téléspectateurs regardant tout ou partie des cent trente-huit

heures de programmes (4). Longtemps placé au sommet de la pyramide sociale, ne possédant pas de ens traditionnels avec elle, le sport commence à « descendre » dans la société civile et à en imprégner toutes les composantes. C'est à partir de ce moment que les manifestations sportives internationales peuvent réellement devenir un levier politique, que ce soit sur le plan intériour ou sur la scène internationale.

L'apparition de l'Union soviétique aux Jeux d'Helsinki en 1952 est symbolique de la place qu'occupe désormais le rendez-vous olympique parmi les « signaux » politiques qu'un Etat peut envoyer aux autres acteurs internatio-

#### «CEPENDANT, il n'y a ni Est ni Ouest

Ni frontière ni race ni naissance Quand deux hommes forts s'affrontent Quoiqu'ils viennent des deux bouts de la terre » : le lyrisme de Rudyard Kipling n'a que peu de rapports avec la réalité. Celle-ci a des accents plus pragmatiques. Dans une déclaration, le ministre des affaires étrangères du Nigéria, M. Henry Adefope, disait en 1978 : « La philosophie qui veut que sport et politique ne se mélangent pas est spécieuse et hypocrite. Les exploits sportifs sont aujourd'hui utilisés comme étalon de la grandeur d'un

pays (5). » On no peut être plus net, La démocratisation de la pratique et du spectacle sportifs et leur insertion dans les mœurs sociales ont transformé le concubinage sport-politique en mariage de raison. Les noces ont été célébrées d'autant plus facilement que le spectacle sportif, fait d'affrontements, suscite immanquablement une traduction sur le terrain de la fierté nationale où le renoncement n'est pas

L'utilisation politique du sport et de sa manifestation la plus prestigieuse, les Jeux olympiques, si elle est devenue patente, sert des objectifs dont la diversité est à elle seule, un gage d'efficacité et de subtilité de l'instrument.

Elle devient propagande lorsque, par exemple, M. Erich Honecker - qui deviendra secrétaire général du parti communiste de la RDA - déclare on 1948 : « Le sport n'est pas un but en sol; il est un moyen d'atteindre d'autres buts (6), » Dans les compétitions internationales, les athlètes représentent leur pays et non euxmêmes, et l'écart est très faible entre une victoire et l'idéologie qui la récupé-

(Lire la suite page 20.)

(1) Cité in le Monde, 30 janvier 1980. (2) Gabriel Robin, in la Politique exté-eure de Valéry Giscard d'Estaing, colloque de la Fondation nationale des sciences politiques, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1985, 213 pages.

(3) Cité par Andrew Strenk, The Thrill of ory and the Agony of Defeat, Orbis, 1978. (4) Voir Monique Berlioux, l'Audioviruel et le Sport, colloque « Jeunesse et sport », juin 1982, lycée climatique et sportif de Font-

(5) Daily Times, 27 juillet 1978. (6) Cité par Andrew Strenk, - What Price ory ? . Annals of the American Academy of Political and Social Science, septembre 1979

2 GRANDE MÈLEE DES JEUX OLYMPIQUES

#### LA TENTATION DES MÉDIAS ET LES

## Foire aux médailles,

Par JEAN-FRANCOIS NYS \* ANS un monde en crise, le sport échappe aux taux de croissance réduits. Par son dynamisme, ce secteur attire les entreprises les plus actives, qui cherchent à rentabiliser leur production en offrant sur ce qui n'est pour elles qu'un marché, des articles, des équipements, des spectacles et des ser-

vices divers... Mais un tel intérêt n'est pas l'apanage des fabricants de raquettes, de skis ou de survêtements; de nombreuses firmes venient associer leur nom à une compétition, un club ou un athlète (1). Langage universel et spectacle ignorant les barrières linguisti-ques ou les frontières politiques, le sport devient alors un enjeu pour les sociétés multinationales. Il n'est plus aujourd'hui le terrain d'affronte

\* Maître de conférences à l'université de Limeges, Centre de droit et d'économie du

des seuls athlètes; il est ouvert aux entreprises, aux capitaux, aux Etats... Parmi ces acteurs, il en est un dont le rôle est devenu fort important : la télévision (2). Par son intermédiaire, le champ du sport s'élargit.

Les droits de diffusion versés par la télévision et le parrainage publicitaire (le « sponsorisme ») affluent. Ainsi, l'argent, le sport et la télévision sont-ils devents indissociables.

« Sans la télévision, il est pratiquement impossible de réaliser de grandes manifestations sportives. C'est d'ail-leurs là une évolution qui gagne également le sport de masse, déclarait déjà en 1984 le président du Comité olympique allemand. Malheur à nous si la télévision ne voulait plus retransmettre les Jeux olympiques ou d'autres manifestations sportives spectacu-laires (3). - Ce danger n'est pas imminent ; et l'on constate, au contraire, que les grands événements sportifs réalisent des scores d'audience qui les situent en tête des classements (4). Le sport intéresse au plus haut degré la télévision. Elle lui consacre en moyenne 10 % du

temps d'antenne (voir le tableau ci-dessous). Et il existe même des chaînes thématiques vouées aux seules compétitions sportives ; ESPN aux Etata-Unis, Toronto Sport Network an Canada, Screensport en Grande-Bretagne et TV Sport en France; d'autres sont en projet, comme Eurosport (Union européenne de radio-télévision).

De l'intérêt accordé à tel ou tel sport par les téléspectateurs dépend le mon-tant des droits de retransmission. Les plus élevés concernent les Jeux olympiques : 11,8 millions de dollars pour les Jeux d'été de Munich (1972), 403 millions (5) pour Séoul; 6,4 millions pour les Jeux d'hiver de Sapporo (1972), 309 millions pour ceux de Calgary l'hiver dernier. Le contrat signé avec in

chaîne américaine CBS pour la retransmission des Jeux d'Albertville l'a été sur la base de 243 millions de dollars.

Les exemples à l'échelle nationale française sont tout aussi significatifs; la fédération de football, qui percevait 1 million de francs en 1977-1978, en a reçu 200 millions pour la saison 1987-1988. Les organisateurs du tournoi de tennis de Roland-Garros ont encaissé 10,2 millions de francs en 1986 et 27,5 millions en 1988. En mai dernier, le football a échappé aux chaînes publiques en Allemagne et en Grande-Bretagne : les droits de retransmission ayant été acquis par des chaînes pri-vées à faible audience, qui les ont payés deux fois plus chers que les chaînes

### Tout un monde dépendant de la télévision

CETTE inflation des droits de télévi-sion se mesure dans les budgets des organisateurs de spectacles sportifs. Ils représentaient 77 % des recettes des Jeux d'hiver de Calgary, 46 % de celles des Jeux d'été de Los Angeles (1984), 40 % de celles du Rallye Paris-Dakar 1988, 35 % de la Coupe du monde de football de 1986. etc. (7).

Oul, - malheur [aux organisateurs] si la télévision ne voulait plus retransmettre les manifestations sportives »; de tels chiffres expliquent les craintes des dirigeants des organisations sportives - et le poids de la télévision s'accroît encore si l'on considère que sa présence attire les annonceurs, les

La seule présence de la télévision valorise l'événement et rassure les annonceurs. Certes, les olympiades n'ont pas besoin de cette onction pour être reconnues. Mais, depuis les Jeux de Tokyo en 1964 et le recours aux satellites pour une transmission plané-taire, ils sont devenus le seul événement mondial capable de mobiliser pendant quinze jours des centaines de à cet événement, y associer son nom, n'est pas seulement le rêve de tout athlète, mais devient celui de nombrenses entreprises. Elles sont prêtes à dépenser des sommes colossales pour

(1) Cf. Wladimir Andreff et Jean-François Nys, Economie du sport, « Que mis-je? », w 2294, PUF, Paris, 1986, et « Un nouveau secteur économique : le sport», Problèmes politiques et sociaux, n 581, 1 « avril 1988, La Documentation française, Paris. (2) Cf. Wladimir Andreff et Jean-François Nys, avec la collaboration de Jean-François Bourg, « Le sport et la télévision, relations économiques : plaralité d'intérêts et sources d'ambiguités », Droit et économie de sport, n° 7, Dalloz, Paris, 1987. Pour une étude des relations du sport avec les autres médies, lire aº 7. Dalloz, Paris, J987. Pour une étude des relations du sport avec les autres médias, lire E. Seidler, le Sport es la Presse, A. Colin, Paris, 1964. Pour les Etats-Unis: C.-J. Bertrand, « Sports et médias aux Etats-Unis », le « Le nouvel âge du sport », Esprit, numéro spécial, avril 1987; Gruendorfer, « Sport and the Mass Media: General Overview », Arena Review, s. 24, 1983.

Review, nº 2, 1983.

(3) W. Duame, président du Comité national olympique allemand, communication su symposium international « Sport-Média olympique », Lansanne, 23-26 novembre 1984.

(4) En 1986, le match du Mundial de football France-RFA obtensit avec 50 points Andimat le quatrième score de l'année, toutes femissions confondues. Au cours de cette compétition, les rencourses de l'équipe de France dépassent 40 points et en font les émissions sportives les plus regardées de l'année. En 1987, en l'absence de crance et manifertations en l'absence de crance et manifertations. 1987, en l'abience de grandes mamionaires, les soures ont été plus faibles.

être parmi les parrains, les sponsors officiels des Jeux.

Mais, compte tenu de coût et du caractère de l'événement, seul un petit nombre de firmes - multinationales peut participer à ce marché. L'affrontement est rude. « L'exemple classique nous est fourni par le différend entre Fuji et Kodak à Los Angeles [en 1984]. En s'associant aux Jeux, Fuji a augmenté sa part de marché de 8 %, forçant ainsi Kodak à consacrer des sommes importantes à la publicité télévisée aux Etats-unis (8). » Pour Séoul, Kodak l'a emporté et a bâti ses campagnes publicitaires autour du slogan . Le défi olympique ».

Les Jeux olympiques ne sont pas le seul terrain d'affrontement pour les multinationales. Ainsi, an dernier Open de tennis de Paris, à Roland-Garros, la marque Pepsi (un soda mis en bouteille, en France, par Perrier), après de longues enchères, l'a amporté sur Coca-Cola... De telles concurrences se traduisent par une inflation des dépenses de parrainage publicitaire.

Les annonceurs fournissent de ce fait une part importante des recettes aux

(5) Ils se décomposent aims : NBC (Etats-Unis), 300 millions de dollars ; NHK (Japon), 52 ; Eurovision, 28 ; Nessork 10 (Anstralie), 7,5 ; OII (Amérique latine), 3 ; APBU (Asie), 1,5 ; Asis TV (Hongkong), 1.

APBU (Asie), 1,5; Asia TV (Hongkong), 1.

(6) En Allemagne de l'Ouest, RTL-Pius, man de de de distributeur de filme UFA, hei-même contrôlé par le groupe Bertelsmann, a acquis les droits sur les matches de la Bundesliga pour 13,5 millions de marks, contre 7 efferts par les chaînes publiques ARD et ZDF. En Grande-Bretagne, c'est British Satellite Broadcasting (BSB) qui, pour ses 400 000 abonés, a versé 9 millions de livres et a reffé le droit de retransmettre le champions, raflé le droit de retransmettre le champion-nat à la BBC, qui compte 5 millions de télé-

(7) Cf. Jean-François Bourg, le Sport est céage, La Table ronde, Paris, 1988, p. 117. (8) W.P. Breen, président de ISL-Marketing USA, déclaration à l'atalier de télévision du CIO, Lausanne, 15 et 16 avril 1987. La firme ISL, filiale d'Adidas et de Dentsu (première firme de publicité japo-naise), est l'agent du CIO et de nombreux, comitée als moissages partiers y Elle est comités olympiques nationaux. Elle est concurrencée par International Management Group (IMG), le groupe de Mark McCor-mark our ebre les droits de plusieurs commétitions et la carrière de nombreux ch (Prost, Wilander, Navratilova, etc.).

Service Services

B . 5

f.

	1980 1984	Nitre d'heures de diffraise	on % des textentem 7,6 8,3	Las doux disciplians principalus	
FRANCE (TF1, A 2, FR3)		940		{ Termis   Football	(32 %) (13 %)
GRANDE-BRETAGNE	1980-81	1 953	12	{Snoocker(*)	(19 %)
(BBC-ITV)	1984-85	2 439	12	Cricket	(16 %)
ITALIE	1980	1 170	12,7	Football	(32 %)
(RAI 1, 2 et 3)	1984	1 633	12,7	Tennis	(13 %)
(Canale 5, lt. 1)	1984	688	5,2	Basket-ball Volley-ball	(54 %) (25 %)
PAYS-BAS	1980	414	9,1	Cyclisms	(24 %)
(Ned 1 et 2)	1984	624	11,4	Football	(22 %)
ALLEMAGNE DE L'OUEST	1980	580	8,4°	Teanis	(30 %)
(ARD, ZDF)	1984	827	11,1	Football	(24 %)

LE SPORT AU PROGRAMME DES TÉLÉVISIONS EUROPÉENNES

Source : Aldenhoff et Garmers, «Sport on Television and Sport Sponsorship», Informart, 1987, repris in Bulletin d'information sportive, nº 3, 1987, Clearing House, Conseil de

PAR

#### UN MODÈLE DÉVOYÉ DANS LE

## L'émergence de « nouveaux pays

WLADIMIR ANDREFF \* EUX olympiques à Sécul en 1988, Coupe du monde de football à Mexico en 1986 : les pays en voie de développement combleraient-ils sur les terrains de sport le fossé qui les sépare des pays industriels ? Rien n'est moins sûr. Derrière la vitrine spectaculaire de ces grandes cérémonies ponctuelle délocalisées, le sport dans le tiers-monde reste sous-développé, comme l'économie. L'industrie et l'affairisme qui l'accompagnent sont contrôlés par le Nord. Même si l'émergence de quelques € nouveaux pays sportifs » rappella celle des nouveaux pays

Signe révélateur : le faible nombre de pratiquant recensés. Au Maroc, par exemple, on comptait en 1980. 1 licencié sportif pour 250 habitants, soit 0,4 % de la population faisant du sport de façon organisée. Par comparaison, en France, en 1985, on en dénombrait 1 pour 4,5 habitants, soit 22 % de la population totale. Si l'on tient compte des nonenciés, 3 Français sur 4 pratiquent au moins une activité sportive (1).

Encore la situation du Maroc paraît-elle enviable vue des pays de l'Afrique subsaharienne, où le sport est durement frappé par la crise économique : les finances des fédérations sportives s'amenuisent au point qu'elles doivent renoncer à participer aux comns internationales. Ainsi l'Ethiopie, la Tanzanie ou le Congo ont disparu des rencontres de football de haut niveau. Et comment pratiquer un sport quand on est victime de la malnutrition ou de la

De surcroît, la pratique sportive est handicapée par son coût, par le manque de cadres et le rareté

Au Maroc, où l'accès au football est quesiment gratuit, ce sport ressemble 20 000 licenciés, un quart des sportifs recensés. Mais il en coûte 4 000 dirhams (3 000 F environ) per an pour pratiquer le tennis et 11 000 dirhams (8 000 F environ) pour faire de l'équitation (2) ; rien d'étonnant, des lors, qu'il y ait peu de joueurs de tennis ou de cavaliers de haut niveau. De manière plus générale, la pauvreté des populations subsahariennes et les restrictions financières pesant sur les fédérations sportives rendent le coût d'accès à la pratique rédhibi-

Beaucoup de pays manquent, par ailleurs, de cette main-d'œuvre qualifiée que sont les cadres et les entraîneurs sportifs. On les « importe » : le Nigéris a recruté cette année un entraîneur ouest-allemand pour l'équipe nationale de football ; auparavant, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, l'Ethiopie,

Madagascar et le Maroc avaient fait de même. Il est \* Professeur à l'université Grenoble-II; président du cil scientifique de l'Observatoire national de l'éconovrai que la RFA dépêche depuis un quart de siècle, à ses frais, des missions d'assistance sportive en Afrique et que la Fédération internationale de football (FIFA) organise, avec le concours financier d'une grande firme américaine de boissons non alcoolias, des stages dans le tiers-monde. Mais la pénurie de cadres demeure. Même l'Algérie admet, par la voix de son ministre des sports, avoir € fait appel à des experts étrangers en vue d'améliorer à terme le niveau d'encadrement et de permettre à nos nationeux de meitriser les derniers acquis scientifiques (3) ».

#### Sous-équipement, « exode des muscles »

O UANT aux équipements, l'Algérie, qui pourtant a fait un effort important d'inves depuis l'indépendance, ne dispose que de huit stades à pelouse synthétique, six pistes synthéti-ques d'athlétisme et sept piscines de compétition. Le Maroc n'a pu construire que deux grands stades de football, à Rabat et à Casabianca; dix autres sont inscrits dans le plan quinquennal 1988-1992, Au Cameroun, où le football évolue vers le profee sionnalisme, les clubs sont dépouvus de terrains d'entraînement et de salles de musculation. Une fois l'équipement sportif réalisé, il faut en assurer l'entretien et la maintenance. Le stade omnisporte de Ysoundé date de 1971 : le revêtement de la piste d'athlétisme n'y est plus qu'un souvenir et les vestiaires restent sans eau et sans livgière en saison

Dans de telles conditions, on comprend que certains pays fassent appel aux techniques étra Le Koweit a fait construire quatre stades de 30 000 places par des firmes allemandes, dot piecines olympiques livrées « plongeoir en main » par des entreprises américaines, et même une patinoire pour la pratique du hockey sur glace ! C'est que dépendance et mimétisme technologiques sa retrouvent aussi dans le sport : des épreuves de hockey sur glace opposent ainsi les équipes de Kowelt et de Dubai, qui a aussi sa patinoire.

Le complexe sportif de Kasarani (Kanya), achevé l'an demier, a été construit avec l'aide de la Chine populaire. Quant à la Syrie, accueillant les Jeux méditerranéens en 1987, elle a dépensé près de 500 millions de dollars pour la construction des stades et l'aménagement de leur environnement : une partie de la facture fut réglée par les pays du Golfe, une partie des installations fournie par des firmes imponei

Le sous-développement de le pratique, de l'encadrement et des équipements a deux conséquences : l'a exode des muscles » et de faibles performances dans les compétitions mondiales. « Le fossé entre pays développés et pays sous-développés est evenu tel que ces demiers ant perdu tout espoir d'arriver au niveau des premiers », écrivent deux chercheurs maroceine (4). Aux JO de 1984, les athlètes des pays en voie de développement ont remporté 62 médailles, soit 9 % des 687 distri-buées (contre 174 aux Etata-Unis). Au cours des treize Coupes du monde de football, de 1930 à 1986, ces pays ont représenté 58 % des participants, mais soulement 35 % des finalistes. A telle ione que vinut-quatre pays africains ont renonci à participer au Mondiale de 1990, de même que quatre pays d'Amérique latine : la Barbade, Grenade, Haiti et Suriname. L'orgueil national ne pervient plus à compenser la quasi-certitude de défaite. le coût d'un éventuel forfait (sanctionné par une amende de 50 000 F) et la saignée financière que représentent la mobilisation et la préparation des joueurs. « Faire revenir les joueurs sérégalais de France coûte cher », confie le président de la Fédération sénégalaise de football. C'est en effet aux clube de l'ancienne métropole qu'ils ont vendu leurs

L'« exode des muscles » est au sport des pays du Sud ce qu'est l'« exode des cerveeux » à leur économie ou à leur recherche. Sur les 174 joueurs qui ont participé à la Coupe d'Afrique de football, qui s'est déroulée en mars dernier au Maroc. 48 sont professionnels en Europe. Même l'Amérique latine, crise et ment aidant, ne parvient plus à empêcher la fuite de ses footballeurs : plus de la moitié des joueurs composant l'équipe argentine, chempionne du monde en 1986, portent les maillots de clube européens pour le reste de leur cerrière. Les pays du Sud constituent un vivier pour les aports européene et américains, surtout le football, le basket et isme. Avec deux tendances récentes : on

saharienne, car les Maghrébins et les latinoaméricains deviennent trop chars tandis que la tiersmonde cherche à retenir ses athlètes, soit en créant des compétitions professionnelles, soit en tantant de s'opposer financièrement aux clubs européens. Sans grand succès.

La situation s'est tellement aggravée en Afrique que des voix s'élèvent pour demander qu'une aide soit accordée à certains pays afin qu'ils puissent se préparer et participer aux compétitions mondiales, sur le modèle de la solidarité existent déjà pour la participation aux Jeux olympiques. Peut-être faudrait-il aller plus loin ? Vers une sorte de plan Marshall en faveur du sport dans les pays les plus pauvres. Et envisager la formation à grande échelle de cadres. l'aide à l'équipement, et l'appui à la propagation de la pratique sportive, ce qui à son tour exige un effort plus global pour réduire la mainutrition, développer les transports vers les sites sportifs, etc. En un mot, une aide accrue au développe-

A défaut de pouvoir mettre le sport à la portée de tous, certains gouvernements du tiers-monde propo-

P. Irlinger, les Pratiques sportives des Français boratoire de sociologie, INSEP, Paris, décembre 1987.

(2) A. Ezziani, M. Kaach, Essat sur la problématique du sport dans un pays en vole de développement : le cas du Maroc ; l'exemple du football, du tennis et de l'éguita-tion, thèse de troisième cycle, Grenoble, 2 jain 1984.

(3) Déclaration à l'Equipe, 8 décembre 1986. (4) Qf. A. Ezziani et M. Kaach, op. cit.

#### Un club très fermé : le CIO

REMIÈRE entreprise médiatique mondiale, les Jeux olympiques sont la propriété exclusive du Comité international olympique, le CIO, une association sans but lucratif fondée par le baron Pierre de Coubertin et siégeant à Lausanne. A ce titre, le Comité négocie et perçoit les droits de télévision et d'utilisation de l'image olympique : un pactole de 700 millions de dollars pour les Jeux de Séoul qui permet, entre autres, de traiter somptueusement les quatre-vingt-onze membres qui composent ce club très fermé. En effet, tous sont cooptés, selon de subtiles critères où l'êge avancé, la fortune solidement assine et la notabilité, si possible titrée, pésent devantage que la compétence sportive. « Une mafia de marquis, de comtes, de milliardaires et de Blancs », selon la formule un peu forcée de M. Fidel Castro. On y compte qualques représentants du tiers-monde et des pays socialistes ; la première femme y a été se en 1981 et le dernier coopté est un homme encore joune : le prince Albert de Monaco

Un président élu pour dix ans, assisté de trois vice-présidents, d'un comité exécutif de neuf membres et de comités spécialisés, dirige l'organisation. Après l'interminable mendat — vingt ans — de l'Américain Avery Brundage et calui, écourté, de l'Irlandais Lord Kitlanin, c'est l'Espagnol Juan Antonio Samarench qui, depuis 1982, assure la présidence du CIO. Issu d'une grande famille bourgeoise, fortune immobilière et boursière, ancien dirigeant de la Fédération espagnole de patins à roulettes, il est considéré comme l'homme de la modernisation et de l'ouverture, politique mais aussi financière. C'est la ville de Barcelone, dont il est originaire, qui a été opportunément choisie pour les futures olympiades de 1992. Il est vrai que le candidature était également soutenue per une multinationale du sport, la firme allemande. Adidas, dont une des filiales a décroché le contrat d'agent commercial du CiO, chargé de mercialiser le logo olympique.

# médaille

dellar.

instifs:

processie 1987-1987-1987-1987-1987-1987-1988-

de Germie

etre parmi les parmin les officiels des Jenz.

Mais, compte tenu de bia se caractère de l'événement su le combre de firmes - maintain peut participer à ce marché le caractère de l'événement su le combre de firmes - maintaine peut participer à ce marché le caractère est rude. L'exemple du fourni par le disposé fu ji et Kodak à Los Aspia et Rodak à Los Aspia que gaugmenté sa part de marché le forçant atrisi Kodak à consont selévisee aux Etats-unit le plus Sécul, Kodak l'a emursi le plus Sécul, Kodak l'a emursi le plus Sécul, Kodak l'a emursi le plus se caractèrise de le plus selévisee aux Etats-unit le plus selévisee aux Etats-unit le plus Sécul, Kodak l'a emursi le plus selévisee aux Etats-unit le p sommes importante a la pac sélévisee dux Elas-unis [8], l Kodak l'a emporé a co selevisee aux rimmun (6), 1. Seoul, Kodak I'a emponé a ik. campagnes publicitaire and a same Le defi olympique

Les Jeux olympique.

Les Jeux olympiques ne sur a seul terrain d'affrontment par multinationales. Ainsi, au drant de tennis de Paris, à Rolandon Persi (un soda min si marque Pepsi (un soda ma a) reille, en France, par Penirl, ma longues enchères, l'a emporè mi De telles concurrant Cola... De telles concurrente. duisent par une inflaton de le de parrainage publicitaire.

Les annonceurs fournisses (4) une part importante des non-

(5) Its se décomposent ainsi Nr 6.
Unis), 300 millions de dolars le (Japon), 42. Eurovison, 23: None
(Australie), 75. OTI (Antique les APBL (Asic), 1.5; Asia TV (Asic), 1.5; Asi (6) Es Allemagne de l'Ones, fila faisace du Castribuscur de films UFA le filiate du distributeur de films Urable controllé par le groupe Bruthauteur de films Urable controllé par le groupe Bruthauteur les draits du les matches de la let pour 13,6 millions de maris, comi le par les chaines publiques ARD qui les chaines publiques ARD qui les Grande-Bretagne. C'est Britais Broadcasting (BSB) qui per 400 000 abritante, a verdé 9 million de raife le droit de retransment à cat a 13 BBC, qui compte 5 million de apponintent. Special surp

Con-François Boung & Ser. ta, W.P. Breen, president &E. Marketing USA, declaration | Inc. State and the CIO. Laurence 15 che 1957 La Surve ISL, filme d'Atte Denial premiere firme de pales, 23.1c . era lagent du ClO et de me Comiles -igmpiques nationate Be Grace Timbes par Internances Marie Grace IMG, le groupe de Marie TANK SAN SANT LES CITAIS de plusientes LACA et la carmere de pombrem se Print, Wilander, Navration, etc.)

ODÈLE DÉVOYÉ DANSE

antimismon car les Maghrebins et le E : Authorities Sevenment trop there tands gulff Charge a retend ses athletes, sot as See Sefficients professionnelles, sot et El the eforces franchirement aux dubt and Same grand success.

wrugten s est tellement aggrave ## gut dan voor s die ent pour demander giet want accordes à contains pays aim qu'is pour préparter et participer que compénion més pur le modere de la solidante évalue del P personation are seus olympiques. Per Countrelled after Dies Cir Vers une son a: Marahad ar faveur du sport dans les pre si partered. Et er e 53 gar 13 formation à gant de de sedime l'aide à l'équipement, et laputifi MERCH ON A STALLAND SPORTING OF OUT !! sample un effort paus global pour lédure à de the developper as transports vers in selftite, etc. En un mot, une aide scone su delle HEAVE THUS COUPS.

A défeut de pouroir mettre le sport à la par tions, cortains SC, vertements du herangel

... (1) P. Irlanger, les Presiques spormes de las Ampubeurs de naciones, INSEP, Para desmark (2) A Erman, V kanch, Eine je k police de more dans un pos sen une de develope bilinge. Le reservice de Justical, du tente e à le seus de la Justical, du tente e à le seus de la Justical, du tente e à le seus de la Justical du tente e à le seus de la Justical de la Justica de la Justical de la

(3) Dictaration à l'Equipe, 8 décembre 1988 (4) Q' A Empired M Katch of ol

fermé : le CIO

de dollars pour les seus posses. Les seus composes de dollars pour les seus composes. Les seus et les seus composes de la forme seus de les seus des seus de les s indica la formate un peu force de M. Frid La la facta de la formate un peu force de M. Frid La facta de la formate un peu force de M. Frid La facta de la formate un peu force de M. Frid La facta de la formate de The same pays socialists is premi Montes seute , le prince Albert de Moneco. Tank was presents, d'un comme excell de the special programment of the country of the second of th parties portous mais aussi financies olympis The Control of the grande famile bourges Propagate choses pour les futures olympe.

Secondantes par une multirationale du SOL del la consent d'agent commercial du CO, del la consent d'agent commercial de CO.

#### CONVOITISES DES ANNONCEURS

A GRANDE MÉLEE DES JEUX OLYMPIQUES

## foire aux affaires

organisateurs: 38 % pour les Jeux de Los Angeles, 31 % pour le Mundial de football de 1986... et 60 % pour le Rallye Paris-Dakar 1988. Le poids conjugué de la télévision et des sponsors devient prépondérant. Il représentait 90 % des recettes des Jeux de Calgary et 84 % de celles de Los Angeles (9).

Cependant, il y a une différence importante entre le sponsorisme dans le cadre des Jeux olympiques et celui des autres manifestations. Les enceintes olympiques, chacun l'aura remarqué, sont vides de panneaux publicitaires et les maillots des athlètes sont vierges de publicité. Les firmes marraines valorisent leur investissement en ayant le droit de se proclamer « fournisseur exclusif » des Jeux et en utilisant sur l'emballage des produits qu'elles fabriquent les cinq anneaux olympiques.

placent sur les stades des panneaux et ils attendent que la caméra, au hasard de la retransmission de la compétition, s'arrêtent sur leurs logos. Aussi, les emplacements où le jeu se ralentit sont les plus recherchés (derrière les buts ou les points de corner au football) ; on est proche alors de la publicité clandestine (10), et la télévision devient le « faire-valoir » des sponsors,

#### La toute-puissance de l'homme à la veste orange

E système télévisuel américain Le échappe, en partie, à cet inconvénient. Les chaînes commerciales ont été plus attentives que les télévisions publiques à cette manne qui leur échappait. Elles achètent d'abord les droits de retransmission d'un événement et elles cherchent ensuite des usors ou des annonceurs. Le coût de la publicité varie en fonction de l'évépement (11). « Les publicitaires achètent, durant les émissions, du temps d'antenne que les radiodiffuseurs réservent à cet effet. Aussi hérétique que cela puisse paraître pour les radiodiffuseurs de la communauté internationale, nous acceptons un certain nombre d'interruptions commerciales qui suspendent l'action sur le terrain. Bien que ces interruptions ulcèrent les joueurs et les speciateurs, c'est grâce aux recettes que nous en retirons que nous pouvons payer aux détenteurs des droits la retransmission de la manifestation. - Cette remarque du vice-président de CBS Sport (12) met en évidence le prix que le sport doit payer pour accéder à la télévision.

Tout le monde, aux Etats-Unis, connaît l'homme à la veste orange. Depuis 1976, c'est lui qui, sur les terrains de football américain, indique aux arbitres qu'il faut arrêter le jeu pour permettre le passage des annonces

Dans les autres cas, les annonceurs

publicitaires. On cite des cas où son intervention répréhensible a faussé la rencontre (13). Les matches de football américain connaissent un grand succès à la télévision, et les finales du Super Bowl figurent parmi les meilleures audiences. Il n'est pas étonnant alors que la publicité occupe plus de

20 % du temps total de l'émission Les sports dont les arrêts de jeu sont naturellement fréquents (base-ball, hockey, basket...), même si leur durée est déterminée par le réalisateur et non par les conditions de jeu, s'adaptent relativement bien à ce système. Cela est d'autant plus facile que le spectateur américain préfère les phases de jeu courtes et très intenses. On comprend pourquoi l'autre football, celui que l'on joue partout dans le reste du monde, ne plaît pas aux Etats-Unis. Après l'échec de son acclimatation américaine durant les années 70, il se

développe actuellement en salle et n'a plus rien à voir avec le football qui se pratique, par exemple, en Europe. Ce qui n'a pas empêché la Fédération internationale de football de confier aux Etats-Unis l'organisation des champlognats du monde de feotball de 1994 (lire ci-dessous l'article de Wiadimir Andreff).

Les exigences de la télévision concernent également l'heure des compétitions. Ce point est particulièrement débattu aux États-Unis, le pays étant divisé en trois fuscaux horaires. Pour capitaliser le plus grand nombre des téléspectateurs, les rencontres de la côte Est se déroulent le soir, et en fin d'après-midi sur la côte Ouest (14). Lors des récents Jeux olympiques de Calgary, la chaîne ABC a refusé que le saut à ski soit programmé le matin, moment pourtant le plus favorable pour les sportifs car le shinook, vent riolent des montagnes Rocheuses, est alors très falbic.

A Séoul, cent dix-neuf des deux cent trente-sept finales se dérouleront entre 9 heures et 14 heures, heure locale, afin d'être diffusées en direct aux États-Unis entre 19 heures et 23 heures. A Barcelone, lieu des proohains Jeux d'été en 1992, en est prêt à accepter la priorité des réseaux américains en multipliant les épreuves au moment du prime time (19 heures-21 heures), lorsqu'il fera déjà nuit à Thuars européenne... Or on sait que

l'organisme réagit différemment selon l'heure. Plusieurs mois avant les Jeux, les athlètes intègrent les décalages horaires et l'heure exacte à laquelle se dérouleront les compétitions dans leur nmeramme d'entraînement. C'est un autre tribut à acquitter à la décase télérision pour obtenir l'or des médailles...

Les calendriers sont eux aussi établis en fonction de la télévision ainsi que la durée des rencontres (le tie-break au tennis a été inventé pour que les parties durent moins et s'intègrent dans les grilles horaires des télévisions).

Mais la véritable dénaturation du sport se produit lorsque la télévision contribue au développement d'épreuves factices, d'exhibitions bien rémunérées, où la logique sportive l'ellace devent la logique commerciale. Les médias sont alors créateurs d'épreuves. Le sport devient simple spectacle et la recherche de l'exploit la scule règle. Des tentatives pour battre des records sont organisées (15).

(9) Pour la Coupe du monde de football, l'ensemble des droits de télévision des sponsors est passé de 47,6 % en 1974 à 55,5 % en 1978, 54,4 % on 1982 et 65,4 % on 1986. Le cons est identique pour les championnats du monde de formule 1 automobile, le tennis et la plupart des coupes du monde.

(10) Il arrive que certaines phases de jeu ne résultent pas des seules règles tactiques ; ainsi certains joueurs relacent leur chaussure pour attirer la caméra ou se « blessent » à proximité de panneaux particulièrement absérie.

L'athlète doit être prêt au jour J et à l'heure H. La médecine, le dopage, les gourous, envahissent le stade, qui, si les dirigeants n'y prennent garde, peut alors devenir cirque...

Enfin, les Jeux pratiquent une formi-dable ponction sur le budget publici-taire des firmes. Aux Etats-Unis, ce sont « près de 900 millions de dollars qui seront drainés hors du marché du sport pour les 15- Jeux d'hiver et les 23º Jeux d'été. En nous fondant sur l'expérience passée, nous pouvons affirmer qu'un effet régressif important affectera le marché, et il sera alors difficile de trouver des recettes indispensables à la programmation d'autres manifestations sportives (16) ». Jenz olympiques et grandes manifestations sont la partie visible de l'iceberg. Il ne faudrait pas oublier les neuf dixièmes immergés du aport-business...

#### JEAN-FRANÇOIS NYS.

(11) Pour les Jeux d'hiver de 1980, le budget moyen d'un amonocer était de 1,2 million de dollars, il atteignait 4 millions pour les Jeux de Sarajevo et 7,3 millions pour ceux de Calgary. Ce prix correspond à 44 meanges publicitaires de 30 secondes chacun. ABC a ainsi diffusé 2 300 meanges de 30 secondes pendant la retransmission des Jeux de Calgary l'hiver dernier.

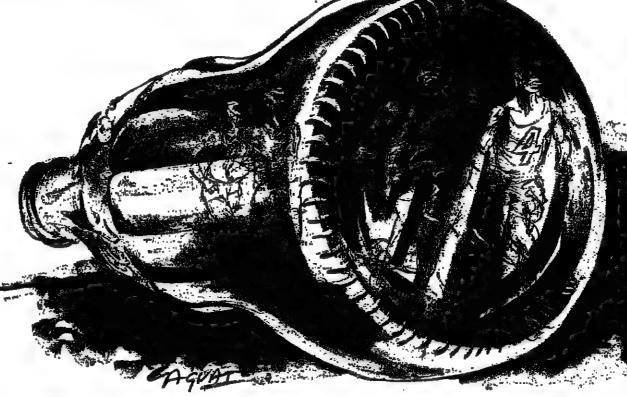
(12) P. Tortorici, vice-président du secteur regrammation CBS Sport, communication à atolier de télévision du CIO, Lansanne, 15 et 16 avril 1987.

(13) J.A. Michener, On Sport, Corgi-books, Londres, 1976, ch. 10. Sur les effets nocifs de la inédiatisation du sport, on lira B.G. Rader, In its Own Image — How Televi-sion has Transformed Sports, The Free Press, New-York, 1984.

(14) On a même vu des équipes de la côte Ouest se déplacer à la fin d'un jeu le vendredi soir et reprendre la partie le samedi sur la côte

(15) Le 1º novembre 1987, TF i offre son programme du dimanche après-midi à Patrick. Martin pour qu'il tente de battre le record du monde de figures à ski nantique; les alpinistes Christophe Profit et Jean-Marc Boivin tentent plusieurs escalades dans un temps limité en atilisant hélicoptère, deltaplane, aki... tout cels sous l'orit des caméras.

(16) L. Berrett, vice-président des ventes des Jeux olympiques, ABC TV Network, com-munication à l'atelier de télévision du CIO, Lausanne, 15 et 16 avril 1987.



#### TIERS-MONDE

## veaux pay sportifs »

sent à leurs peuples le substitut du spectacle. Soit tion mondiale dont l'image sera retranemise per la télévision. Soit en accueillant sur place une compétition internationale et les médies qui, inévitablement, l'accompagnent : il y a alors délocation du spectacle sportif mondial vers le Sud. Tel est le cas en ce qui concerne les Jeux olympiques à Séoul aujourd'hui, au Mexique en 1968 et dans ce même pays en 1970 et en 1986 pour le Mundiel de football, ou en Yougoslavie, avec les Jeux olympiques d'hiver, en 1984, à Sarajevo. On remarquera qu'il ne s'agit pas de n'importe quel pays en voie de développement ; seuls des nouveaux pays inclustriels ont quelque chance d'être retenus pour acqueillir une compétition mondiale. La Bénin, l'Algérie, le Chill, le Maroc et le Brésil étalent candidats à l'organisation de la Coupe du monde de footbail de 1994 ; la Fédération internationale de football a choisi finalement les Etats-Unis, il fut reproché au Brésil son endettement, une économie en plaine crise, l'insécurité dans les grandes villes et l'importance des travaux à réaliser dans les stades existante : le dossier du Maroc fut écarté à cause de l'absence actuelle de moyens de communication et télécommunication performants, et de la nécessité de construire ex nitillo dix des douze stades néces-

#### L'inévitable concours des firmes spécialisées

ES pays pauvres doivent donc le plus souvent se Le contenter d'accueillir des spectacles sportifs locaux ou régionaux, tels les Jeux méditerranéens au Maroc en 1983 et en Syrie en 1987, les Jeux panafricains au Congo (1965), au Nigéria (1973), an Algérie (1978) et au Kanya (1987), ou la Coupe d'Afrique des nations de football en Côte-d'Ivoire (1984) et au Maroc (1988). Même dans ces cae-là, les Etats du Sud ne peuvent financer sauls les compétitions et doivent obtenir le concours de firmes multirationales poscialistes.

La délocalisation du spectacle sportif s'accom-Pagne de celle du mécénat, de l'industrie et des services (5). L'exploitation de la Coupe d'Afrique des nations en 1984 par ROFA Sports a rapporté 2,4 millions de francs de recettes publicitaires et 0,8 million de droits de retransmission TV. Le sponsorisme international a procuré près de 14 millions de dollars pour les Jeux africains de 1987. Annonceurs et fabricants d'articles de sports en viennent même à influer sur la désignation du pays qui acquelliera telle compétition internationale. La numeur circule que « Nagoya, candidate aux Jeux olympiques, aurait été éliminés, car un tel site favorissit les fabricants japonais d'articles de sport, concurrents de la firme [allemande] Adidas (6) ». En ce domaine comme en d'autres, la concurrence entre les multinationales profite parfois à un pays en

Enfin, des firmes du Nord installent des usines dans le tiere-monde pour y produire des articles de sport. Pourtant, le sous-développement n'y offre pas d'importants marchés. La motivation est autre : la recherche des coûts de main-d'œuvre plus faibles (7), pour une dextérité et une célérité égales ou supérieures. La fabrication d'une raquette de tennia comporte encore de nombreuses opérations manuelles pour lesquelles cette industrie emploie 70 % de femmes. D'autres articles, tels les ballons, les chaussures et les vêtements, s'appuient aussi sur un travail manuel et féminin. Conséquences : 70 % des chaussures de sport vendues dans le monde et près de 100 % des balles sont produites en Corée, 80 % des requettes et 20 % des chausmanus le acest à Telleran.

the rate officeritation and pratiquity executified

par presque tous les producteurs d'articles de sport : Adides s'implante en Tunisia, après Taïwan et la Corée (où le coût de ses chaussures est de 30 % à 50 % inférieur à ce qu'il est en France); Snauwaert transfère sa fabrication de raquettes au Portugal ; Challenge 4 ve faire ses survêtements en Tunisie; Talwan a accueilli Dunlop-Slazenger, Wilson, Prince, Rossignol, Yamaha; la Corée soustraite le production des deux géents de la chaussure de sport : Nike et Reebok. On notera que les Etats concernés sont de nouveaux pays industriels et que, comme en Corée ou à Taiwen, la sous-traitence peut créer la base d'une production locale et nationaie. Ainsi émergent les « nouveaux pays sportifs ». Non seulement ils sont capables d'attirer le spectacle sportif mondiel à Sécul, à Mexico ou à Serajevo : les usines d'articles de sport à Pusan, à Taïpei ou à Quintans-Roo ; mais encore, ils parviennent à développer la pratique et les structures du sport, et une industrie nationale d'articles spécialisés. Sécul a pu se doter de toutes les installations sportives requises pour les vingt-trois sports du programme olympique, pour un coût de 3,1 milliards de dollars suxquels s'ejoutent, selon le Korea Development Institute. 6 milliards de dollars de décenses indirectes : aménagement de la rivière Han, voies express, parkings at immeubles d'habitation pour reloger les milliers de personnes expulsées à cause de ces grands traveux.

Souvent, le « nouveau pays sportif » maîtrise en partie sa propre industrie d'articles de sport. La firme brésilienne Topper défend son marché contre Adidas et fournit les maillots de l'écuipe nationals de football. Dernêre le construction des sites olympiques coréens, on trouve les groupes Daewoo, Sameung, Hyundai, et tout un tissu de PME pour la production des gadgets et emblèmes. Plus exemplaire encore est la firme talwanaise Kunnan Enterprise. Sous sa propre marque, Kennex, elle se place au troisième rang des ventes mondiales de raquettes, avec un million d'unités vendues en 1987, juste derrière Dunlop-Slazenger et Wilson. intérieur est passé de 50 % à 70 % ; et. en 1987. la production française a chuté de 30 %.

L'organisation d'une compétition mondiale prend alors toute se signification, car elle consacre un Etat comme « nouveau pays sportif ». Tel est l'enjeu profond des Jeux olympiques de Sécul. Cela vaut bien le coût engagé : plus de 9 milliards de dollars. Certes, la perspective des Jeux stimule les investissements étrangers en Corée, trois fois plus importants en 1987 qu'en 1986. Les recettes escomptées consistent en 407 millions de dollars de droits de retratamission tálévisia, près da 400 millions un publicité, sponsoriame et vente de la monnaie olympique. Le plan quinquennal ayant pris à sa charge 1,4 miliard of investimentation, il regions some douts un déficit de 900 millions sur les 3,1 milliards de

dollars de dépenses directes. Les retombées non économiques sont positives : découverts de la Corée par 300 000 visiteurs, rapprochament avec les pays socialistes, et entrée à terme dans le club des grandes puissances économiques. Pourtant. des économistes coréens et étrangers redoutent une mini-récession qui suivrait immédiatement les Jeux. contre-coup de la débauche d'efforts demandés au. pays depuis 1985 (8).

Les pays en voie de développement qui organisent des compétitions internationales ne doivent pas en attendre d'importantes retombées économiques et sportives. L'Argentine en 1978, le Mexique en 1986, n'ont quère tiré parti de l'organisation du Championnat du monde de football. La double victoire des footballeurs argentins a surtout eu pour effet de renchérir le prix des places, de faire bais l'affluence dans les stades et de provoquer l'exode massif des joueurs à l'étranger. Quant au Mexique, l'accueil du Mondial y a été comparé à un miniséisme économique: les stades se vident, les vedettes s'expatrient et une firme mexicaine, Televisa, concentre les meilleurs joueurs non transférés dans les trois équipes qu'elle entretient.

La Corée du Sud saura-t-elle éviter de tels effets pervers ? Pour l'instant, une seule certitude : l'organisation des Jeux coûters en moyenne 150 F à chaque contribuable coréen. Si l'addition s'arrâte là, ce n'est pas cher payé pour un événement oui mobilise toute une population dans un pays en pleine muta-

#### WLADEMIR ANDREFF.

(5) Wladimir Andress, - Les multinationales et le sport dams les pays en développement », Revue Tiers-Monde, T. XXIX, nº 113, janvier-mars 1988.

(6) Jean-François Bourg, le Sport en otage, La Table roade, Paris, 1988, page 193.

(7) Władimir Androff, Joan-François Nys, Economie du sport, « Que sais-je ? », 1º 2294, PUF, Paris, 1986.

(8) R. Dessarts, «La facture des JO», l'Expansion, # 337, 14-14 jeilles, 1944.



(Suite de la page 17.)

Après les succès remportés par l'URSS et les pays de l'Est aux Jeux olympiques de Munich en 1972, la Pravda fit un éloge enthousiaste du système socialiste : « Les grandes victoires de l'Union soviétique et des pays frères sont la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté à l'accomplissement physique et spirituel de l'homme (7). »

Ce type d'utilisation n'est cependant nullement l'apanage du bloc communiste, comme en témoigne cette déclaration du président américain Gerald Ford en 1974: « Est-ce que nous réaltsons à quel point il est important de concourir victorieusement contre les autres nations? (...) Etant un leader, les Etats-Unis doivent tenir leur rang. (...) Compte tenu de ce que représente le sport, un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire (8). »

Le sport est également utilisé, on le sait, comme arme de reconnaissance diplomatique. Ce fut le cas entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis, lorsqu'une série de rencontres de tennis de table — auxquelles participaient les Chinois — sur le sol

Quand la raison d'Etat ne connaît point de trêve

américain permit de renouer le contact entre deux pays qui ne se reconnaissaient pas. La « basket-ball diplomacy » engagée par les Etats-Unis avec Cuba en 1978, par basketteurs interposés, poursuivait des objectifs identiques. Quelques années auparavant, les « diplomates en survêtement » est-

allemands avaient joué un rôle non négligeable pour sortir de l'isolement dans lequel l'Ouest maintenait la République démocratique allemande en vertu de la doctrine Hallstein. En multipliant les bons résultats sur les stades, ils interdisaient que l'on ignorât plus longtemps leur passeport.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a usé de cette arme de façon sanglante aux Jeux de Munich en 1972, en prenant en otage une partie de la délégation israélienne. Un communiqué du groupe Septembre noir justifiait son geste en ces termes: « La victoire temporaire des Israéliens dans leur conquête de la Palestine ne pourra jamais empêcher l'exercice des droits des Palestiniens dans leur patrie et ne donnera jamais le droit à l'occupant israélien de représenter la Palestine à un rassemblement mondial tel que les Jeux olympiques (9). »

L'utilisation la plus symptomatique, et désormais la plus répandue, du sport sur la scène politique internationale est la protestation directement orchestrée par un Etat, le boycottage. En 1956, six pays se retirèrent des Jeux de Melbourne pour protester contre des événements politiques internationaux qu'ils

désapprouvaient : pour l'Egypte, l'Irak et le Liban, il s'agissait de l'intervention franco-britannique à Suez ; tandis que l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse refusaient de rencontrer les envahisseurs de la Hongrie.

Depuis, il y a eu le boycottage africain des Jeux de Montréal, l'absence américaine à Moscou en 1980 et son pendant, le boycottage des Jeux de Los Angeles par le bloc de l'Est en 1984.

La formidable opportunité que représentent les Jeux, télévisés sur l'ensemble de la planète (pour la promière fois de son histoire, le Vietman a pu découvrir les compétitions olympiques en 1980), a été mise en évidence par les pays du Sud, ces nations nées de la décolonisation et qui ont trouvé sur la soène sportive un moyen de promo-

MUNICH, 1972

tion: catre autres, l'Ethiopie avec ses marathoniens, la Jamaique avec ses sprinters, et Cuba.

Cet effet de « nation building » du sport et, plus généralement, l'intervention du politique montrent que les Etats ont ajouté l'instrument sportif à l'arsenal de leurs armes. Mais, en même temps que s'opérait cette synergie, la politique se transformait en intégrant les dimensions sociales et économiques qui lui faisaient défaut à l'époque où elle ne faisait que réagir aux prétentions libertaires d'un phénomène.

Lorsqu'en 1964 le Japon accueille les Jeux olympiques, il acquiert la respectabilité et la stature internationales qui lui manquaient depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce sont des buts analogues que recherchent les Sud-Coréens aujourd'hui à Séoul. L'utilisation des Jeux à de telles fins de « marketing politique » montre à quel point la pénétration politique s'est densifiée, diversifiée et affirmée.

PARADOXALEMENT, le sport, souvent présenté comme victime sans cesse immolée sur l'autel des intérêts partisans, a joué un rôle dans la diversification des interventions de l'Etat. Non moins paradoxalement, la présence systématique du politique autour de l'arène sportive tient lieu de véritable critère de légitimisation publique et sociale d'un phénomène qui, à l'origine, se voulait en marge des règles politiques.

Lorsque, il y a six ans, les membres du CIO ont choisi la capitale de la Corée du Sud comme hôte des Jeux de la XXIVe Olympiade, il paraissait difficile de faire un choix plus hasardeux sur le plan politique. Or c'est dans ce pays que, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, Soviétiques. Américains et Chinois se retronveront pour un rendez-vous olympique. En dépit de l'absence de relations diplomatiques entre la Corée du Sud et le bloc de l'Est, il apparaît, selon une étude japonaise, que les échanges entre la Corée et l'URSS devraient avoisiner 1,5 milliard de dollars après les JO, contre 400 à 500 millions cette

MEXICO, 1961

Dire pour antant que le sport a rémai là où la politique avait échoué serait à la fois simpliste et déplacé, puisque ni sport ni politique ne sont jamais parvenus à s'ignorer l'un l'autre. La politique a, certes, le plus souvent distribué les cartes; mais Séoul offre sans doute la meilleure preuve que l'antinomie sport-politique est dénuée de fondement et qu'il faut percevoir de manière beaucoup plus interactive le rapport entre les deux phénomères. L'olympisme, tous les diplomates le savent, est la continuation de la politique par d'autres moyens...

XAVIER DELACROIX.

(7) Pravda, 17 septembre 1972.
(8) Cité per Andrew Streek, op. cit.
(9) AFP, Le Caire, 5 septembre 1972.
(10) Etude citée dans Economic Report Sécul, mars 1988.

#### DIFFICULTÉS INTERNES, DÉRÉGLEMENTATION EN EUROPE

## L'Afrique sauvera-t-elle son transport aérien?

A déréglementation du transport aérien en Europe, dans la perspective du grand marché unique, inquiète les Africains. Leurs compagnies, déjà fortement handicapées par des difficultés internes et par le faible développement du trafic régional, risquent de faire les frais des appétits des grandes sociétés européennes, vouées à une concurrence accrue. Les ministres africains chargés de l'aviation civile vont se réunir à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) du 3 au 7 octobre, sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, afin de définir une nouvelle politique aéronautique qui permettrait de conjurer les périls.

#### Par JACQUELINE DODELIN-JULLIEN ET AKAGAH DJÓNGINYO •

Tout comme l'Amérique du Sud, l'Afrique est excentrée par rapport aux grandes routes aériennes. Avec ses 300 millions d'habitants pour une superficie de 20 millions de kilomètres carrés, le continent noir ne représente que 4 % à 5 % du trafic aérien mondial (1). Cette marginalité ne se modifiera pas tant que les relations Sud-Sud demeureront en l'état et que les centres de décision seront concentrés au Nord.

Quelques Etats africains sont encore dépourvus de compagnie assurant des liaisons avec l'étranger. Ceux-là n'appartiennent pas à Air Afrique, seule société multilatérale depuis l'éclatement de l'East African Airways en 1972 (2). Pour les autres, leurs sociétés nationales desservant des lignes extérieures sont fortement sub-

Si les liaisons Nord-Sud prédominent et si le trafic régional est aussi faible, c'est en grande partie à cause du passé colonial et des liens privilégiés que les pays devenus indépendants ont gardé avec l'ancien colonisateur. Mais c'est aussi en raison de l'absence d'une large classe moyenne (3) qui ait les moyens de voyager. Pourtant, les conditions géographiques et climatiques justificraient l'emploi de l'aéronef comme principal moyen de transport sur ce continent.

Le bilatérisme en matière d'échanges des « libertés de l'air » entre Etats (qui définissent en même temps les compagnies devant desservir telle route aérienne) (4) est la règle issue de la convention de Chicago de 1945, instrument juridique régissant le fonctionnement du transport aérien. Ce 'système, accepté par l'ensemble des gouvernements, y compris ceux qui n'ont pas participé à sa mise en place, a favorisé une dérive des échanges. Alors que, selon la convention, tous les

\* Respectivement : docteur en droit ; conseiller technique auprès du ministre de l'aviation civile du Gabon.

accords bilatéraux doivent être communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale (l'OACI) pour publication, il existe de nombreuses ententes secrètes qui violent ce principe. M. Jacques Naveau considère, par exemple, que l'évolution « est essentiellement marquée par la subordination croissante des accords aériens aux éléments économiques qui constituent l'arrière-plan des négociations et donnent lieu à de véritables marchandages (5) ».

La dépendance technologique et la nécessité de trouver une clientèle extérieure au continent mettent quelquefois les pays africains en position de faiblesse et jouent un rôle déterminant lors des négociations avec les pays industrialisés. Si l'on y ajoute la concurrence qu'ils se font et l'attachement à leur compagnie aérienne, objet de prestige national, la déclaration adoptée à Mbabane en 1984 (6), réclamant, entre autres, la création de compagnies régionales, voire d'une compagnie panafricaine, peut être considérée comme un premier pas dans la voie d'un redressement. Les pays africains, dans la perspective du marché unique européen, se doivent de rechercher un programme d'application rapide pour faire face à la détérioration de leur transport aérien, que la libéralisation du trafic en Europe ne fera qu'acccé-

Lorsque les Etats-Unis déréglementèrent leur transport aérien, le contiment africain, qui a peu de relations directes avec eux, fut à peine concerné. Par contre, la situation change à compter du moment où cette déréglementation s'installe en Europe, au travers des articles 8 A et 16 de l'Acte unique de la CEE: « libéraliser l'accès au marché (octroi des droits de trafic, désignation multiple de compagnies, exercice de la cinquième liberté, partage de la capacité) et la fixation des tarifs et de leurs conditions de vente » et aussi : « faire appliquer et veiller au respect des règles de concurrence, y compris celles relatives aux aides de l'Etat (7) ».

Les compagnies européennes connaîtront une concurrence accrue, une perte de subventions - directes ou indirectes, - la fin du monopole sur leur territoire national. Pour rester viables, elles devront diminuer leurs coûts d'exploitation, augmenter leur productivité, se restructurer, éventuellement fusionner, à l'instar de l'opération British Airways-British Caledonian, on passer des accords entre elles dans le cadre de l'entente intrarégionale concrétisée par les deux textes signés le 16 juin 1987 entre membres de la Commission européenne de l'aviation civile (CEAC), l'un pour les tarifs, l'autre pour la capacité (8).

Quelles que soient les décisions qui seront prises à l'échelon européen pour éviter les déviations réglementaires aux conséquences économiques et sociales redoutables (9) », un autre moyen de pallier les pertes possibles des compagnies est d'accroître leur clientèle et, par le biais des subventions croisées, de financer les routes déficitaires par celles qui ne le sont pas. L'Afrique pourrait être un terrain de prédilection comme source de revenus complémentaires aux compagnies qui devront baisser leurs prix pour être compétitives. Les compagnies africaines en feront surement les frais.

Il n'existe qu'un moyen, pour les Etats du continent, de parer à une telle éventualité: l'intégration régionale. En 1988, certaines formes de coopération encore insuffisantes se font jour : centrales d'achat communes, centres de

formation...

Se doter d'une ou de plusieurs compagnies disposant de pouvoirs supranationaux, serait en l'espèce le meilleur service que l'Afrique pourrait se rendre à elle-même. Exceptions faites des fédérations d'Etats (Etats-Unis, URSS ou Brésil, par exemple) ou de la CEE, qui couvre un champ plus vaste, il n'existe qu'une scule organisation dotée de tels pouvoirs: l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), instrument de coopération économique et d'intégration régionale exemplaire, malgré les difficultés de mise en place (10). Elle dispose d'une personnalité juridique internationale (convention ratifiée par tous les Etats membres) et est dotée d'une Cour de justice dont les attributions et le statut touchent à la supranationalité. Elle prend des décisions et peut traiter avec des partenaires étrangers, sans l'intervention des Etats membres, dans le domaine économique spécifique qui lui

Sans pouvoirs de cette nature, une société panafricaine ne pourrait survivre. Il n'est que de voir les difficultés d'Air Afrique, aux multiples sièges sociaux (11) et dont la gestion manque de rigueur à cause des ingérences des Etats membres et de leur oubli trop fréquent de régler leurs factures. A cela vient s'ajouter un niveau de productivité relativement bas (12).

#### Les avantages d'une négociation commune

Les Etats africains sont-ils prêts à passer à l'acte? La conférence de Yamonssoukro sera-t-elle en mesure de répondre à cette attente? Pour préparer le terrain, pourquoi les gouvernements n'envisageraient-ils pas, dans un premier temps, une coopération moins contraignante mais tout aussi utile: la négociation commune?

Actuellement il existe un certain nombre d'instruments juridiques de portée universelle (convention, réglementations) ou régionale (coopération technique, principalement), mais les échanges de droits techniques et commerciaux se traitent toujours par voie d'accord bilatéral. Un accord plurilatéral de routes (13) pourrait être un premier pas vers l'intégration régionale.

Ce type d'accord réclame avant tout la transparence. Son but est de se substituer aux conventions bilatérales actuelles. Il concerne tous les Etats, mais principalement les pays en voie de développement lorsqu'ils traitent avec les pays industrialisés ou entre eux.

Participeraient aux négociations tons les Etats dont les transporteurs sont présents sur un itinéraire direct ou indirect, qu'ils fassent du transport régulier on des services charters. D'après les statistiques de fréquence de vols, et connaissant les capacités des flottes, le trafic pourrait faire l'objet de prévisions fiables avec ses fluctuations saisonnières. La négociation, comme dans l'accord bilatéral, porterait sur les capacités, les fréquences de vol, les tarifs et la désignation des transporteurs. La clause de capacité est nécessaire aux pays en voie de développement : même si elle évoque le protectionnisme, c'est un moyen de protéger leur transport aérien.

Ce type d'accord pourrait être un instrument établi dans le cadre de l'OACI et sous son contrôle judiciaire ou arbitral, suffisamment souple pour être adapté aux situations données, facilement révisable.

Il existe un code de conduite des conférences maritimes, instauré dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et entré en vigueur en 1983, qui établit que 80 % du tonnage transporté sont réalisés par les pays qui échangent la marchandise, les 20 % restant étant laissés aux transporteurs maritimes étrangers (13). Une formule similaire pourrait s'appliquer au transport aérien : une part du marché laissée aux vols charters, une autre part aux vols directs et le reste aux vols réguliers indirects.

réguliers indirects.

Quelles que soient les décisions qui seront prises lors de la conférence de Yamoussonkro, avec ou sans marché unique européen à l'horizon, les pays africains n'ont plus le choix ni le droit de se tromper s'ils ne veulent pas disparaître de la scène internationale, sur laquelle ils sont déjà marginalisés.

(1) L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a divisé le globe ca plusieurs régions : Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Caralbes, Asie, Earope, Moyen-Orient et groupe des pays de l'Est. L'Afrique ne représente que 5 % environ de l'eusemble du trafic (passagers, fret, poste) annuellement transporté dans le monde, alors que l'Europe, par exemple, représents entre 37 % et 38 % du volume total.

(2) OACI, Tratté relatif aux transports en Afrique, Yaoundé, 1961, cir. AT/19 - 1970. Pays membres d'Air Afrique: Banin, Centrarique, Congo, Côto-d'Ivoire, Burkina-Faso, Mauritamie, Niger, Togo, Sénégal, Tchad. OACI, Rapport sur l'East African Atrusps Corporation, cir. 100 AT/21-1970. Pays membres de l'East African Airways: Kenya, Tanzamie, Onganda.

(3) Jacques Pavaux, l'Economie du transport aérien - La concurrence impossible, Economica, Paris, 1984.

(4) « Libertés de l'air » : droits techniques et économiques échangés entre deux Etats (droits de survoi, d'atternissage, de débarquer ou d'embarquer des passagers et des marchandises vers ou en provenance de l'autre Etat).

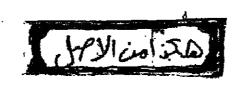
(5) Jacques Naveau, Droit du transport atrien international, Bruylant, Bruxelles, 1980.

(6) Déclaration de Mhabene (Swazisand), OUA, 1985. (7) Elisabeth Estienno-Hemotte, «L'acte unique permettra-t-il la libéralisation? », ITA magazine, bimestriel, novembre-décembre 1987.

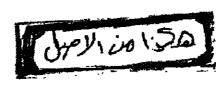
(8) Avant la ratification des accords, les Etats membres étaient liés par deux mémorandums d'entente qui expiraient à l'autonne 1987. Tous les Etats membres n'ont pas encore

(9) Elisabeth Estienno-Hearotte, idem.
p. 11.
(10) Abdelkader Mazchou, l'OPAEP et le
pétrole arabe, Berger Levrault, Paris, 1982.
(11) Traité de Yaoundé, art. 3 des statuts
de la société.

(12) - En 1988, Air Afrique frète le dépôt de bilen - le Monde, 23 mars 1988. (13) Jacqueline Dodelin-Julien, les Probièmes juridiques du développement du transport cérien entre pays en voie de développement, thèse de doctorus, Sceux, 1988.









ques, Américains et Chiang Ry ques. Americans et Chiadran veront peur un rendez-vous des En dépit de l'absence de de diplomatiques entre la certe le bloc de l'Est, il apparat de sende resonnée que les tans étude japonaise, que les éche la Corée et l'URSS devaise 1.5 milliard de dollar anti-contre 400 à 500 millie année (10)

Dire pour autant que le sponte là où la politique avan échorie la fois simpliste et déplacé, par sport ni politique ne son in venus à s'ignorer l'un l'aure lig QUE 1, certes, le plus souvent les cartes , mais Séoul offit Bat la meilleure preuve que la sport-politique est dénde à le ment et qu'il faut percevoir de beaucoup plus interactive in entre les deux phénomère les pisme, tous les diplomates kans la continuation de la poble d'autres moyens...

XAVIER DELICE

(7) Provide, 17 septembre 1972 (2) Cite par Andrew Streek, q. d. (9) AFP, Le Carre, 5 septembre 10, 115. Ettade entre dans Economic School, mars 1983

## LUROPE aérien?

Il existe un code de conde confidences maritimes, instanta cautre de la Conférence de la antes sur le commerce et le déc ment . CNUCED) et entré a qu en 1953, qui établit que 808 fit mage immporté sont réalis p parte qui échangent la marchair 20 % restant étant lassés mure teurs maritimes étrangers (II). fammule similaire pourantia

au transport aérien une prés ché incace aux vois charen mu part aux vois directs et le reurs régaliers indirects. Que les que soient les déciso seront pruses lors de la cultus Yambuscukro, avec on said umque européen à l'horas b; africation mont plus le charakt de se tramper s'ils ne veulen par raitre de la scène internance. hand the sent dely marginal

Construction of Carafres and Ca

(5) Jacques Navell, Breits, Science international, Breits, Science 1980. GINGS VETS OF EN BLOCKETERS &

16) Décisention de Museur (A) Donat Color (C) Elizabeth Espera (C) Elizabeth Espera (C) Espe

(8) Avant la ratification (8)
Easts membres écasem his par
destant d'estante qui espaire (1987) Tous les Esais membres à

(9) Eissabeth Estremette (10) Abdelkader Marche (1)
petrole grade, Berger Lermik (1)
Traité de Yaomik (1)
de la nociété.

de la mociété.

(12) = En 1968, Air Afrech

(12) - La light de la



ځ.

Quelque part du Sud corée du Sud

Une sorte d'anachronisme, dans cette Corée des prouesses économiques. Et cela se paie en déchirements culturels. Ici, tandis qu'agonise la morale confucéenne, dans une morne quotidienneté, les jeunes regardent vers d'autres cieux. En route pour la modernité, ils ont dans leurs bagages une solide tradition de contestation paysanne.



PHILIPPE PONS

UCUN panneau lumineux ne scande ici l'éconlement des jours qui séparent des Jeux olympiques, comme c'est le cas à Séoul. Andong, petite ville de 120 000 habitants, au sud-ouest de la péninsule, ne cherche pas

à vivre à l'heure de ces J.O. qui doivent consacrer la place de la Corée du Sud dans la communauté internationale et couronner son succès économique. Andong vit à un autre rythme - un temps long empreint de pesanteur historique et marqué par une situation géographique enclavée : à la fois éloignée de la mer et coupée de la capitale, à quelque 270 kilomètres, par la chaîne de montagnes Sobaek. A quatre ou cinq heures de Séoul par la route, à trois heures de Pusan, le grand port du Sud, Andong, à l'écart des grands axes de communications, a connu un développement plus lent que les villes de la croissance, proies du productivisme triomphant.

Cette petite cité, basse et grise, sans grand cachet, est représentative d'une autre Corée : reculée (comme c'est souvent aussi le cas des îles, orphelines du développement), traditionaliste et rétive à une modernisation trop rapide. L'engourdissement d'Andong ne relève pas seulement du conservatisme propre à toute ville de province. Il est aussi l'expression de l'état d'esprit des habitants et de leur attachement à une tradition dont ils tirent fierté. Cité de culture, à l'histoire bimillénaire, creuset de la pensée confucéenne pendant la dynastie des Yi (1392-1910), recelant autant d'archives que le pays entier, ville qu'évoque aussi dans leurs incantations les shamanes (encore aujourd'hui expression d'une longue tradition de croyances populaires), Andong connaît les tensions latentes, les tiraillements souterrains engendrés par la modernisation : le lent travail de sape des coutumes et les résistances, volontaires ou inconscientes, qu'il rencontre.

Ailleurs, à Séoul par exemple, la course à la croissance est si frénétique qu'elle balaye ou voile de telles résistances ; elle monopolise tant l'attention que les mœurs modernes semblent régner sans partage. • De même que la confluence des deux bras de la rivière Naktong crée à Andong une zone de remous, la rencontre de la culture traditionnelle et de la civilisation moderne engendre des turbulences, commente M. Lee Chin Ku, directeur du centre culturel catholique. Mais de même que ces remous se résorbent en aval, elles se dissiperont avec le temps. »

Au cours des dix dernières années, Andong n'a pas connu de développement spectaculaire. Des bâtiments neufs ont surgi çà et là, de grandes avenues ont été tracées menant à la périphérie au fur et à mesure que la ville s'étendait. S'il y a encore nombre de maisons de style traditionnel, avec leur toit de tuiles grises aux extrémités recourbées, beaucoup de nouvelles constructions reproduisent aussi l'ancienne architecture. Les gens y tiennent, même si elles n'offrent guère de confort et s'il y fait chaud en été, et froid en hiver. Sur la grande avenue qui passe devant la gare une arche arrondie rappelle aux citoyens leurs trois devoirs: «l'ordre, la courtoisie et la propreté ». Signe des temps, la publicité d'une marque d'alcool encadre cet appel au civisme. A deux pas, leurs gros livres sur les correspondances célestes et terrestres ouverts à même le trottoir, des diseurs de bonne aventure, accroupis ou assis par terre, distillent l'avenir en se référant aux quatre « pôles » du zodiaque chinois: heure, date, mois et année de la naissance. Les passants s'asseyent devant eux sur un petit tabouret, écoutent attentivement, sans paraître troublés par une circulation quelque peu chaotique agrémentée de coups de klaxons compulsifs qui semblent procurer une jouissance certaine au chauffeur. Deux mondes

Tous les cinq jours, lors de la grande foire, la ville laisse entrevoir un peu de son âme. Vieux paysans vêtus du costume traditionnel avec leur ample pantalon serré aux chevilles qui, s'ils ne portent plus guère le kat (couvre-chef tissé avec des crins de cheval). afsectionnent le chapeau de paille : marchandes au teint basané et à la voix de stentor, assises, leur large jupe en corolle autour d'elles, au milieu de leurs paniers, de leurs sacs de grain ouverts, de monceaux de légumes à même le sol ou d'une marée de tissus; femmes en robes traditionnelles aux couleurs chatoyantes ou couples jeunes avec des enfants : le monde un peu rude mais chaleureux de la campagne côtoie celui de la ville, plus compassé.

Le dimanche, en revanche, Andong s'ennuie un peu. Les pique niques au bord de la rivière ou les parties de pêche dans le bassin du grand barrage, l'une des distractions savorites des petites gens, ne satisfont guère les jeunes qui préférent les quelques cinémas, les billards ou les snacks. Même là, la pesanteur du confucianisme se fait sentir : les garçons sont souvent dans un coin, les filles dans un autre. Rares sont les jeunes qui fument an debors. D'ordinaire, l'animation se concentre dans les rues du vieux marché (Kuchichon). Des magasins bien achalandés aux vitrines présentant des marchandises modernes et surtout des vêtements féminins, voisinent avec les voitures à bras des vendeurs ambaiants; certaines sont des petits bistrots où l'on mange, le dos à la rue, assis à un comptoir sur de mauvais tabourets. Le soir, la ville se ramasse davantage sur le quartier du marché. Alentour, les lumières se font plus rares. Les bus se sont arrêtés à huit heures mais les bistrots du marché serment vers 11 heures.

Empaquetés sous des bâches en plastique, les tréteaux des marchands semblent de gros colis aux formes étranges alignés au milieu de la rue. A la devanture des bistrots gisent sur des présentoirs des poulets à la peau blême et s'alignent des pieds de porc rôtis qui, à la cuisson, ont pris une teinte brune dorée; dans les bassines s'étalent des tripes fraîchement lavées. Partout, la patronne fait son frichti à l'entrée de son établissement, enveloppée dans la fumée de ses fourneaux.

A une extrémité du marché, s'ouvre une ruelle sombre le long de laquelle, serrés les uns contre les autres, se succèdent d'autres estaminets. Des lieux de fortuge : de simples bâches montées sur

> Dans un estaminet. tout près du vieux marché où la vie se ranime. L'étudiant rentré de Séoul raconte. Il parle politique.

des tubulures. De l'extérieur, on apercoit en ombre chinoise dans une lueur orangée les silhouettes des clients assis au comptoir. Des rires de femmes, le grésillement d'une télévision, des chansons d'ivrognes résonnent dans la nuit. A l'entrée, rougeoient des braseros sur lesquels des femmes font griller de la viande. On y boit du makkoli (alcool de riz) avec, pour amuse-gueules, des piments ou de l'ail comme l'aiment les paysans, ou du soju (alcool de patate). Cet antre de la nuit dénommé « sanjantuk » s'est constitué depuis une dizaine d'années. C'est l'un des repaires d'étudiants désargentés, de petits salariés ou d'ouvriers, de « ceux qui sont tristes », résume une patronne. Elle ajoute que les affaires marchent mieux en hiver, lorsque le froid pince et que l'on cherche à se réchauffer.

Dans son estaminet, quatre étudiants s'enivrent leutement de soju mélangé à un jus de fruit gazéifié des plus chimique. Assis en tailleur autour d'une table basse sur laquelle trône, au milieu des reliefs du dîner et des verres, un rouleau de papier hygiénique (comme souvent en Asie, celui-ci sert aussi de mouchoir ou de serviette), ils discutent politique. Ils disent se sentir un peu coupés de

# Andong, où

ce qui se passe à Séoul. « On commence seulement depuis quelqu temps à parler des problèmes politiques», avone l'en d'ent. Il n'ose pas trop s'aventurer sur ce terrain et attend l'arrivée d'un camarade, étudiant à Séoul, qui, avec l'autorité de celui qui est supposé détenir une connaissance que les autres n'ont pes dé-loppe devant ses camarades attentifs les thèmes des étudiants pi tisés : le « camouflage » que constitue la politique du président Ron Tae Woo, la réunification, l'« impérialisme américain ».

Revenir à Andong c'est, pour notre interlocuteur, renouer avec des souvenirs, des pratiques familières, mais il s'y sent un pen à l'étroit. « Pour être un homme, on dit qu'il faut aller à la canitale », affirme, péremptoire, l'un de ceux qui n'a jamais quitté la ville. Tous s'entendent pour penser que, ici, les jeunes s'enmient. Le conservatisme ambiant, l'esprit régional sont pesants. « Avant de quitter la ville, on était habitué à obéir aux parents : mais après, l'esprit de clocher, le régionalisme, les relations de clans deviennent pour nous des contraintes», cit celui qui vit à Sécul. De fait, Andong constitue une société fermée : les gens de la province voisine, le Cholla, ne réussissent guère à s'intégrer ici. Le Kyongsang (province d'Andong) et le Cholla nourrissent un antegonisme séculaire qui ne semble guère se résorber.



RIENTÉE vers le passé Andong l'est assurément se réclamant non sans une certaine sierté de la tradition des lettrés néoconfucéens, mais ce n'est pas pour autant une ville conservatrice, au sens politique du terme. Aux

elections générales d'avril, en réaction sans doute à des pratiques d'achat de voix trop visibles, les habitants ont élu un candidat du Parti pour la réunification démocratique (celui de M. Kim Youg Sam). En outre, c'est dans la région d'Andong que s'est constitué le mouvement paysan catholique, aussi combatif qu'antigouvernemental. Comme le dit sans ambages un dentiste, membre du Rotary Chib local, «ce qui se passe à Séoul depuis un an, la démocratisation, les grèves, les manifestations, perturbe un peu la quiétude des esprits -.

Le conservatisme d'Andong tient plutôt, en réalité, à un atta-chement de la population à un certain mode de vie, à des coptumes, à un système de valeurs qui imprègne encore fortement les mentalités. Sans doute est-ce la tradition consciemment entretenne (les rites, tel que le culte des ancêtres, les marques de politesse des cadets à l'égard des aînés, comme par exemple le salut, front à terre, des enfants à leurs parents, qui est la plus apparente, mais non peut-être la plus prégnante). Une association confucéenne, dont le président, M. Kim Tack Chin, descend d'une des plus vieilles familles de la ville et possède chez lui six cents ans d'archives de son clan, s'efforce de « raviver les bonnes maurs ». Selon lui, la civilisation occidentale « matérialiste » accélère la dégradation des mœurs et entame notamment la piété filiale qui est la base de la doctrine confucéenne.

De cette tradition affirmée, empreinte à certains égards de passéisme, est symptomatique un village confucéen comme Hahoe, à quelques kilomètres de là : vêtus de costumes traditionnels, les habitants vivent dans des maisons au toit de chaume et affirment perpétuer naturellement l'esprit coréen». L'endroit est certes pittoresque, mais l'atmosphère y est un peu artificielle, sinon triste : c'est un village de vieux et d'enfants. Parce qu'elle est affirmée et entretenue, cette tradition est sans doute moins durable que celle vécue inconsciemment. Beaucoup de coutumes et de conventions sociales sont tellement enracinées dans les mœurs qu'elles ne se vivent pas comme un héritage, à commencer par les relations entre les hommes et les femmes. Celles-ci doivent être comprises moins en termes simplistes de supériorité des uns et d'infériorité des autres que dans un contexte culturel qui confère à chacun un domaine bien défini. Il y a un monde des hommes comme il existe un monde des femmes avec son patrimoine de valeurs. La solidarité entre semmes est au demeurant très forte, comme en témoignent leurs randonnées en groupe au cours desquelles elles ne se privent pas de faire bombance. Même si une évolution est notable, le clivage entre les deux univers tend à se maintenir.

# le pasi

y kim manager out of SETTING THE PROPERTY AND INC. free ar sever perment a mention or partage pur cost in Man progress alors que les a INF. A LIVE WILLEST SEEDS OF Le le projesseur Nam C Abant, cuime-t-ti que la se an regional Ancieng & MA is out de production La v skrieti de sain actività se m ma de la terre (el de la saur s



un sans device de fettard. ninte nin favorisé au be immitten d'une classe Co amefere aller arlieum. Seit jent ete un facteur isopora at angues pour quite Mine augunt a thui, alore de la est originaire di Ando en eue de dest et. Comme ಡ ನಡಗಳು ಕೆಲ ಕಾಂಬಳು**ಳ ೩೩ ಕಟ್ಟಿ** afi, les habitants de como mie un esprit de pers lizaro-propre blessé, 🐽 minnimme. Ce qui les feits arta - agrada - fram 🛊 pasa seprente M. Yn. e du certire quitairei da Las aleat from fait 1909 1 investissementa. Rie paral brus est de 10 % 🕍 Local moyen, et le 🐙 mant que 84 % de gelei men Sunret, la pop âna des ammées 70. Am Aranquieme pânce pour 🎉 Mest approved that A in the Am d'evode etami le plus the (15 par an) Parmi les cie 2 commerce du pays, cuite Ce ces demieres

M. Cho Tent Ha, pe paration , admet one les hab ant d'entreprise moint littes. - L'armosphère est le jedans ies grandes villes de comique les nous n'estat ques sur les indices de ins dit-il. - A Stoul, on pa seur national, marché me Ol concerne moins. Las me ! Nous n'y sommes per wisiln's cura ici aucune m en peu de touristes, donc s itternés. La fierré nation de des Jeux en Corés, mais lière de Sécul. A l'écart des succès et de

semble-t-ti. les habitants en

Voice a dépour même .

diale Mais la ville n'en el Biggie que le retard en s en train de perdre cette i the services : Are des lettrés, creaset Ble des Yi, fut longie | b | 20 000 habitant

> VIANDE PR LE CO wies produits att

Traces de l'Argen

240 F

....COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT... **ABONNEZ** *LE MONDE* diplomatique LE MONDE Vous bénéficiez d'un tarif spécial Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro Vous pouvez recevoir directe LE MONDE DIPLOMATIQUE 36-15 Pour vous abonner, renvoyez le coupon di-on per MINETEL 36.15 LEMONDE puis A.BO EMONDE 1 AN TARIF ABONNEMENTS Pole ABO France, Andorre, Monaco, postas militaires et navales 6 MOIS 🗒 162 F 90 F ÉTRANGER VOIE NORMALE 225 F 125 F VOIE AERIENNE Europe, Pays du Maghreb
 Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient 138 St-Pierre-et-Miquelon S Amérique du Nord/Sur et-Miquelon Sp85000 Docn. 271 F 148 F Comores, Madagascar, forn...... J. com to ballets, 78427 Paris Codes Of

### ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

#### DROIT MARITIME

MARTINE REMOND-GOUILLOUD

I. - NAVIGATION MARITIME

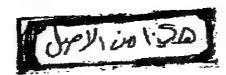
LES ACTEURS LA FORTUNE DE MER LA SÉCURITÉ MARITIME

#### II. - LE COMMERCE MARITIME

TRANSPORTS DE MARCHANDISES TRANSPORTS DE PASSAGERS

Un volume de 468 pages

.TÉL : 43-54-05-97



des problèmes politiques avoue l'autonit de la commaissance que les autres l'autonit de la commaissance que les autres l'autonit de la commaissance que les autres l'autonité de la commaissance que les autres l'autonités de la commaissance que les autres l'autres de la commaissance que les autres l'autonités de la commaissance que les autres de la commaissance que les autres de la commaissance de la commai ente connaissance que les autonit de de la cidarades attentifs les thèmes des de la constitue la nolitie. canting of the constitute is politique to the canting of the constitute in politique to the canting to the cant Andong c'est, pour notre interlocateur.

Andong c'est, pour notre interlocateu act ambiant, l'esprit régional sont personnées de la contraction d de ville, on était habitue à obéir aux state de clocher, le régionalisme, les régions le régions des contraintes : dit celui qui ville constitue une société fermée : les mais constitue une société fermée : la sont le Cholla, ne réussissent guère à l'aire (province d'Andong) et le Cholle noutre time qui ne semble guere se resorber.



RIENTEE ME Andong l'es se réclamant me certaine fient de tion des leurs; confucéens, mis pas pour auta le conservation, a:

politique de la tides d'avril, en récoulon sans doute i de a trop visibles, les habitants ont élumon desiliention democratique (celui de M. Cal e'est dans 'a region d'Andong que fute payman catho sees 1980 combatil qu'inige e le dut sains amisages un dentiste et test, oce qui se carse à Séoul departe.

diane d'Andorg tient plutôt, en réligie population a un certain mode de vie la end de valeurs que imprègne enoue forc ducte est-to la tradition conscienmente. be ter des uncettes, les marques de prie de aines, comme par exemple le sint 🎎 🏚 Bergris, grandonia, que est la plus appareire M. K.m. Turk Chin, descend dusk 🐞 🐿 ville et pessède chez ini six se the clan, s'efferce de - raviver les bonns ranter es comes. many et enteme netamment la pièlité a dectrine confusionne

Brandicion affirmée, ampreinte à certain buit Allementes de la vates de confucien commit Antenne dans des mais na 1. toit de chaume ale generalisment l' « e prit toréen ». L'enhaut in mais l'etmosphère y est un peu arificili set man village de vieux et d'enfants Parce qu'ess cette traditer est sans doute monstes to som uniterment englances dans les mem que commencer pu heritage, a commencer pu ha stees of les femmes. Celles-ci dorrent bress Bertate supplistes de superionte des uns a la de de la contexte culturel qui confet l'estate la confet l'estate le confet le c des fameses avec sun perferment de valent la The Residence and the democrate tree forte, country m configurates en groupe au cours desquelle de de faire bombance. Mirae si une évolute de State its dear HE: seld a se maintent.

TIONS A. PEDONE Soulfiet, 75005 PARIS

DIT MARITIME REMOND-GOUILLOUD

CATION MARITIME ETELES.

METURE DE MER MARITIME

MARITIME MARITIME DE MARCHANDISES ORTS DE PASSAGERS

43-54-06-97-

# Andong, le passé s'achève encore...

M. Kim reconnaît certes que, sur le plan économique, Andong est en retard par rapport à d'autres villes, mais - ce retard est préférable à un développement sans moralité », affirme-t-il. La jeune génération ne partage pas cet avis et tend plutôt à penser que le traditionalisme des habitants a été purement et simplement un frein au progrès alors que les autres villes de la province (comme Taegu, à une soixantaine de kilomètres au sud) allaient de l'avant. Ainsi le professeur Nam Chi Ho, qui enseigne à l'université d'Andong, estime-t-il que la ville a perdu son rôle de pôle d'attrac-tion régional. Andong a toujours été un centre de consommation plus que de production. La ville n'a pratiquement pas d'industrie, l'essentiel de son activité se concentrant sur le commerce des produits de la terre (et de la mer ; notamment, les algues séchées). Le secteur tertiaire représente 81 % de l'activité économique.



ISOLEMENT géographique et les inégalités de politique nationale de iéveloppement qui a pririlégié certaines régions (c'est le cas de ceile de Taegu, d'où sont originaires deux présidents de la République), expli-

quent sans doute ce retard. En outre, une politique rigidement centralisée n'a favorisé ni le développement de villes-marchés ni l'apparition d'une classe d'entrepreneurs ruraux. Les plus actifs ont préféré aller ailleurs. Selon M. Nam, l'état d'esprit local a également été un facteur important. Les habitants étaient trop fiers de leur origine pour quémander des faveurs au gouvernement. Même aujourd'hui, alors que la femme du président Roh Tae Woo est originaire d'Andong, personne n'est allé lui demander quoi que ce soit », commente un journaliste local. Héritiers des let-

trés écartés du pouvoir au début de la dynastie Yi, les habitants de cette cité ont développé un esprit de persévérance et d'amour-propre blessé, empreint d'un certain fatalisme. Ce qui les fait passer parfois pour des « nigauds » frais émoulus de leur province, commente M. Yu Han Fu, directeur du centre culturel municipal. En tout cas, ils n'ont rien fait non plus pour attirer les investissements. Résultat : le produit régional brut est de 30 % inférieur au taux national moyen, et le revenu par tête n'atteint que 84 % de celui des autres préfectures. Surtout, la population stagne. An début des années 70, Andong était à la vingt-cinquième place pour la population. Elle est aujourd'hui à la trente-cinquième. le taux d'exode étant le plus élevé de la Corée (3 % par an). Parmi les cinquante chambres de commerce du pays, celle d'Andong est l'une des demières.

organisation, admet que les habitants ont un esprit d'entreprise moins développé que d'autres. «L'atmosphère est moins fébrile que dans les grandes villes de la croissance économique, ici, nous n'avons pas les yeux braqués sur les indices de production», nous dit-il. « A Séoul, on parle politique, avenir national, marché mondial: tout cela nous concerne moins. Les Jeux olympiques? Nous n'y sommes pas indifférents,

mais il n'y aura ici aucune manifestation sportive, vraisemblablement peu de touristes, donc nous ne nous sentons pas vraiment concernés. » La fierté nationale est sans doute satisfaite par la teme des Jeux en Corée, mais, vue d'Andong, c'est pour beaucoup

A l'écart des succès et des ambitions, Andong vit à son rythme et, semble-t-il, les habitants en sont satisfaits, ne jalousant guère la

Voici une cité pratiquement dépouryue d'industrie, alors même qu'elle perd sa réputation de « ville d'enseignement ». Pire, ses enfants vont étudier au loin.

capitale. Mais la ville n'en est pas moins confrontée à un problème plus grave que le retard en matière de prouesses économiques. Elle est en train de perdre cette dimension culturelle qui fit pendant des siècles sa réputation: être une ville d'enseignement. Ce «pays natal» des lettrés, creuset de la pensée confucéenne pendant la dynastie des Yi, fut longtemps un pôle d'attration des étudiants par la qualité de l'enseignement dispensé. De manière symptomatique, sur les 120 000 habitants, 45 000 sont des étudiants et des lycéens.

« Les habitants étaient un peu indifférents au retard économique de la ville car ils trouvaient une compensation psychologique à ce retard dans la culture traditionnelle et la réputation d'Andong comme ville d'enseignement », explique M. Yu Han Fu. Mais cette caractéristique est en train de disparaître. Non seulement les meilleurs élèves de la région ne viennent plus y étudier, mais encore certains habitants émigrent vers Séoul on Teagu pour donner à leurs enfants l'éducation qu'ils désirent ou envoient ceux-ci faire

Devant le bâtiment du département d'éducation de la ville, se déroulent périodiquement des manifestations de parents. Ce jourlà, une centaine de mères s'étaient réunies, portant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « La politique d'égalité dans l'enseirement détruit la moralité. » Revêtu du complet noir et de la chemise blanche des grandes occasions, M. Lee Dog Sok, directeur de l'Institut municipal de comptabilité et organisateur de la manifestation, donne à ce slogan une explication très confucéenne : « La moralisé est liée à l'éducation, et puisque le niveau de celle-ci baisse, la moralité se dégrade. » Les citadins protestent en fuit contre une réforme du système éducatif introduite en 1980 qui avait pour but d'enrayer l'élitisme en supprimant les examens à l'entrée des lycées et d'éviter ainsi que les meilleurs éléments n'aillent dans les meilleurs établissements.

La réforme n'est appliquée cependant que dans les grandes villes (Séoul, Pusan, Taegu), et à Andong en raison de sa réputation de ville d'enseignement. Mais ia, elle a eu des effets pervers : sachant que leur progéniture risquait d'être envoyée dans n'importe quel établissement, les parents des bons élèves préfèrent désormais les faire étudier ailleurs (un lycée réputé étant en effet l'assurance de l'entrée dans une bonne université). En revanche, les médiocres qui n'auraient jamais en la chance d'accéder à un bon établissement affluent à Andong où les lycées sont très nombreux : on en compte douze pour une population de 120 000 personnes, alors que Masan, avec 460 000 habitants, n'en a que onze. Résultat : le niveau de l'enseignement baisse et le nombre des étudiants entrant à l'université diminue. M. Lee affirme que la crise de l'éducation se traduit d'abord par une diminution de la fréquentation des écoles techniques (« alors que la main-d'œuvre manque, tout le monde veut faire des études supérieures »), et une angmentation de la délinquance juvénile.



sur les murs, l'invite a la modernité

L'ampleur du problème ne doit certes pas être exagérée, mais il préoccupe les parents et revient comme un leitmotiv dans les conversations car le taux de criminalité a longtemps été très saible dans la cité. La situation reflète, en réalité, une tendance générale. A l'échelle nationale, si le nombre de cas de criminalité juvénile ne progresse guère, la gravité des infractions est, elle, en augmentation. Ainsi, à Andong, au cours du premier semestre de cette année, des jeunes out commis vingt-deux crimes, viols et vols quali-fiés, soit une progression de 120 % en un an. Selon M. Yu Han Fu cette dégradation des mœurs s'explique principalement par le relâ-chement de la morale familiale lié à la tyrannie de l'apparence dans la société moderne et par le fait que, désormais, la majorité des lycéens ne peuvent pas suivre : ils en ressentent des frustations qu'ils cherchent à compenser en formant des bandes, qui souvent sout des foyers de délinquance.

L'insuffisance des infrastructures culturelles et des distractions préoccupe les adultes. Bien qu'à Andong le catholicisme soit moins répanda que dans le reste du pays (1 % de la population a épousé la foi catholique, contre 5 % au niveau national). L'Eglise a joué un rôle actif pour créer des lieux de rencontres culturelles pour les jeune pour les adultes, pour les paysans. « Le christianisme a pénétré tard dans cette région », rappelle Mgr Dupont, évêque du diocèse d'Andong, le dernier évêque étranger à avoir été nommé en Corée il y a une vingtaine d'annèce. « L'Eglise s'est cependant sacliement insè-rée dans la vie d'Andong, notamment grâce à ses activités cultu-relles », ajoute-t-il. Son centre culturel est effectivement l'un des pôles de rencontre de la ville. De manière symptomatique, c'est anssi un catholique, M. Yu, qui dirige le centre culturel municipal.



ANS doute n'est-il pas facile d'avoir vingt ans à Andong. Le traditiona-lisme de la vieille généraion est en conflit permanent avec une icunesse influencée par la culture occidentale. Le conflit

mente M. O II Chang, qui dirige le centre des jeunes, mais le malaise est latent et se manifeste dans une rupture du dialogue parents-enfants. D'un côté, les parents sentent qu'ils ont perdu leur ascendant sur les enfants; de l'autre, ceux-ci, inconsciemment influencés par la plété filiale traditionnelle, n'osent pas répliquer, et le silence s'installe. Cette coupure est évidente même lors des manifestations culturelles : il suffit qu'une conférence porte sur un sujet moderne ou traditionnel pour que le public change totalement : jeune dans le premier cas, il est composé d'adultes dans le second. Surtout, le système social est axé sur ceux qui réussissent et, implicitement, les adultes pensent que les jeunes ne doivent pas s'amuser. C'est en outre une société qui ne facilite pas les rencontres entre garçons et filles. Beaucoup de lycéens demandent à notre centre d'organiser des rencontres que, individuellement, ils ne savent pas comment provoquer. »

Certes influencés par les idées occidentales, les jeunes d'Andong qui ont une certaine culture se réfèrent aussi à la tradition, mais à une tradition différente de celle de leurs parents : une petite » tradition, populaire et distincte de celle de l'élite qui n'est à leurs yeux qu'une « philosophie du pouvoir ». « Ce qui nous concerne, commente une étudiante politisée, ce sont les facteurs d'accélération du dynamisme social, non pas ceux qui tendent à siger la société. Nous voulons être contemporains de notre époque. » Politiquement, la tradition à laquelle font référence les étu-diants radicaux d'Andong comme ceux de Séoul est celle, contestataire, issue du mouvement d'indépendance contre le joug japonais de 1919, de la révolte étudiante de 1960, qui mit fin au régime de Sygman Rhee, et de l'insurrection de Kwangju (mai 1980). Sur le plan culturel, les étudiants cherchent à renouer avec une tradition populaire, essentiellement paysanne, qui n'est pas absente de la

> « Nous voulons être contemporains de notre époque », dit la ieune fille. Dans ses contes, le poète solitaire lui transmettra la « culture des cœurs ».

Dans sa modeste maison au milieu des rizières, à l'orfe d'un village à une dizzine de kilomètres d'Andong, un écrivain solitaire est imprégné de cette culture du petit peuple. Entouré de piles de livres et de revues envahissant l'espace réduit de ses deux pièces et voisinant avec des objets de la vie quotidienne, M. Kwon Jiong Seng écrit avec talent des poèmes et des nouvelles inspirés de ce qu'il nomme « la culture des cœurs » par opposition à la culture des archives, celle qui sourd de cette sagesse paysanne s'exprimant dans les chansons et les récits d'autrefois. Il raconte l'histoire de la visille femme du village dont le mari était parti au Nord pendant la guerre, et qui fut victime de l'ostracisme des voisins, déshonorée et battue, mais resta là à cultiver sa rizière et à élever son fils. Sous forme de contes, parfois destinés aux enfants, il évoque avec des mots simples une sorte de sens premier de la vie. Dans l'un de ces contes, le «protagoniste» est une crotte de chien qui, sur le bord d'une route, se lamente de ne servir à rien quand tombe à côté d'elle une motte de terre qui, à son tour, se découvre inutile. Passe l'hiver ; et au printemps, de cette rencontre naîtra une fleur.

La vieille Corée, dont Andong est un exemple, emportée par le cours rapide de la modernisation, grince un peu sur ses assises et rechigne. Le déracinement des populations rurales, l'éclatement de la grande famille traditionnelle, la rupture des liens avec la région d'origine, que vivent les jeunes comme une libération, ne s'accomplissent pas sans créer des déchirements et provoquer un certain désarroi. Les émigrés, une fois le premier étourdissement passé, cherchent en ville à remédier à ce malaise en participant à des cercies, des clubs ou des associations de toutes sortes (y compris en nouant des liens avec d'autres émigrés recréant cette communauté régionale qu'ils décriaient dans leur province), ou parfois en rejoignant une Eglise. Besoin d'être reconnu, d'avoir une place, de se sentir accepté dans une communauté et qui explique l'« efferves-cence religieuse » (selon l'expression de Mgr Dapont) que connaît la Corée des records économiques. Andong, ancrée dans ses traditions, vieillit lentement en raison d'une forte migration vers les villes où des jeunes tentent de recréer d'autres communautés plus adaptées à leurs aspirations, mais sans toujours y parvenir.

> PHILIPPE PONS. (Lettrines de Jean Mineraud.)

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)

Autres produits alimentaires;
arrivages de l'Argentine par avion garantis;
expéditions partout dans le monde.







ÉCOLE SUPERIEURE



MERCEDES-BENZ FRANCE 118, avenue des Champs-Elysées, Paris Tel.: 45 62 24 04

## L'écrivain philippin dans

E ne suis pas parti en exil aux pires moments du gouvernement Marcos — et pourtant l'envie ne m'en manqua pas. Lui est désormais parti — il représenta une époque démente de notre vie — mais les maux de notre peuple n'ont qu'à peine été soulagés: la pauvreté, le poids des coteries, et, plus que tout, l'absence chez nos dirigeants du sens de la nation et d'un projet de société.

Né dans un village ravagé par la misère, j'ai réussi à m'évader de cette prison peu amène. Ma mère — la personne qui m'a le plus influencé — était une femme de courage et de persévérance qui enseigna à ses enfants les vertus du travail et de l'intégrité. Quand j'eus treize ans, elle m'envoya à Manille comme domestique chez un oncle qui m'aida pendant mes années de lycée.

Vint ensuite la douloureuse période de l'occupation nippone, et je vis plus tard, en tant que journaliste, le Japon se relever de ses ruines de la seconde guerre mondiale. Quand, dans les années 50, j'ai percouru l'Asie du Sud-Est pour la première fois, Taipeh était une ville hétéroclite aux vieux immeubles gris; seuls y circulaient des véhicules militaires et des bioyclettes. Singapour était encore un petit port ensommeillé, Kuala-Lumpur un petit kampong (1), et Djakarta un grand kampong. Sur la ligne d'horizon de Bangkok dominait seul alors le wat Arun — le temple du soleil.

Déjà le fossé était profond entre riches et pauvres aux Philippines, et il semblait ne pouvoir être comblé. Le soulèvement des Hukbalahaps (2) était à son apogée. Et pourtant, dans les années 50 et 60, Manille était la ville de l'Asie du Sud-Est, très en avance sur les métropoles voisines. Elle avait été considérée comme la seconde des cités les plus endommagées pendant la guerre, et pourtant elle possédait les meilleures écoles de la région, se développait à un rythme seulement dépassé par le Japon. Quand nous, Philippins, voyagions en Asie, c'était la tête haute. Et voici que la région nous laisse à la traîne.

#### Le devoir de dire non

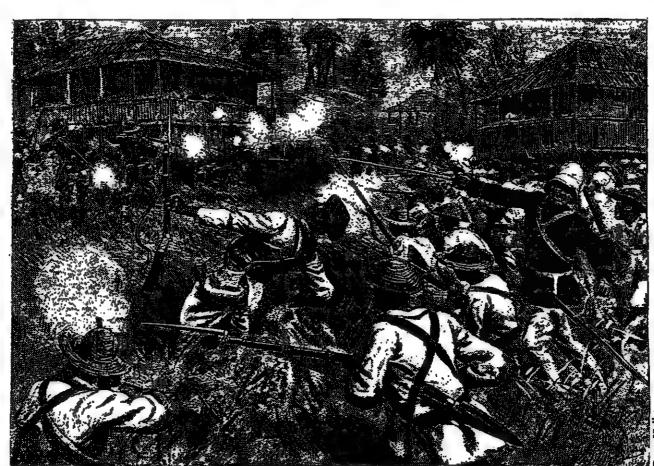
JE me pose cette question: que s'estil passé? Il est trop facile de rejeter tous les torts sur Marcos, comme le fait le gouvernement Aquino; tous les vices de cette société n'ont pas été le produit de cette abomination politique. Et pourquoi le gouvernement de Mª Aquino a-t-il été incapable de provoquer des changements fondamentaux en usant de son énorme popularité, ce qui lui eût assuré une place dans notre histoire? Est-ce parce qu'en tant que peuple nous sommes déficients? Les réponses à ces questions seraient-elles enfouies dans notre passé? Dans notre propre intransigeance?

Cherchant les réponses, je me sens contraint à un examen de moi-même et de ce que j'ai fait. Je suis égoiste, comme tous les écrivains, puisque mes écrits se fondent sur ma propre expérience. Et pourtant, je pense que j'ai fait preuve d'humilité dans mes livres en ce qui concerne ce que je connais le mieux : mon pays. Je suis engagé dans les affaires de mon temps, et ceux qui me lisent peuvent voir ce que je vois. Qui plus est, j'espère être l'écho des sentiments et des aspirations de ceux vivant dans cet en-bas d'où je sors ; je ne prétends pas être leur porte-parole ; j'espère seulement avoir mis en forme ce qu'ils ne peuvent exprimer du fond de leur sitence.

« Aujourd'hui, j'ai peur pour mon pays »,
écrit Francisco Sionil José au terme d'une intense
réflexion sur le sort actuel des Philippines où persistent
l'injustice et la misère, alors que d'autres voisins asiatiques
progressent à pas de géants. Procès des dirigeants. Le gouvernement de

M™ Aquino disposait d'un énorme crédit, qu'il n'a point utilisé pour procéder
aux réformes tant espérées. Trop facile de rejeter tous les torts sur Marcos quand
on manque à ce point de sens de la nation. « Est-ce qu'en tant que peuple nous
sommes déficients ? », se demande l'écrivain, comme bien d'autres intellectuels
ailleurs dans le tiers-monde, quand leur pays reste muré dans le
sous-développement, dépendant de l'étranger. Et « comment
créer les hommes nouveaux ? ». La réponse est un acte de
foi dans le rôle de l'écrivain qui se doit de
témoigner, inlassablement, pour la justice...

#### Par FRANCISCO SIONIL JOSÉ



LE COMBAT DE MANILLE CONTRE LES AMÉRICAINS, EN FÉVRIER 1899 (DESSIN DE DAMBLANS)

L'écriture devient alors en quelque sorte incantation, et espoir de mettre mieux en lumière ce dont souffre le pays — tout ce que nous tous pouvons voir, mais que beaucoup n'osent montrer. L'écrivain philippin a, de ce point de vue, pour tâche de souligner l'évidence, de dire que le gouvernement de Cory Aquino affirme que le soleil brille, de dire non aux flatteries de ceux qui sont au pouvoir même quand un million de Philippins non informés

L'écriture sourd de la vie, et nous l'appelons littérature, et la littérature vit parce que nous l'habitons. Elle meurt quand nous ne nous voyons plus en elle et qu'elle a perdu son pouvoir de nourrir l'espoir en l'avenir. La plupart de mes histoires sont tristes et je dis : la réalité est ainsi, et maintenant espérous.

Si le présent est un continuum, laissez-moi parler d'abord de ma jeunesse; ce faisant, je décrirai la vie actuelle de millions de Philippins. Car c'est un fait consternant : si pen a changé dans la vie des pauvres, à la ville comme à la campagne.

#### Dans le village où je suis né...

DANS la village où je suis né, il n'y avait ni puits artésien, ni électricité. Quand quelqu'un tombait malade, le guérisseur, un vieil homme grisonant, était consuité et il couvrait de feuillages aux noms inconnus la partie du corps atteinte, en récitant des formules latines. En cas de dépenses urgentes, pour des mariages ou des décès, le paysan allait voir le propriétaire foncier anquel il empruntait de l'argent dont il rembourserait le double lors de la récoîte suivante. Et il était commun pour le tenancier de laisser ses enfants en servitude perpétuelle chez le prêteur.

Nous avions une culture à laquelle chacun contribuait grâce à ses propres dons. Nons savions qui étaient les meilleurs chanteurs de pasyon au cours de la Semaine sainte – le pasyon, cette histoire versifiée du Christ et de sa Passion. Un peintre décorait le trône de la reine de la fête locale et ornait de fleurs et de mages les charrettes à cheval - les ancêtres de nos jeepneys (3). Nos poètes pouvaient réciter les plus beaux vers, chanter le dallot - cette geste des hommes sans âge et invincibles - en s'accompagnant de la guitare à quatre cordes faite en noix de coco. Le soir, sous la lune parfois, nos vieillards se rassemblaient dans les cours et raccontaient des histoires de fautômes errant au-dessus de nous ; ils nous parlaient des migrations de nos ancêtres depuis la mince plaine côtière jusqu'à chez nous; ils dissient comment les Espagnols les avaient opprimés et aussi comment ils vécurent la révolution contre l'Espagne et puis, plus tard, comment les Américains vinrent jusqu'à notre ville – Rosalès (4) – avec leurs gros canons, leurs grands

Car les Américains ont apporté à mon village et à chaque village de mon pays l'école où j'ai appris que George Washington ne mentait jamais, et que n'importe quel garçon né dans une cabane en rondins (à moins que ce ne filt une hutte en herbe ?) pouvait devenir président. Dans cette école, un maître bienveillant m'a aussi ouvert toutes grandes les portes de la littérature en me prêtant des romans, et je pleurais sur le sort de Sisa et de ses deux fils dans le livre de Rizal Noli me tangere - ses deux fils accusés à tort (5). Je vivais la dure existence des pionniers de la plaine du Nebraska dans le My Antonia de Willa Cather (6). Et la nuit, quand nous ne pouvious pas nous acheter du kérosène pour nous éclairer, je marchais vers les abords de la petite ville, là où il y avait une lumière électrique, et, entouré de moustiques et de phalènes, je partageais les mésavencontre des moulins à vent. Et, pardessus tout, j'apprenais à écrirence, une langue qui n'était pas la écrirence. L'ilokano – mon parler maternel – est une langue beile et précise, mais je ne peux en vivre comme moyen d'écriture. L'histoire a décidé pour moi : si, aujourd'hui, je n'écrivais en anglais, ce serait très probablement en japonais, voire en allemand, car les navires allemands sont venus dans la baie de Manille et auraient fondu sur mon pays si l'amiral américain George Dewey avait hésité en 1898 à détruire la flotte apagnole.

Je me console de la perte de ma propre langue en me disant que Rizal écrivait en espagnol, que ce n'est pas la lan-gue qui signe l'engagement d'un homme aux côtés de son peuple, mais les idées qu'il exprime avec lui. Je sais aussi que la langue, ce n'est pes sculement des mots : elle véhicule tout un bagage culturel ; de plus, elle me crucifis - quel que soit mon amour pour cette langue que j'utilise aujourd'hui à l'aide du savoir que l'ai de mon passé colonial. Et pourtant, sans cette langue et le système éducatif qu'elle a engendré, je n'aurais pu quitter mon village ni profiter des chances que m'offrit la ville. Plus tard, j'ai écrit, j'ai un peu voyagé, et à l'occasion j'ai même dîné avec les puissants - m'enivrant dans les espaces parfumés des riches. Mais j'ai toujours fait en sorte de revenir à mon village. Quand, après des aunées d'absence, après des sejours à l'étraner, je suis retourné parmi les miens, l'ai été surpris : ils n'avaient pas lu mes écrits et j'avais oublié ma propre langue. Les mêmes injustices dont leur vie était faite lorsque j'étais enfant conti-nuaient de les déchirer. Au spectacle de cos vies misérables pessées dans un environnement décrépit, je me suis demandé pourquoi ils étaient encore pauvres et pourquoi J'étais désormais dans l'aisance. Je compris alors que je ne pourrais revenir chez moi.

#### Gloire et mert de Rizal

E'T pourtant je ne peux pas davantage altérer l'histoire que je ne peux m'évader de mon passé. Je suis malheureux d'être plus lu à l'étranger que dans mon pays ; il est très probable que ce que j'écris sera entre dans un index de bibliothèque — tel est le sort réservé à notre littérature en espagnol. D'ailleurs, notre culture est, comme notre littérature, dépourvue de conti-

Quand les Espagnols arrivèrent aux Philippines en 1521, ils trouvèrent des tribus disparates qui se combattaient. Ces populations avaient un alphabet, tissaient, forgezient le métal, étaient expertes en contruction de bateaux et naviguaient; elles avaient un système de gouvernement qui suffisait aux besoins des tribus, mais elles n'étaient pas unies, ni ne formaient une nation. De plus, les Philippines n'étaient pas simées dans le grand courant du commerce asiatique, ni dans celui des deux religions majeures du continent, l'hindomine et le boaddhisme. L'adam les avait atteintes un siècle plus tôt dans le sud, faisant des adeptes jusqu'à Mayni-lad (7). Si les Espagnols étaient arrivés cînq décennies plus tard, ils auraient été incapables d'imposer la Croix sur un archipel islamisé. Et c'est l'Espagne qui a fait de nous une nation et pour a donné notre foi chrétienne.

La littérature née au temps de cette domination fut négligeable — se résumant le plus souvent à de pâles imitations de ce que faisaient les Espagnols : pièces en vers et petits drames. L'instruction était entièrement religieuse et les moines qui la répandaient n'avaient que méfiance à l'égard des indigènes pensant par eux-mêmes. En faisant disparaître les alphabets locaux, en interdisant les écoles aux Philippins, ils

**用性心理性的影響。在**即於各种學的自己是學術情報。

#### Une œuvre enracinée

Journaliste, poète, essayiste, Francisco Sionii José est surtout connu pour ses nouvelles et ses romans. Il a notamment écrit un cycle d'ouvrages — souvent appelé la « saga de Rosalès » — qui évoque un siècle d'histoire comminoraine de son pays à travers la vie d'une famille : The Pretenders (1962), Tree (1978), My Brothers , My Executioner (1979), Mass (1982), et Po-On (1985).

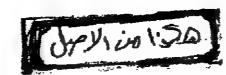
Francisco Sionil José a obtenu de nombreuses récompenses, parmi lesquelles le plus prestigieuse en Asie, le prix littéraire Magazyaay (1980).

Il prépare un essai : In Search of the Philippino (« A la recherche du Philippin »), thème de l'article qu'il a rédigé pour le Monde diplomatique. Tous ses ouvrages sont publiés dans son pays per Bolldandad Publishing House (531 Padre Faura, Ermita, Manille). Plusieurs d'entre eux ont été traduits (grec, chinois, russe, allemand, etc.), mais il est absent des catalogues français.

Philippe Pons a publié un entretien avec F. Sionil José dans « le Monde des livres » du 6 février 1987 (voir aussi l'article paru dans l'International Herald Tribune du 9 soût dernier : « Japan's Second Coming Stirs Admiration, and Loething, in Asia » (« Le retour du Japon suscite admiration et répugnance en Asia »), où l'écrivain philippin dénonce l'appétit de puissance du voisin nippon.



· LE MONDE DIPLOMATIQUE - SEPTEMBRE 1988 - 25



# TTAGE DE L'HISTON

tures du vieil homme for piète comtre des moulins à vieil dessus tout, j'apprens à le l'une langue qui n'était pas le l'ilokano — mon Perle sa une langue belle et piète ne peux en vivre comme me

ture. L'histoire a décide par aujourd'hui, je n'écrivas en a serait très probablemen a pe voire en allemand, car les mands sons venus dans la Maralle et auraient long a le si l'amural américain Comp le avait hésité en 1898 à démail

Je stre console de la pere la la Je me consone de la pare la pre langue en me disan que la vait en espagnol, que ca l'engle qui signe l'engagent l'engagen les idées qu'il exprime me par AUSSI que la langue, ce s'en les ment des mots : elle rélieble de contract de de bagage culturel : de plu, de p bagage contract of post the fie - quel que soit ma ma contract langue que l'utilise soit à l'aide du savoir que l'itérat Goldman, Et pourrant, san cor et le système éducatif qu'elle dré, je n'aurais pu quiner un ni profiter des chances que de ville. Plus tard, jai écri, jag Anie de g l'occasion la mar avec les puissants - m'amais les espaces parfumés de réal ai toujours fait en sone fe pe mon village. Quand and the d'absence, après des séjoni il ger, je suis retourné para la ) As ele surpris : ils n'avien al Servis et j'avais oublit es me gue. Les mêmes injustics les chart faite lorsque j'étais con nuzioni de les déchirer. As pe de cer vies misérables parie environnement décrépit à R. demande pourquoi ils tume pauvies et pourquoi j'émit dans l'assance. Je compris 🖦 the programmes revenue that me

#### Gloire et mor de Rizal

E lage alterer l'histoire ge peux m'évader de mon pasimaiheureux d'ètre plus la lic. gue dans mon pays, il ex the que de que j'échs sers entente. mater de bibliothèque - telst reserve a potre littérature de qu D'adicurs, notre culture ale matre littérature, dépourse às

Quand les Espagnos artike Pallippines en 1521, ils male tribia disparates qui se o Ces populations avaient ## tisbatent, fergenent ie nint experies en contraction in inmay guarant, elles avaies ## de gausernement qui mis besen des tribus, mais che de pas unies, ai ne formaies et . De prus, les Philippas sie Saubes dans le grand comuté marra antique, ni dans com rei gions majeures du coma deutane et le bouddhisme l'E avait atteintes un siècle pin at 11.4, 11:54n! des adeptes jeseil ind (7) Si les Espagnis E gering decennes plas aurarent été incapable de Creat sur un archipel shoré Espagne qui à fait de mos mi et mous à donné nour la cat

La friterature née 38 lempi: domination fut négligable si man: le plus souvent à de par lione de ce que faissien le fa préces en vers et petit desti truction était entiermen des truction était entièrement de maines qui la répandant le maines qui la répandant le maines au l'égard de sé personne par sus-meurs faits par s'ire les alphabets local s' pars'ire les alphabets local s' pars'ire les écoles au page

## ne ceuvre enracinée

M. Frerenco Scorn: José est surest con E & commentant sent or cycle d'ouvises The state of the s The Fratenders (1962), Trail 11879), Mass (1982), et Po-On (1985). were de nombreuses récom

which of the Philippino (c A is which to an a ringe pour le Monde double Son pays par Solidandad Publish Severa C. ectre sux cox se mark L. mais i out absent des catalogues inside

Comments Carracia para dans l'Interna Te Jepon & Second Corney Sura Adm JADON SUSCITO SCHILLS:100 61 RE Manage l'appiril de puissance du tori

# lippin da le combat contre l'injustice rels en Europe - trois repas par jour,

moitié du XIX siècle et les réformes en Espagne pour que des établissements tels que l'université de Santo-Tomas (fondée en 1611) ouvrissent leurs portes aux indigênes et pas seulement aux favoris mestizo - ces métis de père chinois et de mère philippine.

Rizal et les jeunes hommes brillants, bien nés et riches, qui se rendirent en Europe pour s'imbiber des Lumières furent ainsi les premiers Philippins réellement instruits. Mais, hormis les romans de Rizal, on lit bien peu de nos jours les écrits de cette époque. Peutêtre n'est-ce pas plus mal, car cette génération - celle des l'ustrados, des jennes gens éclairés - ne voulait pas vraiment se libérer des Espagnols : elle voulait les égaler. Juan Luna, le meilleur poète de l'époque, fit tout pour le prouver, usant de thèmes tout à fait européens. La plupart de ces écrits s'efforçaient de montrer que les Philippins avaient un passé glorieux et que les hommes ayant réussi méritaient un siège au Parlement espagnol.

Rizal a écrit des romans brillants. peintures victoriennes de son époque. Il fut aussi poète, peintre, sculpteur, chirurgien et philosophe de la politique. Quand il se rendit en Espagne, il était intellectuellement et culturellement espagnol; et c'est en Philippin qu'il rentra chez lui, et mourat devant peloton d'exécution espagnol le 30 décembre 1896. Une race qui avait produit un Rizal méritait la liberté: elle mérite plus que ce que lai donne son gouvernement actuel.

#### Puis vinrent les Américains

DUIS vinrent les Américains qui, eux aussi, imposèrent leur culture. Nos premiers modèles littéraires n'étaient pas les meilleurs, mais bientôt des écrits virent le jour en anglais, qui se firent plus murs avant la secon guerre mondiale. La plus grande ense pour un auteur philippin était d'être publié aux Etats-Unis. Après le guerre, nos plus prestigieux écrivains se rendirent en Amérique et adhérèrent aux thèses du New Criticism (8). Alors que les adeptes de cette école - ainsi Robert Penn Warren -- commençaient à lui tourner le dos, nos auteurs et professeurs continusient de lui être fidèles. Intéressés avant tout par des problèmes de forme, meniant l'ironie pour l'ironie, ils ignoraient les criantes réalités de leur propre société. Pis encore : leurs écrits rain : leur technologie était mai adaptée. Mais qu'est-ce qui est adapté ?

Etant donnée l'absence de continuité culturelle, ceux d'entre nous qui écrivent en anglais ou dans nos propres langues sont les pionniers et les inventeurs non sculement d'une tradition, mais aussi d'un mythe. Avant les années 50, notre littérature en tagalog - notre lan-gue nationale - manquait de profondenr. Elles consistait en de simples narrésumait en un simple alignement de mots. Aujourd'hui, ce sont les jeunes écrivant en tagalog, ayant un passé de lutte contre Marcos, possédant une instruction, qui méritent l'attention car ils Créent une littérature engagée auprès du peuple sans pour autant être de la propagande. Nos écrivains anglophones ont déjà, quant à eux, donné un visage distinctement philippin à notre littéra-ture, comme la littérature américaine, telle qu'elle fut saçonnée par Melville. Emerson et Whitman, se distingua de ses emprunts d'outre-Atlantique.

Ainsi s'opère l'inéluctable mutation de la culture folklorique en une culture de plus haut niveau, à l'esthétique différente de celle des autres peuples, En peinture par exemple, contrairement aux Japonais qui utilisent l'espace pour suggérer, nous avons tendance à l'occuper tout entier. Un sociologue français en visite à Manille se déplaçait avec moi en jeepney. Les conducteurs de ces engins ont des postes stéréo à bord et les font marcher à plein volume. Mon visiteur se demandait si, ce faisant, ils voulaient comme étouffer leur sentiment de pauvreté. Il n'en est rien : pour eux, qui dit calme dit tristesse. Le bruit procure la joie,

Peut-être la culture peut-elle aider à unifier nos sept mille îles et nos quelque trente groupes ethniques. Peut-être la culture et la noblesse qu'elle peut nous communiquer sont-elles à même de nous aider à créer un sens de la nation. Nous savons que la cuiture en soi ne suffit pas ; elle n'est pas juste en elle-même ; le signe ultime de sa pertinence ne réside pas dans ses monu-ments, ses épopées, ses cathédrales, mais dans la justice et la qualité de la

En rappelant brièvement notre histoire agitée, j'ai de la sorte évoqué le rôle de l'artiste dans la société. Notre histoire est unique en ce sens que nous avons été soumis à une série de colonia lismes dont nous n'avons pas assimilé les vertus : l'éthique du travail des Américains, le sens de la nation des Japonais, la rigoureuse dignité des Espagnols. Que s'est-il passé ? Les mêmes *llustrados* qui recherchaient l'égalité avec les Espagnols ont tenu les rênes du pouvoir, du temus des Américains, et out collaboré avec les Janonais. Ils avaient justement témoigné en faveur du nationalisme et de la liberté. mais non de la justice pour tous les Phi-

#### Manille. riche et prostituée

JE vais maintenant user de clichés. Des mots tels que nationalisme et colonialisme sont anathèmes pour beaucoup, car ces vocables ont été banalisés. Si nous pensons ainsi, alors nous refusons aussi de faire face aux maux qui affligent notre système — la pauvreté et les injustices, qui sont bien réelles. J'ai été qualifié d'utopiste, mais il est tant de bienfaits tenus pour natu-

#### -Trois livres au cœur des réalités-

INSIDE THE PHILIPPINE REVOLUTION. The New People's Army and its Struggle for Power. - Wil-The Chapters

Voici un livre qui fera date, auquel il fandra souvent se référer pour comprendre l'histoire contemporaine des Philippines, ce pays apparenment atypique dans un tiem-monde où la pispart des révolutions armées se sont éteintes et où d'autres voies sont explorées, que l'on dit pacifiques, pour pronouvoir la dignité des peuples.

Le monvement révolutionnaire philippin n'n pas seniement resurgi de ses cendres, il progresse alons même que les deux « Mecques » du communisme, Pétin et Moscou, s'intéressent d'abord à leur propre développement et à leurs mégociations avec le FMI. William Chapman apporte les nécessime éclairages historiques, remoutant jusqu'ann années 30 pour expliquer la réalité contemporaine et les antagonismes de classes sons l'annère desquels l'actuel soulèvement serait incompréberable. Il fait parler militants et responsables, sur les fieux mêmes où ils opèrent, et notamment cette cité de Davao, terreau chimiquement pur d'une explosion sociale. Il montre attei les difficultés passagères, sources d'« errours », que l'arrivée au pouvoir de M<sup>mi</sup> Aquino a causées su PC philippin. Il est persondé que le mouvement possède de très solides racines populaires et qu'il seu difficile d'arrêter estre révolution.

#### WORTH DYING FORL - Louis M. Simons

William Morrow, New-York, 1967, 320 pages, 18,95 delium.

N. Prix Palitzer pour ses reportages aux Philippines, pays qu'il « couvre » depuis dix sas, Lewis M. Simoss étadis dans le détail la période, cruciale pour l'archipel, qui va de l'assassinat de Benigno Aquino en soft 1983 à la chute de Marcos, deux ans et desni plus tard. Une information de première main, qui permet notamment de décrire les manueuvres de M. Juan Pouce Enrile, ministre de la défense, qui tenta de s'emparer pour lui-même du pouvoir et devait ensuité s'opposer à M. Aquino. M. Barile, richistime homme politique (grâce au dictateur Marcos), est le symbole de cette classe sans scrupule, corrompue, qui n'a cessé de piller le pays depuis des décennies. Les éléctions qui ont pormis à l'actuelle présidente de légaliser son pouvoir est été les plus hombres que l'archipel ait conness. Mais, aujourd'hui, les difficultés s'accumulent, sont mate à faire, la déception est grande, la guerre civile bet son plein...

#### UNECUAL ALLIANCE. The World Buck, the International Monetary Fund and the Philipp

University of Cultivrain Press, Berkeley, 1986, 362 pages, 35 delibert.

\*\* University of Cultivrain Press, Berkeley. 1806. 352 pages. 36 determ.

M\*\* Aquino déclarait, en juillet 1983, que Manille ne peut rembourner su detie. Mais commont, sortir de l'impante dans laquelle son pays est enfermé depuis près de dix ans ? Robin Broad écrit que les Philippines ont été choisies par la Banque mondiale et le FMI — des technocrates locaux aidant — comme « cobaye » de la politique de prèts su tiers-monde, politique elle-même incluse dans la stratégie globale de l' « ajustement structure! ». Elle note, mois après mois, à travers cette étude de cas, comment un pays pout être progressivement dirigé veux un type de développement qui implique une division du travail, une expansion illimitée du commence international, d'inconsants flux de capitaux veux le tiers-monde jusqu'aut jour où les nécessités de la course au profit, la montée des protectionniumes, les conflits d'intérêts en décident autrement, et où le « cobaye » ent étranglé. Elle montre clairement, à travers l'exemple philippin, comment s'opère l'alliance entre les institutions financières internationales et certains groupes sociaux locaux, alliance « batgale » mais que n'a test brisée le repressement de Marcos.

JACQUES DECORNOY.

rels en Europe - trois repas par jour, eau potable, instruction primaire, hôpitaux - auxquels des millions de Philippins n'out pas accès. Même maintenant que Mme Aquino est au pouvoir, les pauvres se voient refuser la justice. Manille est une ville sybarite possédant de superbes enclaves résidentielles, un paradis pour les étrangers, tandis que, dans leur majorité, les Philippins ne gagnent même pas trois dollars par jour. Le quartier où je possède une petite librairie grouille de touristes qui nous humilient, en nous réclamant des femmes. Et voici que les prostituées philippines se retrouvent partout an Japon tout comme des domestiques philippines travaillent dans toutes les grandes villes européennes.

Je suis bien conscient de la logique des relations entre nations : les riches tirent toujours avantage de nous, les pauvres. Mais je sais aussi que la construction d'une nation philippine est de notre responsabilité.

#### La révolution trabie

UELLE est, dans ces conditions, la fonction de l'artiste dans un pays tel que le mien ? Son rôle traditionne dans une société féodale a toujours été celui d'amuseur, ou d'artisan fabriquant des biens utiles à la société. Quand je regarde autour de moi, que je vois tous ces maux apparemment inguérissables et éternels qui nous font souffrir, j'ai bien conscience de la faiblesse de ma réponse. Qui a dit que la plume est plus puissante que l'épée, si ce n'est un écrivain prétentieux? C'est faux. L'épée est toujours plus puissante que la plume.

J'ai longtemps cru réalisable et inévitable une révolution aux Philippines. Par-dessus tout, je crois en sa justesse.

Ninoy Aquino partageait ce point de vue mais il pensait que nous devions tenter d'atténuer le coût élevé d'une révolution (9). Je suis certain que si le régime de Marcos ne l'avait pas tué, et s'il avait accédé à la présidence, il serait devenu dictateur, précisément pour organiser une révolution et en finir avec la structure décadente de nome societé.

Quand Marcos fut jeté hors du palais de Malacanang par le peuple, la veuve d'Aquino prit le pouvoir; elle avait alors toute latitude pour mettre en œuvre les idées de son mari, en commençant par l'élimination de l'oligarchie et le lancement d'un programme de réforme agraire en profondeur. Elle était plus populaire que jamais ne le fut un dirigeant philippin, mais le sang que Ninoy avait versé sur le tarmae fut gáché par sa propre veuve.

Les millions de gens qui se rallièrent à elle, et dont j'étais, ne sont plus là : ils sont déçus, sans illusion désormais, parce qu'elle a laissé passer les occasions d'agir, en raison peut-être de son appartenance à la famille des Coiuango, famille riche et sans projet social. Elle dit avoir établi la démocratie – oui, mais de façon trompeuse, qui n'a rien à voir avec la vraie démocratie, Plus grave encore : elle a ramené au pouvoir les mêmes gens qui, dans le passé, sous l'ancien régime, ont pillé le

Ceux d'entre nous qui ont vécu la sombre époque du système Marcos avons peur pour nous-mêmes et nos familles. Anjourd'hui, j'ai peur pour mon pays qui fait face à deux rébellions simultanées : celle des musulmans et celle de la Nouvelle armée du peuple ; un pays dont le service de la dette extérieure absorbe 40 % de ses rentrées annuciles de devises, qui affronte une très rapide croissance démographique, qui traite en affaires avec des Japonais intransigeants — soutenus par une élite dépourvue d'esprit critique - et qui demeure sous la domination culturelle des Etats-Unis.

Il n'est pes exclu que nous ayons le destin du Liban : division et dépossession d'identité. Nous avons témoigné d'un grand courage quand nous avons dû affronter un ennemi commun. Mais comment combattons-nous le démon qui est en nous? Comment créer ces

< hommes nouveaux » qui nous délivreront de notre fatal défaut ?

En tant qu'écrivain, j'ai fait de mon mieux pour donner à mon pays le sens de la noblesse. Et, comme quelqu'un qui a cru en des causes perdues, je vais probablement continuer d'écrire, fût-ce dans la hantise d'agir ntilement. En espérant qu'un jour peut-être, j'atteindrai un garçon, comme Rizal m'a atteint, afin que ce garçon n'ait pas, comme moi, à quitter son village.

#### FRANCISCO SIONIL JOSÉ

(1) Mot malais signifiant village.

(2) Les Hukhalshaps, plus couramment opciés Huks, étaiem des nationalistes révolu-onnaires qui luttérent contre l'envahisseur japonais pendant la seconde guerre mondiale. Ce mouvement continua, après la libération, le combat pour une tranformation de la société mais fut écrasé pendant les années 50 par le pouvoir conservateur aidé par les Etats-Unis.

(3) Jeepneys: sorte de mimbus très nom-broux dans les villes philippines et toujours peints de couleur vive.

(4) Petite ville du centre de l'île de Lucon, l l'anteur est né en 1924 et où il fait vivre la

plupart des protagonistes de ses romans.

(5) Le grand écrivain et nationaliste José
Rizzi, né en 1861, a dénoncé la colonisation espagnole dans ses remans, notamment dans Noli me tangere (1887) et El Filibusterismo (1891). Accusé – li tort – d'avoir participé à la grande révolte des années 90, il fut fusillé le 30 décembre 1896.

(6) Willa Silbert Cather (née en 1876) est (6) Willa Silbert Cather (adu en 1876) est la romancière de la «Frantière». Elle a notamment écrit O Pionulers! (1915) et My Antonia (1918), publié en français sous le titre Mon amie Antonia (Seghera, Paris, 1967). Deux autres romans de W. Cather ont été traduits par les édicions Ramany en 1986 : Mon ennemi mortel et la Mort de l'archevê-

(7) Maynilad, ancien nom de Manille. Le nilad est une fleur qui était commune a fois à l'endroit on a été courtruite la ville.

(8) Très soucieux de formalisme esthétique, les écrivains de l'école du New Crincism réagissaient notamment contre les tenants du réalisme social. Robert Penn Warren a fait partie de ce courant dans les années 30 et 40.

(9) Benigno Aquino, affectuensement appelé Ninoy, chef de l'opposition à Marcos, après plusieurs amées d'exti aux Eints-Unis, rentra à Manille en août 1983, mais fut assassiné à l'aéroport avant même d'avoir touché le



## CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT.

Le 1" privilège Volvo:

le luxe du choix.

Ouand on recherche une voiture de prestige, le hixe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre : solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes.

Choisissez la vôtre : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilégié.

Modèle présenté: 740 Turbo 4 portes.

L'autre privilège Volvo:

le luxe en hors taxe.

Que vous soyez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

**Volvo France – 138, Avenue des Champs-Elysées – 75008 Paris** Tél: 42.89.39.52 - Télex: 649 638

VOLVO

## L'objection de conscience,

EST à la présence dans ses prisons de près de cinq cents réfractaires au service national que la France doit de figurer en permanence dans les rapports annuels d'Amnesty International. Encore ne s'agit-il là que de la dimension la plus spectaculaire du problème de l'objection de conscience. Au total ils ne sont guère plus de trois mille ces citoyens qui, parvenus à l'âge du service, se refusent à porter les armes. Mais, dans ce pays de forte tradition militaire, ils se sentent marginalisés par un statut demeuré imparfait. Malgré l'avancée de la loi Hernu de 1983, la France est à la traîne de l'Europe. Et pourtant, ces objecteurs et réfractaires ne reflètent-ils pas, à leur manière, les préoccupations de nombre de ieunes?

Par DOMINIQUE VIDAL \*

« Je veux bien accorder un statut aux objecteurs de conscience, mais je ne voudrais pas qu'ils deviennent rapi dement des milliers », confie le général de Gaulle en 1958 (I). Trente ans après, le statut existe bel et bien, mais le nombre de ses bénéficiaires ne tracasse nullement l'armée française. A preuve le sourire qu'arbore le lieutenant-colonel Bodet, dans son bureau de la direction du service nationai, à Compiègne. « Nous n'avons aucune raison de nous inquieter. Certains pensalent que la banalisation du service civil, aux termes de la loi de 1983, ferait grimper le nombre d'objecteurs à cinq mille ou six mille. Or, en 1987, le chiffre de demandes retenues se monte à deux mille six cent quarante-cinq, soit i % du contingent de l'année. » Et d'exhiber une courbe effectivement parlante: la progression des candidats acceptés au service civil, déjà faible (neuf cent six en 1982, deux mille sept cent trente-sept en 1986), semble stoppée cette année. Un succès presque personnel pour notre interlocuteur : il est directement impliqué, depuis les années 60, dans le bras de fer entre l'armée et les objecteurs...

Longue tradition que l'Histoire fait remonter à l'Athènes et à la Rome antiques, l'objection de conscience connaît en France un nouveau souffle avec la guerre d'Algérie, et singulièrement après le Manifeste des 121 (2). Pour que de Gaulle tienne sa promesse d'accorder un statut aux objecteurs dès le conflit terminé, il faudra que, en juin 1962. l'anarchiste Louis Lecoin, alors agé de soixante-quatorze ans, mette sa vie dans la balance : une grève de la faim de vingt-deux jours. Huit mois seront encore nécessaires pour que, le 21 décembre 1963, la loi soit enfin promulguée. Mais les amendements suggérés par M. Michel Debré la rendent des plus restrictives: l'objection se limite à l' « usage personnel des armes - ; une commission juridictionnelle juge seule de la validité des demandes; toute « propagande » en faveur de la loi constitue un délit - et pourtant nul n'est censé l'ignorer... Le service civil, en outre, dure deux fois plus que le service militaire. « L'acquisition du statut marquait toutefois une nouvelle étape pour l'objection, créait de nouvelles conditions pour son développement et son évolution (3). »

D'abord secouristes-pompiers à Brignoles (Var), les objecteurs sont auto-

maximala - les attendent...

communique plus aucun chiffre !

risés à effectuer leur service civil dans un nombre croissant d'associations humanitaires. Les événements de mai 1968 donnent un coup de jeune à l'antimilitarisme, entraînant une recrudescence de luttes pour l'élargissement du statut d'objecteur. C'est, en particulier, l' « opération 20 » : une vingtaine de candidats, qui feront bien des émules, envoient une lettre de demande identique, que le Conseil d'Etat contraindra un temps la commission juridictionnelle à accepter. Mais le régime s'est engagé dans une escalade répressive : le 17 août 1972, Georges Pompidou, en vacances au fort de Brégançon, signe le décret du même nom, aux termes duquel les objecteurs, autoritairement affectés durant leur première année de service à l'Office national des forêts, se voient interdire toute action collective,

syndicale ou politique. Face à cette remise en cause des acquis de 1963, le mouvement repart de plus belle. Une majorité d'objecteurs refusent les affectations forcées - jusqu'à 65 % en 1978-1979. L'insoumission bénéficiera tout au long des années 70 d'une audience et d'une solidarité croissantes. C'est la grande époque des Comités de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC), puis des Comités de lutte des objecteurs (CLO). Le vieux débat rebondit entre réfractaires à tout service et tenants du service civil, qui s'organisent en MANIFESTATION DE SOUTIEN A LOUIS LECOIN, TROIS MOIS APRÈS L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE Da refue d'une guerre injuste...

1977 - sous l'impulsion du Mouvement pour une alternative non violente (4) - dans la Fédération des objecteurs (FEDO) : un « mouvement politique et syndical » appelant à effectuer un service civil alternatif » naturellement « démilitarisé » (5). Dissoute, la FEDO deviendra en 1981 le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), dont les dirigeants débattront avec le gouvernement socialiste de la loi finalement votée le 8 juillet 1983.

« Tant de promesses oubliées... »

 $\ll L^A$  gauche au pouvoir, c'était  $\ll L^A$  l'espoir, enfin, d'un véritable service civil. Les propositions de loi déposées par le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche n'étaient-elles pas limpides? Et M. Charles Hernu lui-même ne s'étaitil pas engagė? Nous avons vite déchanté. » Cinq ans après, Michel, ancien objecteur, garde l'amertume d'alors. Certes, comme tous les obiecteurs rencontrés, réfractaires exclus. il tient la loi pour « un progrès par rapport à la situation antérieure ». Concrètement, en effet, il suffit au candidat à l'objection d'envoyer au bureau du service national de la région, au plus tard quinze jours avant l'incorporation, une lettre recommandée avec accusé de réception invoquant son « opposition à l'usage personnel des armes » pour « être admis au bénéfice des dispositions de la loi relative à l'objection de conscience ».

L'objecteur effectue alors un service civil de vingt-quatre mois au sein d'une association qu'il choisit dans une liste d'environ un millier fournie par le ministère des affaires sociales. Se solde quotidienne se montait, en 1987, à 14.50 francs (comme les appelés du contingent), plus 71 francs d'indemnités de logement et de nourriture (6). « Mais à côté des aspects positifs, insiste Michel, il y a tant de promesses oubliées : les motifs retenus sont de conscience et non politiques (article L116-1); le service civil dure deux fois plus que le militatre (L 116-6) (7); il n'y a plus de commission juridictionnelle, mais c'est le ministre qui agrée les demandes (L 116-3); on ne peut bénéficier du statut pendant le service et les quatre années de « disponibilité » (L 116-2); pis encore, il peut, contrairement aux dispositions de 1963, être retiré par un tribunal en cas d'insoumission ou de désertion (L 116-4). » Rien d'étonnant, dès lors, si la nouvelle loi partage le mouvement des objecteurs : les uns exigent la modification des règles, mais jouent le jeu ; d'autres les refusent.

< La loi offre aux objecteurs la possibilité d'utiliser, de récupérer le service civil pour rester sidèles à leurs tient M. Claude Verrel, président du Comité de coordination pour le service civil (CCSC) (8). Regroupant des associations prêtes à accueillir desob-jecteurs, le CCSC veille à ce qu'elles respectent leur identité : c'est notamment une garantie contre les trafiquants de main-d'œuvre. Mais le problème numéro un réside dans le retard croissant avec lequel le ministère de tutelle rembourse aux associations les soldes et indemnités qu'elles avancent. « Faut-il y voir une manière sournoise d'empêcher le développement de l'objection de conscience ? (9) »

Comme en écho à l'orientation de M. Claude Verrel, M. Christian Robineau, un des animateurs du Mouvement des objecteurs de conscience (10), explique que son mouvement « se bat dans le cadre de la loi actuelle : sans renoncer à l'abrogation des dispositions discriminatoires. nous menons une activité de type syndical pour le respect des contrats signés par les associations». Les objecteurs « réformistes » entendent anssi « imposer dans le temps du service civil une formation touchant aux bases de l'objection et de l'antimilitarisme, aux modèles alternatifs de défense, à la défense civile non vio-

iente, etc. ». Le Mouvement des objecteurs de conscience s'intéresse également aux objecteurs des autres pays d'Europe, y compris à l'Est. Le mouvement n'oublie pas non plus qu'il doit « permettre aux objecteurs isolés de se retrouver ». Mais, avone M. Christian Robinsau « ce n'est pas facile de sortir du seul service civil pour développer d'autres champs d'intervention : un mouvement d'obiecteurs est handicapé par la rotation très rapide de ses adhérents et cadres ». Dans un article du Journal des objecteurs, notre interlocuteur admettait d'ailleurs une certaine Impuissance à transformer le service civil pour en faire un levier au service de la lutte contre la militarisation (11) ».

Manque en tout cas cruellement un relais politique. « A droite, résume M. Robineau, on s'oppose à tout ce qui pourrait porter atteinte à l'armée. même și on assure ne pas toucher à la loi de 1983. A gauche, le Parti com-

muniste reste attaché à la fois en nucléaire et à l'idée de l'« armée du peuple » ; quant au Parti socialiste, il a tourné le dos à ses promesses d'avant 1981, la logique étatiste l'emportant sur la tradition antimilitariste, et la volonté de ne pas provoquer de vagues faisant le reste. » Durant la camp de l'élection présidentielle de 1988 M. Pierre Juquin fut le seul candidat à « laisser un espace de discussion sur ces problèmes ». Membre de la comment. M. Svivain Garrel confirme: «Là au moins se déroule un sérieux échange d'idées sur la défense.» Dénonçant, contre-exemples chilien et polonais à l'appui, le « mythe » d'un contingent faisant barrage à une armée de métier putschiste », il postule l'inutilité du service militaire et se prononce pour un service civil de douze mois, à accomplir à tout moment et pour tout motif, dans n'importe quelle association, y compris politique ou religieuse. Il avone cependant comprendre les réfractaires : « Le service civil demeure un service rendu à l'Etat, auquel bien des jeunes, anarchistes notamment, estiment ne cien devoir. »

Une certaine confusion juridique

M. PIERRE SERRES est de cenx-là. Après avoir obtenu son statut d'objecteur, il a refusé de servir et se voit poursuivi pour ce motif. Devant le tribunal, il a justifié son insonmission par « la durée » du service civil, son caractère de « palliatif au chômage », la « privation de droits politiques et syndicaux »; mais également par « la militarisation croissante », « la course aux armements » qui « entretient le sous-développement », « l'armée qui intervient dans de nombreux pays », son « infiltration croissante dans l'éducation, l'emploi, la culture, la recherche (12) >.

Lorsque nous le retrouverons, avec son avocat, à Toulouse, il abandonnera son jargon : « Partir au service, même civil, c'est accepter qu'on m'impose quelque chose au nom de la raison d'Etat, et moi je ne veux pas. » Mais le statut? « Comme ça, je suis objecteur insoumis et non insoumis total. La différence? Au lieu de moisir en prison jusqu'à mon jugement, je reste libre, capable de préparer publiquement ma défense. Je ne me prends pas pour le Messie, mais je souhaite bien sûr faire parler de moi. Un procès, c'est une tri-bune. » Me Damien Thébault personnalise quelque peu la démarche de son client : « Le père de Pierre a fait la guerre d'Algérie, son témoignage à la barre a dissipé tout doute quant aux motifs du fils. » Et la solitude, voire la marginalité? « Je ne me sens pas du tout marginal, rétorque M. Pierre Serres. Je vis à Albi, où j'ai une vie sociale normale. Et surtout je me sens très soutenu par l'activité du collectif des objecteurs tarnais. D'ailleurs, à Toulouse, lors du procès, nous avons fait plus de bruit dans les médias avec cent cinquante manifestants que les milliers de syndicalistes qui avaient défilé peu avant. » Mais, pour lui, il s'agit moins de politique que de conception de la vie...

Rude vio, en tout cas : après une courte pause, de 1981 à 1984, la machine répressive s'est remise en marche. Outre les six mille déserteurs occasionnels > — une permission prolongée pour les beaux yeux d'une jeune fille, ou pour venir en aide à la famille, ou encore par... ennui - que recensent chaque année les autorités militaires. environ cinq cents réfractaires garnissent les prisons de la République.

(1) Michel Auvray, Objecteurs, has déserteurs, histoire des réfractaires en Prance, Stock/2, Paris, 1983, p. 249.

Prance, Stock/2, Paris, 1983, p. 249.

(2) A l'ouverture du procès des membres du réseau Jeanson, en septembre 1966, cent vingt et un écrivains, éditeurs, artistes, aniversitaires et scientifiques signent un memfeste affirmant notamment: « Nous respectusi et jugeons justifié le refus de prendre les angentes contre le peuple algéries. » Parmi les signataires, Simone de Beauvoir, André Breton, René Dumont, Marguerite Duras, Heari Lefebvre, François Maspero, Jean-Paul Sartre, Simone Signoret, Claude Sautet et François Truffam. Les poursaites engagées contre plusieurs intellectuels signataires ne feront qu'allonger la liste, et amplifier le soutien que leur exprime une fraction notable de l'opinion publique. Le pouvoir préférera finalement abandonner les poursuites. publique. Le pouvoir préférere fine abandonner les poursuites.

(3) Michel Auvray, op. cit., pp. 254-255; (4) MAN: 20, rae Dévidet, 45200 Mon-

(5) Plate-forme d'orientation de Mouve-nent des objecteurs de conscience, mai 1982. (6) Aujourd'hui l'objection de conscience. upplément à Non-violence Actualité, nº 103.

(7) M. Charles Herny répétait pourtant, le 12 mai 1981, dans une leuve à la FEDO, que l'Objecteur devra accomplir un tauss de service égal à celui des autres jeunes du contingent »...

(8) CCSC: 16, rae Giono, 91000 Evry. (9) Communiqué de presse du 18 février

(11) Journal des objecteurs, nº 56, juin

ter eut, une écrasses innes de Jahovah, qui i var de service à retides qui to cussi des distantità 🍂 🛚 otamnes par les trobe as refuse no le servoienc electric ikut d'une année 🕳 m de l'opération . 🛈 to 1174 - su bien entenfil aux La Coordination de a milesia procès d'abject antice, your un total mate-doute roces de principal de principal de modurais casassantes de la casassante de la c Bette de l'arrêt de la Cour ! ste 1986 " escumiation a in les chambres aplications O represent la differentiale des la differentiale de distribute de distr fennes, de dix-huts & 2 sont militarisobles. Dag ale la procédure, c'est par the per rapport a l'impression per rapport à l'impression prévalu. Les autres depuis 1971 été dipassient on non de les modules des modules de les modules de a les puridications de dece per les Imbuneux per les semées (TFPA), and Polacis en 1982 par las de la comentant la c aucommun. En dépis de la de Cour de cassation, une de asson continue de raisses insoumis relevant l'ordonnance de 1950 igg en tant qu'object de justice militaire en la de justice militaire en la de maional; et du ma Area sociales on tiere Voila qui explique Mais de procedure done je laire profiter mes clients. An Ch cuclin anx discours lecaule s'est rende de Temps, en mettant le de les crieurs, énorme : les est of de ties nombreas portaient une sie Sic. Ce qui, as pris condamnation Inscrimission - Vanta de Prison ferme, la de trois ans, le se de tois mois à deux tcheant. le retrait déchésage to be patron post and patron post and patron d'insoemis ( de du service milian Soul imprescription periods ans: pérode, on convie be pour ce our ne le france, de ce poiss de or or bearing inbural on

Peut pénésrere

Afrique du Sud : contre l'apartheid

C OMMENT pourrai-je jamais porter un uniforme ou même défiler dans un blindé, au milieu de gens qui me considèrent comme l'un des leurs, que

j'ai soignés pendant des années ? » Ainsi M. Ivan Toms, le médecin de Cross-

roada, explique-t-il son nouveau refus de servir dans l'armée sud-africaine, refus

qui lui a valu, début mers 1988, une condamnation à vingt et un mois de prison. C'était le premier Blanc jugé pour ce « délit » depuis la promulgation, en 1983,

d'une nouvelle législation : un service militaire non armé ou s'effectuent dans des

durée de six ans. Quant aux autres objecteurs, six années de prison - peine

refusant le service ou simplement ne répondant pas à l'appel, c'est que leur nom-

bre s'est considérablement accru : ceux qui n'étaient que quelques centaines, à la

fin des années 60, à pausor dans la clandestinité ou à s'exiler pour fuir la conscription, sont devenus 7 500 en 1985. Depuis, le ministère de la défense ne

Fait sans précédent, cent quarante-trois objecteurs de conscience ont fait connaître, le 3 août, dans une déclaration commune, leur détermination à refuser de servir « dans une armée qui a pour principale mission de préserver le système

d'apartheid (1) ». La montée du mouvement, sur fond de résistance à l'apartheid

et aux agressions de l'Afrique du Sud contre ses voisins, s'explique aussi par

l'emprise croissante de l'armée. 1961 : rétablissement d'une conscription limi-

tée, 7 000 jeunes Blancs par an et pour neuf mois. 1967 : systématisation de la conscription par tirage au sort. Début des années 70 : passage du service à

douze mois, suivis de périodes de réserve annuelles de dix-neuf jours pendant

cinq ans - elles montent à trois mois en 1975. 1977 : service militaire de vingt-

quatre mois, et période de réserve s'étalant sur huit ans. 1982 : tout homme doit, après ses vingt-quatre mois de service militaire, deux années de périodes de

réfractaires invoquant des principes moraux ou politiques puissent accomplir un

ervice communautaire au lieu du service dans l'armée. Mais les autorités mili-

taires ont renouvelé au début du mois d'août leur refus d'amender la législation

en vigueur. Et finalement, le 21 août, l'organisation a été interdite (2).

(1) Cf. le Monde, 5 août 1988. (2) International Berald Tribuna, 23 août 1988.

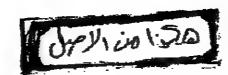
Aujourd'hui, l'End Conscription Campaign (ENC) sa bat pour que les jeunes

sements publics (hôpitaux notamment), mais pour motifs religieux et d'une

Si le régime de Pretoria durcit ainsi son attitude à l'égard des jeunes Blancs

(10) MOC : 24, rue Crémienz, 75012

(12) Réfractaires et Liberté d'opinion,



# eonscience marginale et pourtant révélatrice



DOUZE MOIS DE «CORVÉE» POUR SERVIR LA NATION

munule reste attaché à ligi musicaire et à l'idée de l'en peuple - ; quant au Pari mit G LEAFTHE LE dos à ses promonie. 1931. la logique étailne les sur is tradition entimilitate. voionse de ne pas provoque de faisant le reste - Durant le de l'election présidentielle d' M. Prette Juquin fut le selec « laisser un espace de direit ces prociemes . Membre dit mussion de la défense de moment, M. Sylvain Game et - La su moins se déroule mi ecnanze d'idées sur la 🦛 Denonquat, contro-etemple de polanata à l'appui, le « mui-i e contingent faisant barre is armee de mêtter putschiste da Campalità du service militaires monte pour un service anlét TAIS, à acomplir à tou me pour tout moud, dans n'in Especiation, y compris politique gue asc. Il avoue cependani cont

les réfractaires : . Le serie :

demeure un serne redail.

auguel bien des jeuns.

Martammens, estiment ne rie im

EPRES L'INDÉPENDANCE DE L'ALGERE

estaine consusion juridique

--

de servir et

della me

I MARK

phiaster Le dif-

Pierrit M. Pierrit M. and He

SHOP SHAP

- Men is

OF STREET

Rude vie, en tout est sait machine repressive s'est rende the Cutte les six mile de · Outcassoracis · - une person iongie pour les beaux year fait fale, ou pour venur en adelhi co encore pur enam - que mo environ conq cents refrecied sent les prisons de la Right

départeurs, hustaire des sifements France, Stock/2, Pars, 1983, p. 8. france Stack, 2 Pars, 1983, p. 18.

(2) A l'ouverure de problème de reseau Jeanne, et spenie fil de reseau Jeanne, et spenie fil de reseau Jeanne, et spenie fil de reseau de securique sigen se de l'irrenant solament : des reseau figures de problème, l'est prespie algères, de l'entre de de l'ent

1) Plate-forms d'oristate à l'ament des objecteurs de consiste de l'objecteurs 1967
(7) M. Charles Herm this is a 12 mai 1981, dans the latter is a 1981, dans the latter is a 1981, days accomply a service again a colai da sent is constructed again a colai da sent is constructed again.

CONCERNATION OF PROPERTY OF THE PROPERTY OF TH (10) MOC : 34 TE OF (11) Journal des algebras 18 (12) Rifractions of lines of

10 mg 1 mg 1

Parmi eux, une écrasante majorité de Témoins de Jéhovah, qui estiment n'avoir de service à rendre qu'à Dieu; mais aussi des dizaines de réfractaires condamnés par les tribunaux : objecteurs refusant le service civil, désertant au bout d'une année - notamment ceux de l'opération - On arrête tout > (13) - on bien encore insoumis totaux. La Coordination de soutien aux réfractaires (14) a recensé, en 1987, soixante-six procès d'objecteurs revendiquent leur insoumission ou leur désertion, pour un total de cent soixante-douze mois de prison, sans compter les insoumis canaques.

« Aujourd'hui, expose Me Thébault, en vertu de l'arrêt de la Cour de cassation de 1986, l'insoumission est du ressort des chambres spécialisées (15), par assimilation à l'ordonnance de 1959 organisant la défense et prévoyant que tous les Français, hommes et semmes, de dix-huit è cinquante vue de la procédure, c'est une simplification par rapport à l'imbroglio qui a longtemps prévalu, les objecteurs ayant depuis 1971 été jugés, selon qu'ils disposaient ou non du statut, par les juridictions de droit commun ou par les tribunaux permanents des forces armées (TFPA), eux-mêmes remplacés en 1982 par les chambres spécialisées. Une partie des insounds connurent cependant jusqu'en 1986 le droit commun. En dépit de la décision de la Cour de cassation, une certaine confusion continue de régner, les objecteurs insoumis relevant à la fois : de l'ordonnance de 1959, en tant qu'a assujettis de défense » ; de la loi de 1983, en tant qu'objecteurs; du code de justice militaire qui régit le service national ; et du ministère des affaires sociales au titre du service civil. Voilà qui explique certaines erreurs de procédure dont je m'efforce de faire profiter mes clients. >

Plus passionné par la maîtrise de son métier qu'enclin aux discours militants, Me Thébault s'est rendu célèbre, au printemps, en mettant le doigt sur l'une de ces erreurs, énorme : les ordres de toute de très nombreux objecteurs insoumis portaient une signature non autorisée, ce qui, en principe, devrait annuler les condamnations. En attendant l'incommission « vaut » d'un mois à un an de prison ferme, la désertion de six mois à trois ans, le refus d'obéissance de trois mois à deux ans, plus, le cas échéant, le retrait du statut d'objecteur, la déchéance des droits civiques, le séquestre des biens, et même l'interdiction professionnelle -un fonctionnaire doit être en règle avec l'armée, un patron peut être poursuivi pour emploi d'insoumis (article L 128 du code du service national). Et ces délits sont imprescriptibles jusqu'à... cinquante-trois ans! Même si les verdicts semblent s'alléger dans la dernière période, on conviendra que c'est cher payé pour ce qui ne représente, en dernière analyse, qu'un délit d'opinion.

La France, de ce point de vue, joue un rôle d'arrière garde en Europe (16). « La protection de la liberté de conscience implique le droit de refuser d'effectuer le service militaire armé [...]; nul tribunal on nulle commission ne peut pénétrer la conscience

d'un individu [...]; une déclaration individuellement motivée doit donc suffire [...]; la durée du service de remplacement ne devrait pas excéder la durée du service militaire [...]; il doit être organisé dans le respect de la dignité de la personne concernée. » Os ne sont pas là les siogans des objecteurs de la CEE, mais des extraits de la résolution, dite Macciocchi, votée par le Parlement européen le 7 février 1983. A son tour, en 1987, le comité des

ministres du Conseil de l'Europe stipulait que « toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour d'impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service = ; et de = recommander = aux Etats membres l'adoption d'une « procédure équitable » en vue d'offrir aux objecteurs un « service de remplacement = qui « ne doit pas revêtir le

#### La France à la traîne de l'Europe

A U nord de l'Europe, on n'avait pes attendu ces invites : les dispositions et lois en faveur de l'objection de conscience y datent le plus souvent d'avant la seconde guerre mondiale, voire la première – la Norvège ouvre la voic en 1900. Aujourd'hui, dans les s scandinaves, aux Pays-Bas et co Autriche, le statut d'objecteur peut être obtem à tout moment, et donne droit à un service civil un peu plus loug que le service militaire. De même au Danemark, qui n'accorde cependant pas le statut pendant le service, et en Belgique, où, de surcroît, les autorités remettent en cause les affectations socio-culturelles et d'éducation populaire. Quant à l'Allemagne fédérale, la poussée des Verts et des pacifistes y explique sans doute le succès du se vice civil: soixante-dix mille participants. Pas de problème, évidemment. dans les pays qui ne pratiquent pas la conscription (Royaume-Uni - les soldats de métier objecteurs peuvent même y quitter l'armée, - Luxembourg, Irlande) ou ne possèdent pas d'armée (Islande). Notons enfin que les Témoins de Jéhovah sont purement et simplement exemptés de service es Finlande, aux Pays-Bas et en Suède.

L'Europe du Sud, par comparaison, a pris du retard. La loi italienne comporte certes, depuis 1972, un service civil de vingt mois, mais les longs délais de réponse aux demandes freinent son application. En Espagne, la loi de 1984 créant un service civil de quinze à trente mois ayant été déclarée non conforme par le Tribunal constitutionnel, les objecteurs attendent, en appel différé - parfois depuis dix ans -l'adoption d'un nouveau texte. Au Portugal aussi, les objecteurs ont attendu deux ans les modalités d'application de la législation de 1985 créant un service civil de durée égale au militaire.

Pis est le sort des objecteurs grecs : un service non armé a été instauré par la loi de 1977, mais de quatre ans, si bien qu'aucun objecteur n'en a demandé le « bénéfice », nombre d'entre eux préférant même s'exiler pour échapper au sort de M. Michalia Maragakis, le premier objecteur qui ne soit pas Témoin de Jéhovah, en prison pour quatre ans. Des geôles en gu service civil, telle est également la formule de la Turquie et de Chypre qui, à l'instar de la. Suisse, refusent de maître quelque objection que ce

En Europe de l'Est, si la répression se poursuit, des signes indiquent un changement d'attitude. Reviendrait-on caractère d'une punition (17) »...

à la liberté d'objection décrétée par Lénine et si vite oubliée ? La Hongrie et la République démocratique allemande proposent un service non armé aux objecteurs pour raisons religieuses ou assimilées — les autres sont poursuivis. Plus neuve est l'évolution en e : bne smaistie a été accordée à tous les emprisonnés et une nouvelle loi prévoyant la création d'un service civil de trois ans est entrée en vigueur en tembre 1988 (18).

En Tchécoslovaquie, en revanche, le mouvement qui s'est développé autour de la lettre ouverte du conscrit Jan Svoboda n'a pas encore abouti. De même en Yougoslavie, malgré l'action du groupe de paix de Ljubljana. En URSS également, l'action des groupes pacifistes Confiance paraît en mesure, lamost obline, de forcer la résistance des autorités politiques et militaires. Les observateurs relèvent en particulier que le délégué soviétique ne s'opposa pas, en mars 1987, à la résolu-tion du comité des droits de l'homme de l'ONU proclamant que « l'objection de conscience au service militaire doit être considérée comme un exercice légitime du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion », invitant les Etats à « reconnaître le droit d'être exempté du service militaire pour objection de conscience », pronant « diverses formes de service de substitution compatibles - avec elle et recommandant, enfin, de « s'abstenit de soumettre ces personnes à l'empri-

Pourquoi la France reste-t-elle à la traîne, à l'Ouest? « Problème marginal », confic-t-on dans les allées du pouvoir, comme pour mer qu'il faille lui porter intérêt.

Numériquement, les objecteurs de

conscience ne pèsent pas lourd en France, surtout en comparaison avec l'étranger. Questionnés sur les raisons de ce décalage, nos interlocateurs citent en premier lieu la durée du service civil, dont même le lieutenantcolonei Bodet admet qu'« elle dissuade nombre de jeunes ». Et la sousinformation des conscrits? Non. répond-il, en nous offrant la brochure distribuée par les maires à tous les appelés, et qui présente effectivem le « service des objecteurs de conscience » comme l'un des six « itinéraires » possibles. Si les jeunes ne l'empruntent pas, c'est simplement l'objection heurterait le « températ français », conforté sur ce point per « l'amélioration de l'image de l'armée ». Paradoxalement, M. Claude Verrel ne contredit pas cette analyse en incriminant = la tradition militariste même si l'on cherche à éviter le service avec l'idée que le service représente une étape dans la vie, et, qui plus est, un grand moment de brassage ». Mais il se plaint également, comme M. Christian Robineau, du « reflux de la vague antimilitariste, désamorcée par les acquis de 1983, la crainte paralysante de gêner la gauche au pouvoir et l'absence d'un puissant mouvement de paix faisant relais ».

M. Sylvain Garrel, quant à lui, s'en prend à l'« habileté » d'une loi « marginalisant l'illégal par la banalisation du légal ». M. Pierre Serres cite aussi la survivance du vieux mythe selon lequel, grace au service, « tu seras un homme, mon fils ». Me Thébault affirme : « Il est mol porté d'être objecteur ou insoumis dans un pays où l'armée a récupéré le prestige de la Résistance, fait oublier les guerres coloniales et bénéficie du fameux consensus sur la défense auquel même les partis de gauche se sont ralliés. » Une explication, en tout cas, fait l'unanimité ; quand près d'un tiers des appelés parviennent à se faire dispenser, réformer ou exempter, à quoi bon nasser deux ans dans le service civil, et plus encore risquer la prison? Les antimilitaristes sans le dire, voire sans le savoir » (Mª Damien Thébault) choisissent la « débrouille » individuelle plutôt que l'action collec-

#### De l'engagement militant aux convenances personnelles

TELA dit, l'importance des phéno-C mènes sociant et politiques se mesure-t-elle au nombre de leurs protagonistes? Les objecteurs et, à leur manière, les réfractaires, sans conteste minoritaires, n'en interpellent pas moins la société française. Sur ses libertés : est-il acceptable qu'à treize ans du vingt et unième siècle des jeunes gens effectuent leur service dans des conditions discriminatoires parce qu'ils refusent de porter les armes, a fortiori que certains d'entre eux passent des mois en prison? Sur sa politique de déferes : la dissussion nucléaire en elle justifiable moralement et crédible militairement, la France peut-elle rester à l'écart du désarmement entrepris par l'URSS et les Etats-Unis, la militarisation de la société ne menace-t-elle pas la démocratie, n'est-il pas temps défense? Mais, au fond, si leurs mises en cause semblent pertinentes, c'est sans doute que ces quelques centaines de jeunes résument des situations, des questions et des aspirations propres à un très grand nombre d'autres.

Deux enquêtes récentes, les premières du genre, le donnent à penser. L'une réalisée par le groupe de Rennes du Mouvement des objecteurs de conscience, et qui porte sur deux cents objecteurs en service civil dans l'onest de la France, éclaire en particulier leurs motivations : 59 % invoquent l'antimilitarisme, 47 % la volonté d'échapper à l'armée, 38 % la nonviolence, 36 % le désir d'effectuer un service civil... Quant au choix du service civil proprement dit, 64 % mentionnent l'espoir de faire un travail intéressant, 45,5 % le désir d'acquérir une expérience professionnelle, 32,5 % le souci de ne cas être en situation irrêgulière, 31,5 % la volonté de faire parler de l'objection, et 16,5 % celle de se former à d'autres options de défense (20)...

Quant à l'enquête, nationale, du Comité de coordination pour le service

civil (21), elle cerne notamment les quatre principales « figures » d'objec-teurs en service civil. La première se caractérise per « le refus d'accomplir le service militaire au nom de préoccupations non violentes, pacifistes ou tiers-mondistes », souvent liées à « un engagement militant ». La seconde se définit surtout par une affirmation volontaire d'autonomie : l'acteur ne refuse pas l'armée au nom des convictions qui viennent d'être évoquées, il refuse le système d'obéissance forcée ». Dans la troisième figure, « l'objection n'est affaire ni de conviction ni d'appel à l'autonomie, elle est l'expression d'une forte extériorité sociale de l'acteur, extériorité volontaire ou involontaire qui est recul ou désengagement à l'égard du « monde tel qu'il est ». Enfin l'enquête évoque, d'ailleurs en les sous-estimant, les objecteurs pour « convenances person-

Qu'on y regarde de plus près : ces miroirs de l'objection nous en renvoient une image saisissante, tant la poignée de militants anarchistes de tout temps Inconditionnels de l'insoumission s'efface devant une jeunesse familière, celle-là même que désarçonne la

DOMINIQUE VIDAL

(13) COARICO, B.P. 2024, 49016 Angers

(14) Dogt le « répondeur antimilitariste est au numéro de téléphone 43-03-62-03. (15) Chambres civiles normales, mais avec

(16) Ca qui suit doit beaucoup au travail effectué per M. Claude Verrel sur l'objection de conscionce à l'étranger.

(18) International Beraid Tribune,

(19) Résolution du 5 mars 1987,

(20) Qui est and ? MOC Rannas, 1987.

(21) Daniel Jacquin, Evaluation des apports du service civil au développement de la vie associative, CCSC, 1987.

#### Israël: ceux qui refusent

E phénomène existait depuis une dizaine d'années, mais la « révolution des pierres » l'a sensiblement amplifié : depuis décembre 1987, des centaines de soldate et d'officiers, réservistes et conscrits, mais écalement nombre de lycéens, ont fait savoir, collectivement, qu'ils ne participeraient pas à la répression contre les Palestiniens des territoires occupés. Il s'apit d'une objection sélective, puisque la plupart des signataires acceptent, en revanche, de servir à l'intérieur des frontières internationales d'Israël. Plusieurs dizaines d'entre eux sont

A l'origine de ce mouvement - qui bénéficie d'un large soutien permi les intellectuels, les jeunes Israéliens et certains hommes politiques - se trouve l'organisation Yech Gyul (II y a une limite). C'était déjà à son initiative que, à partir de 1982, des centaines de soldats dirent non à la guerre du Liban. Mais les précurseurs de certe objection politique - du moins dans son expression collective - furent les vingt-sept lycéens qui, en 1980, annoncèrent à la veille de leur mobilisation leur intention de ne pas servir ailleurs qu'en Israel même. Plusieurs d'entre eux connurent la prison. M. Gadi Algazy, par example, en fit dix mois : à sa dénonciation de l'« illegalité » de l'ordre de servir dans les territoires, la Cour militaire avait répondu qu'un soldat doit obéir aux ordres sans écouter sa conscience - en contradiction évidents avec la jurisprudence de Nuremberg. Dans d'autres cas, les autorités préférèrent « s'arranger ».

C'est que la loi israélienne ne prévoit rien en matière d'objection. Elle impose le service militaire à dix-huit ans à tous les citoyens non arabes (les Druzas cependant effectuent leur service) : pour les hommes, trois années dans l'armée, plus des périodes annuelles de réserve de vingt et un à cinquante-cinq ans ; pour les femmes, deux années, et des réserves de vingt à vingt-sept ans. Seul le ministre de la défence peut exempter, à sa guise.

Parmi les cas d'examption, notons les mères et les fammes enceintes ; les fernmes déclarant devant un juge, rabbinique ou laïc, être religieuses et observer la cacherout et le chabet, de même que les femmes de famille religieuse invoquant des raisons de conscience ; les étudiants des yechivot (écoles religieus en vertu des accords entre les gouvernements successifs d'Israël et les partis religieux. Enfin certaines disciplines universitaires (médecine, droit, études techniques, etc.) permettent d'ajourner le service, qui sera néanmoins allongé.

Le vide juridique concernant les objecteurs favorise évidemment l'arbitraire le plus total. Selon les circontences du moment et la combetivité des intéressés. certains sont mobilisés de force, et parfois dispensés de porter des armes, d'autres se retrouvent derrière les berreaux, d'autres encore sont « oubliés » ou même se voient promettre un autre lieu de service s'ils acceptent de se taire. Mais on peut penser que la gravité de la situation actuelle et l'ampleur du mouvement d'objection contraindront les dirigeants de l'armée et de l'Etat à affronter plus directement le problème.

JOSEPH ALGAZY.

#### IL Y A CINQUANTE ANS, LE RECUL DES DÉMOCRATIES

## Munich ou l'illusion de la paix

ES démocraties peuvent-elles s'accommoder de régimes qui nient les principes sur lesquels elles sont fondées et tentent de masquer la tyrannie sous le voile de la défense de l'Occident? En livrant à Hitler la Tchécoslovaquie, le 30 septembre 1938 à Munich, Français et Britanniques laissaient croire qu'ils achetaient la paix à l'Ouest au prix de l'abandon, à l'Allemagne nazie, d'une jeune République alliée.

Plus encore que de lâcheté, les réactions des élites politiques et culturelles de l'époque témoignent le plus souvent d'un mépris des institutions démocratiques et d'une peur haineuse des mouvements populaires que l'ordre noir saura écraser.

Par RENÉ BAYSSIÈRE

«La guerre n'est pas fatale. » C'est ainsi que réagit le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1) au lendemain des accords signés à Munich le 30 septembre 1938. Pour lui, la paix a été préservée parce que, « pour la première fois, la France et l'Angleterre ont appliqué la formule qui, depuis quatre ans, fut d'emblée nôtre ; ne résister que sur des positions aisément défendables, c'est-à-dire après avoir fait pleine justice aux revendications adverses (2) ». Ce pacifisme inconditionnel, qui était alors le fondement de l'antifascisme, correspond aussi à une attitude assez nettement dominante dans l'opinion, quoique pour des raisons fort diverses.

L'un des premiers sondages qui aient été réalisés par l'Institut français d'opinion publique (IFOP), en donne confirmation: 57% des Français sont favorables à ces accords (37 % les désapprouvent, 6 % sont sans opinion) (3). Certains le font avec allégresse: La paix! la paix! la paix! Voilà le mot qui, ce matin, se lisait dans tous les yeux, sortait joyeusement de toutes les lèvres. Le monde respire. Nous allons donc vivre encore. [...] Notre président du conseil et notre ministre des affaires étrangères nous ont gardé la paix. C'est l'honneur et la dignité. C'est mieux. Grâce à eux, la France peut continuer à vivre son beau et glorieux destin de nation pacifique et démocratique», écrit Jean Prouvost dans Paris-Soir du

Co soulagement exubérant a quelque chose d'indécent puisque la France, à Munich, a trahi la Tchécoslovaquie, son alliée qu'elle s'était engagée, par traité, à défendre contre tout coup de force allemand : pour éviter la guerre, elle consent à l'annexion par Hitler des Sudètes et de la minorité allemande qui les habite. Au mois de juillet encore, Edouard Daladier, président du conseil depuis le 10 avril, avait tenu à rappeler la fidélité du pays à ses engagements. Sans doute, cette paix est-elle d'abord recherchée par le premier ministre britannique Neville Chamberlain qui, partisan de l'apaisement, multiplie les initiatives en ce sens. Mais le choix, par Daladier, de Georges Bonnet comme ministre des affaires étrangères est, dès avril, le signe d'un changement de politique que Paul-Boncour, son prédécesseur au Quai d'Orsay, analyse ainsi : - Le tort de M. Georges Bonnet et de M. Daladier fut de ne pas dire qu'on changerait de politique, d'assurer même M. Benès [le président de la République tchécoslovaque] que rien n'était modifié... (4) » Mais Paris ne dit rien, puis relaie, le 19 septembre, l'ultimatum hitlérien au gouvernement tchèque en lui annonçant que la France ne se battra pas pour les Sudètes et qu'il convient de rechercher une solution

pacifique. Le 29 septembre, réunis à Manich, Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier – en l'absence de la Tchéco-slovaquie et de l'Union soviétique qui, depuis 1935, lui était alliée — signent l'accord de dépècement de cette jeune démocratie née de la victoire de 1918. Le corps amputé de la Tchécoslovaquie reste allongé sur la table d'opération. Mais Hitler va se passer ilntenant du « club des charcutiers ». Il dépècera tout seul», écrira Paul Reynaud, en 1947 (5).

C'est à ce prix qu'est obtenue cette paix que Chamberlain présente à la Chambre des communes comme « la paix dans l'honneur... la paix pour notre temps ». En Grande-Bretagne.

donne lieu à des manifestations de foules délirantes. Stefan Zweig en témoigne, à Londres : On apprit d'abord par la radio la nouvelle Peace for our time qui annouçait à notre génération éprouvée que nous pourrious encore vivre en paix, encore une fois être fois travailler è l'édification d'un monde nouveau et meilleur et sous cesoslà mentent qui essaient après coup de nier qu'ils cient été entvrés par ce mot magique (6). >

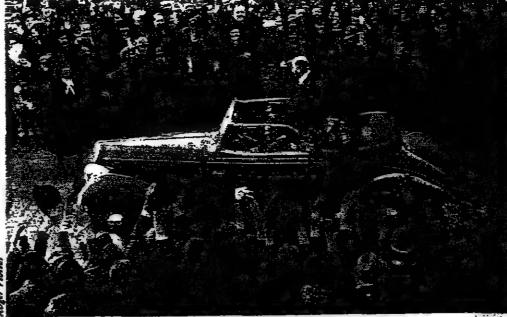
Dans le Sursis, Jean-Paul Sartre rapporte une anecdote que d'autres témoignages rendent vrai-semblable, selon laquelle Daladier, plus conscient que Chamberlain de la défaite subie par les

démocraties, apercevant la foule qui se précipite vers son avion, au moment de l'atterrissage au Bourget, et craignant un mauvais parti, se voit accueilli par une explosion de joie : « Ils criaient : « Vive la France! Vive l'Angleterre! Vive la paix!» Daladier les regarda avec stupeur. Il se tourna vers Léger [Alexis Léget, secrétaire général du Quai d'Orsay, alias Saint-John Perse] et il dit entre ses dents: «Ah, les c...! (7) » On sait, en effet, que le président du conseil considère Munich comme « une immense défaite diplomatique pour la France et l'Angleterre ».

croit pas - ni les Anglais, surtout - en

la force militaire de la France. Les Bri-

tanniques ne se sentent pas prêts non



LE RETOUR À PARIS D'ÉDOUARD DALADUER «Le monde respire. Nous allous donc tirre ancore...»

niste et peut-être la bolchevisation îmmédiate de l'Europe » (Thierry Maulnier) (15). Ils justifient l'analyse qu'Emmanuel Mounier formule dans la revue Esprit (1= octobre) : « On me comprendra rien au comportement de cette fraction de la bourgeoisie française si on ne l'entend pes murnairer à mi-voix : « Plutôt Hitler que Blum (16). =

rempart « contre la révolution commu-

Léon Blum qui, au Parti socialiste, l'emportera sur les positions pacifiques dogmatiques de Paul Faure, se « sent » [mi] partagé entre un làche soulage-ment et la honte » dès l'acceptation par la Tchécoslovaquie du plan francobritannique du 18 septembre. Et il écrit dès le 20 septembre dans le Populaire : « La guerre est probablement écartée. Mais, dans des conditions telles que moi qui n'ai cessé de lutter pour la paix, qui depuis bien des années lui avais fait d'avance le sacrifice de ma vie, je n'en puis éprouver de

D'un Paul Faure pecifiste enragé au Parti communiste déterminé à lutter contre les dictatures fascistes, en passant par des radicanx serrés derrière Daladier et des socialistes partagés, le rassemblement populaire a définitivement éclaté. Les communistes sont à nouveau isolés, bientôt pourchassés Leurs intellectuels ont quitté, depuis quelque temps déjà, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, car ils pensent que cette vigilance doit s'exercer par la résistance aux revendications territoriales des gouvernements de Mussolini et de Hitler.

Au centre et à droite, quelques voix s'élèvent aussi contre Munich : André Tardieu, qui considère que « Munich est le plus beau succès allemand de l'après guerre »; Henri de Kerillis, pour qui « le pacte... nous apporte la paix sans la sécurité... (18) »; ou Emile Buré, dans l'Ordre, qui manifeste son inquiétude, en octobre 1938.

et cloue au pilori en mars 1939, après « le coup de Prague », ses adversaires « Ceux de nos munichois qui s'ont pos perdu tout sens national sont tennillés par le remords. Ils accusent pour ne pas être accusés. Le traité de Ves sailles, selon eux, était indéfendable Menteria abominable... Il a fallu, pour en evoir raison, que l'Ailema contrôt à Paris et à Londres des vernements qui reculèrent au delà an concevable les bornes de l'intelligence politique et de la lâcheté

morale (19). > Dès le 20 septembre 1938, le Manchester Guardian émet una prédiction qui se confirmera ; « La crise a été provisoirement résolue par la capitulation des puissances occidentales... Le projet de livrer la région des Sudètes à l'Allémagne laissera, s'il est réalisé, la Tchécozlovaquie entièrement saus défense... Hitler a gagné la plus grande victoire de sa carrière. Il semble que l'on croie, ici et à Paris, que Hitler sera satisfait par cette acquisi-tion de la région des Sudètes... Penye cela, c'est s'illusionner soi-même. Le simple fait de la victoire de Hitler suit la Tchécoslovaquie et les puissances occidentales amènera la Pologne, la Roumanie et la Youposlavie dans son orbite politique - la Hongrie est déjà sous influence. La conquête de la Tchécoslovaquie, c'est, ipso facto, la conquête indirecte de tous ces

Ce qu'annonçait sous une autre forme, dans le Temps du 2 avril 1938, Hubert Beuve-Méry, alors correspondant de ce journal à Prague : « Ce n'est nullement un problème d'ordre inté-rieur que l'Allemagne a réglé les 12 et 13 mars [Anschluss], c'est la prendère étape de la Mittleuropa qu'elle a réalisée. Les grandes démocraties occidentales qui ont considéré ce spectacle d'un œil médusé pourraient se trouvet en présence de surprises plus désagréa bles encore... (21) > (voir aussi l'encadré ci-dessous].

pays... (20). »

Toutefois, à ce moment, Daladier est-il sincère? On peut en douter. Il ne

EUPHORIE pacifiste, pourtant, l'emporte. « Chaque Français a éprouvé une impression physique de soulagement et si sa raison continuait à être inquiète, son cœur était prêt à due », écrit Pierre Limagne dans la Croix du 29 septembre. Il ajoute, le 3 octobre : « M. Daladier est modeste. Les ovations de la foule, que d'autres, en ce moment, recherchent à tort, il les accepta, vendredi, comme un hommage à la paix... Lisez ses déclarations; elles traduisent les sentiments d'un brave homme qui laisse entendre : « J'ai fait ce que j'ai pu. Des chess d'Etats démocratiques et des dictateurs ne sont pas à égalité. Mieux valait refuser une victoire militaire payable par des millions de deuils, puisque le chancelier du Reich ne reculait même pas devant les perspectives de défaite presque certaine. Au moins, désirait-on fixer une limite aux débordements hitlériens; si nous avons réussi, ce ne sera pas mai déjà. La paix est toujours achetée par les pacifiques; ayons une gratitude infinie pour nos amis tchèques, qui lui ont sacrifié le patrimoine millénaire de leurs aleux (8). » Un tel plaidover lui vant, le 4 octobre, la confiance de la Chambre des députés par 537 voix contre 75 (73 communistes, le nationaliste Heuri de Karillis et le socialiste Bouey). Une Chambre qui n'a pas été consultée avant un accord dont le conseil des ministres n'a pas non plus, semble-t-il, préalablement débattu au fond.

**HUBERT BEUVE-MERY** 

#### « Appeler les choses par leur nom »

Correspondant du Temps à Prague su moment de la signature des accords de Munich, M. Hubert Beuve-Méry écrit en octobre 1938, dans Politique :

Il est inutile de se mettre en colère. Mais il est nécessaire, tant qu'on le peut encore, de dire la vérité et d'appeler les choses par leur nom. La France vient de manquer, à la face du monde, à des promesses mille fois répétées et répétées par tous. Elle l'a fait pour sauver la pair. L'intention est louable et l'excuse plus que suffisante. Mais à une condition : que la paix soit, effectivement, assurée. Si demain des millions de Tchèques retombent en servitude, si le maintien de la paix apparaît plus difficile et plus onéreux encore qu'il n'était hier, la France sura trahi purement et simplement. Et l'échec politique s'aggravera du déshonneur.

(...) Qu'on veuille bien seulement ne pas oublier que le 23 septembre, à 19 heures, MM. Newton et de Lacroix annonçaient à M. Krofta que leurs gouverno-ments ne pouvaient plus assumer la responsabilité des conseils pacifiques qu'île avaient donnés au gouvernement de Prague. C'était, en termes diplomatiques, l'invitation à mobiliser qu'attendait l'état-major tchécoslovaque. Aussitôt la confiance, fortement ébranlée, renaissait parmi les Tehèques. La France, disait-on, avait opéré un recul stratégique pour manifester au monde entier le bon droit de la cause qu'elle défendait (...).

Mais le 29 septembre, l'ultimatum des quatre grandes puissances arrivait à Prague. Adolf Hitler voulait bien accepter des délais, Adolf Hitler voulait bien confier à une commission internationale, sans pouvoirs effectifs et, au reste, fort mal disposée pour les Tchèques, le soin d'organiser des plébiscites et de déterminer les frontières, en un mot Adof Hitler voulait bien prendre avec des formes et sans garantie efficace pour l'avenir ce qu'il avait menacé d'emporter de vive force. La Tchécoslovaquie était priée d'accepter sans délai sous paine de voir la France, son alliée, et la Grande-Bretagne prendre parti coutre elle. Pour empêcher l'agression qui nous est forcés à entrer en guerre, nous nous faisions nous-mêmes, auprès de la victime, l'huissier de l'agresseur.

(Extrait de Hubert Beuve-Méry, Réflexions politiques 1932-1952, le Mondo-Editions du Seuil, Paris, 1951.)

## Pacifisme ou défaitisme.

objectif « de réaliser l'alliance angloallemande dont son père Joe Chamberlain avait rêvé avant la guerre (9) ». En arrière-plan des négociations qui précèdent l'accord de Munich, et pesant sur leur déroulement, il y a, surtout en France, « le pacifisme de la Der des der (10) » qui « signifie d'abord une haine viscérale de la guerre, la volonté de faire triompher la paix par tous les moyens : la discussion, les compromis, l'arbitrage, les concessions et il s'accompagne du refue de tout renforcement militaire, (celui) qu'exprime Paul Foure écrivant, dans le Pays socialiste du 7 avril 1939, que n'importe quelle concession de territoire est préférable à « la mort d'un seul vigneron du Maconnais (11) ». Ce sont de telles attitudes que Jacques Duclos stigmatise ainsi dans ses Mémoires : « Le défaitisme avait coulé à pleins bords, les agents du Comité France-Allemagne, les néosocialistes à la Déat et d'autres avaient préparé l'opinion publique à la capitulation... La foule, mise en condition par une presse sans honneur, croyait que la paix était sauvée (12). » Et Gabriel Péri hai fait écho dans son intervention au nom du groupe communiste à la Chambre « contre le diktat de Munich » : « On se demandera demain avec stupeur comment une bourgeoisie qui a occupé la Ruhr à l'époque de l'Allemagne républicaine, abandonne à l'Allema-gne de Hitler la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie (13). »

Cette « presse du déshonneur » évoquée par Jacques Duclos est déchaînée. Elle se situe souvent à l'extrême droite (Gringoire, Candide, Je suis partout, l'Action française), et aussi à droite (la République). Elle comprend des quotidiens d'information (le Matin, le Jour, Paris-Soir). Ainsi, Léon Daudet le pamphlétaire écrit-il dans l'Action inçaise, avec une hargne satisfaite : « Isroël et Moscou peuvent en faire leur deuil. On ne se battra pas « pour les Tchèques », ni pour les beaux yeux de M. Bénès, ni pour la « grande mémoire » de Briand, le maquereau héri » pour la « la mémoire » de Briand, le maquereau de le se le se le mémoire » de Briand, le maquereau de le se le s béni, ni pour la mémoire perverse du sinistre Philippe Berthelot, le père de l'imbroglio actuel et qui avait certai-ment de comptes est venue ». Les coupables, ce sont plus encore que les dirigeants du Parti communiste qui, ouvertement, out poussé au conflit, les quelques hommes qui, d'accord avec eux, voulaient la guerre et qui ont tost fait pour y précipiter le pays (14). »

Pour beaucoup de « munichois » de droite, la paix aissi gagnée fait de l'Allemagne, même hitlériesse, un

#### Tirer la lecon

L'Adéfaillance des dessertations de la Rhénanie, l'Ethiopie, puis sation de la Rhénanie, l'Ethiopie, puis frace A défaillance des démocraties avait l'Espagne. Munich marque une fracture plus grave : la paix quémandée n'est qu'une illusion. Leur passivité ne leur vandra qu'un sursis d'un an. Les petites puissances comme la Tchécoslovaquie en tireront la leçon : «La France n'est plus ce qu'elle était en 1914 et en 1918, écrit l'officieux Lidove Noviny. Elle est devenue une puissance de second ordre protégée par une sorte de protectorat britannique... Il ne nous reste rien d'autre à faire qu'à nous entendre avec l'Allemagne (22). » Le discrédit est donc jeté sur le système politique de la démocratie libérale face au système totalitaire allemand, à la fois à l'intérieur - en France et en Angleterre - et à l'extérieur. Munich, c'est aussi en germe le

(1) Le CVIA s'est constitué le 5 mars 1934 pour lutter courre le péril fasciste en Prance à la suite des événements du 6 février. (2) La France en mouvement (1934-1938), sous la direction de Jean Bouvier, Edi-tions Champ Vallon, Paris, 1986.

(3) Cf. La France et les Français en 1938-1939, sous la direction de René Rémond, Presses de la Fondation autionale des sciences notitiones, Paris, 1972. es, Paris, 1978. (4) Jean-Baptiste Duroselle, la Décadence (1932-1939). Imprimerie estionale, Paris,

(5) Paul Reymand, La France a souve l'Europe, Flammarion, Paria, 1947. (6) Henri Noguères, Munich au la drôle pale, Laffont, coll. «Ce jour-le», Paris,

(7) Jacques Bouillon, Genevière Vallette, Manich 1938, Azmand Colin, Paris, 1986. (8) Pierre Limagne, 40 ans de politique française [1934-1974], Le Cantarino, Paris, 1973. pacte germano-soviétique : Staline, écarté de l'accord, ne peut plus se fon-

der sur l'alliance occidentale. Cinquante ans après, dans notre mémoire, l'injure que fut le mot de « Munich » dans les échanges du discours politique - car, en schématisant à peine, les munichois vont opter pour la collaboration et les antinumichois la collaboration et les antimum pour la résistance - s'est à l'évidence affadie. L'événement et ses conséquences n'en pèsent pas moins encore sur le présent. Les passions de l'immédiat avant-guerre se sont tues, mais comment ne pas voir aujourd'hui encore, dans la crise que traversent les démocraties libérales, les signes que perdure, dans certaines attitudes à l'égard de la montée de l'extrême droite en France, du terrorisme inter-national, de l'Afrique du Sud, du Chili, du Proche-Orient, de l'Afghanistan..., l'« esprit de Munich » ?

(9) Jacques Valetta, Problèmes des rela-tions internationales (1918-1949), Editions Sodes, Paris, 1980. (10) Jean-Pierre Azéms, « De Madrid à la Libération », Nouvelle histoire de la France contemporaine, nº 14, le Seuil, Paris, 1979. (11) La France et les Français en 1938-1939, op. cit.

(12) Jacques Ducica, «Aux jours ento-leillés du Front populaire» Mémoires (1935-1939), Fayard, Paris, 1969. (13) Jacques Feuvet, Histoire de Parti communiste, Fayard, Paris, 1964.

(14) Munich ou la drôle de paix, op. ch. (15) Nouvelle histoire de la France

ritemporaine, op. cit. (16) Munick 1938, op. cit. (17) Munich ou la drôle de paix, up. cli. (19) Munich 1938, op. cit. (20) Id.

(22) Munich on la deble de palz, 49. Ch.

e der les en l'estroppeds 🎳

ra de mantere secolar fishaffiction: des chaff or dens in elegand was inch Sumple verie de configu THE COURT OF THE LEASE AND THE The participation of the second Pate miche di nous des Peri

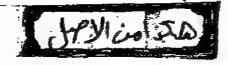
5 MEMO, 5 - einem finnie At & sufficientation des diseases The state of the s ges li entwate poet eus in pa the an amount of the first Eritiger des richtles, angeste the description of the second seco

S VEW LEFT REVIEW. PAR Po Box 339 London WCL 4

FORFIGN AFFARE AMM Herry Kintinger of Com-Safery Pout on retour sa ed benten dans is politique to Educations of the district of the Control of the de Charles de Charles de l'OTA in the leasures de l'OYAN

lanciant d'Europe un pine de l'entre de l'Europe un pine de l'entre de l

AUSTRIA TODAY. UM Topics of the rapproclassics of the School of the School of the sapproclassics of the sa STUDIA DIPLOMATECE on beige de la pratice, and le fermante de Portugues de P the state of in Control E CAMPACNES SOLEDAN méditeranéense de Pa inciterrancemie de la competit Sud de ma la CER. Competit Sud de ma la CER. Competit Sud de ma la CER. Competit Sud de la monarchia de la monarchia de la monarchia de la conde sur l'année. the state of the monagement of the state of WIER ATIVES ACCO de des de par de partir de des





et cloue au pilori en man Ma.

le coup de Prague : su des

Ceux de nos municioni qui e
perdu tout sens national min per le remords, ils accuse p pas être accusés. Le traité pas eure annueux, sait internation al sailles, selon eux, sait internationale. Il said en avoir raison, que l'Alla contrat à Paris et à Lorin le vernements qui reculiren al concevable les bornes de l'autopolitique et de la lie maraie (19), »

Dès le 20 septembre 1931 | chester Guardian times me pe qui se confirmera : « La ciera sussirement résolue par la man des puissances occidentale in de inver la région des Sulenile magne laissera, s'il es 👑 Tenécoslovaquie entireme: défense... Hitler a gapit; grande vistoire de sa carini. bie que l'on croie, ici a i hu Hitier sera sansfait parcent tion de la région des Suden l cela, c'est s'illusionne site. simple fait de la victoire de la ia Tehicoslovaquie e le p cocidentales amènera la Na Raumanie et la Yougaslait la cente pointique - la Housial sous influence. La compini Timesoslovaquie, c'est, ipalie conquete indirecte de m ر (20) بـ £ريم

Ce qu'annonçait sou mi forme, dans le Temps du Irdi-Muhert Beuve-Mery, & dant de ce journal à Pragatité nuitement un problème lette reur que l'Allemagne aright i 3 mars (Anschluss), c'en be esane de la Missleuropaquella sere. Les grandes démacraises tales qui uni consider u# d'un a... meduse pouraines en présence de surprises plates bles encore... (21) . (vor asi ರ್ಷಕ ರಾಷಕರಾಯಕ್ಕ.

#### Tirer la leçon

And

- Manuel

de Leille

(18) »; es

1911,

The same of the same of

in an Las

Marie State on Politicians

Tallan.

mat & Paris

1794

1 to

paste Sermano-soviétique & ecarté de l'accord, se peu pas der tur l'alliance occidentie Cinquante ans iprès del mémoire, l'injure que fu le mémoire, l'injure que fu le Manich » dans les échapses cours pelruque – car, et soit à perme, les muniches ves plantes de collaboration et les miniches par les muniches de miniches de la miniche la colimboration et les mis-pour la resistance - ses inte aifadic. L'evénement a sp quences n'en pèsem pes mes quences n'en pèsen pis most sur le présent. Les passas et dust avant-guerre se un sai comment ne pas voir spé encore, dans la crise que most democrações libérales la sel démocraties libérales, le sel perdure, dans certaines libérales, le sel perdure, dans certaines le légard de la monté de le droite de la monté de la monté de la monté de la droite de la monté de la druite en France, du monte de l'Africa de l'a esprit de Munich .

(9) Jacques Valette, Politeri le seus internationales (1914/98) E toma internationales (11) La France de la Posta (11) Jacques Ducha, de 1914/98) E toma internationales (11) Jacques Ducha, de 1914/98) E toma internationales (12) Jacques Parti, 1986 E toma internationales (13) Jacques Fauri, 1986 E toma internationales (14) Massich ou la driving (14) Massich ou la driving (14) Massich ou la driving (15) Nouvelle historie de 1914/98 (15) Nouvelle historie de 1914/98 (15) Nouvelle historie de 1914/98 (1914/98) Audit de 1914/98 (

concentration on la delication (17) Mustich on la delication (17) (19) Musick 1938, op til. (22) Martick on la drift & park « FIRMA FRANKREICH », de Lothar Baier

## Un regard allemand sur la France des années 80

JEAN-JACQUES **GUINCHARD** N petit groupe coiffé de casques de chantier traverse des ateliers, absorbant avec recueillement les explications d'un ingénieur : image classique du rituel de la visite d'entreprise, aujourd'hui sixée par la télévi-sion et la publicité. Lothar Baier, traducteur de Sartre, d'André Breton. essayiste et journaliste indépendant. l'un des meilleurs connaisseurs de la France en République sédérale d'Alle-magne (RFA), a pris au mot l'un des slogans les plus typiques des années 80 : « l'entreprise France ». Son livre (1), plein d'ironie, solidement informé et exempt de schématisme, est un véritable petit guide de la France actuelle, sur laquelle il a voulu faire le point à l'intention de ses concitoyens, au moment où la société France se prépare à susionner avec la société RFA -.

Il est de bon ton, dans les colloques et chez les professionnels de l'amitié franco-allemande, de mentionner les « malentendus » entre les deux populations. Euphémisme qui n'a pas cours ici. Aucun désaccord - car le terme est celui qui convient - n'est minimisé : l'écart se creuse entre le rejet questallemand de l'arme atomique et le consensus autour du . phallus nucléaire » en France, les certitudes nationales et même nationalistes, ici un philosophe ne croit-il pas judicieux de s'écrier : « Descartes, c'est la France - ? (2). - le doute permanent sur le principe même de la nation, là. A tel point que l'auteur ne croit guère à la réussite d'une Europe dont l'épine dorsale serait l'axe Paris-Bonn.

Plus même: il entend mettre en garde contre - une extension du modèle de l'entreprise France ». Lecteur infatigable de la presse et des livres, auditeur et téléspectateur pers-picace, observateur critique lors de ses iréquents séjours, son constat est som-

Réduction de l'esprit collectif et de l'esprit critique à l'esprit maison, invasion du discours économique dans un paysage médiatique appauvri par le renoncement de fait de la radio à informer de manière sereine et approfondie et l'essoufflement des chaînes de télévision dans la course aux indices. En fin de compte, perte de confiance en ellemême d'une population qui se paie de mots comme « modernité » et « entreprise » : phénomènes qui sont sans doute mieux connus des Français que

du lecteur allemand, mais qu'il leur faut redécouvrir concrètement, avant qu'ils ne leur paraissent définitivement normaux et inévitables.

Car elles renouvellent la vision qu'ils ont d'eux-mêmes, les réflexions du témoin étranger sur ses confrères envoyés spéciaux au procès de Klaus Barbie, ou les réactions de ces jeunes qui ne trouvent guère, pour faire connaître leurs inquiétudes sur Tchernobyl ou l'« effet Le Pen », d'autre interlocuteur que l'écrivain allemand de passage dans leur petite ville de pro-

Thèse centrale : « La République est en train de se transformer en entreprise. . La formule n'est donc pas seulement une trouvaille de spécialiste de la = communication », puisque - la population se métamorphose en personnel », tandis qu'e il n'y a plus de groupes qui s'opposent, mais des ser-vices = ; e il y a une hiérarchie dont on côtole les représentants à la cantine, mais pas de confrontation entre une majorité et une opposition ». Le tout admis sans discussion, et prôné sur un ton pontifiant et prétentieux, qui tend à

devenir la norme des discours intellec-

Un chapitre montre en effet la montée du néoconservatisme dans les dénonciations de la pensée soixantehuit . et les cris d'alarme contre la prétendue - défaite de la pensée ». Lothar Baier démonte pour ses lecteurs allemands l'étonnante et si française - affaire Heidegger -. Derrière les débats médiatiques et assez gratuits de l'intelligentsia, des structures qui, là encore, cessent de sembler normales sitôt qu'on les dépeint de Francfort : folie saisonnière des prix littéraires, orchestrées par une poignée de grands éditeurs, ballet des auteurs tour à tour conseillers éditoriaux et critiques littéraires, un cumul ébonté étant la règle, enfin archaïsme des circuits de distribution du livre, restés - précapita-listes ». Fatalité ? Non, puisqu'un écrivain ouest-allemand ne prend pas un prix pour autre chose qu'une reconnaissance littéraire sans grands effets économiques, vit souvent grace aux radios et aux revues, et qu'enfin le plus petit éditeur fait rapidement parvenir sa production en n'importe quel point de la

#### Sombre constat

ENCORE une question: si l'on s'interroge volontiers en France sur les succès (relatifs, il faut le noter) des Verts en RFA, pourquoi la faiblesse des écologistes français dans la vie associative, et leur quasi-absence sur la scène politique? Raisons géographiques, puisque leur pays comporte encore de vastes zones purement naturelles, en apparence du moins. Querelles entre mouvements, certes. Mais, surtout, effets de la centralisation et de la monopolisation de l'information, manifestes dans le cas Tchernobyl, et, plus profondément, confiance spontanée envers les autorités, répandue dans un peuple pour qui « écolo » rime avec « intello » et « rigolo ».

Enfin, si l'on cherche une synthèse concise et critique des enjeux, du déroulement et des véritables effets du procès de Klaus Barbie, force est de reconnaître que c'est dans ce livre, et non en français, qu'on la trouvera.

Au total, dans cet ouvrage à l'usage des Allemands, les Français aussi sont interpellés. Si l'Europe doit avoir un sens, si elle doit permettre une meilleure connaissance entre les peuples, les Français devront rendre aux Allemands le service de ne pas favoriser,

par une admiration ambiguë, les traits les moins sympathiques de leur - personnalité collective » pour ainsi dire : tradition de l'obéissance, du sérieux et de la productivité. Quand un intellectuel ouest-allemand, dans le courant de l'été 1987, entend un représentant du CNPF expliquer sur France-Inter le déficit du commerce extérieur français et les succès, au contraire, de la RFA par la différence entre les mots - travail » et « *Arbeit* », n'a-t-il pas raison d'ironiser sur cet heideggerianisme sans le savoir à la mode patronale et de relier ces propos à d'autres, qui voyaient autrefois dans l'Allemagne le modèle politique et moral, préférant Hitler au Front populaire?

Sans attendre une hypothétique traduction, il faut se laisser dire les dures vérités d'un francophile sans complaisance. Le miroir qu'il tend aux Français peut leur en apprendre, et même les surprendre.

(1) Lothar Baier, Firma Frankreich - Eine Betriebsbesichtigung, Verlag Klaus Wagenbach, Berlin, 1988, 138 pages,

(2) André Glucksmann, Descartes, c'est la France, Flammarion, Paris, 1987.

## Floraisons d'écrits sur la réforme en URSS

JEAN-MARIE CHAUVIER E Phénomène Gorbatchev, de

Moshe Lewin, n'est pas, en dépit de son titre, un ouvrage de plus sur le numéro un du Kremlin. C'est l'éclairage d'un pionnier de l'histoire de la société soviétique sur les - changements dans le système social » que, selon l'auteur, « beaucoup d'analystes occidentaux » ont ignorés. L'urbanisation, la création d'une nouvelle force de travail, les progrès culturels des années 60-70 forment les conditions hors desquelles les actuels bouleversements seraient difficilement imagina-

Moshe Lewin ne partage apparemment pas le point de vue (répandu en Occident et en URSS) que l'Union soviétique serait, après des décennies d'immobilisme, parvenue à une sorte de débâcle. Il évalue positivement les chances de la « perestroïka », dont il fixe par ailleurs les limites. La modernisation pourrait s'effectuer, à ses yeux, dans le cadre d'un régime autoritaire de type nouveau, associé à une variante inspirée de la nouvelle politique économique (NEP) des années 20 comme alternative à l'autre « prototype > du système, le « communisme de guerre». Sous la conduite d'un « parti unique démocratisé (1) ».

Mais une question demeure : comment répondra cette société, à la fois profondément changée mais politiquement apathique, que la - perestrolka > remet en mouvement?

Dans le flot d'informations en provenance d'Union soviétique depuis trois ans, on ne manquera pas de prêter attention à celles des (rares) journalistes en poste à Moscou qui ont. dès 1985, informé sérieusement leurs lecteurs (anglo-saxons et italiens, surtout) de l'importance des changements qui s'esquissaient. Exemples : les envoyés du Guardian, assurant tout récemment encore l'une des plus larges couvertures occidentales de la conférence du PC soviétique (juin-juillet 1988) : du Zeit ouest-allemand, Christian Schmidt-Haller ayant consigné dans un livre ses observations sur l'ascension de M. Gorbatchev (2); du correspondant de la Repubblica, proposant les « Lettres de la nouvelle Russie - qui ont passionné l'opinion italienne (3), et celui de l'Unita. Giulietto Chiesa, portant sur les événements une analyse politique approfondie, en compagnie de l'historien soviétique dissident Roy Medvedev (4).

Nina Bachkatov et Andrew Wilson, respectivement correspondants du Soir de Bruxelles et de l'Observer de Londres, rapportent, eux, de cette même époque (1985-1988) où nul journaliste sur place - n'aurait voulu travailler dans une autre capitale que Moscou ». une information puisée aux sources russes de première main, et sans précédent pour le public occidental, sur la difficulté d'être jeune en URSS (5).

#### Voix « de l'intérieur » et dissidents

DANS ce concert, les voix « de l'intérieur » sont irremplaçables : c'est ce qui fait la valeur des « Entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens », outre l'intelligence et la justesse de ton de ce dialogue entre Elena Joly, d'origine soviétique, et quelquesuns des porte-voix les plus qualifiés de la « gianost » (6). Le changement vu et débattu par des Soviétiques qui ne sont pas tous des enthousiastes de la réforme, c'est d'ailleurs le thème du dossier (composé essentiellement de textes traduits du russe) que publie la Revue nouvelle (7), Les - taches blanches » de l'information disponible sur l'URSS n'en finiront pas d'être comblées par des investigations rares et

documentées, comme l'est l'histoire de la musique contemporaine soviétique que propose Jacques Di Vanni (8).

On écoutera aussi les points de vue de dissidents en exil. L'écrivain Alexandre Soljenitsyne n'a encore rien dit, mais des rumeurs persistantes font état d'un voyage en URSS cet automne. Dans Lettre internationale (9), Youri Mamleiev témoigne de son propre voyage, et Esim Etkind, de la rencontre à Copenhague entre plusieurs écrivains exilés, dont Andréi Siniavski, et des représentants de la culture soviétique.

Radicalement pessimiste à l'égard des « démangeaisons réformistes » de M. Gorbatchev, l'écrivain Alexandre Zinoviev voit tout de même dans la - révolution verbale » du Kremlin une « récupération cynique » des thèmes de la dissidence (10). L'horreur et la perfidie du régime soviétique sont également dénoncées par l'historien Michel Heller (11). Enfin, comment ne pas Thom, dans l'Autre Europe, qui qualifie la « giasnost » d'entreprise de délation institutionnalisée - et, qui plus est, y voit une a désinformation soviétique - relayée par les médias occidentaux en direction de l'Europe de l'Est. « On comprend pourquoi Gorbatchev a almablement cessé de brouiller certaines radios ennemies (12), » Mais, on le voit, tout le monde n'est pas dupe...

(1) Moshe Lewin, The Gorbatcher Phenomenon, A Historical interpretation, University of California Press, Berkeley -Los Angeles, 1988, 176 pages. A paraître en français, au printemps 1989, à La Découverte, Paris. (Voir aussi son ouvrage précédent : la Formation du système soviétique, Galli-mard, Paris, 1987, dont le Monde diplomati-que a rendu compte dans son numéro de mars 1987.)

(2) Christian Schmidt-Haller, Gorbachev, the Path to Power, I.B. Tauris, Londres, 1986, 218 pages, 12,95 livres.

(3) Alberto Jacoviello, Lettere dalla nu Russia, A. Mondadori, Milan, 1987, 325 pages, 19 000 lires.

(4) Giuletto Chiesa-Roy Medvedev, l'URSS che cambia, ed. Riuniti, Rome, 1987, 20 000 lires. Voir également les recueils de textes italiens et soviétiques publiés par l'Unita sous les titres Se vince Gorbactov (1987, 206 pages) et Perestrojka, amici e enemici (1988, 111 pages).

(5) Nina Bachkatov et Andrew Wilson, les Enfants de Gorbatchev, La jeunesse soviétique parle, Calmann-Lévy, Paris, 1988, 278 pages, 98 F. A signaler, par ailleurs, l'excellent dossier constitué d'extraits de la presse soviétique sur « La jeunesse soviétique et la perestroîta », par Roberte Berton-Hogge, Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, Paris, 24 juin 1988. (6) Elena Joly, la Troisième Mort de Sta-line, Actes Sud, Arles, 1988, 207 pages, 85 F.

(7) 26; rue Potagère, 1030 Bruxelles. (8) Jacques Di Vanni, 1953-1983, trente ans de musique soviétique, Actes Sad, Aries, 1987, 122 pages, 80 F.

(9) Lettre internationale, revue trimes trielle, Paris, 42 F.

(10) Alexandre Zinoviev, le Gorbatchévisme ou les pouvoirs d'une illusion, L'Age d'homme, Lausanne, 1987, 116 pages,

(11) Michel Heller, 70 ans qui ébranlèrent le monde, Calmann-Lévy, Paris, 1988, 159 pages, 72 F.

(12) L'Autre Europe, L'Age d'homme, Paris, revue trimestrielle, p° 14, 1987, 65 F.

## Dans les revues...

55 MEMO. Un expert financier du Golfe pèse les conséquences des désordres moné-taires sur les investissements des pays de sa région. Il envisage pour eux la possibilité de région. Il envisage pour eux la possibilité de créer un - marché commun financier » afin de se protéger des risques, auquets ils sont parti-culièrement exposés. (N° 34. vol. 3, août, mensuel (en augusts et en arabe), abonnement annuel : 400 F. – PO Box 4351, Limanol, Chypre; on France: 4, rue Comurosa, 75116 Paris.)

B NEW LEFT REVIEW. Par Abel Aganbegyan: les nouvelles orientations de l'économie soviétique. (N° 169, mai-juin, 2,95 livres. – PO Box 339, Londres WCIX 8NS.)

B FOREIGN AFFAIRS. Un article de MM. Henry Kissinger et Cyrus Vance, anciens secrétaires d'Etat américains, qui plaident pour un retour au « consensus bipartisan » dans la politique étrangère des États-Unis afin d'éviter que les autres des Etats-Unis aim d'eviter que les autres nations n'aillent - leur propre chemin ». Les grandes priorités : le « dialogue politique » avec l'URSS, mais aussi le maintien est capacités de dissuasion conventionnelles et nucléaires de l'OTAN tout en accordant à l'Europe un plus grand rôle ; l'économie mondiale ; les relations avec le lesce et le Capacité le desta de l'Améric que latine. (Vol. 66, nº 5, êtê 1988, tri-mestriel, ciaq manéros par an, 5,95 dol-lars. – PO Box 2615, Boulder, Colorado 80 321.)

El AUSTRIA TODAY. Une prise de posi-tion du ministre autrichien des affaires étran-gères en faveur d'un rapprochement avec la CEE. (N° 2, trimestriel, 95 schillings. — Hof-burg, Schweizertor, Postfach 47, A-1014 Vissae.)

E STUDIA DIPLOMATICA. Jean Gol. ministre belge de la justice, analyse le phéno-mène du terrorisme en Europe. Li Tieying, haut responsable du PC chinois, présente la réforme économique dans son pays. (Vol. XII., 1988, ar 1, bisnestriel, 500 francs beiges. — IRE, 38, avenne de la Couronne, 1050

E CAMPAGNES SOLIDAIRES présente une analyse des conséquences pour l'agricul-ture méditerranéenne de l'intégration de l'Europe du Sud dans la CEE. (N° 11, juillet-aoît, messuel, 15 F. — Média-Paya, 64, rue de la Felie-Méricourt, 75011 Paris.)

El TOUDL La revue wallonne s'interroge sur l'avenir de la monarchie helge. Nom-breuses autres études sur l'emploi, la Société générale de Belgique, le cinéma... et la Flan-dre. (1988, annuel, 380 france belges. — Cen-tre d'études wallonnes, 2, rue M. Lange, 1381

uesant, Belgique.)

BI ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. Un article sur l'économie de la Nouvelle-Calédonie, marquée par de profondes inéga-lités, et un dossier sur le renouveau de l'emploi aux Etats-Unis. (N° 59, été, mensu 21, rue da Chaignot, 21000 Dijon.)

E LATINOAMIERICA. Un important dossier sur le Chili, avec des études sur l'éco-nomie, le mouvement syndical, les forces armées, la pressa... (N° 30-31, avrilseptembre, trimestriel, 8 000 lires. --CP 64091, 00100 Rome.)

CP 64091, 00100 Rome.)

B PROBLÉMES POLITIQUES ET
SOCIAUX. A la veille des Jeux olympiques
de Séoul, un numéro sur le thème « Sport et
politique en Extrême-Orient». (N° 589,
12 août, himensuel, 24 F. — La Documentation française, Paris.)

B CPÉ BULLETIN. La politique scientifique de la Corée du Sud; des extraits d'un
rapport officiel américain sur les choix gouvernementaux à effectuer pour bien intégrer la
dimension technologique dans les changements économiques. (N° 49, juillet, dix
smaféres par su, abounement annuel: 936 F. muséros par su, abonnement annuel : 936 F. - ADITECH, 96 boulevard Auguste-Blanqui,

E CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. Un dossier sur les groupements paysans en Afrique et un supplément sur l'organisation non gouvernementale Peuplet solidaires. (N° 307, juillét-soât, messuel, 26 F. – 163, boulevard Malesherben, 75859 Paris cedex 17.)

E END PAPERS. Résultats d'une enquête sur la conversion des industries d'armements, entreprise avec le syndicat de la d'amements, entreprise avec le syndicht de la métallurgie de la RFA. Lire aussi : le poids des armes dans la recherche et le développe-ment. (N° 17, trois numéros par au, 3,95 livres. - The Spokesman, Bertrand Russell-House, Gamble Street, Nottingham NG7

B ÉCONOMIE ET HUMANISME. UE dossier sur les enjeux de la société de commu-nication. (N° 302, juillet-soût, trimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Duncont, 69372

& CRITIQUE COMMUNISTE. Un numéro essentiellement consacré à l'extrême droite en France, et à la nécessité de ne pas la croire évaporée parce qu'elle n'existe plus à l'Assemblée... (Nº 76, juillet, mensuel, 20 F. – 2, rue Richard-Lesoir, 93100 Montreail-

RENOUVEAU SYNDICAL 68. Sous le titre «Remodelage des rapports de classe», une intéressante analyse de la composition sociologique du vote Le Pen. (N° 23-24, aoûtseptembre, mensuel, 5 F. — BP 2123, 68060 Muthouse Cedex.)

B CASE, journal de l'Association des chômeurs et des précaires, propose un dossier complet sur le « revenu minimum d'insertion ». (N° 11, 2021, mensuel, 15 F. – 53, avenue des Gobelins, 15013 Paris.) B ÉCONOMIE ET HUMANISME. Le

problème frontaire (une approche économique), les controverses sur le revenu mioinum, le chômage et « les chemins de l'exclusion ». (N° 301, mai-juis, bimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Dument, 69372 Lyon Cedex 08.)

numéro consacré à la crise de l'urbanisme et la situation des grandes villes de la Méditerra-née : Naples, Barcelone, Alger, Tunis, Génes, Marseille. (N° 43, avril-juia, trimestriel, 70 F. BP 1907, 75327 Paris.)

S LES ANNALES DE LA RECHER-CHE URBAINE. Une livraison consacrée à Villes et Enais» avec des articles sur la Suède, les États-Unis, l'Inde, le Brésil, l'Egypte, etc. (N° 38, juin-juillet, trimestriei, 95 F. — 11, rue Gossin, 92543 Montrouge

S CAHIERS DE LA RÉCONCILIA-TION. Une longue réflexion de Jacques Ney-rinek, professeur à l'École polytechnique de Lausanne: «L'évolution technique et (ou) spirituelle?» (N° 2, 1988, trimestiel, 25 F.— MIR, 18, rue Bayard, 38006 Grenoble.)

E REMISIS. Chaque trimestre, présenta-tion bibliographique des publications sur les migrations internationales, classées par grands thèmes. (1988, p° 1, trimestriel, 750 F. – CNRS-GRECO, 56-61, rue Pouchet, 75849

E SANS RESERVE, Se consacrant aux informations sur les populations autochtones du Canada, cette revue contient dans son der-nier numéro un supplément sur le Festival du film autochtone de Montréal. (Vol. 1, 10° 3, mensuel, I dollar canadien. - 3575, boule-vard St-Laurest, suite 513, Montréal (Qui-

bec) HZX 2T7.)

AUTRE bec) HZX ZIT.)

E AUTRES TEMPS. Un numéro en grande partie consacré au tourisme comme fait social», en un dossier établi par Dora Valayer et Olivier Abel. (Eté 1988, juillet, trimestriet, 50 F. – 32, rue Ofivier-Noyez, 75014 Paris.)

B CHRONIQUE ONU. Outre les événoments du trimestre, un dossier sur l'action des Nations unies dans le domaine de l'environnement. (Vol. XXV, nº 2, join, trimestriel, abonnement annuel : 14 dollars, - ONU, bureau DCI-0530, Nations unies, Now-York 10017.)

NOTRE HISTOIRE A signaler : un petit dossier initiant aux religions de la Corée. (N° 48, septembre, mensuel, 25 F. – 12, rae

HOMMAGE A TCHICAYA U TAM'SL Recueil de textes regroupés par Nigerian Journal of French Studies en hom-mage au grand poète africain récomment décédé. (NJFS Publication, EEL-BUK, PMB 3011, Kano, Nigéria.)

E LIGEIA. Une nouvelle revue de dossiers sur l'art qui emprunte son nom à la sirène évoquée par Virgile. Edgar Allan Poe et, plus récemment, par Tomasi di Lampedusa dans une nouvelle célèbre. La première livraison est consacrée au réalisme, avec des études sur le Musée d'art moderne, les concepts de modernité et post-modernité, l'Etat et la culture en Pologne, etc. (N° 1, avril-juia, trimestriel, 85 F. – 17, avenue Gourgand, 75017 Paris.) VISIONS CONTEMPORAINES. Un numéro spécial consacré à Marc Elder, écrivain nantais, prix Goncourt 1913. (Nº 2, triel. 65 F. – Ut Ages de Nantes, chemin de la Sensive-du-Tertre, 44872 Nantes, cedex.)

• Le Moude diplomatique en espa-gnol. Chaque mois, une traduction en espagnol du Monde diplomatique, accom-pagnée d'un supplément latino-américain, est publiée à Buenos-Aires sous la respon-sabilité de M. Hugo Kliezkowski. (Abon-nement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays ; le Monde diploma-tique, 25. de Mayo 596, 5- piso, 1002 Buenos-Aires.)

#### BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la recor

truction et le développeme • RAPPORT SUR LE DÉVELOP-PEMENT DANS LE MONDE, 1988 : LE gestion de l'économie mondiale et les incertitudes de la croissance; le nécessité persistante de réduire les déficits budgétaires, de réformer la fiscalité et les dépenses, de « décentraliser » le secteur

public. (Banque mondiale, Washington DC, 1988, 345 pages. En France: 66, ave-me d'Iéna, 75116 Paris.)

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement . RAPPORT SUR LE COM-

MERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. 1988 : les politiques commerciales et leurs effets ; la dette du tiers-monde ; les services dans l'économie mondiale. Un bilan critique de l'évolution des rapports Nord-Sud l'année écoulée, avec des propositions constructives. (CNUCED, publication des Nations unies, New-York, 1988, 292 pages. )

Organisation de coopération et de développement écono

• FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, ÉTUDE 1987 : les chiffres les plus récents et les tendances de l'aide au développement (diminution globale, diversification des pays endettés). (OCDE, Paris, 1988, 227 pages, 110 francs.)

#### LES TOMATES D'ACORN LAKE FARM

### Logique bancaire par temps de pluie

L'INVASION DES NUAGES PALES, de Pierre Furiau, Actes Sud, Arles, 1988, 195 pages, 100 F.

TL n'avait pas trop plu, les tomates d'Acorn Lake Farm n'auraient pas pourri. Si la Bank of America n'avait pas prêté inconsidérément au tiersmonde, elle n'aurait pas appliqué aussi hrutalement sa loi d'airain à la Californie. Mais il a plu au mauvais moment, et les tomates ont noirci, et la banque a frappé. Dans la vallée du Sacramento, le système marchand contemporain, alliance de l'argent et de l'ordinateur, dicte la volonté de sa logique. Cette fiction est un reportage sur les années 80, une réflexion sur les mécanismes du pouvoir.

Pierre Furian - traducteur du New-Yorkais Paul Auster (1) - use du style sec, nerveux, qui caractérise souvent les lettres américaines de notre temps ou celles que cette littératura influenca. Une partie de pêche aux poissons-dragons, l'agonie d'une moullette dans la gueule d'une chienne, le chant des grenouilles hœufs, l'envol d'une grue blanche, ces scènes et ces images n'inspirent pas une écriture fleurie, sans doute parce qu'elles semblent n'exister, ou ne survivre, que pour souligner plus encore l'aridité éthique du paysage social dans lequel elles s'inscrivent.

C'est l'histoire d'une famille venne autrefois de France s'installer en Californie et qui, faisant pesser, avec d'autres, la vallée de l'état de nature à celle d'agrienliure, est progressivement incluse dans une mécanique dont elle ne perçoit pas le caractère assassin : les hectares s'ajoutent aux hectares, les machines aux machines, la valeur de la terre augmente, comme l'endettement, à folle vitesse, l'économie est bâtie sur ce qui a l'apparence de la raison. Tout va à merveille en ce mois d'août 1981 : les nouveaux emprunts une fois ingurgités dans les projections des ordinateurs de la firme conseillère et gestionnaire Agri-Business Planning Service, les projections sont éclatantes. « Pour une fois, on sait correctement

Août 1981: intrusion de la tragédie dans la comédie de la réussite. Voici l'e irrationalité » qui e dérègle les savantes prévisions ». Elle a nom e temps » : il pleut comme il n'a jamais plu depuis cinquante ans. Un désastre : les deux tiers des tomates gâtées. On attendait un plus de 700000 dollars; c'est un moins de 300000. Alors le roman s'emballe et un extraordinaire dialogue s'instaure entre les fermiers et l'ordinateur, cette incarnation policière d'un pouvoir bancaire implaçable. Nouvel emprunt, travail accru, production supplémentaire, interdiction d'emprunter à nouveau, hypothèque, procès. 1983 : les intérêts ont atteint les 21 %, il faudra rembourser des sommes colossales, le nœud coulant se resserre, le producteur tombe « en esclavage ». Le Bank of America possède de fait la vallée et

PIERRE FURLAN décrit avec grande efficacité cette logique de l'endettement et de la société marchande en général. S'il ne nous dit pas que, un an jour pour iour après la pluie «irrationnelle», le tout proche Mexique annonçait sa banquefermier], je ne pas qu'il y ait jamais eu de plan net et précis de la part de la banque, ni qu'un objectif comme: « Dépossédez les fermiers de Californie » ait jamais été formulé. Quelque chose d'aussi clair aurait sans doute fait l'objet de fuites. Mais le but était implicite, c'était une question de survie pour la banque. Elle a 45 % de ses dépôts à l'étranger et, malheureusement pour elle, ses placements en Amérique latine se sont évaporés les uns après les autres. Elle a perdu des milliards. Où pourrait-elle se replier, où pourrait-elle se refaire une santé ? Ici même, sur notre sol, sur VOTRE sol, le seul placement sûr. »

Bien sûr, les procès succèdent aux procès, dont la description est, elle sussi, des mieux venues. Et il est toujours loisible aux fermiers de rêver que, leur cause l'emportant, la Bank of America devra tellement rembourser qu'elle sera ellemême en faillite... Amère réflexion finale d'un roman de notre temps, efficace comp de poing à la face des barbares à attaché-case.

JACQUES DECORNOY.

(1) Paul Auster, Cité de verre (1987) et Revenants (1988), Actes Sod, Aries.

#### VILLES

#### ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION A ANTA-NANARIVO. - Groupe Huit-Aura.

★ L'Harmettan. coll. « Villes et entre-prises », Paris, 1988, 226 pages, 130 F.

Une équipe, associant chercheurs français (groupe Huit) et «locaux» (AURA), consi-gne le résultat d'une année de recherche in aita sur l'avenir de la construction à Antana-narivo, capitale de Madagascar. Le fonds du problème, c'est la faiblesse des revenus.

Le dynamisme du secteur informel est heu-reusement là pour pallier l'inexistence d'initia-tives publiques ou privées d'envergure, mais an prix d'une diminution cumulative du capi-tat technique. Vingt-cinq chautiers out été décortiqués pour mettre à nu le processus de formation des coûts.

On retrouve ces éléments pour l'ensemble de programme « Economie de la construction urbaine » mené par Rexcoop (ministère de la coopération). Dix villes (1), dix perspectives de développement urbain ont été ainsi passées an... tam

FLORENCE ANTOMARCHI

(1) Tunis, Rabat, Abidjan, Kinshasa, Lomé, Nouakchott, Antananarivo, Hyderabad (même éditeur, même collection) Kingston, Cordoba. Une synthèse sera publiée par la Documentation française.

#### **AMBASSADE DES GASTRONOMES**

Calalogue gratuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors taxes Prix diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

15, rue Chevert - 75007 Paris Tél.: 45-55-91-22 Télex: 201079 F

#### SOCIÉTÉ

THE NEW HELOTS, MIGRANTS IN THE INTERNATIONAL DIVISION OF LABOUR. -Robin Cohen

★ Gower, Londres, 1967, 290 pages, 8,95 lbres.

Alliant le travail d'un des meilleurs spécislistes des mouvements sociaux dans le tiers-monde et les qualités de l'édition anglosaxonne, cet ouvrage s'inscrit dans les recherches que Robin Cohen a consacrées aux luttes du monde ouvrier. Ici, c'est la capacité luttes du monde ouvrier. Ici, c'est la capacité du capitalisme à élargir le marché du travail à l'échelle de la pianète qui est le problème central. En sept chapitres sont abordés : la genèse des migrations à partir de la situation coloniale, le bassin migratoire des Etats-Unis, la reproduction de la force de travail en Afrique du Sud, le cas européen, les politiques de régulation du travail migrant, l'expérience des travailleurs-hilotes, la problématique de la nouvelle » division internationale du travail. Pas si libéral et passablement boyard le capi-Pas si libéral et passablement boyard le capi-talisme, pourrait conclure Robin Cohen, puisqu'il fait souvent référence à Marx. CLAUDE LIAUZU.

#### LA TRAGÉDIE DE LA CULTURE ET AUTRES ESSAIS. - Georg Simmel

\* Rhvages, Paris, 1988, 253 pages, 49 F.

Simmel, dont l'œuvre nous est révélée en France avec presque un siècle de revelet en France avec presque un siècle de retard, est, au même titre que Max Weber, l'un des plus grands sociologues de son temps. Etrangère aux méthodes quantitatives, la sociologie était alors un carrefour de questions ouvertes, qui concernaient aussi bien la philosophie que la politique et l'esthétique.

politique et l'esthétique.

Fortement marquée par un certain anticapitalisme romantique, la pensée de Simmel a exercé une influence profonde sur toute une génération, en particulier sur Georges Lukacs et Ernst Bloch, mais aussi sur Heidegger. Incarnation typique de ce que l'on nommeit alors la «critique culturelle», son teuvre se développe aussi bien en amples fresques comme la Philosophie de l'argent que dans de courts essais comme la Signification esthétique du visage (1901) ou la Métaphysique de la mort (1910).

JEAN-MICHEL PALMIER

#### **CARAIBES**

PAPA DOC. BABY DOC : HAITI AND THE DUVALIERS. - James Ferguson ★ Basil Backwell, Oxford, 1987, 161 pages, 16,50 livres.

A quel point les problèmes d'Halli sont pro-podément euracinés dans l'histoire, c'est ce que montre cette étude succincte sur la que montre cette étude succincte sur la période Duvalier. Les richesses de cette colonie française, comme comme la plus prospère, furent soit exportées, soit accaparées par une élite très réduite. Après l'indépendance, une élite mulâtre se contenta de prendre la place des Français et de monopoliser le pouvoir politique. Or, rappelle l'auseur, François Duvalier avait entrepris de se doter d'une nouvelle base de nouveir en feudere d'une nouvelle base de pouvoir en favorisant l'ascension d'une de pouvoir en favorisant l'ascension d'une classe moyenne noire su travers de la bureaucratie et des « toutons macoutes ». Pour un 
temps, les paysans purent s'identifier à lui, 
bien que son système ne leur apportit rien 
d'autre que la terreur, l'exploitation et la correption. Le mariage de « Baby Doc » avec une 
femme issue de l'élite multure, puis les attaques d'un clergé devenu progressiste achevèrent de ruiner le régime. En 1986, les Etatsl'uis envergémes consciuent en l'its au Unis eux-mêmes conclurent qu'ils ne pouvaient plus compter sur lui ; son remplace-ment par le chef d'état-major écarta le danger d'une révolution imminente. Les élections ser giantes de novembre 1987 et la succession arrangée de M. Leslie Manigat devaient offrir de nouvelles garanties aux adversaires de

GERALD MOORE.

#### PROCHE-ORIENT

WORKERS ON THE NILE. - Joël Beinin et Zachary Lockman,

★ Princeton University Press, Princeton University Press, Princeton Princet

Le timide retour à la démocratie, dans cer-Le timice retotr à la démocratie, dans cer-tains pays arabes comme l'Egypte, ne s'est toujours pas traduit par le rétablissement de larges libertés syndicales; au contraire, les pouvoirs gardent leur mainmise sur les organi-sations et assimilent souvent la grève à un délit. Le livre de Beinin et Lockman remet en délit. Le livre de Bennu et Location de la mémoire une époque — de 1832 à 1954 — où, malgré les entraves de toutes sortes, le mouvement ouvrier sur les bords du Nil représentait un facteur actif de la politique. Les deux auteurs décrivent comment, à chaque moment de l'histoire — d'erant la révolution de 1919, en 1936, dans la lutte contre le colonislisme anglais après la seconde guerre mondiale, — la classe ouvrière a participé de manièré autonome et active au combat national. Paradoxalement, c'est l'arrivée au pouvoir des « officiers libres » et du premier gouvernement authentiquement national en 1952 qui réussira, et pour des dizames d'années, à caporaliser le mouvement ouvrier. m de 1919, es

#### HISTOIRE

SAMARCANDE. - Amin Maalouf ★ Editions J.-C. Lattès, Paris, 1988, 376 pages, 96 F.

Une odyssée d'abord : l'errance, au onzième siècle, d'Omar Khayyam à travers l'insécurité de la steppe asiatique. Astronome et mathé-maticien célèbre, il est contraint à rebondir sans cesse de Nichapour à Khaggar, par Damas, Bagdad, Ispahan. A côtoyer le royaume des Assassins. A se finer le temps d'un amour à Samarcande, reine des villes ver-nies or et turquoise. Adulé partout, il est vite mes or et turquose. Acute partout, il est vits maudit car il est « du côté des secrets ». Scep-tique et modéré dans les flambées désordon-nées de l'intégrisme, il côtoie princes, grands vizirs. A chaque étape il condense sa vision du monde en quatrains - les - robatz - - voluptueux et dédaigneux qui feront l'immortel Livre de Samarcande. Une quête conduite au début du siècle dans un monde étrangement inchangé ne peut retrouver le manuscrit. Un roman, certea, mais, plus encore l'envre d'un Oriental méditerranéen qui nous ouvre l'Asic.

GEORGES BUIS.

• LE CONSERVATISME. - Philippe Beneton (PUF, coll. « Que saisje? », Paris, 1988, 121 pages, 25 F) : histoire et thèses d'un mouvement intellectuel et politique de l'ère moderne « qui naît avec elle puisque contre elle ».

 ARGENT ASSOCIATIONS TIERS-MONDE (La Documentation française-ministère de la coopération, Paris, 1988, 187 pages, 80 F) : résultat d'une enquête d'estimation en France de l'aide privée mise en œuvre par le canal des associations de la loi de 1901.

• HISTOIRE DE L'AFRIQUE. -Marie-France Briselance (Jeune Afrique Livres, Paris, 1988, 187 pages, 60 F): premier tome, qui couvre les grands royaumes, des origines de l'homme à l'an

 REPORT ON THE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN THE TERRI-TORIES DURING THE UPRISING 1988 (The Israeli League for Human and Civil Rights, PO Box 14192, Tel Aviv. 1988, 98 pages, 6 dollars): un rapport accablant sur la répression en Cisjordanie

#### **AFRIQUE**

TANZANIE. L'INVENTION D'UNE CULTURE POLITIQUE. - Denis-Constant Martin.

\* Process de la Fondation nationale des sciences politiques — Karthala, Paris, 1983, 318 pages, 130 F.

Peut-on parler de la Tanzanie de ma dépassionnée, sans entrer dans d'inépuisables polémiques parisiennes sur les bienfaits ou les malheurs du « socialisme tanzanien » ? Peuton considérer ce pays comme un sujet d'études et son comme un champ clos de fantasmes? Voilà le pari, ambitieux mais réussi, de l'auteur. Dans un livre dense, il explique en rameur. Dans un nove uense, n expaque en quels tennes, « avec des languages es des symboliques qui leur sont propres », se découlent là-bas ces phénomènes universels que sont la lutte pour le pouvoir, pour l'acquisition et le maintien de privilèges. Après avoir rappelé les fruits des premières aunées de l'indépendance, Denis-Constant Martin décrit, dans une describes aussis les menues predeuxième partie, les moyens avec lesquels le pouvoir contrôle la société — parti, syndicats, ujamaa... En conclusion, il dévoite les liens réels, profonds, contradic toires, qui assurent la cobésion de cette société.

**ALAIN GRESH** 

QUESTIONS SUR LA PAYSANNERIE AU BURUNDI. Actes de la table ronde « Sciences sociales, humaines et dévelop-

→ Université du Burusdi — Centre de recherches striceines (Peris I), Bujumbura, 1988, 452 pages.

Le nombre et la qualité des travaux, notam-ment en matière d'histoire rurale, menés an Burundi sont bien comma. Comme tout recaeil de communications, celui-ci est un peu inégal mais on y trouvers à la fois des études ponctuelles et monographiques et des réflexions méthodologiques et problématiques. La table ronde était organisée autour de quatre thèmes : aménagement et rationalités pay-sames, dimensions historiques et géographi-ques des comportements démographiques, dimensions culturelles et modernité et, enfin, les approches spécifiques des sciences.

Le Burandi est un pays profondément « his-torique », et l'explication des « mises en valeur » précoloniales et coloniales y est assex poussée. Une histoire sociale rurale se dessine à travers les travaux de J.-P. Chrétien es 2 invers les invents de 3.4°. Carrenes et
J. Gahama, par exemple. L'une des spécialités
des sciences sociales en ce paya est la démographie. Certes, la pression démographique y
est un problème majeur; mais les progrès
efective la démographic interiories efficience
focute la démographic interiories efficience sont, dans le registre francophone, dus pour une bonne part aux travaux menés sor ces sociétés d'Afrique orientale. Les problèmes des sources orales et écrites, de leur conserva tion et de leur accessibilité sons soulevés et tion et de leur accessibilité sont soulerés en conclusion et doment à cet ouvrage l'indispen-sable touche méthodologique.

JEAN COPANS.

UGANDA NOW, - Sous is direction d'Hölger Bernt et Michael Tweddle

★ James Currey, Londres, 1988, 358 pages, 9,95 keres.

La tragique expérience de l'Oeganda au cours des vingt-cinq dernières années est-elle particulière à ce pays ou bien n'est-elle qu'une illustration de la pauvreté et de l'instabilité du illustration de la pauvrete et de l'inscaume ou tiers-monde? C'est à quoi cette œuvre collective tente de répondre. Dans les deux premiers essais, Christopher Wrigley et D.A. Low sont enclies à reteair la première proposition: ne disposant pes d'une majorité politique suffisante, M. Militon Obote et le général Amin out en recours à la terreur, qui engendre déliquessante, M. Milton Obote et le général Amin out en recours à la terreur, qui engendra déliques-cence et anarchie. Mais Ali Mazrui, dans une remarquable étade, opte pour une certaine exemplarité de l'histoire ougandaise. L'indé-pendance est en général une retrain, dans toute l'Afrique: les infrastructures s'effon-drent, la momaie perd de sa valeur, et, de plus en plus, les gens en reviennent à l'agriculture de subsistance et au troc. Ecoles sans livres, Moltaux sans médecies, apoétits capitalistes en pius, les gess en revienneur a l'agraciant de subsistance et au troc. Eccles sans livres, hôpitaux sans médecins, appétits capitalistes privés de racines indigènes pour les nourrir : rien de cele n'est spécifique à l'Osganda. La culture africaine oread sa revanche, minant calture africaine prend sa revanche, minant les structures superficielles érigées par le colonialisme et les élites qui héritèrent de lui. La sombre chronique des années 1962-1986 s'achève en sourdine, sur le succès de la gué-

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE MARADI. Le développement rural de la région au village. - Sous la direction de . C. Raynault

rilla du président Museveni.

★ Groupe de recherche interdisciplinaire peur le développement, Bordeeux, 1988, 174 pages.

développement, mais aussi des chercheurs en sciences sociales, un modèle d'analyse méthosciences sociales, un modèle d'analyse métho-dique et une problématique de présentation ; telle est la vocation de cette synthèse collec-tive de travanx menés depuis près de dix ans dans la région de Maradi, au Niger. Cette réflexion s'appaie sur des recherches en écolo-gie, géographie, ethnologie, socio-économie, et adopte une démarche en trois étapes : appro-che interdisciplinaire (milieux natureix, sociaux et techniques) ; analyse historique retraçant une évolution; échelles croissastes d'observation (de la région à la parcelle). La région permet de renérer les notantia-

La région permet de repérer les potentia-lités agricoles et pastorales, leur évolution dans le tempe et le poids des facteurs dis-« naturels » et « lumarins ». L'échoile villa-geoise, bien que décisive, n'est qu'un cadre pour saisir l' « écor croissans entre les exploi-tations » en matière de foncier, d'élevage, de revenus monéraires, etc. Grâce à cette prise en considération de la hiérarchie des factures, et de leur combinaison, il est possible de mieux saisir les dynamiques de développement.

ALCAE DA THE CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PARTY.

#### **1934 EN URSS**

## L'engrenage de la dictature

LES ENFANTS DE L'ARBAT, d'Anatoli Rybakov, Albin Michel, Paris, 1988, 584 pages, 130 F.

OUS entrons dans la mit. . Ainsi s'achèvent les Enfants de PArbat, sur la nouvelle de l'assassinat, le 1e décembre 1934, « par les ennemis de la classe ouvrière », de Kirov, dirigeant du PC à Leningrad et membre du bureau politique. Chronique de l'année 1934 où s'entrecroisent les destins de personnages obscurs ou historiques, le roman de Hybakov (1) est une œuvre-phare de la « perestroïka », houleversante et controversée : commencé en 1966, publié sculement en 1987, il a été diffusé en URSS à plus de 1,5 million d'exemplaires, et 24 théâtres l'ont adapté.

L'opposition de deux personnages domine l'intrigue. Sacha Pankratov, un ne komsomol, fidèle au régime mais qui, pour une broutille, est accusé d'avoir enfreint la discipline du parti. Refusant de dénoncer des innocents, il est condamné à trois ans de relégation en Sibérie orientale et découvre alors l'insondable malheur du monde de l'exil. A l'autre bout de l'échelle, Joseph Staline, dont l'auteur dit : « Je peux parler comme lui. Je sais comment il s'exprime, sa tournure de phrase... Je l'ai longtemps étudié et je me suis mis dans sa peau. »

Cette année-là, en Union soviétique, l'histoire hésite. Le diz-septième congrès du parti, le « congrès des vainqueurs », a confirmé la ligne de la collec-tivisation et de l'industrialisation, mais entériné, sussi, une certaine « pause » : d'anciens opposants sont réintégrés, un plus grand réalisme économique se fait jour, la valse des cadres s'arrête... Seul un homme, Staline, regrette, en silence, ce coup d'arrêt: « L'appareil, il faut le conserver, le consolider, mais aussi tuer en lui toute vellété d'indépendance, changer sans cesse les hommes... Un appareil qui change sans cesse ne possède pas de force politique propre... C'est cet appareil, en tant qu'instrument de pouvoir, qui inspirera la peur au pouple. Mais le même appareil doit trembler devant ce chef. »

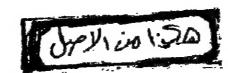
Si Staline va finalement triompher - et avec lui la terreur sans frein qui suivra l'assassinat de Kirov (2), - ce n'est pas seulement en raison de son réel machiavélisme, sous-estimé par ses proches comme par ses adversaires. A l'occa-sion des batailles internes du parti et de la collectivisation de 1928-1929, une mécanique perverse du pouvoir s'était déjà mise en place. Un policier en expose ainsi la règle à Pankratov : « Nous n'avons qu'un seul moyen, il est dur, mais il n'y en pas d'autre : c'est la peur. La peur concrétisée par le terme « saboteur ». Tu as cassé le tracteur, donc tu es un saboteur, t'es bon pour dix ans ! » Cela pour les masses. Mais pour les membres du parti, elle s'appuie sur l'assimilation des divergences politiques - réelles ou fantasmatiques - à des délits, sur l'obés-sance, le culte du chef.

E N rappelant les enjeux de cette année incertaine, Rybakov ne contribue pas seulement à enterrer le stalinisme, « cette plate profonde de l'histoire ». Il suggère aussi que l'engrenage menant à la dictature pouvait être brisé. Mais l'issue, hier comme aujourd'hui, dépend de l'action des hommes.

ALAIN GRESH.

(1) En librairie le 9 septembre.

(2) La suite du roman, intitulée 1935 et après, paraîtra en URSS cot autonine.



#### AFRIQUE

(J-11) ma

DIGANDA NOW. - Sou I Berns et Michael Twedde \* James Curray, Landing, 358 pages, 9.95 pages, Soe pages, 9.86 horn.

La tragique expérience de los cours des vinge-cinq derains de la particulière à ce pays on bien fact distribution de la course de vinge-cinq derains de la particulière à ce pays on bien fact distribution de la répondre Dani en l'estant de répondre Dani en la cursais, Christopher Wieley et la la certain de la reconstre particulière à retenir de missis passant, pas d'une majorie passant de la majorie de reconstre de l'historie de majorie de sunsaitant de l'historie de majorie de sunsaitant de l'historie par de cela r'est spécifique à l'estant de sunsaitant de la spécifique à l'estant de sunsaitant de la spécifique de majorie de cela r'est spécifique à l'apprendant de la direct passant des surveils de racurs indigénes pur les actualismes et les direct qui hérieure nicalismes et les direct qui hérieure nicalismes et les direct qui hérieure nicalisme et les direct qui

PROJET DE DÉVELOPPEIEN MARADA Le dévelopment se région au village. - Sou le C. Raynaut 174 pages.

Mettre I la disposition de pre-développement, mais ami de des développement, mais ami de des después sociales, un modific é ma-diapte et une problématique à plus laire en la socialem de ceue parti-tive de travaux menés depai plus dans la région de Marsh, a l'ap-réficte, n'appuis en des rechestres que geographie, ethnologie mista-salicate une démarche en un bas-che interreduciplinaire (miss se-che interreduciplinaire (miss seche interdisciplinaire (mica sociatia di tecchiques); impire d'acteurations (de la région à la part

La région permet de repérats The remains at passaries in it. · cathrain · et · humains · [186] Marrier prass des speraies ten de DAL' BLUE " - écon crause esse (alums - en musée de face, de TOTAL DESCRIPTION SE GRANTE ourseddraft is to la helsprike folk de leur companient, il et perite samer ien dynamiques de dévelopes

## renage de la dictature

ELES ENVANTS DE L'ARBAT, d'Annoi Mis

no deux de mais - Ains s'achevent les Estat in movelle de l'arrayment le le décembril promis de la ciarre ourrere e, de Kiros, disperi de lande Bit de personner observe ou autorique, le mai the section of the personnel of the definition o at 14 thektres l'ent adapté. Sacha Panhar

mars qui, pour une promile a si Men de parts. Refunnt de denoncer des tancen, il en Siberie orientale et décomb mande de l'exil A l'autre bout de l'eshelle hagi To a de prome parler comme las Je sois commen l'imperent de la commen de la la commen de la comm Chie seristique, l'autoure héaux le direct des serenteres », a confirmé la lique de la The man enterine, aust, unt cruit ! Minister an plus grand realisme economies of feet to conserver, le consolider, noi mai the changer suns case les hommes. Ih go changer sens cesse les hommes unit de fares politique propre l'estat

west triangemen - et avec lui la terreil sui les (5), - or a lost pas sculement en raiso de was an aroches comme par ses adversire in per en proches comme par ses adversires de 1928 de et de la collectivistion de l'application de l'applicatio The same a second qu'un seul rayen, il es de la la companie de la to see pour eur de parci, che s'appuir sur l'assume Andrews de part, che s'appuie sur la des chits se

and incertaine, fi haker in com to and a succession of the property of the cotte plaie projente de l'action des hammes

## du mois

#### LE POTENTIEL DE DÉFENSE SOVIÉTIQUE

#### Quand l'expert corrige la version du Pentagone

1710M Gervasi se distingue parmi les experts américains des problèmes de défense. Il a écrit, outre de nombreux articles, Arsenal of Democracy ( . l'Arsenal des émocraties - en trois volumes) et The Myth of Soviet military supremacy ( · le Mythe de la suprématie militaire soviétique »), parus en 1976 et 1986 et devenus des best-sellers blen au-delà des pays anglophones. Il a déjà contraint les états-majors à modifier leurs dires, et s'attaque une fois de plus à la façon dont les armées améri-caines (elles ne sont pas les seules) présentent les forces comparées de l'Est et de l'Ouest.

Le Pentagone publie ainsi chaque anée, depuis 1981, sous le titre soviet military power, un opuscule à l'usage du public, préfacé par le ministre de la défense, qui exalte complai-samment la puissance armée soviétique. Le dernier livre de Tom Gervasi (1) reproduit intégralement, sous le même titre, la version d'avril 1987 du guide du Pentagone. Mais il l'annote, la corrige, et rétablit sans ménagements une vérité quelque peu malmenée, page par page et ligne par ligne, avec une franchise et même parfois une brutalité qui seraient impenzables en

L'euteur Indique, dans sa préface, les sources incontestables sur lesquelles s'appuient ses rectifications: les documents officiels des États-Unis, tels que les rapports annuels de la CIA au Congrès, ceux du Comité des chefs d'état-major sur l'état des armées, ou les témoignages des chefs de service et des officiels du département de la désense devant la commission de désense nationale du Congrès; la documentation gouvernementale des autres nations de l'OTAN, en particulier du Canada et de la RFA; enfin les travaux et publications d'organismes privés, Institut d'études stratégiques de Londres, Centre d'information de défense de Washington, associations de scientifiques américains, Institut international de recherches sur la paix

#### **OUVRAGES** DE RÉFÉRENCE

MÉMENTO DÉFENSE-DÉSARMEMENT 1988 ★ Groupe de recherche et d'information aur la peix, Bruxelles, 1988, 284 pages, 585 france beiges.

Contribuer à emélie de la dynamique et de la course aux arme ments tota en aidant à déterminer les réelles nécessités de la défense », tel est le double objectif que se fixent les autours de cet utile manuel. Fruit d'un long travail en équipe, l'ouvrage se divise en cinq partiet : négocia-tions et relations Est-Ouest; armements et rapport des forces Est-Ouest ; défense et sécurité en Europe; l'économie des armements; dans le monde (Amérique centrale, politique française dans le Pacifique sud, conflit entre l'Irak et l'Iran). De nombreux tableaux, un

aire et une liste des abréviations et des

POLITICAL VIOLENCE IN THE WORLD 1967-

rigles compiètent ce travail.

\* Centre de recherches et de de Shenels, Necesche, 1966, 664 pages et 352 pages, 70 dollars les deux voi

L'attaque du bateau City of Poros en Grèce a souligné l'actualité de la violence politique dans le monde. Cette véritable encyclopédie nous permet de suivre son évolution dans ses différentes formes - en premier lieu le terro-tisme - depuis vingt ans. La première partie comprend une chronologie détaillée des faits relevant de la violence politique ; la deuxième, une bibliographie très étoffée ; enfin, l'ouvrage met à notre disposition de nombreux documents : conventions sur la pirateris sérienne, sur le terrorisme : déclarations de divers groupes politiques... Un index détaillé permet d'accéder facilement aux informations ment un pays, une organisation on an

A.G.

**EUROPEAN SPACE DIRECTORY 1988.** \* Sovig Press, Paris, 1986, 527 pages,

La troisième édition d'un ouvrage de réféce indispensable à tous les professionnels de l'espace : programmes, budgets, projets et infrastructures de l'Europe spatiale ; amusire mirastrictures de l'Europe spanale; annuaire des sociétés du domaine sérospatial; juste des publications spécialisées; glossaire, Who's Who de l'espace, etc. En complément, deux inventaires mondiaux particulièrement utiles : celui des satellites de télécommunication et de télécoire directe et celui des satellites météorologiques et de télédétection.

de Stockholm, einst que les nombreux annuaires qui circulent dans le monde anglo-saxon.

Ce dernier ouvrage, publié en 1987 aux Etats-Unis et en 1988 au Royaume-Uni, témoigne de la santé enviable de l'esprit démocratique régnant de l'autre côté de la Manche ou de l'Atlantique; les données de défense n'y sont pas couvertes par le secret cher à nos institutions ; on peut y contester publiquement les assertions des militaires sans être accusé pour autant de menées antinationales ou de pacifisme coupable. Admirons surtout qu'assez de citoyens ordinaires y aient gardé assez de sens civique pour consacrer du temps et de l'argent à s'informer, et muer des ouvrages critiques en succès de librairle.

ANTOINE SANGUINETTL

Tom Gervani, Soviet military power, Sidgwick and Jackson, Londres, 1988, 159 pages, 13,95 livres.

#### TIERS-MONDE

SOVIET ECONOMIC ASSISTANCE TO THE LESS DEVELOPED COUNTRIES - A STA-TISTICAL ANALYSIS, - Quintin V.S. Bach

★ Clarendon Press, Oxford, 1987, 177 p. Les estimations de l'aide soviétique aux pays en voie de développement sont toujours controversées, et très difficiles à établir. Avec une minutie de chartiste, l'auteur, longtemps fonctionnaire du Foreign Office, a recensé un ensemble de sources staristiques (principalement de sources staristiques (principalement de sources staristiques). ensemble de sources statistiques (principalo-ment les données soviétiques sur le commerce et la coopération), documentaires (les textes des traités et accords de coopération), infor-matives (les milliers de références publiées dans les journaux spécialisés sur l'exécution des contrats de coopération) pour construire une série de tableaux homogènes récapitulant, par pays bénéficiaire, l'aide reçue entre 1955 et 1983. Un travail de novembre main, dont et 1983. Un travail de première main, dent l'auteur laisse modestement l'interprétation

MARIE LAVIGNE.

LES TIERS-NATIONS EN MAL D'INDUSTRIE. - Sous la direction de Jacques De Bandt et Phi-

★ Editions Cernes/Economics, Paris, 1988. 323 pages, 95 F.

Fruit d'une recherche collective, cet ouvrage dense et complexe propose sur les grands problèmes du développement un éclai-rage différent. Dans le contexte de la crise et des restructurations industrielles qui l'out sui vie, les relations Nord-Sud illustrent ni les mutations d'ordre internatio nal. Les limites des politiques publiques, des ajustements structurels face au poids de ment importés de l'extérieur font ici l'objet d'une analyse critique très organisée. Quatre ines sont étudiés en particulier : les nouvelles technologies, le textile, la construction et l'agro-alimentaire, où sont mis ne à la fois les pays industrialisés et les «tiers-nations». Cinq études de cas font connite apparaître l'extrême diversité des Etats du Sud et la particularité des rapports qui lient société civile et pouvoirs publics. Une intéressante approche du problème de la com-pétitivité industrielle du tiers-monde.

CAROLE DANY.

DES RACINES POUR VIVRE. SUD-NORD : IDENTITÉS CULTURELLES ET DÉVELOPPE-MENT. - Thiorry Verheist

210 pages, 76 F.

«L'occidentalisation du monde n'est brésimible qu'en apparence. » La preuve en est. l'échec du dévoloppement tel qu'il a été généat conçu et mis en œuvre. S'il y a sousdéveloppement, c'est parce qu'il y a su destracturation économique, politique et surtout culturelle. Ce livre est d'abord un procès de l'ethnocentrisme, su éloge de la différence. Rien de durablement efficace ne pourra se développer ou dehors et, à plus forte raison, contre les valeurs qui constituent l'identité contre les Valceurs que causantenne l'accura-mème des peuples, lours « racines ». Les États et même les ONG sont plus souvent qu'îls ne erraisent imbus d'occidentalocentrisme. Il reste qu'une culture ne peut éluder la définition de son rapport aux autres. Se trouvera-t-il jamais, son rapport six surres. Se nouvers-t-i junum, par exemple, uno ONG du Nord pour souteuir un dispensaire qui se proposerair, en Afrique, de rendre plus hygiéniques les conditions concrètes de l'infibulation des petites filles ?

Que les cultures dominantes en rabattent au chapitre de leur prétention à l'universalité est indispensable. Mais comment garantir qu'entre le respect et le repli sur soi la porte de la communication et de la coopération reste toujours ouverte? La déclaration universelle des droits de l'homme n'a-t-elle jamais été qu'une généralisation au service des puis-

CHARLES CONDAMINES.

#### La fin du Canada?

Par YVES FLORENNE

E titre original du livre, Lament for a Nation, a plus de force que sa traduction (1). Encore, pour celle-ci, a-t-il falls un long sous-titre — Lamentation sur l'échec du nationalisme cunadien — pour l'éclairer, non sans le trahir quelque peu. En français, « lamentation » s'associe trop à jérémiades ; et le dérivé « nationalisme » comporte une dérive agressive. « Lamento sur une nation » corresp drait mieux à cette déploration déjà funèbre, d'une déchirante sérénité devant ce que l'auteur, George Grant, tient pour un destin fatal en train de s'eccomplir. Mais qui n'est devenu tel que par la démission, la trahison, ou la conversion empressée, selon qu'on voudra, d'une classe dirigeante détentrice, avec la puissence financière, d'une information bien entendu dirigée. C'est la race universelle des hommes vraiment « modernes », implicitement apatrides ou, si l'on préfère, multinationaux comme leurs entreprises, maîtres du présent et de l'avenir, dont la religion est le capitalisme « libéral » : ce « mode d'être et de vie, fondé sur le principe que l'activité humaine la plus importante consiste à faire des profits ». L'habileté de ces « libéraux » fut d'avoir annexé un mot qui, au dox-neuvième siècle, avait signifié tout le contraire d'une exploitation économique et mercantile, mais qui gardait pour les exploités sa musique de

E modernisme progressiste ainsi entendu ne laissait évidemment aucune place à des valeurs aussi démodées et peu monnayables que l'existence, l'indépendance, la sou-veraineté nationale et la mémoire d'un peuple. Pour le Canada, l'ambition politique de ce « sodralisme de classe » est tout simplement d'ajouter la feuille étoilée de l'érable, symbole encore national, au drapeau des Etat-Unis; lesquels estiment décent et prudent de faire patienter encore un peu ce désir ardent. Si George Grant s'attache dans son livre à Diefenbaker, c'est que cet homme courageux, convaincu, incorruptible, mais malheureusement sans génie, incama de telles valeurs pendant les cinq années (1958-1963) qu'il gouverna son pays. L'opposition « libérale » le harcela, puis l'insulta. Il ne céda jamais face aux Etat-Unis. A la fin, son ministre des affaires étrangères déclara en pleine Chambre, par une forme de prétérition trop claire. qu'il ne croyait pas que les Etst-Unis pourraient en venir à e une politique de force envers leurs alliés ». Moins téméraire, Diefenbaker ne laisea pas moins entendre, dans ce qui serait son dernier grand discours, que, « s'il y avait une chose qu'il ne tolérerait pas, c'était que le gouvernement américain définit la politique de défense du Canada ». Peu après, il était renversé. L'auteur avait vite désespéré des Canadiens de même origine que lui. Il écrit que « la clef de voûte de la nation canadienne, c'est le fait français ». Pourtant, il n'a pes ceé douter que même le Québec, en dépit de sistance, de ce cramponnement au sol d'une race paysanne, ne soit emporté par « cette mer immense de l'améri-canisme sexonisant ». Ce mot-là est de l'écrivein canadien Bourasse, qui avait foi dens un Canada dressant un barrage devant cette submersion, par la force de ses racines et da sa langue. Mais c'est en 1918 qu'il écrivait.

Or is thèse de George Grant, ou plutôt as conviction, c'est qu'au-delà de la trahison d'une classe d'homm comme de la résistance des autres. le cas du Canada n'est que l'example, pour lui le plus cruel, du mouvement irrésistible enclenché il n'y a guère qu'un demi-siècle, entraînant le monde vers « la culture homogénéisée de l'empire américain ». Aussi son « désespoir » est-il à la mesure de sa « certitude absolue ». Une certitude qui ne comporte pas moins un rappel auquel restaront sourds les hommes d'à présent, fascinés par la technologie : sur la profonde et vieille erreur de croire que tout ce qui survient est bon par le seul fait de aurvenir. George Grant, homme de foi et philosophe, refuse quant à lui d'identifier la nécessité au bien. Une identification qui peut même paraître dérisoire, et trouve pourtant créance dans un temps de progrès technologiques inouls. Ainsi, selon lui, la fin du Canada serait inscrite dans la nature même des temps modernes. Il n'en reprend que plus vivement à son compte la parole pronon-cée il y a quatre siècles par le théologien anglican Hooker : « La postérité saura que nous n'avons par permis, dans un silence indifférent, que les choses s'étaignent comme dans

Dans se préfece, le professeur Jacques-Yves Morin tempère cette réflecion « impiroyable ». Pas plus que l'autour, il ne doute que le Canada anglais ne soit en passe de disparaître, tant il s'est identifié aux Etat-Unis. Mais George Grant aurait trop négligé les chances du Québec de maintenir une identité liée à sa langue. Sur cette « carisce réalité » — le mot est de R. Lesage, — on peut encore se

DUBLIÉ très tardivement en français, au moment où le Canada se lie plus étroitement per un accord de libre échange avec les Etats-Unis, le lamento de Grant a près d'un quart de siècle. Il put alors paraître prophétique. Il demoure du moins une pathétique mise en garde. Pourtant, n'est-il pas devenu surtout conjuratoire ? Ne l'était-il pas déjà su fond de la pensée de Grant avec celle, inavouée, d'un espoir ?

Quant à l'instauration d'un gouvernement universal bref d'un empire — mais lequel ? — aboutissant à l'utopie néo-rousseauiste d'un Etst mondiel, unique, homogène dens ses institutions, se culture, sans doute sa langue, igno-rant toute contrainte, né de l'appel unanime s'épanouissant dans le consentament éternel de milliards d'hommes merernent accordés, elle peut apparaître déjà fort ébraniés. L'éditeur propose le livre comme sujet de réflexion, certes utile, aux Québecois et même aux Français. C'est là une méditation qui sied au moins autant, dans leur fragilité historique, aux empires. Les nations dignes de ce nom ont la vie dure. Au point que, assessinées, elles ressuscitent. Les

(1) George Grant, Est-ce la fin du Canada? Hurtubise-Cahlers du Québec, 7360, boulevard Newmann, Ville de La Salle, Québec, 1987.

#### ÉCONOMIE

RESTRUCTURING THE WORLD ECONOMY. - Joyce Kolko

& Pantheon Books, New-York, 1988,

L'économiste américaine Joyce Kolko étudie, avec un rare don de la synthèse, cette période de « restructuration », aussi appelée « crise », qui court du milieu de la précédente décennie à sos jours. Trois grandes sections, après un rappel historique : le capital, l'Etat, le travail — une grille d'analyse qui ne semble

Les contradictions au sein du système capi-taliste, le tiers-monde endetté (et la stratégie du FMI, « totalement incompatible avec le développement économique »), les impasses « socialistes » — tous ces l'acteurs s'interpénè-« socanstes » — tous ces incuents s'interpene-trent au sein d'une gigantesque « restructura-tion ». Désurmais, le mode de production capi-taliste est quasiment universel. La seule logique qui prévant est celle du profit, guide

L'auteur estime « inexorable » l'apparition de « plus grandes calamités » si les luttes poli-tiques ne sont pas intensifiées pour modifier le cours des choses. Quel éditeur français publiera cet excellent ouvrage ?

JACOUES DECORNOY.

WESTERN ECONOMIC STATECRAFT IN EAST-WEST RELATIONS. EMBARGOES. SANCTIONS, LINKAGE, ECONOMIC WAR-FARE AND DETENTE. - Philip Hanson

★ Charthum House Papers, or 40, The Royal Institute of International Affairs, Routedge and Kegan Paul, Lundres, 1988.

Le terme statecraft est très difficile à ren-dre – on pourrait le traduire par « savoir-faire d'Etat » – et, accolé à l'adjectif economic, il a sué utilisé par David Baldwin en 1985 pour caractériser tous les movent économiques suscaractériser tous les moyens économiques par lesqueis les acteurs de la politique étrangère cherchent à influencer d'autres acteurs de la politique internationale. L'auteur sullise la politique internationale. L'auteur utilise la grille de Baldwin pour analyser les intendépendances Est-Ouese, les notions de semetions (une main de fer), de linkage (le gant de velours), de leverage (la main dans le gant), de guerre économique. Il n'hésite pas à direque le mécanisme de l'emberge a effectivement été utilisé pour sanctionner l'URSS après l'affaire de l'Afghanistan — même si « conceptuellement » ce ne pouvait être son ciliertif.

La conclusion propose plus de rationalité dans la conduite des hommes politiques à l'égard de l'Est : un espoir pent-être réaliste puisqu'il serait difficile de (re) partir de plus bas après la confusion de ces derailres aunées.

LES INDUSTRIES D'ARMEMENT. - André

★ PUF, coll. « Que sale-je ? », Paris, 1966, 128 pages, 26 F.

Ecrit par un contrôleur général des armées (CR), ce « Que sais-je ? » consacré à l'indusrie française d'armement est d'une lecture sans surprise. Il reprend, sous une forme syn-thétique et d'une lecture aisée, les principans aspects de la question tels qu'on les voiens dans les bureaux officiels. L'histoire, les structures, la coopération internationale, le rôle de l'Etat, autant de thèmes tour à tour abordés. Plus polémique, le chapitre consacré aux « perspectives d'évolution » ; là, l'anteur ne se contente plus d'un état des lieux. Il pla notamment pour un changement de statut des arsenaux, souhaite une augmentation des cré-dits de la recherche militaire et une déréglementation des exportations d'armes. Le tout dans le cadre d'une intégration des industries européennes d'armement. En somme, un livre

JEAN-DOMINIQUE MERCHET.

#### TRAVAIL

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVE-MENT OUVRIER FRANÇAIS. - Réalisé sous la direction de Jean Meitron at Claude Panne-

Éditions ouvrières, Puris, 1988, tome 31, (Gun à Huc), 414 pages, 280 F.

La disparition de l'historien Jean Maitron en novembre 1987 n'empêche pas la poursuite de ce qui fut l'œuvre fondamentale de sa vie. Le « Maitron » retracera dans ses 42 volumes (11 encore à paraître dans les trois prochaines années) le biographie de 100 000 militants du mouvement ouvrier et social, de la Révolution française à la soconde guerre mondiale. 16 premiers volumes ont déjà convert en trois séries les années 1789-1914 et présenté 40 000 biographies. La quatrième série en cours, la plus vaste (26 volumes), retracera la vie de 60 000 militants. On y trouve Babouf, Blanqui, Jaurès, Cachin... Mais aussi le portrait « des obscurs et des sans-grade », sans qui rion a'aurait été possible. Des figures de premier plan cétoient l'humble délégné à un congrès, le secrétaire de cellule ou de section, le responsable syndical de base. Les femmes Le « Maisron » retracera dans ses 42 vol responsable syndical de base. Les femmes sont pas oubliées, Il s'agit d'un dictionnaire ne sont pas oubliées. Il s'agit d'un mouvemante français et non patrisies, ce qui, dens un pays aussi centralisé que la France, mérite d'être souligné. Une autre qualité du Dictionneire est qu'il a su appréhender la diversité du mou-vement ouvrier français sans privilégier tel ou tel courant. Il s'agit donc d'une véritable encyclopédie indispe de 1789 à 1940. ensable à l'histoire de France

MIGHEL DREYFUS.

#### CULTURE

CRITIQUE DE LA COMMUNICATION. - Lucien

★ Lo Soult, Paris, 1968, 340 mans, 169 F. Sfez, comme une nouvelle théologie des temps modernes, s'épanouissant dans le creax laissé par la défaillance des grandes valeurs fondatriocs et des grands principes d'unification (Dieu, l'histoire, les religions...). « Concept elane, mode envahissante, nouvelle science et liturgie du siècle à venir », cile aspire à sau-ver nos sociétés malades. Elle vondrait corriver not societte maisions. Due volumen contr-ger la confusion des valcurs, la dépossession et les fragmentations imposées par la technolo-gie. Dans un monde où règnent les experts et les spécialistes, et où tant de domaines demotirent cloisonnés, la commun rication - nous dit l'autour – prétend établir des passere relier des univers trop distants.

De cette entreprise désespérée et vaine, m Sfez fait, dans ce livre passi une critique radicale. Il montre, avec intelligence et clarté, comment la comm atteint anjourd'hui le stade du « tautisme » : Dans un univers où tota commu la communication meurt per excès de com-munication et s'achève en une interminable



algérie, niger, MAURITANIE Projeter ou construire

votre voyage **AVEC D'AUTHENTIQUES GUIDES SAHAPIENS** 

et des SPÉCIALISTES INCONTESTES du désert

Renseignements sur l'ensemble de nos voyages: L'ATELIER SAHARIEN

« le Village » 38410 Saint-Martin-d'Uriage

Tél.: 76-89-52-19

1985 of agrees, parallers on LRSS of

17.43

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

#### LES LEÇONS DE LA GUERRE DU GOLFE

## Demain le gaz?

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

OUT conflit est spécifique et c'est pourquoi il est difficile, presque toujours, d'en tirer des leçons qui s'imposeraient à coup sûr. Mais celui qui pendant huit ans vient d'opposer l'Irak à l'Iran a été si long et si violent, a mis aux prises de si formidables quantités d'armements divers, qu'il constitue, sans nul doute, l'expérience la plus riche pour ceux qui, militaires ou civils, contribuent à la réflexion stratégique.

Trois leçons, au moins, s'en dégagent, L'une porte sur la crise du couple char-avion qui, pendant toute une période de l'histoire des conflits, régna sur les champs de bataille depuis que sa suprématie apparut en Pologne en 1939. La seconde tient à la confrontation entre puissance aérienne et missiles à longue et moyenne portée, en particulier sol-sol : les premières années de la guerre ont montré qu'un certain équilibre à cet égard pouvait arrêter l'extension de la - guerre des villes - entreprise d'abord par le commandement irakien; mais on a vu, au printemps dernier, quand celui-ci se fut assuré la suprématie sur ces deux plans à la fois, qu'il pouvait reprendre sa tentative de destruction systématique des agglomérations ennemies. Enfin, la troisième, et plus importante, concerne évidemment l'emploi des gaz : peut-être, en effet, annonce-t-il un tournant dans l'histoire de ces guerres qu'on appelle · limitées · et comporte-t-il, en tout cas, un risque de déstabilisation politique et stratégique dont on ne peut encore mesurer les effets.

#### Ypres, 1915

N sait que le premier usage auquel on songea, pour les gaz de combat, était d'ordre tactique. Le haut commandement allemand, qui en mit à l'étude la fabrication et l'emploi dès la fin de 1914, en attendait qu'ils facilitent la « percée » sur les fronts continus qu'il cherchait à rompre. C'est le but qu'il voulut tonjours atteindre durant la première guerre mondiale, bien qu'il ait mal compris les conditions qui auraient donné toute son efficacité au premier emploi des gaz le 22 avril 1915, dans le secteur d'Ypres. Mais la suite démontra à quelles limites on se heurtait. Les nappes de gaz génaient les assaillants euxmêmes et ralentissaient leurs mouvements, l'adversaire se prémunissait de mieux en mieux contre les effets des gaz et, naturellement, s'en servait à son tour, de sorte qu'un certain équilibre s'établissant peu à peu on ne pouvait en attendre aucun effet décisif.

Par la suite, c'est un autre mode d'emploi qu'on envisagea pour les gaz de combat : d'ordre stratégique, cette fois. On songeait au bombardement massif des villes en complétant les destructions opérées par les explosifs traditionnels par celles que les gaz provoqueraient dans la population. Et, pour parer à ce risque, les futurs belligérants prirent les précautions qui s'imposaient en distribuant des masques à gaz aux habitants des grandes villes. Précautions inutiles apparemment puisque d'aucun côté les gaz ne furent utilisés durant la deuxième guerre mondiale, la crainte des représailles et les doutes sur l'efficacité de leur emploi ayant dissuadé d'y recourir. En revanche, les Etats-Unis, certains de ne s'attirer

aucune riposte de même nature, utilisèrent des gaz au Vietnam, mais avec des objectifs limités: défoliation des forêts, destruction des récoltes ou neutralisations locales.

La guerre entre l'Irak et l'Iran allait être un nouveau chapitre dans l'histoire de l'emploi des gaz. Comme entre 1915 et 1918, ils furent utilisés d'abord par l'armée irakienne dans un but tactique et, si l'on peut dire, classique : il s'agissait non d'opérer une «percée», mais de colmater une brèche en concentrant les tirs contre des forces ennemies assez denses pour que l'efficacité des gaz soit la plus grande possible. Ils devinrent ainsi l'un des instruments privilégiés du commandement irakien face à la série des grandes contre-offensives iraniennes des années 1983-1987... De toute évidence, il avait repris à son compte le type d'emploi que l'on avait connu durant la pemière guerre mondiale et il hésitait d'autant moins à y recourir que l'adversaire paraissait incapable de riposter avec les mêmes armes... Tout au plus a-t-on signalé, durant l'offensive «Kerbalah IV», que l'armée iranienne aurait employé quelques obus à ypérite; mais les tirs irakiens auraient été si intensifs qu'aucun équilibre n'aurait pu s'établir; et lors de « Kerbalah V » un camion irakien chargé d'obus chimiques aurait alors dégagé une sorte nappe de gaz. Bagdad, de son côté, fait le silence sur cet épisode

Mais le commandement irakien devait, cette année, se décider à recourir à un emploi d'ordre stratégique de ces armes chimiques. L'occasion en fut d'abord le bombardement de la ville kurde de Haladja, située en Irak, mais que l'armée iranienne venait d'atteindre, donnant la main à la rébellion kurde. Ce fut, à notre comnaissance, la première fois dans l'histoire qu'une ville entière fut ainsi bombardée aux gaz, avec des résultats extraordinairement meurtriers pour la population. Mais ce ne fut pas la dernière fois.

#### L'arme décisive des Irakiens

BIEN que le gouvernement iranien ait tenté d'ameuter l'opinion publique internationale contre l'emploi des gaz par l'Irak, et que ies temoten multipliaient sur les pertes humaines qui en résultaient, le commandement irakien, certain, non sans raison, de détenir là l'un des instruments principaux de sa supériorité, n'hésita pas à récidiver : il fit bombarder plusieurs villages du secteur d'Ahwaz. Il apparut alors que les gaz utilisés étaient plus efficaces que ceux dont l'armée irakienne s'était servie auparavant et que les Iraniens avaient très peu de moyens de s'en défendre : il ne fait aucun doute que ce fut l'une des raisons principales qui déterminèrent les dirigeants iraniens à accepter un cessez-le-seu dès lors qu'ils se trouvaient devant un danger aussi redoutable et contre lequel ils ne pouvaient apparemment se prémunir.

De fait, l'armée irakienne avait utilisé d'abord des gaz analogues à ceux de la première guerre mondiale : le phosgène, le gaz moutarde – ou ypérite – mis au point par les ingénieurs allemands. Elle avait eu recours aussi aux gaz fabriqués à partir de 1936 et

1937 en Allemagne: le tabun et le sarin et sans doute aussi le soman, découvert en 1944. Mais par la suite, et en particulier pour le bombardement de Haladja et des villages frontaliers d'Iran, elle employa du gaz à l'acide cyanurique. Celui-ci, à la différence des précédents, est mortel en moins d'une minute de sorte que la proportion des morts, parmi la population atteinte, serait, suivant les observateurs qui se sont rendus sur place, de 97 %.

Les raisons qui avaient empôché l'emploi des gaz durant la seconde guerre mondiale n'ont donc pas joué pour le consiit entre l'Irak et l'Iran. Si l'on s'était abstenu de s'en servir entre 1939 et 1945, c'était d'abord parce que les explosifs classiques paraissaient plus efficaces et plus sûrs pour des bombardements aériens ; que les moyens défensifs sur le champ de bataille risquaient d'annuler l'effet qu'on aurait attendu des armes chimiques et que la certitude d'une riposte conduisait en pratique à une paralysie mutuelle. C'est aussi que les gaz de combat trouvent leur pleine efficacité contre de fortes concentrations de troupes ennemies occupant avec densité une surface limitée : tel pouvait être le cas au temps de la guerre des tranchées mais, dans la guerre de mouvement que l'on connut à partir de 1939, il eût été très difficile de déterminer les secteurs où les gaz auraient eu leur plus grande utilité, et leur emploi désordonné eût été aussi défavorable à l'assaillant qu'à l'attaqué. Mais ces arguments ne valaient pas pour la guerre du Golfe : la prépondérance des systèmes défensifs, la concentration massive des troupes se préparant à l'offensive rendaient au contraire leur efficacité à l'emploi des gaz et, par-dessus tout, l'Irak s'était assuré à cet égard de la supériorité et même d'un quasi-monopole.

#### Mortelle indifférence

A UJOURD'HUI, on peut s'interroger sur l'avenir qui s'ouvre à la guerre des gaz. Contrairement à ce que l'on a souvent écrit récemment, on ne saurait, en effet, se tranquilliser qu'à l'image des armes nucléaires les gaz de combat seraient, pour un grand nombre d'Etats, des armes de dissuasion. Ce qui caractérise, en effet, la dissuasion nucléaire, c'est la certitude que des destructions inacceptables soient opérées sans que rien ne puisse y faire obstacle. Ainsi un éventuel agresseur est-il détourné de s'en prendre à une puissance nucléaire; ainsi les détenteurs d'armes nucléaires stratégiques sont-ils détournés de s'en prendre directement les uns aux autres.

Mais il n'en va nullement de même, aujourd'hui, avec les armes chimiques. D'abord en raison de leur faible coût et de leur facilité de fabrication : un grand nombre de pays peuvent en disposer, mais en quantité variable et à des échéances impossibles à prévoir. Il en résulte que les uns en disposeront et d'autres pas ; que les uns en auront en quantité limitée, d'autre en quantité massive. De surcroît, il existe des possibilités de défense contre certains des gaz utilisés jusqu'ici — essentiellement ceux employés durant la première guerre mondiale et, dans une certaine mesure, les neurotoxiques — et, s'agissant d'éventuels bombardements aux gaz à



LA PROTECTION DU COMBATTANT DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE Cetz fois, des villes entières au été la langue les

plus ou moins grande distance, il y faut une puissance aérienne contre laquelle on peut lutter. Bref, il peut exister partout et à tout moment des déséquilibres qui rendent l'emploi des gaz concevable et probablement efficace pour ceux qui seraient en mesure de s'en servir contre d'autres qui seraient à cet égard en position d'infériorité. C'est là la plus évidente condition d'emploi des gaz, mais c'est par là aussi que leur utilisation dans un conflit, ou peut-être seulement en cas de menace de conflit, peut avoir de redoutables effets de déstabilisation politique et stratégique.

Telle est la principale conclusion qu'il faut tirer de la guerre entre l'Irak et l'Iran, tel est l'héritage principal qu'elle nous laisse. Ainsi peut-on mesurer l'importance que revêt désormais l'effort à entreprendre pour proscrire les armes chimiques et leur emploi. Quand elles firent leur apparition dans l'histoire des conflits, le 22 avril 1915, une extraordinaire émotion s'empara de l'opinion mondiale. L'inventeur du gaz qui venait d'être expérimenté, le chimiste allemand Fritz Haber, qui en était un partisan passionné, fut chargé de renouveler l'expérience sur le front russe, le 31 mai suivant : le jour de son départ pour le front, sa femme, Clara Haber, qui avait désespérément tenté de l'en dissuader, se suicida.

L'ironie du destin de Fritz Haber voulut qu'il fut plus tard chassé de l'Université. Mais le moins qu'on puisse dire est que la réprobation et l'indignation qui se manifestèrent il y a trois quarts de siècle ne se sont pas retrouvées ces dernières années ni surtout ce printemps quand, pour la première fois, une ville entière fut gazée. Aussi peut-on douter qu'il y ait dans la communauté internationale une assez forte réaction pour empêcher la diffusion des armes chimiques, leur éventuel emploi et, en tout cas, le péril qui en résulte pour la stabilité du monde et le maintien de la paix.

#### Dans ce numéro :.

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs. ~ Colloques et rencontres.

PAGE 3:

AGE 3: ENFIN L'ESPOIR D'UNE PAIX AU CAMBODGE, par

P/

Centre d'études diplomatiques et stratégiques

**ECOLE DES HAUTES** 

**ETUDES INTERNATIONALES** 

#### CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Cycle de perfectionnement pour diplomates, fonctionnaires internationaux et cadres supérieurs.

Deux demi-journées par semaine
+ diners-débats et voyages d'études.

Convention avec le doctorat de sociologie politique

# de l'université de Paris X. 3° CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE

Sous le parrainage du centre DROIT et DÉFENSE de l'Université de Paris V et avec l'appui du Secrétariat Général de la Défense Nationale.

Réservé aux timilaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent.
4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris.
Tél.: (1) 42-22-68-06.

Philippe Devillers. - Reconstruire avec de si faibles moyens, par Claire Brisset.

LES GAGNANTS DE LA GUERRE DU GOLFE, par

PAGES 5 à 7 :

PAGE 4:

LE GRAND MAGHREB SUR LE CHEMIN DES

RETROUVAILLES, par Sophie Bessis.
PAGES 8 et 9:

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMO-CRATIE (III): Pour payer moins d'impôts, enrichissezvous! par Christian de Brie.

vous ! par Christian de

PAGES 10 et 11:

Ambition, suite de l'article de Claude Julien. - Dans la jungle du grand marché, suite de l'article de Bernard

Cassen.

PAGES 12 et 13:

L'irréductible opposition des intérêts américains et japonais, par Jacques Decornoy. — La hausse du yen favorise l'industrie nippone, par Marie-Claude Céleste.

PAGES 14 et 15 :

PAUVRETÉ A L'AMÉRICAINE DANS L'AUTRE CALIFORNIE, par Serge Halimi. – Dans la presse étrangère : Les enfants du crack, par Christian de Brie.

PAGE 16:

La social-démocratie prend la relève en Equateur, par Jaime Galarza Zavala. — Opinion, que de chiffres on commet..., par Jacques Decornoy.

PAGES 17 à 20 :

LA GRANDE MÈLÉE DES JEUX OLYMPIQUES : Sport, politique et autres enchères..., par Ignacio Ramonet. — Quand la raison d'Etat ne connaît point de trêve, par Xavier Delacroix. — Foire aux médailles, foire aux affaires, par Jean-François Nys. — L'émergence de nouveaux pays sportifs », par Wladimir Andreff. L'Afrique sauvera-t-elle son transport aérien? par Jacqueline Dodelin-Jullien et Akagah Djonginyo.

PAGES 22 et 23:

QUELQUE PART EN CORÉE DU SUD : Andong, où le passé s'achève encore..., par Philippe Pons.

PAGES 24 et 25 :

L'écrivain philippin dans le combat contre l'injustice, par Francisco Sionil José.

PAGES 26 et 27 :

L'objection de conscience, marginale et pourtant révélatrice, par Dominique Vidal.

PAGE 28:

Munich ou l'illusion de la paix, par Resé Bayssière.

PAGE 29:

 Firma Frankreich », de Lothar Baier, par Jean-Jacques Guinchard. — Floraison d'écrits sur la réforme en URSS, par Jean-Marie Chauvier.
 Dans les revues...

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS: « Est-ce la fin du Canada? », de George Grant, par Yves Flovenne. « L'Invasion des nuages pâles », de Pierre Furian, par Jacques Decornoy. — « Les Enfants de l'Arbat », d'Anatoli Rybakov, par Atain Granh

Le Monde diplomatique du mois d'août 1988 a été tiré à 161 000 exemplaires.

Septembre 1988.

